

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Conférence des Présidents de Parlement de l'UE

«Les Parlements nationaux des pays de la zone euro devraient mieux se concerter!»

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la Conférence des Présidents de Parlement de l'Union européenne qui s'est réunie les 14 et 15 mai 2010 à Stockholm.

En référence à la coopération entre la Commission européenne et les Parlements nationaux, M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne, a incité les Parlements à intervenir le plus en amont possible dans le processus législatif européen. «Les Parlements nationaux devraient se prononcer davantage sur les livres verts et les livres blancs de la Commission européenne», a-t-il précisé.

Dans son intervention, M. Mosar a salué les efforts déployés par la Commission européenne pour entrer en dialogue avec les Parlements nationaux et a par ailleurs souligné la nature éminemment politique du principe de subsidiarité. Le Président de la Chambre



© Parlement suédois/Melker Dahlstrand

M. Mosar a prononcé un discours à Stockholm.

des Députés a en outre plaidé pour l'approfondissement du dialogue interparlementaire dans certains domaines. «Les Parlements nationaux des pays de la zone euro devraient mieux se concerter», a-t-il expliqué en relation avec les récentes propositions de la Commission européenne en matière de budgets nationaux, une suggestion qui a d'ailleurs trouvé l'appui d'autres délégations concernées.

Les défis auxquels les Parlements sont confrontés dans le domaine des nouvelles technologies, l'impact de la crise financière sur les budgets des Parlements ainsi que les préparatifs pour la Conférence mondiale des Présidents de Parlement qui se déroulera du 19 au 21 juillet 2010 à Genève étaient également à l'ordre du jour de la conférence. Leurs Majestés Carl XVI Gustaf, Roi de Suède, et la Reine Silvia ont accordé une audience aux Présidents de Parlement.

28 ^e séance	mercredi	5 mai 2010
29 ^e séance	jeudi	6 mai 2010
30 ^e séance	vendredi	7 mai 2010



Ensemble avec des jeunes lycéens allemands et luxembourgeois, les Présidents Mertes et Mosar ainsi que des parlementaires ont déposé une rose au mémorial de Hinzert.

Rencontre de jeunes à Hinzert

65 ans après la victoire des Alliés sur l'Allemagne hitlérienne, une centaine de lycéens allemands et luxembourgeois ont saisi cette date anniversaire pour se recueillir au camp spécial SS (Sonderlager SS) à Hinzert, lieu symbolique de la souffrance luxembourgeoise pendant le régime nazi. L'initiative de cette rencontre entre jeunes gens de part et d'autre de la Moselle émanait des Présidents de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertes.

Après une visite guidée du site, les étudiants en provenance de Trèves, Luxembourg (Lycée Robert Schuman) et Grevenmacher

(Lycée technique Joseph Bech) ont déposé des roses devant le monument central du camp, une sculpture de l'artiste luxembourgeois Lucien Wercollier.

Dans leurs discours respectifs, MM. Mosar et Mertes ont souligné la nécessité du souvenir et l'obligation de s'opposer à l'oubli pour éviter que l'histoire ne se répète et que l'horreur ne se reproduise. «La démocratie ne peut exister que si tout un chacun de vous y contribue», a lancé aux jeunes Joachim Mertes. Laurent Mosar a, quant à lui, incité les jeunes à œuvrer en faveur d'une plus grande solidarité face à l'égoïsme croissant dans nos sociétés.



Les Présidents de Parlement de l'Union européenne

Visite à la station spatiale de Redu

Deux firmes luxembourgeoises, à savoir SES Astra TechCom S.A. et HITEC Luxembourg S.A., se

trouvent à la pointe du progrès technologique en matière d'équipements terrestres pour satellites.

Elles ont mis en commun leur savoir-faire pour installer un système d'antennes mis à disposition du système de satellites européen Galileo et fonctionnant depuis peu sur le site de l'Agence spatiale européenne à Redu (Belgique).

À l'occasion d'un déplacement dans la Province de Luxembourg, les députés de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Télécommunications se sont renseignés sur le fonctionnement du système et ont découvert le site de Redu, géré par Redu Space Services.

M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a fait l'histoire de l'engagement spatial luxembourgeois et dressé l'inventaire de ses retombées scientifiques et économiques.



(de gauche à droite) M. Ben Fayot, Mme Claudia Dall'Agnol, M. le Ministre François Biltgen, M. Lucien Thiel, M. Marcel Oberweis, M. Claude Adam et M. Jean Colombera.

DANS CE NUMÉRO



Déclaration sur l'état de la nation par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, suivie d'un débat p. 381 p. 385

Sommaire des séances publiques N°s 28-30 p. 381
Sommaire des questions parlementaires p. Q162

S'impliquer davantage dans les décisions européennes



M. Laurent Mosar et M. Jean-Louis Debré

«Les Parlements nationaux devraient davantage contrôler le pouvoir exécutif et s'impliquer plus largement dans la prise de décision au niveau européen.» Cet avis fut unanimement partagé par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et l'actuel Président du Conseil constitutionnel et ancien Président de l'Assemblée nationale de la République française, M. Jean-Louis Debré, au

cours de leur rencontre en date du 17 mai.

Face à des situations compliquées et un nombre croissant de directives européennes, les assemblées nationales sont de moins en moins outillées pour élaborer des textes législatifs de plus en plus complexes, ont constaté les deux présidents. Ils regrettent que l'accroissement des charges internationales risque

à terme d'affecter la mission de contrôle du pouvoir exécutif par le Parlement.

Dans leur analyse, MM. Debré et Mosar sont convenus que les parlements nationaux devraient s'impliquer davantage dans la prise de décision au sein du Conseil européen, notamment en ce qui concerne l'élaboration de paquets financiers pour stabiliser l'euro et venir en aide aux pays membres en proie à des difficultés de refinancement de leur dette publique. «Il s'agit des plus grandes opérations de sauvetage financier jamais vues», a ajouté le Président Mosar. «Il faudrait que les représentants du peuple y soient associés.»

Le Conseil constitutionnel français est le pendant de la Cour constitutionnelle luxembourgeoise. Le rôle de ces institutions est notamment de statuer sur la conformité des lois à la Constitution.

M. Debré a profité de son séjour au Luxembourg pour participer à un colloque sur le droit constitutionnel organisé par l'Université du Luxembourg et réunissant d'éminents spécialistes de la question ainsi que de hauts magistrats.

Esch-sur-Alzette en expansion

Le Luxembourg manque crucialement de logements et surtout d'habitations à prix raisonnable pour jeunes ménages. En date du 18 mai, la Commission du Logement de la Chambre, désireuse de s'informer sur les projets de construction en cours, a entrepris une visite du quartier «Nonnewisen» et du site Belval-Nord à Esch-sur-Alzette.

Belval-Nord accueillera à moyen terme 7.000 nouveaux habitants. Les 150 premiers ont déjà emménagé dans leur maison ou appartement. Pour sa part, le quartier «Nonnewisen» accueillera quelque 3.000 nouveaux habitants dans 900 logements (maisons et appartements). Le projet émane d'un partenariat entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et le Fonds du Loge-

ment. Le quartier en devenir s'agencera sur 30 ha autour d'un parc. Il comprendra une école, des surfaces de bureaux et des logements pour étudiants. 46% du lotissement seront réservés aux surfaces vertes. Les premières maisons seront vendues cet été tandis que le quartier complet ne sera terminé qu'en 2025 au plus tôt.

«Au Luxembourg, 20% de l'énergie consommée est utilisée pour le chauffage du logement familial. Ce pourcentage est élevé. Nous ne pouvons plus nous permettre de négliger les critères de développement durable», a constaté le président de la Commission du Logement, M. Marcel Oberweis. Le Ministre du Logement Marco Schank a, quant à lui, insisté sur le fait que les lo-

gements rempliront les critères de la classe énergétique B et a souligné ensuite que «durable» est aussi synonyme de relier les nouveaux quartiers aux transports publics, d'employer des matériaux écologiques et de ne pas utiliser plus de ressources que nécessaires.

La visite s'est inscrite dans une série de démarches entreprises par la Commission du Logement pour s'informer sur la situation actuelle au niveau des logements à prix raisonnable pour jeunes familles, la politique du Fonds du Logement, les activités de l'Agence immobilière sociale, les chambres à café et la disponibilité de logements sociaux et de logements pour étudiants.



Des membres de la Commission du Logement ainsi que le Ministre du Logement ont visité le quartier «Nonnewisen» et le site Belval-Nord à Esch-sur-Alzette.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ENGAGE un attaché (m/f)

en tant que responsable du service des ressources humaines

dans la carrière supérieure (grade de début de carrière: 12)

La personne à engager devra proposer et mettre en œuvre, en accord avec la direction, une politique de gestion du personnel cohérente et fonctionnelle et être capable d'encadrer toutes les questions relatives à la gestion des ressources humaines. L'expérience à un poste similaire dans le secteur public ou privé est considérée comme un avantage.

Niveau de formation requis:

- être titulaire du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoises en vigueur;
- être titulaire d'un diplôme de fin d'études universitaires en gestion des ressources humaines, droit, administration publique ou gestion d'entreprise et avoir accompli un cycle universitaire complet de quatre années ou plus.

Les candidat(e)s doivent:

- a) être de nationalité luxembourgeoise;
- b) jouir des droits civils et politiques;
- c) se soumettre à un concours sur titres et épreuves;
- d) avoir de très bonnes connaissances des langues luxembourgeoise, française, allemande et anglaise écrites et parlées;
- e) avoir une vraie aisance relationnelle, être capable d'écouter, de motiver et avoir un esprit conciliateur;
- f) avoir une forte motivation de contribuer à l'évolution de l'administration parlementaire en général et des membres de son personnel en particulier.

La demande de participation à l'examen-concours doit obligatoirement être accompagnée:

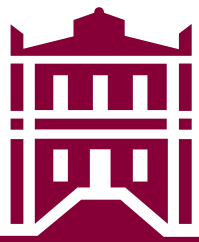
1. d'une notice biographique;
2. d'un extrait de l'acte de naissance;
3. d'une copie de la pièce d'identité;
4. d'un extrait récent du casier judiciaire datant de moins de deux mois lors de la présentation de la demande;
5. d'une copie des diplômes ou des certificats d'études;
6. d'un arrêté d'homologation ou d'une inscription au registre des titres des diplômes universitaires à délivrer par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Les candidat(e)s sont prié(e)s d'adresser leur demande par écrit au service des ressources humaines de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 14 juin 2010 au plus tard.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.



Sommaire

1. Ordre du jour
 - M. le Président
2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
 - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun nom Modell 6. An de Freideg de Moien an néng Auer hu mer d'Enn vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zäit, an där mer liewen, déi ass net einfach.

Si ass net einfach um internationale Plang. Mir stieche weltwäit an där déifster Finanz- a Wirtschaftskris, déi mer an deene leschte Jorzénge erlieft hunn. Déi Kris, déi lokal an den USA a sektoriell am Finanzsektor do ugefaangen huet, déi huet d'Weltrealwirtschaft mat enger Vitesse sonnergläichen de Bierg erofgehait. De Chaos, deen entstanen ass - an dee Chaos, deen ass nach ëmmer net eriwwer -, dokumentéiert op eng eklatant Aart a Weis den Échec vun dem Turbofinanzkapitalismus, deen sech ouni Gêne an ouni Rücksicht op d'Kardinaldugende vun der sozialer Maartwirtschaft iwwer alles Meeschter gemaach hat.

D'Politik vum séiere Geld ass d'Baach agaangen. D'Faszinatioun vum Rächtum ouni Effort ass geplatzt. Den Orchester vun deenen, déi ëmmer erëm d'Melodie vun der ongebremster Deregulierung an der totaler Privatisierung ugestëmmt hunn, deen Orchester, deen ass méi kleng ginn. Den Neoliberalismus, deen huet zwee Schalldämpfer op seng Trompett kritt. An déi, déi, wéi ech - och dacks hei am Haus an och soss doruechter - dem Stat seng normativ Regulierungsfonction ugemahnt hunn an déi dowéinst eigentlech Wirtschaftsarchaismus virgeworf kritt hunn, déi gesinn e bësse manner al aus wéi fréier.

Dee wëlle Finanzkapitalismus, deen muss Regele kréien. Regeln, déi daitlech maachen, dass d'Wirtschaft an d'Finanzen dem Mënsch ze déngen hunn an net emge-

dréit. Dëse Regulierungsprozess ass amgaangen. Dee Regulierungsprozess geet ze lues virun. D'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzt deen Encadrementsprozess an hätt gären, dass e méi séier géif virukommen.

Mir triede fir eng adequat Besteuerung vun de geféierleche Risikogeschäfte vun de Banken an a maachen an Europa Eist derfir, fir dass dat geschitt. Wann net iwwerall op der Welt, dann op d'mannst an Europa. Wann net a ganz Europa, dann op d'mannst an der Eurozon.

Allgemeng gesinn, gëtt et awer éischt international Zeeche fir eng wirtschaftlech Erhuelung. Mä déi no ënne gerichte Wuestumsrisike sinn awer nach net all eliminiéiert. D'Schwelleländer wuesse konsistent - China zum Beispill, Indien -, mä Europa mécht ëmmer nach ee wuestums-midden Androck.

Jo, och fir Europa sinn d'Zäiten net liicht. Mir hunn et an der Eurozon mat wackeleger Croissanceperspektiven ze dinn, mat héije Budgetsdefiziter a mat enger globaler Verschuldung, déi besuergnisserregend ass.

Besonnenesch Suerge mécht de Moment d'Situatioun a Griichenland. Säin onkontrolléierten Haushaltsdefizit a säi Scholden-himalaja, deen een an deen anere selwer verschéllt, sinn dat cumuléiert Resultat vum Kompetitivitéitsverloscht, deen Griichenland an deene leschten 20 Joer ugeheeft huet. Den dramatesche Verloscht u Wettbewerbsfäegkeet huet Griichenland emgehait.

Dofir hu mer am Eurogroup ofgemaach, d'Kompetitivitéitssituatioun vun all Memberstat periodesch ze iwwerpräiwen, fir erkennbar Feelentwécklung kënnen emzedréien. Lëtzebuerg fir säin Deel gëtt nach virum Summer ënnert déi kollektiv Lupp geholl. Elo awer muss mer a puncto Griichenland eis Flicht maachen.

Den Euro gëtt via Griichenland attackéiert. Den Euro muss via Hëllef an Griichenland des Attacken ofwieren. D'Griiche selwer, déi mussen hiert Land erëm zukunftsfit maachen. Si maachen dat iwwregens mat vill Courage, och d'Regierung, a mir mussen hinnen an hirem Interessé an an eisem Interessé dobäi hëllef.

D'Griiche kréien ënner strengsten Oplagen, ënner Konditiounen gehollef. Si kréie keng Lëtzebuurger Steiergelder einfach esou iwwert d'Théik geschubst. Mir werfe keng Sue vun de Lëtzebuurger an d'Mët-telmier, mä mir stellen de Griiche verzénste Kreditter zur Verfügung, déi mussen zréck-bezuelen ginn.

An deem beschriwwenen Ëmfeld - an där internationaler Onsécherheet, an deem europäeschen Duerjerneen -, do muss Lëtzebuerg sech bewegen. Heiansdo muss mer eis mat anere Länner zesumme bewegen, besonnenesch mat deenen, mat deene mer eng gemeinsam Währung deelen. Meeschtens awer muss mer op eege Fauscht handeln. Mir sinn op ville Pläng fir eis selwer zoustänneg. Genau dat gëtt jo mam Wuert „Souveränitéit“ em-

schriwwen: fir sech selwer zoustänneg sinn, säin eegent Schicksal selwer an d'Hand huelen.

Fir dat fäerdeg ze bréngen, do geet et net duer, fir just Politik ze maachen. Fir dat fäerdeg ze bréngen, do muss een eng Politik hunn. Déi huet et - déi Politik, déi ee muss hunn - a méi schwéiere Momenter net ëmmer direkt einfach, well ze vill Acteure léiwer Politik maachen, wéi eng Politik ze hunn. Mä dat gehéiert nun eben zur pluraler Demokratie.

Um Wee op grouss Ziler lass kann een - well d'Versuchung vum medialen Alldag vill ze vill grouss sinn - sech drop beschränken, Politik ze maachen. Mä richtig ass: Um Enn vum Wee, ier een un d'Enn vum Wee kënnt, muss een eng Politik hunn. Soss kënnt een net un d'Enn vum Wee.

Et muss ee virun allem eng kohärent Budgetpolitik hunn.

Fir sech déi richtig Politik an d'Hand ze ginn, déi richtig Budgets- a Finanzpolitik sech zouzeleeën, do muss ee sech fir d'éischt emol d'Fakten ukucken an net iwwert d'Fakten ewechkucken.

Ech weess, dass Der d'Jongléiere mat den Zuelen net ganz gären hutt. Ech hunn et eigentlech gär. Mä well Dir et net gär hutt, wéll ech dofir, och ouni ze vill Zuelen an de Raum ze stellen, just dat heite soen: Am Joer 2008 ass eis Economie mat 0% gewuess - mir haten also eng Stagnatioun -; am Joer 2009 ass eis Wirtschaftskraft ëm 3,4% gefall - mir haten also eng Rezessioun vun enger aussergewöhnlecher Ampleur. Mir waren domat no dësen zwee Joer um Ufank vum Joer 2010 als national Kollektivitéit 3,4% méi aarm wéi am Joer 2007, dräi Joer virun. Normalerweis - wann d'Kris net zougeschloen hätt -, da wiere mer an de Joren 2008 an 2009 all Joer ëm 4% gewuess. Mir wieren also um Ufank vum Joer 2010 8% méi räich gewiescht wéi am Joer 2007.

Den Ënnerscheid tëschent normalen Zäiten a Krisenzäiten zu Lëtzebuerg ass ee vun 11,4% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. D'Kris huet Lëtzebuerg 4,3 Milliarden Euro Wirtschaftskraft kascht.

Et géif mer leed dinn, wann ech deen Een-zegen hei am Land wier, deen des Zuele géife beandrocken. Ech mengen awer, dass vill Leit am Land - wann och net ëmmer all Politiker - vun där negativer wirtschaftlecher Entwécklung déif impressionéiert sinn.

Derbäi kënnt jo eng Verschlechterung vun de Statsfinanzen, eng Verschlechterung, déi et a sech huet. Mir haten 2008 ee gesamtstaatlechen Iwwerschoss - Stat, Gemengen a Sécurité sociale zesumme betruecht - vun 2,5% vun eisem PIB. Ee Joer méi spéit, 2009, hate mer e gesamtstaatlechen Defizit vun 0,7%. Differenz: 3,2%.

Haut, haut de Mueren oder haut de Mët-teg, ech ginn et ëmmer e bësse éischter gewuer, huet d'Bréisseler Kommissioun eis ee gesamtstaatlechen Defizit vun 3,5% fir d'Joer 2010 virausgesot, zwar manner wéi geduecht, mä d'Differenz mam Joer 2008 beleeft sech - géif et esou kommen, a mir probéieren, dass et nach besser kënnt - d'Differenz beleeft sech op 6%. Déiselwech Kommissioun gesäit eis 2011 bei engem Defizit vun 3,9%. D'Differenz mam Joer 2008, wou mer 2,5% Iwwerschoss hatten, d'Differenz mat deem Joer: 6,4%.

Wann dat esou ass a wann dat esou bleift, a well et dëst Joer esou geet, wéi et warscheinlech geet, leet d'Kommissioun am Fréijoer och nach ee Verfahre wéinst exzessivem Budgetsdefizit géint Lëtzebuerg an d'Weeër.

Ech liesen - mat Ënnerscheedlechem Parfum emginn -, dass de Stat déi éischt dräi Méint vun dësem Joer un direkten an un indirekte Steieren honnert Milliounen Euro méi erakritt hätt. Dat stëmmt. An dat ass gutt esou. Mir hunn 2009 bis un d'Enn vum Mount Mäerz 2.352 Milliounen Euro Recetté gebucht gehat. 2010 - also elo - sinn et der 2.454, also honnert Milliounen Euro méi. Mä am Joer 2008 waren et der

2.468, also 14 Milliounen méi am Joer 2008 wéi am Joer 2010, vun deem ech heiansdo héieren, et géif erëm alles biergop goen. Budgetär sti mer also nach ëmmer méi schlecht wéi virun zwee Joer. D'Berouegungspëlle mussen dofir an der Dous bleiwen. Well aus de Budgetsdefiziter, do entsti Statsscholden.

Mir haten am Joer 2009 eng Statsschold vu 5,6 Milliarden Euro. An dësem Joer huet de Scholdestand vum Stat sech op 7,2 Milliarden erhéicht. Wa mer d'Statsausgabe virulafé loossen wéi bis elo a wa mer un der Steuerlandschaft par rapport zum Joer 2010 näischt veränneren, dann erreche mer ee Scholdestand vun 9,9 Milliarden Euro am Joer 2011, vun 12,6 Milliarden Euro am Joer 2012, vu 15,3 Milliarden am Joer 2013 a vu 17,8 Milliarden am Joer 2014. Da géif sech d'Statsschold vun 18,3% haut op 37,4% par rapport zum PIB am Joer 2014 an d'Luucht schaukelen. An da géife mer statt haut 225 Milliounen op eis Schold zréckzebezuelen, am Joer 2014 der 488 mussen zréckzebezuelen.

An anere Wieder, da géife mer am Joer 2014 1% - ee ganze Prozent - vun eiser dann nei ze schafender Wirtschaftskraft op d'Bedéngung vum Scholdendéngscht verwende mussen: 1% vum PIB 2014 géint 0,6% vum PIB am Joer 2010. An da wier d'Rees an de Verschuldungsstat nach laang net eriwwer: Och no 2014 géife mer all Joer 3% méi Schold maachen, bis mer do ukomm sinn, wou mer net hi wëllen a wou mer net hin dierfen!

Et gëtt der - méi wéi een - hei am Land, déi hunn eigentlech kee richtige Problem dermat, dass d'Statsschold sech all Joer zolidd no uewe beweegt. D'Regierung huet awer ee Problem domat. Aus deem ganz einfache Grond, well eng Statsschold, déi all Joer méi grouss gëtt, d'Laaschten, déi haut organiséiert ginn zu Reparaturzwecker, un déi nächst Generatioun weiderrecht. Net déi, déi haut décidéieren, bezuelen d'Scholden zréck. D'Scholde ginn zréckbezuelt vun deenen, déi ënnert den Décisiounen vun haut leiden.

Mir hunn awer kee Recht, fir de jonke Leit vun haut de Frigo vu muer eidel ze maachen. D'Verschuldung ass ee séisst Gëft, dat haut kengem weideet. Mä et ass ee Gëft, wat ee batteren Nogeschmaach huet fir déi, déi no eis kommen. A well dat esou ass a well d'Politik muss intergénérationnel denken, well d'Politik vun haut net nëmme un d'Mënsche vun haut muss denken, mä och d'Liewenschancé vun de Leit vu muer am Bléck muss hunn, huet d'Regierung sech derzou décidéiert, de Cours vun de Saachen ze änneren. Net radikal. Mä energiesch genuch, fir dass déi, déi no eis kommen, net vun de Konsequenzen vun de Feeler erdréckt ginn, déi mir haut aus Lichtfankegkeet an aus générationnellem Egoismus géife maachen.

Well se de Cours vun der Finanzpolitik wëllt änneren, huet d'Regierung an deem Stabilitéitsprogramm, deen se der Europäescher Kommissioun am Januar vun dësem Joer zougeleet huet, Faarf bekannt. Mir wëllen am Joer 2014 net op enger Statsschold vu 17,18 Milliarden, mä op enger vun héchstens 12,9 Milliarden Euro landen. Mir wëllen am Joer 2014 net 488 Milliounen Euro op eis Schold zréckbezuelen mussen, mä héchstens 355 Milliounen. Mir wëllen d'Statsschold héchstens op 27,2% bis un d'Enn vun der Legislaturperiode uweesse loossen an net op 37,4%, Stand, deen mer géife bei ongeännerter Politik mat Sécherheet errechen.

Dofir wëlle mer an deenen nächste Joren an der Moyenne maximal eng Milliard Euro Scholde maachen. Dat ass schonn enorm vill. Fir dat ze errechen a fir dat fäerdeg ze bréngen, muss mer spueren a muss mer d'Gesamtstatsfinanzen esou équilibréieren, dass mer am Joer 2014, gesamtstaatlech gekuckt, een Defizit vun 0%

kréien. A souguer wann dat eis geléngt - an dat muss eis geléngen, - wann et eis geléngt, also de gesamtstaatlechen Defizit op Null zrëckzeféieren, souguer da bleift am eigentleche Statsbudget - am Budget vun deem, wat mer État central nennen - nach ëmmer een zolidd Lach, dat mer och no 2014 mussen duerch weider Scholde finanzéieren.

Deen Effort, dee mer dem Land proposéieren, deen ass grouss, mä eigentlech geet en net duer, fir all eis Problemer ze léisen. Besonnesch dann net, wann een drun denkt - an dorunner muss een denken -, dass d'Belaaschtungen, déi aus eise Renten- a Pensiounsregimer op déi nächst Generatiounen zoukommen, énormément enorm grouss sinn.

Nach ee Wuert zur Statschold. D'Statschold ass och - mä bei Wäitem net nëmmen - geklomme weinst den Interventiounen, déi d'Regierung am Joer 2008 huet misse maachen, fir zwou Lëtzebuerger Banken ze retten. Et gëtt der, déi kuerz denken a laang schwätzen an déi soen: „Verkaaft Är Participatioun un der Banque Générale, da kritt Der d'Sue jo erëm.“ D'Regierung ass awer net wëlles, hir Participatioun - déi vum Stat, et ass jo net der Regierung hir - un der Banque Générale kuerzfristeg ze verkafen. Dat weisen déi aktuell Coursen op der Bourse net aus, mir géifen en Negativgeschäft maachen.

Ausserdeem ass eis Participatioun an der Banque Générale eng strategesch, déi de Stat geholl huet, fir der Banque Générale et ze erlaben, erëm zrëck a rouegt Waasser ze schwammen. Elo zrëck géif villes, och Aarbechtsplazen, nei a Gefor bréngen. Mir bleiwen Aktionär vun der Banque Générale a mir hunn och eppes dervun, dass mer Aktionär sinn. Mir encaisséieren dëst Joer an der Zomm iwwer 130 Milliounen Euro Dividenden duerch eis Participatioun an der BGL an a BNP Paribas. An d'Rémunératioun vun der Garantie, déi mer der Dexia BIL ginn hunn, bréngt eis dëst Joer 15 Milliounen Euro eran.

Déi Suen, déi mer duerch eis Participatioun an der BGL an an der BNP an duerch d'Rémunératioun vun der Statsgarantie fir d'Dexia erakréien, fléissen an de Fonds de la dette a mat hinne kënnen mer d'Zënsen op deene Scholden, déi d'nächst Joer ufaalen, méi wéi decken. Mir kënnen mat dem Resultat vun den Dividenden déi Scholden decken, déi Zënsen decken, déi mer mussen zrëckbezuelen, fir eis Rettungsaktioun am Bankeberäich konnten duerchzeféieren.

Nu gëtt de Finanzminister jo oft - dacks - als en e bësse stupide Kontabel karikaturéiert. Ech stelle just fest, als Trésorminister huet en esou verhandelt, dass en ouni Problem als Finanzminister d'Scholden, déi duerch d'Bankerrettungsaktioun entstanen sinn, kann zrëckbezuelen. Dem Lëtzebuerger Steierzueler ass duerch d'Stabiliséierungsoperatioun am Bankesecteur kee Schued entstanen. Net all Regierung an Europa kann datselwecht fir sech a fir hir Steierzueler soen.

Här President, Dir Dammen an och Dir Hären, wéi maache mer dat dann elo, fir eis Gesamtstatsfinanze bis an d'Joer 2014 ze équilibréieren?

Eng Virbemierkung fir d'Éischt: Wéi mer dës Regierung de Summer d'lescht Joer gebilt hunn, wéi mer de Regierungsprogramm formuléiert hunn, dunn hu mer dat gemaach, wat d'Resultat vun enger an der Eurozon koordinéierter Politik war, nämlech hu mer d'Reduktioun vun de Statsdépendenzen am Joer 2010 bewosst ausgeschloss. Mir hu se ausgeschloss, well mer gemengt hunn, wéi déi aner Regierungen an Europa och, dass déi wirtschaftlech Entwécklung am Joer 2010 vill ze vill onsécher wier, fir dass ee kéint de Konjunkturpak, dee mer virun de Wahlen geschnürt hunn, einfach zrëckzéien.

Mir hu fir d'Joer 2010 een Uklamme vun den Defiziter bewosst a Kaf geholl. Esou steet et och am Regierungsprogramm. Esou steet et och am Wahlprogramm vun där Partei, déi ech am beschte kennen. An esou huet och een, dee sech ongeféier

virun engem Joer op ee laangen Tour gemaach huet, de Leit dat och all Owend erklärt. D'Uklamme vum Defizit am Joer 2010 war geplangt, ass keng Iwwerraschung gewiescht a war noutwendeg, fir dass een d'Konjunktur-Erhuelungskräfte net géif stéieren.

Mer hu gläichzäiteg gesot, dass mer vum Joer 2011 u missten an d'budgetär Konsolidéierung antrieden, esou wéi dat och enger koordinéierter Approche an der Eurozon entsprécht. All Regierungen maachen dat. Keng Regierung spuert net am Joer 2011 Sue par rapport zum Joer 2010 an. Duerfir hu mer och d'Opfuerderunge vum Patronat, fir am Joer 2010 schonn Aspierungen am Budget virzehuelen, zrëckgewisen. Grad wéi mer och zrëckgewisen hunn, de Moratoire vum Index fir déi nächst zwee Joer ze maachen. Duerfir hu mer och dem Avis vun der Chambre de Commerce zum Budgetsprojéit 2010 keng Folleg geleescht, well mer déi Politik, hätte mer se gemaach, konjunkturschwächend an zum Nodeel vun de Lëtzebuerger Betriber a vun de Leit, déi an hinne schaffen, emfonnt hunn. Elo sti mer virun de Joren 2011 bis 2014, vun deene mer ëmmer gesot hunn, si missten d'Jore vun der budgetärer Konsolidéierung ginn.

Vu dass déi international, déi europäesch an déi national Situatioun sech zënter dem Summer 2009, wou d'Regierung gebilt ginn ass, weider negativ agefiert huet, si mer an der Regierung séier zur Schlussfolgerung komm, dass eng Budgetkonsolidéierung iwwert den exklusiven Wee vun der Ofsenkung vun de staatlechen Dépendenzen net méiglech wier.

D'Budgetkonsolidéierung, dat heescht d'Konsolidéierung vun de Gesamtstatsfinanzen, muss een duebele Wee aschloen: esou vill spueren wéi méiglech, ouni d'konjunkturrell Reprise ze verhënneren; Steieradaptatiounen esou vill wéi néideg, ouni d'Wettbewerbsfäegkeet vun der Economie ze behënneren an ouni d'Grundprinzipie vun der sozialer Gerechtegkeet ze verletzen. Genau dee Programm wollt ech lech elo virleeden.

Den Aspierungs- a Gläichgewichtsvirstellungsprogramm huet d'Joer 2014 an d'Null-Prozent-Zil an deem Joer fest am Bléck. Mä e limitéiert sech awer, dee Programm, a senger éischter Versioun op d'Joren 2011 an 2012.

Firwat? Ganz einfach, well mer souwuel an Europa wéi heiheem keng total fiabel Donnéeën hunn, keng absolut belaauschtbar Prognose fir déi zweet Halschent vun der lafender Legislaturperiod. Am Laf vum Joer 2012, éischter an der zweeter Halschent wéi an der éischter, wëlle mer da kucken - well mer dann alles wëssen iwwert d'Joren 2011 an 12, an och déi wahrscheinlech Entwécklung vun de Joren 2013 a 14 besser aschätze kënnen -, wëlle mer da kucken, wou mer dru sinn - d'Zil vum Null-Defizit am Joer 2014 ëmmer nach fest am Bléck - a kënnen dann d'Finanzpolitik fir déi zweet Halschent vun der Legislaturperiod korrekt gestalten.

Haut weess jo keen, jiddwerfalls net vill, ech jiddwerfalls net, wéi de Cours vum Euro sech an de Joren 2013 a 14 entwéckele wäert. Haut kennt keen de Präisniveau vun den Uelechprodukter. Haut weess keen, wéi vill Schubkraaft d'Weltwirtschaft an deenen nächsten zwee, dräi Joer entwéckele wäert. Wann een et genau weess, soll en et soen. Ech weess et net, jiddwerfalls net mat där leschter Sécherheet, a wäit vun där leschter Sécherheet eigentlech ewech.

Selbstverständlech hunn d'Leit Recht, wa se soen, de Stat soll bei sech selwer ufänken ze spueren. De Stat muss fir d'Éischt do spueren, wou e mat sech selwer eleng ass. Duerfir muss e seng eege Fonctionnementskäschten erofsetzen. Dat maache mer och. Mä et soll kee mengen, dass duerch d'Erofsetzen vun de Fonctionnementskäschte beim Stat all Problemer, déi de Stat huet, geléist wieren.

Et gëtt zwou Zorte vu Fonctionnementskäschten. Fir d'Éischt gëtt et déi Käschten, op déi d'Regierung direkten Zougrëff huet, ouni déi aner Acteuren am Wirtschaftsliewen an hiren Entfaltungsméiglechkeeten ze tangéieren. Duerfir setze mer d'Fraisé fir d'Expertise par rapport zum Joer 2010 ëm 20% erof a spueren domat am Joer 2011

zeng Milliounen an am Joer 2012 10,5 Milliounen Euro. Duerfir setze mer d'Büroskäschten, d'Reeskaschten an aner lafend Ausgaben ëm zweemol zeng Milliounen erof, an duerfir limitéiere mer d'Zuel vun der Neiaustellung vu Beamten an de Joren eelef an zwielef par rapport zum Joer 2010 an deene Jore virdrun; dat erlaabt eis eng Erspuernis vun all Kéier 8,5 Milliounen Euro.

Doriwwer eraus muss mer aner Fonctionnementskäschte bremsen. D'Regierung ass der Meenung, dass et an der Fonction publique bis un d'Enn vun der Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punktwäert ka ginn. Mä dat decidéiere mer weder op Parteikongresser nach am Kader vun dëser Ried, doriwwer muss mer mat de Gewerkschaften a mat der CGFP virun allem verhandelen. Mä et wier fir d'Regierung net onwichtig awer ze wëssen, ob déi aner Parteien hei am Haus eis Meenung deelen, dass et keng Lounerhéijung beim Stat an deenen nächste Jore bis un d'Enn vun der Legislaturperiod soll ginn. Just fir et ze wëssen a fir dass een net eng falsch Politik mécht, wier et net oninteressant, doriwwer Auskunft ze kréien.

Aner Fonctionnementskäschten, léif Kollegen, déi mer kënnen ofsenken, wierke sech awer direkt op d'Privatwirtschaft aus. Wann de Stat manner akeeft, verkeeft den Handel an manner. Mä de Stat huet awer eng gesamtwirtschaftlech Responsabilitéit, an deen Deel vu senger gesamtwirtschaftlecher Responsabilitéit dréckt sech iwwert d'Fonctionnementskäschten aus. Setzt ee se erof, da schiedegt een den Handel, setzt ee se erop, da geet et dem Handel besser. Mir wëllen eisersäits den Handel, deen et scho schwéier genuch huet, net ausdréckenen.

Et gëtt, soen d'Leit, a si hu Recht, d'Noutwendegkeet, fir iwwerall ze spueren. Selbstverständlech muss mer och bei de staatlechen Investissementer spueren. Mir haten um Niveau vum Zentralstat fir d'Joer 2011 Investissementer an der Héicht vun eelef Milliarden an eelef Milliounen, an am Joer 2010 vun enger Milliard an 71 Milliounen an d'A gefaasst. Mir muss feststellen, mir hunn net Einnahme genuch, fir Investissementer an där Héicht kënnen korrekt ze bedéngen. Ergo hu mer decidéiert, dass mer d'Investissementer vum Zentralstat op deen héijen Niveau vum Krisejoer 2009 stabiliséiere mussen.

Eng Stabilisatioun oder eng Stabiliséierung um Niveau vum Joer 2009 heescht, dass mer d'Investissementer op 768,8 Milliounen Euro fir déi nächst zwee Joer gläichbleiwend festleee mussen. Dat ass nach ëmmer ee vun den héchsten Investitionsniveaun an der Eurozon. Mä d'Reduktioun vum Investitionsniveau par rapport zu deem, wat mer programméiert haten, mécht et eis zur Pflicht - ech kann lech soen, dat ass eng verdrésslech Pflicht -, d'Investitionsprioritéiten nei ze uerdnen.

D'Verbesserung vun der Mobilitéit bleift fir d'Regierung prioritär. Den öffentliche Transport, dee muss weider ausgebaut ginn. Dat heescht awer net, dass mer kënnen virufueren, eidel oder bal eidel Busse duerch d'Landschaft zirkuléieren ze loossen. Hei, bei de Buslinnen, do gëtt gespuert. Mä et gëtt net gespuert ouni nozedenken. Déi Buslinnen, déi vill gefuer a vill benotzt ginn, déi gi verstärkt.

D'Investissementer an d'Schinn, déi hunn absolute Virrang, well mir brauchen zousätzlech Capacitéiten an ee qualitativ héichwäertegt Schinnennetz. Den zweegleesegen Ausbau vun der Péitenger Zuchstreck gëtt fäerdeg gemaach an d'Erneuerung vun der Beeteburger Streck ugefaang. Et gëtt weider an d'Logistikstrukturen zu Beeteburg investéiert, an d'Terminaleinfrastrukture fir d'Autoroute ferroviaire Lëtzebuerg-Perpignan ginn ausgebaut. De Centre de remisage an de Réaménagement vun der Stater Gare gi weidergedriwwen, d'Nordstreck gëtt punktuell verbessert.

Den Investitionsbudget vun der Bunn, oder den Investitionsbudget fir d'Bunn, wäert an deenen nächste Joren iwwert de Budgetsmëttel leien, déi fir de Stroossebau wäerten opbruecht ginn. Dat ass och nach wouer, wa mer eng Rei vu geplangten Investissementer an d'Schinn net kënnen an deenen nächsten zwee Joer rea-

liséieren. D'Zuchlinn op de Kierchberg an eng nei Eisbunnsstreck op Esch - dës eleng géif 1,6 Milliarden Euro kaschten - kënnen net gebaut ginn. D'Regierung hält de Prinzip an un de Prinzipie vum „Mobilitéitskonzept 2020 fest. Den Tram ass een Deel vun deem Konzept. E kann awer weinst de finanzielle Schwieregkeeten, mat deene mer eis erëmzeschloen hunn, net schonn an de Joren 2011 an 2013 ugefaang ginn, mä eréischt am Joer 2014.

Och an der Kris gëllt et, d'Prinzipie vun der Landesplanung net aus dem Bléck ze verléieren. Elementar ekologesch an ekonomesch Iwwerleeunge bréngen eis dozou, dass mer déi dräi grouss Zentren, déi mer hei am Land hunn, weider stäerken. Am Süde vum Land gëtt um Aménagéieren an um Miwweléiere vum Site Belval weider geschafft. Am Zentrum konzentréiere mer eis op d'Noutwendegkeeten, de Site vum Ban de Gasperich optimal verkéiersternes op déi ze erwaardend relativ importent wirtschaftlech Entwécklung virzereeden.

An der Nordstad, do gëtt vill an d'Schoulen investéiert. Et kënn eng nei Akerbauschoul op Gilsdref, an un de Projeten Nordstad-Lycée, nei Schoul fir Gesondheitsberuffer souwéi Zentrum fir beruflech Weiterbildung an Ausbau vun de Sportsinfrastrukture gëtt weider geschafft.

A puncto Stroossebau gëtt d'Strooss mam Accès an d'Industriezon Fridhaff aménagéiert a verbreedert, esou dass mer Betriber mat vill Individualverkéier aus der Nordstad dohinner kënnen émsiedelen an den Trafic aus der Nordstad kënnen eraushalen. Op Ettelbréck kënn eng nei Gare; d'Transversale vu Clierf bleift op der Dagesplanung.

Zrëck an de Süde vum Land. Den dräispuerregen Ausbau vun der A3 a vun der A6, mat Ausnam vun deem klengen Stéck tëscht der Aire de Berchem an dem Gaasperecher Kräiz, gëtt net virgeholl. Ganz einfach, well en ze deier géif ginn.

Allgemeng gëllt: Mir wëlle beim Ausbau vun eise Schoul- a Sozialinfrastrukturen en héijen Investitionstempo bäibehalen. D'Investitionsplan am Beräich vun der Schoul, déi ass impressionnant. Niewent de genannte Projeten an der Nordstad stinn den Ausbau vum Lycée technique zu Gréiwemaacher, d'Aarbechten um lechter-nacher Lycée, de Lycée zu Jonglënster, de Réaménagement vum Lycée Hubert Clément zu Esch, d'Transformatioun vum Lycée technique zu Esch, nei Sportinfrastrukture fir d'Annexe vum Lycée technique zu Diddeleng an d'Fäerdegstellung vum Lycée Belval weiderhin op der Prioritéitelëscht. Datselwecht zielt fir d'Extenssioun vum Lycée technique zu Bouneweg, fir d'Renovatioun vum Atheneum a fir den neie Lycée fir d'Gesondheitsberuffer.

Mä de Bau vun de Lycéeën zu Clierf, zu Déifferdang an zu Mondorf kann an den nächste Joren net ugefaang ginn. Si sinn awer noutwendeg a ginn duerfir och net definitiv vun den Investitionsleschte gestrach. D'Planifikatioun vun deenen dräi Lycéeë leeft wéi geplangt virun. Wann d'Viraarbechten ofgeschloss sinn, wa mer déi noutwendeg Finanzmëttel erëm komme gesinn, da ginn dës Projete realiséiert; als éischten de Lycée zu Clierf.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng nei Nationalbibliothék, och wa mer keng Suen hunn. Ee Land, dat eppes op sech hält, dat därf seeng Bicher, an domat ee Stéck vu senger Vergaangenheet, net vermuuschte loossen. Déi nei Nationalbibliothék, déi kënn op de Kierchberg bei d'Kräizung Bricherhaff. Mir kënnen einfach net méi laang wéi bis elo waarden, bis dass dat sougenannte Schumansgebai bei der Philharmonie fräi gëtt. Elo gi séier nei Pläng gemaach. 2014 soll mam Bau ugefaang ginn.

De Velodrom ass aus den Investitionsprogrammer fir d'Joren 2011 an 2012 gestrach ginn. De Sportsminister sicht en anere Site op enger anerer Plaz, fir no 2013 méi e bëllege Projet kënnen ze realiséieren.

Dir gesitt, Dir Dammen an Dir Hären, och bei den Investissementer gëtt gespuert, well et muss, wéi d'Leit soen a wéi ech och mengen, iwwerall gespuert ginn. Mä den Investitionsbudget vum Stat bleift op héi-

jem Niveau. Dat muss en och, fir eist Land, seng Ekonomie a seng Leit op d'Zukunft kënnen virzebereeden.

Wann een eng budgetär nohalteg Entwécklung wëllt, da kann ee keng grouss Kéier ronderëm de Sozialbudget maachen, och wann ee se am léifste géif maachen, well wann een duerch de Sozialbudget fiert, da stécht een nawell séier am Stau an et kënt een net gutt virun. D'Regierung wëllt de Sozialbudget punktuell reforméieren, d'Regierung wëllt de Sozialstat net total deforméieren. Déi Absicht hat se ni, déi Absicht hat och net de Finanzminister, wéi en an der Tripartite am Numm vun der Regierung eng Rei vu Piste virgeluecht huet, iwwert déi hie gebieden huet nozedenken.

Mir ginn net mam décken Hummer am Grapp un de Sozialbudget vum Stat erun. Am Géigendeel, d'Regierung huet d'Forderung vum Patronat, d'Mindestlounerhéijung op den 1. Januar 2011 aussetzen, zréckgewisen. Mir hunn all Verschlechterung am Beräich vum Indemnisiéiere vun de Chômeuren ofgelehnt. Mir hunn all Verschlechterungen och beim Kënnegungsschutz ausgeschloss. Mir hunn eng allgemeng Ofsenkung vum Kannergeld ni an d'A gefaasst, obscho mer, an dat mat grousssem Ofstand, dat héchste Kannergeld an Europa hunn. Mir proposéieren lech keng lëtzebuergesch Versioun vun Hartz IV. Mir proposéieren lech sozial verträglech, sozial équilibréiert a sozial gerecht Léisungen. Wien haut net e bësse Courage huet, fir eng kleng Kéier ze huelen, dee gëtt mat schëlleg drun, dass mer an Zukunft op der riichter Streck riicht an de Sozialofbau rennen.

Den 1. Januar 2011 missten d'Renten an d'Pensiounen ëm 1,9% no uewen ajustéiert ginn. Well mer eng gerecht Laaschteverdeelung tëscht de méi Alen an de méi Jonke wëllen, proposéiert d'Regierung lech den nächste Renten- a Pensiounsajustement an zwee Deeler ze splécken, d'Renten an d'Pensiounen ëm 0,95% op den 1. Januar 2011 an ëm weider 0,95% op den 1. Januar 2012 ze erhéijen. Dës Zweedeelegung provozéiert eng Erspuernis vu siwe Milliounen Euro am Budget vum Zentralstat a vun 32 Milliounen am Budget vun der Administration publique.

Mir proposéieren lech, d'Kannergeld nach just bis zu engem Alter vun 21 Joer auszebeuelen. Ënnert dëser Moosnam - déi a villen anere Länner net ka getraff ginn, well et do kee Kannergeld iwwer 21 Joer gëtt -, ënnert dëser Moosnam leit keen, dee wëllt studéieren. Den Héichschoulminister huet proposéiert, dass all Student op Demande eng net remboursabel Bourse vu 6.000 Euro d'Joer an ee remboursabele Prêt vu 6.000 Euro d'Joer kann an Usproch huelen. Esou hätt also all Student ee Budget vun 12.000 Euro zur Verfügung, ee Budget, deen nach bis zu engem Montant vun 3.700 Euro maximal d'Joer fir Aschreibungsfraisé kann opgestockt ginn. Déi Kanner, déi iwwert den Alter vun 21 Joer eraus nach an der Schoul oder an der Ausbildung sinn, déi behalen hiert Kannergeld. Duerch de Cumul vun dëser Moosname gëtt de Stat d'nächst Joer 40 Milliounen Euro manner aus. D'Encouragementsprime fir Studenten, fir Unistudente gëtt agestallt. Doduerch entsteeft eng Erspuernis vu 4,1 Milliounen Euro.

D'Mammerent gëtt net ofgeschafft. Wie se wëllt ofschafen, dee soll dat emol eng Kéier ganz kloer an däitlech heibanne soen. Mä d'Mammerent, déi gëtt et an Zukunft eréischt vum Alter vu 65 Joer, dem legale Pensiounsalter zu Lëtzebuerg, un. De Stat spuert domat 1,5 Milliounen am Joer 2011 an 3,1 am Joer 2012. Dës Moosnam betrëfft selbstverständlech net déi Mammen, déi haut Bezéier vun der Mammerent sinn, mä just déi, déi et an Zukunft ginn.

Och an de staatleche Begleedungsprogrammer fir de Wunnengsbau kënt et zu Annerungen. Déi staatlech Logementspolitik, déi ass deier. Si bleift deier. Mä mir müssen déi Moosnamen, déi am Verhältnis zu hirem Rendement oder am Direktverglach zu hirem Absichtesetzung net alles bruecht hunn, déi Moosnamen, déi mussen mer ëmänneren.

Ech schwätzen hei vu Moosnamen, déi mer agefouert hunn, fir d'Baue méi bëlleg ze maachen, déi awer net zur Verbëlleung vum Bau bäigedroen hunn. Dofir

proposéiere mer der Chamber, fir bei den neie Prêten d'Zënsbonifikatioun, déi all Famill mat Kanner ouni Réckkoppelung mam Revenu kritt, anzustellen. Déi zukünfteg Prêten - dës Moosnam betrëfft selbstverständlech net déi Prêten, déi scho lafen. D'Zënssubventiounen, déi un de Revenu gekoppelt sinn, bleiwe selbstverständlech bestehen.

De Stat huet domat manner Ausgabe vun enger Millioun am Joer 2011 a vu véier Milliounen am Joer 2012. À terme awer spuere mer duerch dës Moosnam 30 Milliounen Euro d'Joer.

Och beim sougenannte bëllegen Akt kënt et zu Annerungen. Seng Verallgemengering, déi mer virun e puer Joer agefouert hunn, fir de Bau méi bëlleg ze maachen, déi Verallgemengering, déi mussen mer zréckdréien. An Zukunft hänkt d'Zouerkennung vum Steierkredit, dee mam bëllegen Akt zesummenhängt, vun der Akommessituatioun vun de Leit of. Beispill: Eng Famill mat zwee Kanner, déi manner wéi 30.000 (*veuillez lire: 70.000*) Euro Revenu imposable d'Joer huet, kënt och virun an de Genoss vum bëllegen Akt ënner Form vun deem Steierkredit, deen drunhängt. De Stat réaliséiert esou eng Recette vu 70 Milliounen Euro d'Joer. D'Verallgemengering hat 120 Milliounen Euro d'Joer kascht.

Well mer beim Soziale sinn, vläicht och nach ee Wuert iwwert de Congé parental. Seng Modalitéite bleiwe fir d'Joer 2011 déiselwech wéi haut. Mä am Laf vum Joer 2012 examinéiere mer d'Fro, ob den Elternurlaub nieft senger familjepolitescher Dimensioun och all deenen Erwaardungen entsprach huet, déi an aarbechtsmaartpolitescher Hisiicht un dëst Instrument gestallt gi sinn. Wa mer bei där Iwwerpräiwung feststellen, dass seng Modalitéite mussen geännert ginn - Lafdauer, Bezuelung, Opspléckung vun de Perioden iwwer méi eng laang Dauer -, da ginn Ëmännerunge virgeholl.

Zu dësen Ëmännerungen am soziale Beräich geselle sech Aspuerungsvirschléi op anere Pläng. Esou wëlle mer d'Kapitalsubventiounen un d'Entreprise par rapport zum Joer 2010 ëm 10% ofsenken. Erspuernis: véier Milliounen Euro. Esou wëlle mer de Participatiounstaux, deen de Stat de Gemenge beim Bau vu Kläranlagen iwwerweist, vun 90 op 75% zréckféieren. Erspuernis: dräi Milliounen d'nächst Joer, fënnf Milliounen d'iwwernächst Joer. Logescherweis müssen déi Taxenerhéijungen, déi d'Gemengen opgrond vun dem Akraafttriede vun der Waasserdirektiv an d'A gefaasst hunn, a kierzester Frist vum Innenminister validéiert ginn.

Wann ech déi Aspierungen, déi mer kréien duerch d'Ofsenke vun de Fonctionnementskäschten, d'Stabiliséiere vum Investissementsvolumen, d'Émorientéierung am Sozialberäich an d'Neiausrüchtungen op anere Pläng zesummenzielen, komme mer d'Joer 2011 op eng Zomm vu ronn 370 Milliounen Euro mindestens - dat hänkt vun deem detailléierten Duerchforstungsprogramm, dee Budgetsinn fir Budgetsinn muss an deenen nächste Méint gemaach ginn, of -, 370 Milliounen mindestens am Joer 2011 a mindestens 407 Milliounen Euro Aspierungen am Joer 2012.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stellt sech eraus, heiheem wéi och soss doruechter, dass een d'Budgetskonsolidéierung, déi mer ustriewen - Rappel: 0% bei de gesamtstaatlechen Ausgaben am Joer 2014 -, net nëmme kann iwwert d'Dépendésäit organiséieren. Richtig bleift: Fir d'Éischt mussen mer spueren an also d'Ausgabe méi niddreg halen. Mä zur Budgetskonsolidéierung gehéiert och d'Recettésäit. D'Ausgabe mussen falen; dat ass eis Prioritéit. D'Recetté mussen sech aus Solidaritéitsgrënn no uewe bewegen; dat ass eng Noutwendegkeet.

Ech hu scho bei anere Geleeënheete gesot, dass et net méiglech wäert sinn, an deenen nächste Joren d'Steiertabell der Inflatoun unzepassen. Dat wier wëschenswäert, mä net alles, wat wëschenswäert ass, ass och ze maachen.

Ech hunn och bei anere Geleeënheete scho gesot, dass déi an d'A gefaassten duerchschnëttlech Ofsenkung vun der Betriebsbesteuerung am Laf vun dëser Legis-

laturperiod net ze maachen ass. Och dat wier wëschenswäert gewiescht, fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze verbesseren, mä och dat ass ugesichts vun der ugestrengter Finanzlag vum Stat net dran.

Wann iwwer Steiere geschwat gëtt, da spätzen d'Leit d'Oueren. Jiddwereen huet do esou seng eege Virstellungen a meeschens hänken déi och mam eegene Portmonni nawell zimlech intim zesummen. Dat ass normal. Déi eng soen: „Huel et bei den Décken!“ Déi, déi sech duerch dës Beschreibung betraff spieren, soen, si géife schonn ze vill Steiere bezuelen, an déi äntwerten engem: „Huel et dach bei jiddwereengem!“

Wéi gesäit eis Steierlandschaft haut aus? Déi Leit, déi ee besteierbart Akommes vun iwwer 200.000 Euro hunn - dat sinn der genau 5.458 -, déi bezuelen haut 20,78% vum gesamte Steieropkommes. 3,79% vun den Haushalter, déi méi wéi 140.000 Euro besteierbart Akommes d'Joer hunn, déi bezuelen haut 42,45% vun de Steieren. 15% vun de Ménagë bezuelen haut 75% vun de Steieren; 5% vun de Ménagë bezuelen haut 51% vun de Steieren. Esou gesäit eis Steierlandschaft aus, an dat Bild weist eppes: Déi, déi vill verdéngen, déi, déi méi breet Schëlleren hunn, déi droen och méi zum nationale Steieropkommes bäi. Och dat ass normal.

Mä et soll een dofir ophalen ze soen, déi kleng Leit géifen iwwerbesteiert ginn, an déi, déi vu sech selwer iwwerhaupt net mengen, dass si déi Déck wieren, déi géifen net Steiere genuch bezuelen, wann ee gesäit, wéi d'Steierrepartioun an d'Steierdistributioun sech am Laf vun de leschten 20 Joer an eng méi gerecht Richtung verreckelt hunn.

D'Steieruerdnung gëtt souwiso vun de Leit nëmme dann akzeptéiert, wa se gerecht ass. An eis Steieruerdnung, déi mer haut hunn, déi ass gerecht. Si belascht déi mat breede Schëllere méi wéi déi mat schmuelen. Déi Steierlandschaft, déi kënt, déi mer elo matzen an der Kris müssen nei zezeichnen, hält um Grondsaz fest, dass déi, déi méi hunn, och méi kënnen ginn.

Mir proposéieren een neie Spëtzeiteersaz vun 39%. Hien ersetzt net dee vu 35% (*veuillez lire: 38%*), mä mir wëllen iwwert déi Tranche vun den 38% eng supplementar Tranche vun 39% zéien, an dat vun engem besteierbaren Akommes fir e Stot vun zwou Persounen vun 53.586 (*veuillez lire: 83.586*) Euro un. De Stat kritt esou, eleng doduerch, 40 Milliounen Euro méi Recetten.

Mir proposéieren, d'Solidaritéitssteuer vun haut 2,5 op muer 4% eropzesetzen. Déi, déi also d'Solidaritéitssteuer haut bezuelen, müssen 1,5% méi Solidaritéitssteuer muer bezuelen. Iwwer engem besteierbaren Akommes awer vun 300.000 Euro gëtt an Zukunft eng Solidaritéitssteuer vu 6% erhuewen - fir eng Koppel wuelverstanen. Dës Modulatioun vun der Solidaritéitssteuer dréit dem Prinzip Rechnung, dass breet Schëllere méi eng grouss Solidarität an der Kris hu wéi déi, déi manner verdéngen. Och dës Moosnam generéiert eng supplementar Recette vu 40 Milliounen Euro.

Mir proposéiere fir d'Joren 2011 an 2012 d'Aféierung vun enger Krisekontributioun vun 0,8% op alle Revenuen, net nëmme Salairen, mä och Loyerer, Dividenden an aneren Akommesarten. Dës Krisekontributioun gëtt esou organiséiert wéi d'Cotisation zur Fleegeversécherung. Mat enger Nuance: Bis zur Héicht vum Mindestloun ass kee Kriseprelèvement ze bezuelen. Motto och hei: Déi kleng Revenuë mussen maximal geschützt ginn.

Duerch dës Kriseprelèvement réaliséiert de Stat eng Recette vun 80 Milliounen Euro. Dës Kriseprelèvement ass geplangt fir d'Joren '11 an '12. Fir de Rescht vun der Period gesi mer, wéi mer domat virufueren, am Licht vun der sech dann agestalltender Entwécklung vun de Statsfinanzen.

Déi Moosnamen, wat heeschen déi eigentlech fir déi eng a fir déi aner?

D'Steieradaptatiounen an d'Aféierung vun enger Krisekontributioun schléit sech fir eng Koppel, déi 30.000 Euro besteierbart Akommes am Joer huet, mat enger jährlicher Mehrausgabe vun 136 Euro néier.

Eng Koppel, déi 40.000 Euro besteierbart Akommes huet, bezilt 253 Euro méi; eng, déi 50.000 huet, 377 Euro méi; eng mat 60.000 Euro besteierbart Akommes, 509; eng mat 80.000 769 Euro méi.

Eng Koppel mat engem besteierbare Joresakommes vun 90.000 Euro bezilt 1.015 Euro méi. Eng Koppel, déi 100.000 Euro besteierbart Akommes d'Joer huet, bezilt 1.272 Euro méi. Eng Koppel, déi 110.000 Euro besteierbart Akommes huet, 1.529 Euro. Eng Koppel, déi 125.000 Euro besteierbart Akommes huet, bezilt 1.915 Euro méi. Eng Koppel, déi 155.000 Euro d'Joer versteiert, bezilt 2.686 Euro méi. Eng Koppel, déi 200.000 Euro besteierbart Akommes am Joer huet, bezilt 3.842 Euro méi. An eng Koppel, déi e besteierbart Akommes vun 300.000 Euro d'Joer huet, bezilt 7.582 Euro méi.

Dir gesitt, dass déi nei Steier- an Ausgabe- landschaft, déi mer lech proposéieren, sozial- an akommesgerecht ass. Si mécht kengem Freed, esou wéi et och kengem Freed mécht, dass d'Kilometerpauschal vum nächste Joer un halbéiert gëtt. Si mécht kengem Freed, mä dës Reforme sinn noutwendeg, well mer déi national Solidaritéit, déi noutwendeg ass, op eng gerecht Manéier mussen organiséieren.

Am Total mécht dat - Steierenabgaben, indirekt Steieren - ee Montant, deen erträglech ass, wann och substanzli. Et gi méi Dépensé gesenkt wéi nei Prélèvements agefouert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Zoustand vun de Statsfinanzen - ech hunn et gesot -, dee mécht eis alleguer Suergen, ben, jiddefalls deene meeschte vun eis. Mä d'Situatioun op eise Aarbechtsmaart, déi muss engem nach méi Suerge maachen.

Mir haten am Joer 2000 - am Januar 2000, pardon - 5.452 Leit ouni Aarbecht an 1.932 Leit an deene sougenannte Beschäftigungsmessuren. Zesummen: 7.384 Leit am Chômage an an de Beschäftigungsmoosnamen. Mir haten am Januar 2010, also zéng Joer méi spéit, 15.317 Leit am Chômage an 3.358 Leit a beschäftigungspolitesche Moosnamen: zesummen also 18.495 Leit.

Mir haten am Januar 2000 eng Aarbechtslosegkeet vun 2,9% an am Januar 2010 eng vu 6,4%. D'Zuel vun de Leit ouni Aarbecht huet sech also an engem Jorzéngt, vu Januar op Januar, vu 5.452 op 15.137 Leit erhéicht: an zéng Joer 10.000 Leit méi ouni Aarbecht.

Heiansdo héieren ech d'Leit soen, an et gëtt der och vill, déi mer dat schreiwen, mir hätte jo eigentlech guer keng Kris zu Lëtzebuerg. Si solle vläicht mat deene 15.000 Leit schwätzen, déi am Chômage sinn, a mat deenen, déi a beschäftigungspolitesche Moosname sinn, oder mat deenen, déi Kuerzaarbecht gemaach hunn.

Richtig ass et wahrscheinlech, dass d'Kris nach net bei jiddwereengem ukomm ass, mä bei deene Leit, vun deene mer hei schwätzen, do ass se längst ukomm. Ech froe mech heiansdo, wéi vill Chômeuren dass mer eigentlech missten hunn, fir dass jiddwereen hei am Land kann zouginn, dass mer an der Kris wieren.

Op déi Beschäftigungskris muss ee selbstverständlech reagéieren: mat de Mëttel vun der Finanz- a Wirtschaftspolitik, mä awer och mat den Instrumenter vun der Aarbechtsmaartpolitik. Dat mécht d'Regierung.

E Chômeur verdéngt wiesentlech manner Geld wéi een, dee schafft. Fir dass en net total a materieller Hinsicht ausrutscht, bleift et bei engem Chômagegeld vun 80% vum leschte Gehalt respektiv vu 85% vum leschte Gehalt fir Leit mat Kanner. Mir wëssen, dass d'Chômagegeld, d'Chômageentschiedegung mat 2,5-mol de Mindestloun plafonéiert ass.

Mä an der Kris ass et nach méi schwéier wéi soss, fir eng Schaff ze fannen. Dofir hätte mer och gären, dass Leit, déi am Chômage sinn an déi entschiedegt ginn, net schonn no sechs Méint hir Chômage-



indemnitéit op zweemol de Mindestloun plafonéiert kréien, mä eréischt no néng Méint.

D'Chômageindemnitéit bleift op zweemol de Mindestloun, och wann d'Period vun néng Méint erreecht ginn ass, soulaang wéi déi betraffe Persoun nach am Chômage ass, a gëtt net no zwielef Méint op 1,5-mol de Mindestloun ofgesenkt. Dat bedeit eng supplementar Dépense fir de Beschäftigungsfong vun 2,5 Milliounen Euro d'Joer.

D'Dauer vun der Chômageentschiedung bleift am Prinzip bei zwielef Méint. Mir hunn awer haut scho Regelen, déi soen, wann een 20 Joer geschafft huet an an de Chômage fält, dass een da seng Chômageindemnitéit sechs Méint prinzipieller Natur eraus. Déi Regel awer, déi spillt eréischt fir Leit iwwer 50 Joer. D'Regierung proposéiert, déi Altersgrenz op 45 Joer erofzesetzen, well ëmmer méi Leit ronderëm deen Alter a Beschäftigungslosegkeet geroden a sech ganz schwéierdinn, fir eng Aarbecht ze fannen.

Zanter Joren encouragéiere mer d'Kreatioun duerch Chômeurë vun hiren eegene Entrepreneuren. Fir hinnen dat méi einfach ze maachen, fir hinnen et méi einfach ze maachen, duerch déi éischt Méint vun der Kreatioun vun hirer Entreprise ze kommen, hu mer decidéiert, d'Chômagegeld bis un d'Enn vun der normaler Entscheedungsperiod virun un déi Leit auszebezuolen, déi hiren eegene Betrib grënnen.

D'Aide au réemploi - fir déi et kee lëtzebuergesch Wuert gëtt -, déi hu mer viru Joren agefouert an et ass eng Moosnam, déi gräift. Eleng am Joer 2009 hu 5.234 Leit vun hir profitéiert. Mir hunn awer den Androck, dass sech do eng Rei vun Abusen an deen effikassen, mä streckeweis gënereisen Hëllesmechanismus ageschlach hunn. Déi Abusë ginn eliminéiert.

Kuerzgeschafft hunn am Joer 2009 66.000 Leit. Dat huet de Beschäftigungsfong ronn 45 Milliounen Euro Ausgabe méi kascht, wéi geplangt. Och an deem Joer gëtt weider kuerzgeschafft. 2.488 Leit ware bis elo dëst Joer a Kuerzaarbecht. Duerch d'Gesetz vum 29. Mee 2009 sinn d'Konditiounen fir d'Kuerzaarbecht verbessert ginn. Déi speziell Kriseregulungen aus dem Joer 2009 gi fir d'Joer 2011 verlängert. Dës Moosnam hëlleft de Beschäftigten. Si hëlleft och de Betriber.

Allgemeng gëllt: D'Aarbeitsmaartpolitik muss nach méi aktiv ginn. Zu deem Zweck gëtt och d'Aarbeitsmaartverwaltung reforméiert. D'Reduktioun vum Chômage ass déi éischt Aufgab vun der Lëtzebuergescher Politik. Si muss sech un hir moosse loos-sen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, wa mer iwwer d'Noutwendegkeet vun der gesamtstaatlecher Finanzkonsolidéierung schwätzen, wa mer eis Suerge maachen iwwer d'Situatioun op eisem Aarbeitsmaart, da kënt een net derlaanscht, fir iwwer d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuergescher Wirtschaft ze schwätzen. D'Steierrecettë sinn zu engem groussen Deel Funktioun vun deem manner héijen oder manner niddrege Kompetitivitéitsniveau, deen ee Land huet. Dat ass iwwerall esou, an dat ass heiheim net anescht.

Den Observatoire vun der Kompetitivitéit an de Wirtschaftsminister selwer hunn an deene leschte Joren ëmmer erëm op de Wettbewerbsverfall vun der Lëtzebuergescher Wirtschaft higewisen. Wann d'Kompetitivitéit vun enger Wirtschaft fält, wa se kontinuéierlech an iwwer eng laang Period fält, da falen och d'Steierrecetten, dann hëlt d'Kreatioun vun neien Aarbeitsplazen of an d'Augmentatioun vum Chômage zou. Esou geet et de Moment och zu Lëtzebuerg.

D'Regierung kann deem net einfach tatenlos nokucken. An dofir huet de Wirtschaftsminister der Tripartite 65 Moosnamen, Iddien, Piste virgeluecht, wéi ee kéint d'Kompetitivitéit vun eise Betriber verbessern. Dës Initiativléischt läit der Chamber vir, ech brauch se dofir net am Detail hei ze erklären. Dat géif souwiso eng

Stonn an Usproch huelen. Ech wollt just soen, dass ech mat dem Wirtschaftsminister senge 65 Pisten d'accord sinn.

Iwwer déi Pisten eraus huet d'Regierung decidéiert, d'Bonification d'impôt fir Investissementer - dat heescht also, den Artikel 152bis vun eise Steiergesetz - weider ze verbesseren. Ausserdeem huet se decidéiert, déi steierlech Dispositiounen, déi eng méi rationell Utilisatioun vun der Energie encouragéieren - ech schwätzen hei vum Artikel 32 vun eise Steiergesetz - weider ze verbesseren.

Eis Finanzplaz verdéngt ee weidert Skulptéieren an hirem Environnement. Si wäert ni méi déi Bedeutung erreechen, déi se an de vergaangene Joren hat. Kee soll sech drop verloossen, dass d'Finanzplaz an den nächste Joren esou vill Steiere kéint bezuelen, wéi se dat an de leschte Jore gemaach huet. Mir mussen eis souwiso aus der babylonischer Recettégefaangenschaft vun der Finanzplaz befreien. Mir kënnen net op konjunkturrell bedéngten héich Steiereinnahmen, déi vun der Finanzplaz drainéiert ginn, eng strukturell Ausgabe-politik opsetzen, déi dauere soll.

D'Finanzplaz - em déi mer eis bekëmmere - déi brauch weider Instrumenter. An dofir baut d'Regierung de Réseau vun den Duebelbesteuerungsofkommessen kontinuéierlech a systematesch aus. Dat hëlleft engem Deel vun eiser Finanzplaz a besonneschem Mooss. Dofir verbessere mer och d'Chancë vum Investissementsfongesecteur duerch d'Ofschafe vun der Taxe d'abonnement op „exchange traded funds“. Mir hunn hei, op deem Punkt, ee grouss Kompetitivitéitsnodeel mat anere Finanzplazen an Europa wettzemaachen.

Mä d'Betriber mussen awer a Krisenzäiten och bereet sinn, nei Verantwortung ze droen. Et schéngt mer dréngend erfuerderlech ze sinn, dass sech an eiser Wirtschaft d'Erkenntnis duerchsetzt, dass Leit iwwer 50 Joer net zum alen Eise gehéieren, dass si en Erfahrungsvolume hunn, op deen een net einfach soll verzichten, an dass si - wéi et oft an iertümlecherweis heescht - ze al wieren, fir enger ustrengender Aarbecht nozegoen. Ech erwaarde mer vun de Betriber zu Lëtzebuerg, dass se och de Leit iwwer 50 Joer eng Chance ginn. Si solle se net systematesch an d'Prétraite dreiwien. Dat ass net gutt fir d'Leit, dat ass och net gutt fir d'Statsfinanzen. Si sollen se och net systematesch beim alen Eisen endlageren a solle probéieren, hinnen eng Chance op eng nei Aarbecht ze ginn, wa se eng nei Aarbecht brauchen.

Et schéngt mer och normal an deene Krisenzäiten, an deene mer sinn, dass d'Betriber méi contribuéieren, wann et em de Finanzement vun der Aarbeitslosegkeet geet. Dofir gëtt d'Solidaritätssteuer fir d'Betriber ëm 1% an d'Luucht gesat. Dat bréngt dem Beschäftigungsfong eng Recette vun zwielef Milliounen Euro.

Et schéngt mer zwéngend noutwendeg, dass souwuel d'Banke wéi aner grouss Betriber verstinn, dass d'Zäit komm ass, fir Schluss ze maache mat där skandaléiser Politik, déi doranner besteet, iwwerdrivwe Bonien auszebezuolen a maßlos Ofganksentschiedegungen ze accordéieren. Dat maachen d'Leit net méi laang mat! Wa se wëllen, dass et zu enger Situatioun kënn, wou och den Image vun deenen Etablissementser sech erëm verbessert, da géife se gutt drun dinn, der Regierung Recht ze ginn, wann déi wëllt e Plafong aféiere fir Bonien a fir Ofganksentschiedegungen, iwwer deen eraus Bonien an Ofganksentschiedegungen net méi kënnen vun der Betriebssteuer ofgesat ginn.

Mir mengen och - a mir mengen dat, well dat muss sinn -, dass fir bestëmmte Gesellschaften - Typ: Société de participation financière zum Beispill -, déi keng regelrecht kommerziell Aktivitéit zu Lëtzebuerg ausüben, mä awer hei op der Plaz präsent sinn, eng minimal forfaitaire Besteuerung muss agefouert ginn.

Mir mengen och, dass - enner anerem aus Kompetitivitéitsgrënn - mer d'Solidaritéit tëscht deene verschiddene Wirtschaftssektoren zu Lëtzebuerg mussen partiell nei organiséieren. Dofir schloe mer am Beräich vun der Onfallversécherung een einheitleche Cotisationsstaux vir. D'Diskrepanz tëscht de Betriber ass grouss, wann et drëm geet, Beiträg un d'Onfallverséche-

rung ze bezuelen. D'Banke bezuelen haut Cotisationsen an der Héicht vun 0,45%, d'Daachdecker hirersäits bezuele 6%, de Bausecteur bezilt 4,27%, de Secteur vum Parachèvement 3,2%. Mir proposéieren een einheitleche Cotisationsstaux, dee sech op 1,25% géif belafen. Da missten d'Banke méi bezuelen - an zwar 31 Milliounen Euro d'Joer méi -, da kéinten awer déi kleng Betriber am Bau an am Parachèvement hir Gestehungskäschten em d'Ofsenke vun hirem aktuelle Cotisationsstaux bei der Onfallversécherung op deen einheitleche Saz wesentlech verbesseren.

E Baubetrieb zum Beispill, dee seng Cotisatiounen fir d'Unfallversécherung ëm 3% kann ofsenken, deen huet méi ofgesenkt wéi d'Erhéijung vum Mindestloun e kascht! An duerfir menge mer, dass dat an engem solidaresche Verfahre misst esou gemaach ginn.

Här President, ech géif nach gären ee Moment erëm zrëckkommen op déi wesentlech Fro vun der Kompetitivitéit vun eise Land. Mir hunn ee vun deenen héchste Produktivitéitsniveaun, déi et iwwerhaupt an Europa gëtt. D'Gewerkschaften hunn net Onrecht, wa se dat ennersträchen. Mä déi Performance, déi erkläert sech awer an éischer Linn duerch dat extrem staarkt Gewicht, et muss ee soen, duerch dat Iwwergewicht, dat de Finanzsecteur an eiser Wirtschaft huet. An all Wirtschaft ass de Finanzsecteur dee produktivsten Deel vun der Aktivitéitspalett. An a kengem Land ass de Finanzsecteur esou dominant wéi bei eis.

Wann een de Finanzsecteur am Kompetitivitéitsbild neutraliséiert - an dat muss mer maachen, fir de Rescht vun der Kompetitivitéitsfro richteg ëmschreiden ze kënnen - wann een de Finanzsecteur neutraliséiert, da gesäit d'Situatioun guer net méi esou roseg aus. Da gesäit een - esou seet et de Wirtschaftsminister, esou seet et säi Kompetitivitéits-Observatoire -, dass mer Joer fir Joer u komparativer Attraktivitéit verléieren.

Et gëtt Kräften hei am Land, déi de Kapp déif an de Sand strecken an dat ignoréieren - jo, ignoréieren wëllen. Responsabel Politiker däerfen dat awer net, aner Verantwortlecher eigentlech och net! Soss muss se sech d'Aen enges Dags laang reiwen, wa se de Kapp bis eng Kéier aus dem Sand zéie mussen.

A Saache Kompetitivitéit si mer - trotz Beméiunge vu villen - an der Tripartite eis net op ee wéi ëmmer och geartete Constat eens ginn. Ech hunn dat bedauert, ëmsou méi wéi d'Analyse vum Wirtschaftsminister a vum Observatoire zu kengem Zeitpunkt eeschthaf konnte widerluecht ginn. Mä d'Wettbewerbsfäegkeet ass awer net nëmme, wéi Einzelner kéinte mengen, eng Fro vum Index. D'Kompetitivitéit muss enhand vu ville Parametere gemooss ginn. Zur Kompetitivitéit gehéiert och d'Infrastruktur, zur Kompetitivitéit gehéiert och d'sozial Kohesioun. D'Kompetitivitéit, déi enhand vu ville Parametere muss gemooss ginn, muss esou gemooss ginn, dass se mat dem Ausland ka verglach ginn.

Mä d'Kompetitivitéit, déi net nëmme eng Fro vum Index ass, ass awer ëmmer eng Fro vun der Lounggestaltung. An duerfir hunn ech an der leschter Sitzung vun der Tripartite Piste proposéiert - et muss ee jo ewell ëmmer oppassen, wéi een dat nennt: Pisten, Propositionen, Iwwerleeungen -, Piste proposéiert, déi Bewegung an d'Verhandlung bringe sollten. Et ass och Bewegung entstanen, mä leider net an der Tripartite! Ech hunn a mengem Numm an als President vun der Tripartite Suggestiounen gemaach, déi am Kader vu weidere Diskussiounen eng Eenegung hätte kënnen erlaben.

Et ass net fir d'Éischt, wou ech esou eppes maachen. Dat war och schon esou 1999, wéi mer de Congé parental agefouert hunn. Dat war esou 2006, wéi mer de Statut unique an d'Indexmodulatioun decidéiert hunn. Och déi zwou Kéieren hat ech kee schlëselfäerdeg inhaltecht Regierungsmandat, mä ech hu mech awer menger Verantwortung gestallt. Esou hunn ech et och dës Kéier gemaach. Ech muss allerdéngs zouginn, mat manner Succès wéi déi Kéiere virun! Mä an der Tripartite, do gëtt den Tango net zu zwee, mä zu dräi gedantz. D'Tripartite huet eng Choreographie, déi d'Danzkonscht net kennt.

Ech hunn eng strukturell an eng konjunkturrell Approche proposéiert. Déi éischt huet meng Präferenz, déi zweet gefält mer gutt.

Déi éischt huet doranner bestan, fir Alkohol, Tubak an d'Pétrolspräisser vun engem gewëssene Barrel-Präis un aus dem Index-Wuerekerf erauszehuelen. Ech war net deen Eenzege an der Regierung, deen déi Iddi hat. Déi Iddi liicht nämlech an. Wann de Pétrolspräis klëmmt, wann e klëmmt, well d'Weltwirtschaft erëm op Toure kënn; wann e klëmmt, well eng Buierinsel am Golf vu Mexiko a Stécker fiert oder well iergendwou ee bewaffnete Konflikt ronderëm d'Uelechfelder lassgeet, da kann dat net zur Konsequenz hunn, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg hir Paie mussen an d'Luucht setzen.

De Metzler op der Kap oder vu soss iergendwou, deen huet op déi Événementen null Afloss. Hien erleit se awer duebel: Seng Energiefacture geet an d'Luucht an d'Paie, déi e bezuele muss, och.

De Lëtzebuergescher Mëtzelstand ass awer net responsabel fir d'Weltpolitik, mä e muss de Präis fir d'Weltpolitik bezuelen. Fir d'Konsequenze vun esou engem Erausléise vun de Pétrolspräisser vun engem gewëssene Präisniveau un ofzefiedere, hunn ech proposéiert, den Heizungsmazout am Wuerekerf ze loosse an de Gratistransport bäi gläichzäiteger Ofsenkung vun der Kilometerpauschal anzeféieren.

Ech hunn och - als Ersatz fir déi vu mir preferéiert strukturell Léisung - eng krisekonjunkturrell Moosnam a Gestalt vun enger Beschränkung vun der Indexéierung op de Gehälter op engem Niveau vun zweemol dem Mindestloun virgeschloen. Besonnesch a Krisenzäiten ass et net normal, dass de Mindestlounbezéier eng Index-Tranche vu 500 Euro d'Joer an de Spëtzeverdänger eng vu 500 Euro de Mount kritt.

An d'Reaktioun vun de Leit weist: A Krisenzäite sinn d'Leit duerch aus solidareschem Deele bereet.

Déi Propositionen sinn an der Tripartite net iwwerméisseg freedeg a frëndlech opgeholl ginn. Eng Regierungspartei huet se entre-temps iwwerholl, eng aner net. Dat ass keng Katastroph. An der Demokratie, do ginn d'Meenungen auserneen. Net ëmmer, wann d'Meenungen auserneen, ginn och d'Koalitiounen auserneen. Mä d'Diskussiounen mussen awer virugeen, well d'Problemer, déi gi jo och virun.

An dofir muss mer eis a Saache Kompetitivitéitsmoosung ëmmoduléiert Instrumenter ginn, Parametere, déi ee vun Ufank vun der Währungsunioun bis haut kann actionéieren, fir eis Situatioun, virun allem eis Situatioun par rapport zu eisen dräi Haapthandelspartneren Däitschland, Frankräich an der Belsch, kënnen ze vergläichen.

De Wirtschaftsminister wäert déi Parametere virschloen, a wann hir Applikatioun weist, dass mer aus dem Tratt gerode sinn, da muss mer virum Enn vum Joer Léisunge fannen. An déi fanne mer och. An zwar fanne mer se zesammen an dëser Koalitioun an a kenger anerer.

Mä an der Koalitioun ass et - do wëll ech just drop hiweisen - net wéi an der Tripartite: An der Koalitioun geet et duer, wann der zwee sech zesummefannen, fir den Tango ze dancen.

Mä fir d'Éischt probéiere mer et nach eng Kéier zu dräi, an der Tripartite. Mä eigentlech geet dräi net duer. Et wier och gutt, wann eist Parlament am Oktober/November eng Kéier géif ee Kompetitivitéitsstour dréien, fir eis Iddi matenee kënnen ze vergläichen. Well net een huet d'Wourecht gepacht, net nëmme d'Regierung stellt richteg Iwwerleeungen un, jiddweree vun eis heibannen huet eppes, an dofir hu mer zesammen och ganz dacks scho villes gehat.

D'Leit erwaarde vun der Politik, dass se an Zäite wéi dese wuel laang diskutéiert, mä si erwaarde virun allem vun der Politik, dass se decidéiert. D'Politik soll no Konsultatioun mat aneren decidéieren. D'Politik, dat heescht Dir, déi Der gewielt sidd an déi Der d'Vetraue vun de Lëtzebuergescher kritt hutt, fir Décisiounen ze huelen. Et ass virun allem an der Kris, wou Weises gëllt.

Eist Land huet grouss Problemer. Zesammen, net géinteneen, kënnen mer se léisen.



Dat setzt viraus, dass d'Regierung funktionéiert. Si huet déi lescht Woche suboptimal funktionéiert. Mä och wann de Lack e bëssen zerkraazt ginn ass: Dës Koalitioun, déi huet nach Pusta genuch, fir dat ze maachen, wat ze maachen ass.

Mä ech hale jo hei keng Ried iwwert den Zoustand vun der Koalitioun. Dee reegt

mech net op. Ech hunn a sechs Regierunge mat wiesselnde Partner, Kollegeen a Frënn viles erlieft a wéineg vergiess. Ech halen hei eng Ried iwwert den Zoustand net vun der Koalitioun, mä vun der Natioun. An déi erwaart Äntwerten op d'Kris. Ech hunn der haut ginn. Déi aner mussen um Enn vum Joer nokommen.

Ech soen lech Merci fir Är Gedold.

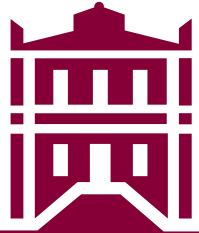
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun, ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, Ausféierungen, déi mer muer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtteg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.50 heures)



SÉANCE 29

JEUDI,
6 MAI 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire
- M. le Président
2. Communications
- M. le Président
3. Débat sur l'état de la nation
- M. Jean-Louis Schiltz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux (interviennent M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État), M. François Bausch (interviennent M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, M. Lucien Lux, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun engem fréiere Kolleg, dem Jos Weirich, matzedeelen. Hien ass an der Nuecht op de leschte Mëttwoch am Alter vu 87 Joer am Escher Spidol verstuerwen. De Jos Weirich huet där Generatioun ugehéiert, därer Jugend sech de Krich op brutaalst Aart a Weis an d'Queesch gesat huet. All déi jonk Leit sollten hiert Liewe laang déi schwéier Laascht vun hire Wonnen u Kierper a Séil droen.

1943 ass de Jos Weirich zwangsrekrutéiert ginn a gouf un déi russesch Front geschéckt, wou hien dat Joer drop desertéiert ass. Zréck zu Lëtzebuerg huet hie sech bis zur Befreiung misse verstoppen.

Obwuel hie sech nom Krich en Numm um industrielle Gebitt konnt maachen, andeems hien déi Diddelenger Firma Aluminium Lux iwwert d'Joren diversifizéiert huet, wéi duerch d'Hierstelle vu Parabolantennen zum Beispill, konnt hien dach ni vergiessen, wat him zudéifst um Häerzeloung. Dofir huet hie sech och vun 1960 un als President vun der Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force onermiddlech fir déi moralesch an déi materiell Gläichberechtigung an Entschiedegung vun den Zwangsrekrutéierten agesat.

Mat der Aktioun „Mir ginn eis net!“ huet hien dunn och deemolege Chamberspräsident eng Petitioun mat iwwer 40.000 Ënnerschrëften iwwerrecht. Als Politiker ass hien 1979 op der Lëscht vum Interessegrupp Enrôlés de force an d'Chamber gewielt ginn. 1984 ass hien dunn der CSV-Fraktioun bäigetrueden.

Iwwert d'Joren ewech konnt hien awer gesinn, datt säi Wierke seng Friichte gedroen huet. Sou ass de Comité directeur pour le souvenir de l'enrôlement forcé geschafe ginn, Diskriminéierungen am Gesetz iwwert d'Krichsschied sinn ofgeschaaft ginn, d'Médaille de la Reconnaissance nationale ass agefouert ginn, de Monument national pour la Solidarité nationale an de Memorial de la Déportation sinn erriicht ginn, fir der just e puer ze nennen.

De Jos Weirich ass vun eis gaangen. Senger Nowelt bleift de Message erhalen, datt d'Erënnerung un eng ganz Generatioun vu jonke lëtzebuergeschen Zwangsrekrutéierten, Réfractairen a Resistenzler muss weider erhale ginn. Senger Fra a senger Famill géllt haut eist häerzlechste Bäileed. Loosse mer opstoen, fir am Stëllen un de Verstuerwenen ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, le 21.04.2010

6128 - Projet de loi concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.04.2010

6130 - Projet de loi modifiant certaines dispositions en matière d'impôts directs

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 28.04.2010

6131 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections municipales en Géorgie

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 30.04.2010

6132 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 19 mai 2009 relatif à la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.05.2010

6133 - Projet de règlement grand-ducal

- modifiant le règlement grand-ducal du 12 août 2008 portant application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) N°3820/85 et (CEE) N°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transports routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil et

- portant transposition de la directive 2009/5/CE de la Commission du 30 janvier 2009 modifiant l'annexe III de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) N°3820/85 et (CEE) N°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier

Dépôt, à la demande de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.05.2010

3. Débat sur l'état de la nation

No der Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker vu gëschter fänken haut de Mëtteg d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun un. Et si schonn agedroen: déi Häre Schiltz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Hoffmann, Bettel a Bodry. An als éischte Riedner ass den honorablen Här Jean-Louis Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint mech elo hei mat der Fro ausenaner-

setzen, ob ee Riede fir d'Éischt hei an der Chamber an dann eréischt duerno op Kongresser hale geet, oder awer, ob dat an der ëmgedréinter Reiefolg ze geschéien huet. Ech sot, ech kéint mech elo mat där Fro hei ausenanersetzen. Ech maachen et net. Ech, jiddefalls fir mäin Deel, hale meng Ried hei an der Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg an an Europa an der déifster wirtschaftlecher Kris säit dem Zweete Weltkrich stiechen, dann dierf dee Saz a senger Einfachheet an och ouni weider Erklärung haut eigentlech keen iwwerraschen. An dach schéngt et esou ze sinn, datt et der eng Rei gétt, déi der Meenung sinn, weider der Meenung sinn oder eis dat wéinstens wëlle gleewen doen, datt alles dach net esou schlëmm ass, wéi dat ëmmer gesot gétt.

Nu wollt ech an deem Zesummenhang emol e puer Froe stellen.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöse Problem, wann den Här Allegranza vum Stateg am Hierscht 2009 vun Détérioratioun am Zesummenhang mat der Kompetitivitéit schwätzt? Tëschent 2007 an 2008 hu mer eis an dräi vu véier internationale Classement verschlechtert, a vun 2008 op 2009 alt nach eng Kéier an zwee vu véier Classementer.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöse Problem, wann deeselwechten Här Allegranza, deen iwwregens net an der CSV ass, eis mat A plus B virdemonstréiert, datt mer u Kompetitivitéit verluer hunn a weider verléiere par rapport zu eisen Nopeschlänner, souwuel wat d'Käschte wéi d'Präisser ubelaangt?

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöse Problem, wann nun eemol esou Konkusioune virleien, woubäi alles, awer wierklech alles drop hiweist, datt mer e strukturelle Problem hunn an net nëmmen e konjunkturellen?

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöse Problem, wann de Wirtschaftsminister, trotz allen Efforten - an ech soe bravo fir déi Efforten - et am Industrieberäich grad just fäerdeg bréngt an iwwer sechs Joer manner wéi eng hallef Dosen nei industriell Betriber op Lëtzebuerg ze bréngen? Soss ass am Beräich vun der Industrie an deene leschte Joren net allze vill gelaf.

(Interruption)

Ass wierklech een der Meenung, datt mer kee seriöse Problem hätten, wann Arcelor-Mittal gutt Zuelen annonciéiert, déi Zuelen awer zu engem ganz groussen Deel op Aktivitéiten ausserhalb vun Europa zréckzeféiere sinn?

Ass wierklech een der Meenung, mer hätte kee seriöse Problem, wann am Beräich vun elektronischen Handel, deen eigentlech gutt leeft, hei zu Lëtzebuerg kaum e Lëtzeburger eng Aarbechtsplaz féint? Dat nämlecht géllt iwwregens fir d'Leit aus der Groussregioun.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöse Problem, wa praktesch keng Woch vergeet, wou net eng Bank e Plan social annoncéiert, wou Lëtzebuurger Betreiber och Plan-socialen annoncéiere respektiv zoumaachen? Beispill, wat e Plan social ubelaangt: MPK. Beispill, wat d'Zoumaachen ubelaangt: Qatena.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöse Problem, wann d'Bureau-d'étuden an d'Architekten ofbauen an net méi astellen? A mir sinn do eréischt um Ufank.

De Wirtschaftsminister gëtt am Iwwregen net midd, eis all guddé Broutdag ze dozieren, dat eist Land strukturell Problemer huet, an datt dës Problemer leider, wéi hie seet, net ugepaakt ginn. De Wirtschaftsminister seet dat am Iwwregen net eleng, mir an anerer soen dat och.

Ech froe mech, op wat mer eigentlech nach waarden, fir eppes ze maachen. Ech hoffen, datt, wann eis Kanner an 30 Joer op d'Joer 2010 zrëckkucken, si net soen: „D'Haus Lëtzebuerg stoung deemools a Flamen a si hu just driwwer diskutéiert, ob de Pompjeswon dann elo soll aus de Kasären erausfuere oder net. Finalement huet et wieder gebrannt an d'Haus ass ofgebrannt.“

Ah jo, ech hat et elo bal vergiess. Alles, wat ech hei zielen, stëmmt jo guer net méi! Déi Ried ass net méi aktuell! De PIB ass rezent erëm no uewe revidéiert ginn, an et sinn och erëm méi Recetten an d'Statskeess erakomm. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, a mir kënnen esou weiderfuere wéi bis elo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et net esou esucht wär, wär et fir ze laachen. En fait ass et fir ze kräischen. Jo, de PIB huet sech liicht verbessert. Neen, dat ass net eise Verdéngscht, mä dat erkläert sech haaptsächlech duerch déi rezent Evolutioun op de Boursen.

Am Iwwregen, wann ech d'Joer 2009 kucken, ass et falsch, einfach esou ze behaupten, de PIB hätt sech verbessert. D'Croissance fir 2009 ass nämlech virun e puer Deeg vu -3,9 op -3,4 revidéiert ginn. Dat ass nach ëmmer en décke Minus. D'Croissance bleift also nach ëmmer massiv am roude Beräich. An dat ass genee de Punkt.

Mam nationale Räichtum, dem PIB, ass et hautdésdags e bësse wéi mat der Datz an der Prüfung. Wann de Schüler an der éischer Prüfung siwe vu 60 krut an an der zweeter 18 vu 60, dann ass dat zwar eng massiv Verbesserung, mä dat läit awer nach ëmmer massiv am roude Beräich. Wann de PIB fir 2009 vu -3,9 op -3,4 revidéiert gëtt, ass dat eng Verbesserung, mä dat läit awer nach ëmmer massiv am roude Beräich, an da soll kee kommen a soen, dat géif weisen, datt mer elo op eemol kee Problem méi hätten.

D'Croissance vun 2010 gëtt vum Statec previsionisméisseg op 2,1 fixéiert, vun der OECD op 2,4, vun der Kommissioun am Iwwregen och, mengen ech. Et schéngt deemno also liicht biergop ze goen, toute chose étant égale par ailleurs. Allerdéngs sinn déi Zuele wäit ewech vun deene 4%, déi mer beispillsweis an der Moyenne an der Vergaangenheet kann hunn an déi mer an der Moyenne och géife brauchen, fir deen Niveau ze halen, dee mer hunn.

Jo, et sinn an deene leschte Wochen a Méint méi Steieren erakomm. Dat seet eis de Finanzminister. Neen, dat ass net, well eis Ekonomie boomt, mä dat ass, well d'Revenuë vun deene guddé Jore virun der Kris besteiert a bezuelt gi sinn. Et soll een also och do net Konklusiounen zéien, déi net ze zéie sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass bedauerlech - fir et eemol frëndlech ze soen -, datt d'Tripartite sech net konnt op e Constat eenegen, wat eis Kompetitivitéit ubelaangt. Et sief erlaabt, d'Fro ze stellen, ob et verwonnerlech ass oder firwat d'Tripartite sech net op esou e Constat konnt eenegen, wat eis Kompetitivitéit ubelaangt. Mäi klunge Fanger seet mer, datt dat ënner anerem eppes mam Index

ze doen huet. Et wär villes dozou ze soen, mä vu datt de Statsminister gëschter gesot huet, hie géif nach eng nei Ronn mat de Sozialpartner zu deem Thema dréien - wat ech absolut gutt a richtig fannen -, belossen ech et elo emol dobäi.

Gutt fannen ech och, datt d'Chamber an enger Form, déi nach ze definéiere bleift, méi prezis mat an déi Diskussioun soll agebonne ginn. Ech hunn den 30. Juli 2009 hei op der Tribün zum Index gesot, datt d'Indexgesetz Bestëmmunge beinhalt, wéi -iwwert de Wee vum Sozialdialog - et zu Upassungen am Fall vu Kompetitivitéitsproblemer oder ze héijer Inflatoun komme kann. Ech hunn och deemools am Juli drun erënnert, datt d'CSV dat och virun de Wahle gesot huet an datt mer dobäi géife bleiwen. Mir bleiwen och haut dobäi, mä wat heescht dat, aus der Wart vun haut aus gekuckt?

Fakt ass fir eis éischtens, datt mer e seriöse Kompetitivitéitsproblem hunn, zweetens, datt am Beräich vum Index a Krisenzäiten net alles ka beim Ale bleiwen. Fakt ass awer och drëtzens, datt d'Sozialpartner sech an enger éischer Ronn net konnten eenegen, fir Upassung virzehuelen, an elo eng zweet Ronn dréine sollen a mussen. Fakt ass och véiertens, datt d'Chamber hir Responsabilitéit muss huelen am Kader vun där zweeter Ronn tëscht de Sozialpartner, mä och duerno.

D'Positioun vu menger Fraktioun, aus deene Fakten an anerem Elementer ofgeleet, ass folgend: Éischtens, mir wëllen eng Diskussioun iwwert d'Aart a Manéier, wéi den Index an dese Krisenzäiten ze regelen an ze reguléieren ass. Zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn; e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen. Drëtzens, diesen Accord sollt Substanz hunn. Véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt: Pétrolspräisser oder Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all aner ziführend Propositione konstruktiv ukucken.

Fënneftens: Näscht ze maachen an deenen nächste Méint, ass fir eis keng Optioun, ausser natierlech - sechstens - eis Kompetitivitéit géif sech elo stënterlech massiv zum Positiven hi verbesseren. Mä dat ass vun haut aus gekuckt a mengen Aen esou probabel, wéi wa Chrëschtadag dëst Joer géif op de 6. Dezember falen. Siwintens plädéiere mer dofir, datt, wann en Accord um Index steet - a mir also iwwert dee Wee och beim Stat spueren -, de Regierungspak iwwerkuckt gëtt, fir datt eng Rei vun de Moossname kënnen erëm aus deemselwechten erausgeholl ginn, ebe well mer jo dann iwwert den Index eppes spueren. Dat geet - aachtens - natierlech nëmme, wann eis Kompetitivitéit sech net weider sollt verschlechteren.

Et muss een einfach wëssen, datt mam Regierungspak Famillje méi belascht gi wéi an der Vergaangenheet, well eng Rei Leit - fir et emol manéierlech ze soen - net bereet woren oder sinn, iwwert den Index ze schwätzen. Deen Ament, wou mer en Accord um Index hätten - an et geschitt soss näscht Negatives -, kënnen mer d'Familljen erëm entlaaschten an déi eng oder aner Mesure erëm aus dem Pak eraushuelen. Mir müssen haut Aschnëtter virhuelen, well sech net um Index beweegt gëtt. Dat ass d'Realitéit, dat akzeptéiere mer haut, well et net aneschtens geet. Mä dat kann net d'Richtschnur vun eiser Politik op der Achs vun der Zäit sinn.

A wann ech vun der Achs vun der Zäit schwätzen, muss ech lech soen, datt ech net ganz richtig verstinn, firwat mer bis an den Dezember era brauchen, fir en Accord ze fannen. Firwat net schon am Juli, firwat net schon am September?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV). - Mir wär et léif, wann den Accord esou séier wéi méiglech kéint zum Stoe kommen. Mir wëllen als CSV op jidde Fall esou en Accord ustriewen, woubäi ech nach eng Kéier de Wirtschaftsminister frëndlechst wëll drun erënnere - mä dee weess dat souwisou -, datt am Koalitiounsaccord steet, datt de Wuerekerf soll iwwerkuckt ginn an nei organiséiert oder gewiicht ginn.

An da schwätzt kaum haut een iwwert d'Inflatoun. Firwat eigentlech? Well do-

vunner auszegoen ass, datt d'Inflatoun niddreg bleift, oder wéi? Mä ass dat wierklech esou? D'Inflatoun am Mount Mäerz huet em sechs Punkten ugezunn, dat ass dat Duebelt vun der Moyenne vun de Méint Mäerz aus deene leschte fënnf Joer. Ech fir mäin Deel zweifelen dorunner, datt d'Inflatounsfront berouegt wäert bleiwen an deenen nächste Méint. Ech sinn am Géigendeel der Meenung, datt een Zeenario fir déi nächst Méint - an net deen improbableste vun allen - deen ass, datt d'Inflatoun wäert unzéien. An dann hu mer natierlech e Problem, deen nach méi grouss ass wéi deen, dee mer schon hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo scho vill iwwert d'Kompetitivitéit geschwat. D'Fro vun der Kompetitivitéit beschränkt sech allerdéngs net op déi Themefelder, déi ech bis elo a menger Ried beliicht hunn. Si geet wäit doriwwer eraus.

Steiere beispillsweis hunn och eppes mat Kompetitivitéit ze dinn. D'CSV-Fraktioun wäert an deem Beräich déi international Entwécklung verfolgegen, gradesou wéi si den Usproch stellt, déi national Entwécklung matzegestalten. Dat huet eppes mat Tauxen a Prozentsätz ze dinn, mä och mat anere Mesuren, wouvunner der eng Rei an der Regierung hirem Pabeier zur Kompetitivitéit vum 10. Abrëll opgezeechent sinn. Et sinn dat, wat d'Steieren ubelaangt, eelef Propositionen um der Zuel. Beispill: Befreiung vun der Taxe d'abonnement op enger Rei Fongen, Beispill: Article 152bis. Ech ginn do net an den Detail. Dat sinn alles Mesuren, déi am Interessi vun de Betriber sinn. D'Stousrichtung vun deenen eelef Propositione stëmmt. Am Detail si se natierlech ze diskutéieren an auszedäitschen.

A well ech grad bei de Propose vun der Regierung zur Kompetitivitéit sinn, esou wëll ech am Numm vun der CSV-Fraktioun soen, datt de generellen Tenor vun deene 65 Propositionen dee richtegen ass. Mir hëllef gär bei der Émsetzung, der Präzisierung, dem Ausschaffe vun de Modalitéiten vun deeneselwechten. Mir mengen, och dat misst séier geschéien. Et muss een nämlech wëssen, datt vill vun deene Propositione vun der Regierung eigentlech net nei sinn an datt se dofir am Endeffekt nëmme richtig pertinent wäerte sinn, wa se séier an effikass kënnen émgesat ginn. Soss bleift dat Ganzt en Exercice, deen zwar en héije konzeptuelle Wäert huet, mä deen am Resultat net vill bréngt. Ech brauch dem Wirtschaftsminister an anerem hei net ze soen, datt eis Konkurrenten net schlofen. Si wëssen dat gradesou gutt wéi ech.

Mir géifen dofir als CSV-Fraktioun virschloen, datt de Wirtschaftsminister zesumme mam Finanzminister all dräi Méint hei an der Chamber eis en Tëschebilan vun der Émsetzung vun deene Mesurë géif hei presentéiere kommen. Ech liesen lech keng Mesure vun deene 65 vir. Och net déi 49. Dir kennt se entre-temps alleguer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit vun engem Land beschränkt sech net op den Index an op d'Steieren. Si ass zudeem ni e Selbstzweck. A mir sinn och keng Fetischiste vun der Kompetitivitéit, beileiwen net. Mir wëlle keng Kompetitivitéit fir de Plëséier vun der Kompetitivitéit. Mir wëlle Kompetitivitéit, well Kompetitivitéit ekonomesch Aktivitéit generéiert. Mir wëllen ekonomesch Aktivitéit, well ekonomesch Aktivitéit Aarbechtsplazen erhält a schafft.

Mir wëllen awer och Kompetitivitéit an ekonomesch Aktivitéit, well ekonomesch Aktivitéit Steieren ofwerft an esou Recetten an de Statsbudget eraspullt. Mir wëlle Recetten an deem Statsbudget, fir datt mer kënnen Politike konzipéieren an émsetzen, insbesondere am soziale Beräich, wou et prioritär drëm geet, datt de Stat deene Schwaachen an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm gräife kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot, mir wëlle Kompetitivitéit, well Kompetitivitéit ekonomesch Aktivitéit generéiert, a mir wëllen ekonomesch Aktivitéit, well ekonomesch Aktivitéit Aarbechtsplaze schafft an erhält. Dat bréngt mech, Här President, zu engem anere Krisenherd, wou et brennt hei am Land, nämlech dem Aarbechtsmaart.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass ugespaant a spigelt dat prekært wirtschaftlecht Émfeld erëm, dat ech scho beschriewen hunn. An dëst, obwuel d'Zuel vun de Chômeuren am Mäerz ofgehall huet. Am Mäerz wore laut der ADEM 14.653 Leit am Chômage. Dat waren der 569 manner wéi de Mount virdrun, mä nach ëmmer 1.793 méi wéi am Mäerz 2009. Et dierf ee sech iwwert déi Baisse vum Mount Mäerz freeën, mä et dierf een awer dës Zuelen net iwwerbewäerten, an ech mengen, et kann och keen dovunner ausgoen, datt et elo nëmme nach wäert biergop goen, respektiv biergop, wat d'Prozentsätz ubelaangt.

Nämlech: Obschonns de Chômage liicht ofgehall huet elo am Mount Mäerz, läit en nach ëmmer iwwer 6%: 6,2 Prozent, fir méi genee ze sinn. Dat ass en extraordinär héijen Taux am Verglach mat deem, wat mer op eise Aarbechtsmaart zënter den 80er Jore gewinnt woren. D'Zuel vun de Leit, déi an enger Beschäftigungsmaassnam sinn, huet zougeholl. 3.644 Leit hunn am Mäerz vun esou enger Maassnam bénéficiéiert.

Beim Emploi salarié, deen e puer Méint laang stagnéiert huet, zeechent sech eng liicht Reprise of. E klëmmt tëschtent Januar a Mäerz em ronn 2.300 Unitéiten, läit awer, och wann nëmme liicht, ënnert dem Niveau vum Mäerz 2009. E klëmmt och manner séier, wéi dat nach 2007 an ufanks 2008 de Fall wor. Mir waren un eng stänneg héich Croissance um Aarbechtsmaart gewinnt. Dat ass awer elo net méi de Fall.

Ech brauch net ze erklären, datt ouni d'Frontalieren eis Wirtschaft ni do ukomm wär, wou se ukomm ass. Wann den Emploi réckgäנגeg ass oder stagnéiert, da sinn net nëmme d'Résidenten dovu betraff, mä och d'Frontalieren. Or, et gëtt keng richtig Statistiken iwwert d'Frontalieren, déi hir Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Méint verluer hunn. Mir hunn 174.000 Frontalieren zu Lëtzebuerg schaffen. Am September 2008, de Mount, wou d'Kris sech weltwäit verbreet huet, waren et der 149.000. Am Mäerz d'lescht Joer 150.000.

De Jugendchômage an d'Aarbechtslosegkeet vun deenen eelere Salarié wieren zwee weider Themefelder, déi ee misst hei belichten. Mir wäerten déi an deenen nächste Wochen thematiséieren.

D'Chômagezuele vum Mäerz sollen eis och net ze vill optimisteschen stëmmen. De Mäerz ass traditionell e guddé Mount um Aarbechtsmaart. Am Mäerz hat d'ADEM 1.582 Offres d'emploi ze verzechnen. Dat sinn der 273 méi wéi virun engem Joer. E Plus vun 20%. Dat ass sécher positiv. Allerdéngs huet d'Zuel vun de Chômeuren an darselwechter Zäitspann och zougeluecht, an zwar bannent engem Joer em ronn 13 oder 14%.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätzen hei vun Zuelen. Et muss ee wëssen, datt sech hanner all einzelner Zuel en individuell mënschlecht Schicksal verstoppt. En fait oft méi wéi eent, well d'Famill jo och direkt betraff ass. Dat dierfe mer net vergiessen. Et ass genee dowéinst, datt d'Politik gefuerdert ass, Äntwerten ze fannen. D'Beschäftegung ofsécheren an nei Aarbechtsplaze schafen, ass dowéinst d'Top-Prioritéit. D'Kris huet den Aarbechtsmaart leider fest am Grëff. Do gëtt et kee Wee derlaanscht. An d'Beschäftigungskris ass nach laang net eriwuer an deem schonns guer net iwwerwonnen.

Mä wa mir d'Zeeche vun der Zäit net erkennen a mir d'Signal net ëmstellen, da lafe mer d'Gefor, datt nach méi Leit an de Chômage oder an d'Kuerzarbecht erafallen. An et ass genee hei, wou mer gefuerdert sinn. Net iwwerdrivwenen Alarismus ass ugesot. De gesunde Mënscheverstand misst eis - une fois n'est pas coutume - vläicht hei guidéieren.

Et ass eng sozial Fro. Et ass eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet, derfir ze suergen, datt Aarbechtsplazen erhale bleiwen an neier geschaf ginn. Et dierf eis net egal sinn, wat dem Noper geschitt. An dat selbstverständlech iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg eraus. Och an der Kris dierf mer de Chômage net als Fatalitéit begräifen. Eis Suerg em de Chômage muss all Dag op en Neits am Mëttelpunkt stoen.



Dat ass net einfach. Dat erfuerdert Engagement. Leit, déi keng Aarbecht hunn an eng sichen, zielen op eis. Natierlech gëllt et och, nei Chancen ze notzen. Nei Chancen am Beräich vun der Qualifikatioun. Nei Chancen am Beräich vun der Innovatioun.

Mir brauchen dofir awer virun allem den Engagement vun deem Eenzelnen. Mir brauchen och den Engagement vun de Betriber. Mir brauchen an deem gläiche Mooss d'Solidaritéit vun deenen, déi eng Aarbecht hunn, mat deenen, déi hir eventuell verléieren oder verluer hunn.

Mir müssen des Weideren, nach méi wéi virdu vläicht, Wäert op Education a Formation leeën. D'Zuel vun deene Jonken, déi d'Schoul verlossen ouni Diplom an der Täscher, ass erschreckend héich. Si ass ze héich. D'Formation professionnelle pour adultes ass do sécherlech een Deel vun der Antwort. Pour le reste kann d'ADEM sécherlech net selwer Aarbeitsplazen aus dem Stee schloen. Si kann awer déi Jonk begleeden, si ënnerstëtzen, op hirer aktiver Sich no enger Aarbeitsplaz, no enger Léierplaz. Dat geet wäit iwwer Konzepter wéi: „Wéi schreiwen ech ee CV?“ oder: „Hei ass e Betrib, dee sicht. Schéck däi CV dohinner.“ eraus.

Méi Engagement ass och do néideg. Méi prospektiv Aarbecht ass gefuerdert. D'ADEM muss léieren, sech besser bei de Betriber ze verkaufen. Si muss léieren, d'Besoinë vum Marché besser a méi séier ze erkennen, ze analyséieren an hinnen dann ze begéinen.

Iwwert d'ADEM hunn ech eppes gesot. Iwwert den Aarbeitsminister selwer eriwweert sech vun eiser Sait all Commentaire, an dat säit dem 15. Abrëll 2010. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Aarbeitsmaartpolitik, Kompetitivitéit an öffentlech Finanzen sinn dräi Facë vun där selwechter Medail. Woubäi eleng schon de Fait, datt mer hei mat enger Medail vun dräi Facen ze dinn hunn, weist, wéi komplizéiert d'Saachen eigentlech sinn.

De wirtschaftlechen Ofschwung féiert evidenterweis dozou, datt manner Suen an d'Statskeess kommen. Mir wëssen, datt e klengt Land wéi Lëtzebuerg mat enger offener Economie sech net ka Statsscholden an deem Mooss leeschten, wéi dat scheinbar eis grouss Noperen an anerer maache kënnen.

Mir wëssen och, datt mer d'Statschold net aus dem Rudder lafe losse kënnen. Mir wëssen des Weideren, datt déi konjunkturell Moosnamen aus de Joren '09 an '10 elo engem Enn zougefouert gi sollen. Elo gëllt et ze spueren an d'Statsfinanzen erëm an d'Rei ze bréngen.

Fir eis müssen am Beräich vun den öffentlechen Finanzen fir déi nächst Joren eng Rei Grondprinzipie gëllen. Si si bekannt. Ech wëll se hei kuerz an Erënnerung ruffen:

1. D'Statsfinanze mussen bis 2014 erëm an den Équiliber. D'Zil muss um Nulldefizit um Horizont 2014 sinn.

2. Mir dierfen eis net iwwerverschelden an duerfir kënnen mer an deenen nächste Joren net méi wéi eng Milliard pro Joer léine goen; véier Milliarden also, global gesinn, iwwert déi nächst véier Joer.

3. Mir mussen spueren an et müssen nei Recettë fir de Stat generéiert ginn. Duerfir soll de Moosnamepak grosso modo zu zwee Drëttel aus Aspierungen op der Dépensésait bestoen an zu engem Drëttel aus neien oder zousätzlechen Recetten.

Den Équiliber vum Pak ass wichteg. De Pak dierf net an engem Mooss belaaftend sinn oder ginn, dee géif all Initiativ, all neien Élan am Keim erstécken. An duerfir ass déi kloer Ausso vun der Regierung, fir beim Spuere bei sech selwer unzefänken, eng wichteg Ausso.

4. De globale Moosnamepak muss, iwwer véier Joer gekuckt, e Volume vu ronn 1,6 Milliarden hunn. Dat heescht ronn 400 Millioune pro Joer, wann een eng Moyenne géif huelen iwwert déi nächst véier Joer.

5. Mir sinn d'accord, fir an zwou Etappen ze fueren. Fir d'éischt zwee Joer, an dann nach eng Kéier zwee Joer.

6. An - dat ass mäi sechste Punkt; et hätt eigentlech missen deen éischte sinn, well et ass dee wichtigsten -: De Pak muss dem Prinzip vun der sozialer Gerechtegkeet gerecht ginn.

Dat ass kee Wuertspill, mä dat ass batteren Eescht. Déi sozial Selektivitéit, vun där am Koalitionsaccord geschwat gëtt, steet nämlech net fir sozial Ausgrenzung; si steet fir sozial Kohesioun a sozialen Ausgläich. D'CSV ass de Garant vun där Kohesioun an deem Ausgläich. Oder si huet zumindest den Usproch, et ze sinn.

Et ass an deem Sënn a virum Hannergrond vun deene sechs, siwe Punkten, wou d'CSV-Fraktioun hiren Accord zum Pak vun der Regierung gëtt. De Grondtenor an d'Ausrichtung vun deem Pak stëmmen. Bref, en huet eis Zoustëmmung.

Et bleift awer fir eis e liichten Noge-schmaach op engem Punkt an et bleiwen och e puer Fragezeichen.

Den Noge-schmaach ass deen, datt de Pak an eisen Aen net alles derzou bäidrëit, fir eis Economie méi kompetitiv ze maachen. Et ass also virrangeg e Budgetsanéierungspak. Et ass awer kee Kompetitivitéitspak am vollen Émfang, deen esou e Pak eigentlech misst hunn. Ech si schonn do-robber agaangen. Mir müssen an deenen nächste Méint dorunner schaffen.

An da bleiwe fir eis e puer Fragezeichen, déi net direkt eppes mam Pak ze dinn hunn. De Pak ka selbstverständlech nëmme geléngen, wann elo näischt Schlemmes méi geschitt an der nächster Zäit. Wa Griichenland d'Baach ageet oder géif goen, dann huet Europa, an deemno och Lëtzebuerg, en neie Problem. Wann d'Bankgeheimnis géif fleete goen, fänke mer erëm bei null un, oder bal bei null.

Wa mer par ailleurs sollten decidéieren, am Alleingang eng Bankesteier anzeféieren, kënnen mer am Iwwregen och apaken. Wann de Logistikberäich net geschwënn décolléiert, da kënnen mer eis dee Pilier vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun, fäerten ech, ofschminken.

Wann et an der Industrie an am Bau nach méi schlecht geet, wéi et scho geet, kréie mer och erëm Problemer an deene Beräicher, déi vun enger Intensitéit sinn, wéi mer se bis dato net kannt hunn an deem Beräich.

Wann, wéi dat ofzegesinn ass, ab spéitens 2015 250 oder 300 Millioune TVA am elektronischen Handel wäerten u Recetten ewechbriechen, da mussen mer déi och nach iergendwéi opfänken. Soss hu mer alt erëm en neie Problem.

An dann, Här President, gëtt et Beräicher, déi aus der Tripartite ausgeklamert woren, zu Recht ausgeklamert, mä an deenen och Handlungsbedarf besteet. An och dat sinn, wann Der esou wëllt, eng Rei Fragezeichen, déi sech iergendwéi am Émfeld vun deem Pak, deen elo virläit, bewegen.

Beispill: Mir kënnen am Beräich vun de Pensionen net esou weiderfuere wéi bis elo. Do muss eppes geschéien. An dat kann net am Schlekentempo geschéien.

Beispill: D'Kranken- a Gesondheitskeess, d'Kranken- oder Gesondheitskeess villméi. Och do läit „manches im Argen“ - fir et op Däitsch ze soen. Mir wëssen alleguer, datt hei Handlungsbedarf besteet.

Beispill: Fonction publique. D'Problemstellung ass bekannt. Ech ginn net weider drop an, soe just, datt et Léisungsvirschléi gëtt, déi um Dësch leien. Ech si frou, datt d'DP déi och ënnerstëtz.

Ech hu virdrun, Här President, eis prinzipiell Zoustëmmung vum Pak vun der Regierung ginn. Elo ass et um Parlament, seng Aarbecht ze maachen. Dat geschitt, wéi dat ëmmer geschitt, op eng konstruktiv Aart a Weis, den Ermessensspillraum, deen dem Parlament säin ass, notzend. Mä virun allem geschitt dat op eng zilféierend Manéier, esou datt mer dee Pak esou séier wéi méiglech a legislativ agekleeter Form stoen hunn, fir datt e kann ëmgesat ginn.

Ech wëll och net, Här President, hei op all eenzel Mesure agoe respektiv all eenzel Mesure kommentéieren. Dee Pak ass en Ensembl. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, datt d'Chamber nach d'Méiglechkeet kritt, sech um Detail an un den Ausféierung vum deemselwechte mat anzubringen, wa mer iwwert déi legislativ Agréiff, déi virzehuele sinn, wäerten diskutéieren. Mir wäerten dat maache virum Hannergrond vun deene sechs bis siwe Prinzipien, déi ech virdrun duergeluecht hunn.

Dee Pak ass e Wierk vun der gesamter Koalitioun. Et wär elo e bësse bëlle, wann ech hei géif behaupten, d'LSAP wär ganz eleng responsabel fir alles, wat op der Steiersait geschitt. Bedauern dierf ech awer, datt déi, déi ugetruede woren, fir dee sougenannten éischte Pak ze verbesseren an nei ze pölen, keng eenzeg nei Spuermoosnam virgeluecht hunn.

Et ass och net esou, datt an der Koalitioun déi eng sozial wäeren, déi aner antisozial an déi Drëtt asozial. Ech kéint lech och hei opzielen, wat fir eng Mesuren éischer d'Handschrëft vun der CSV droen a wat fir eng net. Dat wär interessant vläicht, mä dat géif näischt zur Saach bäidroen an dat ass och net de Punkt.

D'Politik huet an deene leschte Woche kee gutt Bild ofginn. Et gëtt héich Zäit, datt se sech erkrutt an datt se sech op dat Wesentleche konzentréiert. Et geet hei net ëm eng Partei, net ëm eng Gewerkschaft, och net ëm soss eng aner Organisatioun. Et geet hei eenzeg an eleng ëm d'Zukunft vum Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Jean-Louis Schiltz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi aktuell Situatioun vläicht besser ze verstoen, géif ech eis alleguerte recommandéieren, vläicht emol eng Kéier e Joer zréckzucken an nach eng Kéier driwwer nozedenken, wat d'lescht Joer hei beim État de la nation gesot ginn ass, geschitt ass, wéi mer un d'Debatten - an dat war kuerz virun de Wahlen 2009 - do erugaange sinn.

Souwäit ech mech erënneren, hu mer deemools keng nei, bombastesch Iddië vun der Regierung presentéiert kritt. Mir hunn och kaum Reaktiounen kritt vum Premierminister op dat, wat d'Deputéiert hei an der Chamber opgrond vu senger Deklaratioun deen Dag virdu gesot hunn. Ech erënnere mech, datt e gesot huet: „Ech muss fort. Muer muss ech op Washington.“

Eng Propos bleift mer nach an Erënnerung, eng Propos ass mer nach gutt an Erënnerung, nämlech déi quasi eenzeg konkret vun deem État de la nation, datt een deen Exercice eigentlech soll ofschafen, wann een an engem Wahljoer ass. An do gesäit een, wat d'Taktik vun der Regierung, wat d'Taktik vun CSV a vun LSAP war, nämlech nëmme kee Wahlkampf ze féieren, nëmme net ze vill ze soen, nëmme net konkret ze ginn, sech nëmme net an Diskussiounen ze verwéckelen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Dobäi war et fir mech deemools an haut, datt e Wahlkampf eigentlech soll eng primär Aufgab hunn, fir de Leit ze vermëttelen, wat d'Problematik ass, déi usteet, wat d'Erausforderunge sinn, an dann natierlech jiddweree fir sech, mat sengem Bord, och déi richteg Léisungssätz dofir kënnen ze presentéieren, fir datt herno de Wieler, deen eigentlech soll decidéieren hei am Land, wat fir eng Politik soll gemaach ginn, a wat fir eng Richtung d'Politik sech soll bewegen, och seng Décisioun kann huelen.

E Wahlkampf soll eng Maartplaz vun den Iddië sinn, wou eng éierlech Analys gemaach gëtt a wou konkret Propositione sollen ausgetosch ginn. Dee Wahlkampf do huet 2009 leider net stattfonnt.

An et ass esou weidergaang. Och no de Wale kann een net feststellen, datt d'CSV an d'LSAP, déi erëm an eng nei Koalitioun gaange sinn, dann endlech géifen Tacheles matenee schwätzen. Et sinn eigentlech keng Koalitionsverhandlungen zu deem Zäitpunkt do gefouert ginn, well soss hätte se jo net brauchen d'lescht Woch gefouert ze ginn, nodeems d'Tripartite gescheitert ass.

An dofir bräicht dat, wat eigentlech elo dann nach bis den Hierscht, oder vläicht bis Enn des Joers, oder, wa mer eis nach eng Kéier vertagen, bis an d'nächst Joer eran, da bräicht dat net elo stattzefannen, mä da wäeren déi Froen do gekläert ginn,

an d'Regierung, d'Parlament a jiddwereen hei am Land hätt gewosst, a wat fir eng Richtung datt et géif goen, an et hätt ee kënnen d'Äerm eropstréppen a kucken, datt een zesummen aus der Kris erauskomm wär. Nun, dat ass leider nach ëmmer net méiglech.

Mä och beim Budget 2010 hätt ee sech jo kënnen erwaarden, datt een an éischt Reaktiounen op déi Krisituatioun do géif gesinn, datt dat beim Budget 2009 nach net de Fall war. E puer Méint, e puer Wochen - wat soen ech? - nom Ausbroch vun der Finanzkris hätt ee jo nach verstanen. Mir ware jo och knapps viru Wahlen. Mä datt een dann duerno awer un d'Aarbecht geet, dat wär eigentlech awer dat Normalste vun der Welt gewiescht.

Mä d'Regierung huet et virgezunn, och do weider business as usual ze maachen a keng Undeitung ze maachen, wouhinnet datt et da konkret soll higoen, an och nëmme net ze probéieren, an deem engen oder anere Punkt dann emol konkret ëmzedenken.

Ënnert deem Virzeechen do huet eigentlech d'Tripartite misse scheitern. Well d'Land war net op déi Diskussiounen do preparéiert, well d'Analys ni richtig gemaach ginn ass, well déi Proposen, déi op eemol an der Tripartite op den Dësch komm sinn an duerno eréischt an d'Öffentlechkeet komm sinn, ni richtig gegräff hunn an der Öffentlechkeet, déi déif gräifend Mesuren, déi dann och elo an deem Pak hei gëschter presentéiert goufen, eigentlech hätte virdu misse bekannt sinn, diskutéiert sinn, an der Öffentlechkeet, fir eng Akzeptanz vun esou enger Réforme politique ze kréien. An och dann, mengen ech, hätt een éischer wéi esou kënnen eng Akzeptanz och op der Sait vun de Gewerkschaften verlaangen an akloen.

Mä kommt, mir kucken emol nach eng Kéier e Stéckelche méi wäit zréck, nämlech an déi Spueren vun 2006, well och deemools hate mer eng Kris, eng Budgetskris deemools, déi vill méi harmlos a vill méi kleng an eigentlech net ze vergläiche war mat deem, wat mer haut mussen stäipen a schëlleren. Mä trotzdem huet se eis hei am Haus, trotzdem huet se eis an der Tripartite an trotzdem huet se Leit hei am Land beschäftegt, déi d'Auswierken och vun där Kris hu missen erdroen.

Mä 2006 goufe keng strukturell Reformen decidéiert, obschonn der undiskutéiert waren. Et gouf keen Émbau vun eise Systemer, deen een elo vläicht nach méi wéi deemools, elo am Nachhinein vläicht nach méi wéi deemools erkennt, datt se noutwendeg gewiescht wäeren, schonn deemools. Et gëtt keen Ofbremse vun den Automatismen vun deene Fonctionnementen am lëtzebuergesche Stat, déi Käschen dreiwën, ouni datt d'Politik eigentlech direkt dorobber en Afloss hätt, obscho vun deenen Automatismen deemools ganz kloer geschwat ginn ass, obschonn d'Analys gemaach war.

Et goufen eng Rei vu Mesurë getraff, déi awer alleguerten 2009 ausgelaf sinn, wéi zum Beispill d'Modulatioun vum Index, an et goufen och eng Rei vu Reforme gemaach, dat awer déi falsch Reforme waren, an eisen Aen op jidde Fall, wéi de Statut unique, deen net zur Kompetitivitéitsverbesserung bäigedroen huet an deen op där anerer Sait nach eng Kéier de Steierzueler e gudd Batz Geld kascht huet. Zuel, wat jo momentan net an der Keess ass.

Lëtzebuerg hat also schonn eng Kris virun der Kris an huet op déi Kris net reagéiert. An dat mécht et eis haut duebel schwéier, fir aus där weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris erauszekommen.

De Premierminister huet et gëschter hei dokumentéiert an deenen Zuelen, déi en iwwert d'Entwécklung vum Chômage op den Dësch geluecht huet, nämlech vun 2000 bis 2010, also grad emol an zéng Joer, huet de Chômage sech ëm 2,9% op 6,4% an d'Luucht geschrauft, an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, dat ëmmer gewinnt war, mat engem niddrege Chômage kënnen ze liewen a stolz dorobber

war an houg war, datt mer dee Problem do net hätten, wéi aner Länner a Géigende ganz no bei eis hei.

Mä et muss ee wëssen, datt dat net eleng den Effet war vun der Wirtschafts- a Finanzkris. Et muss ee wëssen, datt dee gréissten Deel vun där Augmentatioun vum Chômage scho virun der Finanzkris passéiert ass, also datt mer do schonn eigentlech op deem doten, fir d'Méischen hei am Land extrem wichtege Politikberäich versot hunn.

2006 huet d'Politik sech dann engem Prinzip verschriwwen, nämlech ze probéieren, Problemer auszesetzen an ze hoffen, datt et nees vum selwe besser geet. An et gëtt der haut, déi mengen, et kéint een datselwecht maachen.

Nun, mir mengen, et kann een net datselwecht maachen. Mir mengen, datt d'Politik elo gefuendert ass, an alleréischter Linn natierlech d'Regierung. Mir mengen, datt een innovativ Weeër soll goen, innovativ Weeër emol eng Kéier soll nei denken, d'Politik emol eng Kéier soll anescht denken, an datt een d'Méische soll mat op dee Wee do huelen, op neie Weeër Politik ze gestalten, an datt een hinnen och soll erklären, firwat et noutwendeg ass, datt een hei am Land och emol muss émdenken.

Eppes huet mer dann an der Ried vum Premierminister gëschter besonnesch gutt gefall: den Ennerscheid maachen tëschent Politik maachen an eng Politik hunn. Do stellt sech natierlech d'Fro: Huet dës Regierung, hunn d'CSV an d'LSAP eng Politik? D'Antwort eriwweegt sech, wann een deen Hickhack, deen Zodi vun de leschte Wochen nach am Kapp huet. A wann een dat héieren huet, wat de Jean-Louis Schiltz, de Fraktiounspresident vun der gréisster Majoritéitsfraktioun, hei elo grad iwwer eenzel Membere vum Koalitionspartner vun der LSAP gesot huet, iwwert d'LSAP am grouse Ganze gesot huet, dann ass do keng Politik ze erkennen. Op jidde Fall keng gemeinsam Politik.

Déi Regierung do, déi ass um Enn, si ass klimesch dout. Se soll eigentlech ophalen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech hu gëschter eng ganz Rei vun Ziler hei héieren an der Ried vum Statsminister. An déi Ziler sinn ambitiéis, se sinn héich gesat, mä mer deele se. De Chômage wier eng national Prioritéit: ganz d'accord. D'Kompetitivitéit muss verbessert ginn: absolut. D'Bankplaz muss nei opgestallt ginn: mir sinn do derbäi.

Sozial Kohesioun a breet Schëllere ware wicteg Stéchwierder, net nëmmen an der Ried vu gëschter, mä a ville Riede vum Statsminister. Et ass vun null Defizit 2014 geschwat ginn; d'Generatiounegerechtheit ass ugeklongen, an insgesamt sollt Lëtzebuerg aus der Kris erausgefouert ginn.

Ma gutt, mä da froe mer eis: Wou ass dee Programm do, fir all dat doten ze bewältigen? Wat maachen d'CSV an LSAP konkret, fir deenen doten ambitiösen an héichgestachene Ziler gerecht ze ginn?

Kommt, mer kucke emol eng Kéier Punkt fir Punkt.

Wat ass gesot ginn iwwert de Chômage? Fir déi Leit, déi vum Chômage betraff sinn, soll méi an och méi laang Geld zur Verfügung gestallt ginn. Dat ass richtig, domadder kann een d'accord sinn. D'ADEM soll reforméiert ginn. Dat war scho laang richtig an hätt eigentlech scho laang misse gemaach ginn. Mä soss hunn ech heibannen net eng eenzeg Propos héieren, wéi de Chômage kéint hei zu Lëtzebuerg an de Grëff geholl ginn. Ech hunn net eng eenzeg Mesure héieren, wéi kéinten Aarbechtsplazen ofgeséichert ginn. Ech hunn net eng eenzeg Mesure héieren, wéi nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg kéinten entstoen.

(Interruptions)

Dat weist eleng un deem dote Beispill, wéi wäit...

► **Une voix.** - 2.000 Chômeuren...

► **M. Claude Meisch (DP).** - ...Usproch a Realitéit bei dëser Regierung momentan auserneeginn.

Wéi ass et mat Aktivierungsmaassname vun deene Leit, déi vum Chômage betraff sinn?

(Interruption)

Wou ass d'Ännerung vun der Aarbechtsmaartpolitik? Mer wäerte jo net mengen, datt wann ee méi a méi laang Geld zur Verfügung stellt, mer wäerte jo net mengen, datt wann een och nëmmen d'Struktur vun der ADEM eng Kéier op de Leescht hëlt, datt mer dann den Erfolleg hätten. Dat geet net duer. Mir müssen un eis Aarbechtsmaartpolitik goen. Mir müssen eng Rei vu Grondsätz do a Fro stellen, well soss wäerte mer datselwecht Resultat kréien.

An d'Resultat kenne mer. Dat ass, datt zënter 2000 bis 2010 de Chômage vun 2,9 op 6,4% eropgaangen ass. Déi Politik ass gescheitert. Duerfir muss mer eng aner Politik beim Chômage maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - An dann hu mer héieren, wat d'Regierung konkret wëlle huet. An déi Steierbomm, dee Steierpak ass Gëft fir d'Ekonomie. Dat, wat gëschter vu steierleche Mesuren hei op den Dësch komm ass, ass Gëft fir d'Beriber an domadder Gëft fir d'Aarbechtsplazen. Well méi héich Steieren heescht manner Kafkraaft, manner Kafkraaft heescht manner Konsum, manner Konsum heescht manner Investitiounen, a manner Investitiounen heescht manner Aarbechtsplazen. Dat wäert d'Resultat si vun der Politik vun dëser Regierung, wann et em d'Chômagebekämpfung geet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Domadder wäere mer bei der Kompetitivitéit. Ech froe mech eigentlech, wat déi steierlech Mesuren, déi dann och d'Beriber betreffen, wéi zum Beispill d'Augmentatioun vun der Solidaritéitssteier, wéi d'Krisesteier, wéi de Finanzminister, dee fir d'Bankplaz zoustänneg ass, wéi de Wirtschaftsminister, wéi d'Mittelstandsminister, wéi de Landwirtschaftsminister, an esou weider, wat dat deenen un Argumenter méi an de Grapp gëtt, fir eigentlech nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg kënnen ze dévelloppéieren, fir ekonomesch Acteuren op Lëtzebuerg kënnen ze zéien. Sécherlech keen eenzeg Argument duerch déi dote Mesure.

Et gëtt gesot - an déi Iwwerleeung wär jo vläicht net ganz falsch -, datt deen harmoniséierten Taux bei der Assurance accident enger Rei vu Secteuren hei am Land géif hëllefen, méi kompetitiv ze ginn. Gëschter hu mer awer héieren aus de Wieder aus dem Mond vum Statsminister, wat geschitt. Wann et nämlech esou ass, datt doduerjer déi Secteuren, déi haut en héijen Taux hunn, op en Taux moyen erofginn an doduerjer méi kompetitiv misse ginn, da kompenséiert dat ebe just d'Augmentatioun vum Mindestloun.

Dat heescht, den Effet op d'Kompetitivitéit ass gläich null an deene Secteuren, mä den Effet op déi aner Secteuren, dee wäert sech awer bemierkbar maachen. Deen ass net null, well schwätzt emol eng Kéier mat de Banken, mat deene Leit, déi do astellen, mat deene Leit, déi do Personalbudget maachen, déi wäerten lech soen, wat den Effet ass. En ass do largement negativ.

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.** - Här Meisch, wat géift Der elo mam Mindestloun maachen?

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech hunn hei just dat kommentéiert, wat de Premierminister gëschter gesot huet...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Claude Meisch (DP).** - ...an ech hunn d'Auswirkung vun där Politik hei beschriwwen. Ech wäert lech soen, wat mer maachen. Loosst mech ausschwätzen, da wäert Der och héieren, wat eis Konzepter sinn.

(Interruption)

A mir hu jo, wat d'Lounniewekäschten ubelaangt, nach net alles héieren. Den Här Di Bartolomeo, e gëtt jo näischt vu sech, wann et drëms geet, wéi elo um Enn vum Joer soll e Budget fir d'Gesondheitskeess op den Dësch kommen, deen am Équilibre

ass. An do kënne mer eis jo alleguerten drop astellen, datt Cotisatiounserhéijunge wäerten dra sinn.

Also nach eng Kéier, fir all Secteuren hei am Land en däitleche Minus am Beräich vun der Kompetitivitéit, well d'Lounniewekäschten do duerch eng verfeelte Politik, duerch eng verspéite Politik...

Här Di Bartolomeo ech si frou, datt, wann Der Ären Numm héiert, Der gelaf kommt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ech hunn alles héieren, wat Der sot.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Duerch eng verfeelte Politik an deem dote Beräich wäerten déi doten Augmentatiounen leider elo net ze évitéiere sinn. A se wäerten hir Auswirkung op d'Kompetitivitéit an domat op den Aarbechtsmaart hei am Land hunn.

D'Lounkäschte klammen a klammen, mä offensichtlech si Lounkäschten en Tabuthema fir d'CSV an LSAP. Et sief dann den Här Weber an et sief dann den Här Reding géifen dann dat ofnécken an dann endlech de Wee fräimaache fir eng aner Politik vun dëser Regierung.

D'Diskussioun si vertaagt ginn an deem doten Domän. Dat ass schued, well et versteet een effektiv net - an ech ginn dem Här Schiltz do absolut Recht -, wat um Enn vum Joer dann aneschters soll sinn, wat fir eng aner Analys da sollt gemaach ginn, wat fir eng aner Donnéeën datt sollen op den Dësch kommen, fir do kënnen dann eng konkret Politik ze maachen, déi net haut kéint gemaacht ginn.

Mir brauchen also, wann et em Kompetitivitéit, wann et em Entwécklung vun de Lounkäschte geet hei am Land, keng Vertagung. Mir sollen Neel mat Käpp an deem dote Beräich maachen. Well och do huet den Här Schiltz Recht: Kompetitivitéit, dat heescht ekonomesch Aktivitéit. An ekonomesch Aktivitéit, dat heescht Aarbechtsplazen. An déi 15.000 Chômeuren hei am Land, déi hu keng Zäit, fir bis den Hierscht oder Enn des Joers ze waarden!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - D'Bankplaz soll nei opgestallt ginn, wat sécherlech noutwendeg ass, well d'Finanzaktivitéiten, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä weltwäit dach ferm gerëselt gi sinn, munches a Bewegung ass, an dat Risiken, awer och Chancé fir d'Lëtzebuergesch Finanzplaz mat sech bréngt.

Mä wou sinn an där Deklaratioun vu gëschter an an deem Pak, deen hei virgeluecht ginn ass, dann Argumenter, fir d'Finanzplaz nei kënnen opstellen? Wou sinn Argumenter, fir nei Aktivitéite kënnen op Lëtzebuerg ze bréngen? Ass et dat, wou mer héieren hunn, wou d'Besteuerung wäert eropgoen an deem Secteur? Ass et do, datt Aktivitéiten, déi bis elo steierfräi waren, wäerte besteiert ginn?

Ass et do esou, datt eben dat, wat u Minuskompetitivitéit wäert op dee Secteur duerkommen duerch déi Form vun der Assurance accident, datt dat d'Banke besserstellt hei zu Lëtzebuerg an dem Finanzminister besser Argumenter un d'Hand gëtt, fir se hei ze hale respektiv nei Aktivitéiten heihinner ze kréien? Wat fir eng Auswirkung huet déi Steier op d'Finanzaktivitéiten, déi jo nach am Raum steet? Wat fir eng Auswirkungen huet déi op d'Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg? Eleng d'Ukennung dovunner gëtt an deem Secteur hefteg kommentéiert a soll eis méi wéi ze denke ginn.

Déi Krisesteier, déi wäert jo och op munch Aktivitéit, déi op der Finanzplaz interessant ass an déi mer vläicht nach wëllen ulackelen, negativ Auswirkungen hunn. Wa mer déi „high net worth individuals“ wëllen op Lëtzebuerg ulacken, déi wäerte wëssen, datt se hei elo eng Krisesteier och op déi dote Revenuë misse bezuelen. A se wäerten éischter net kommen, wéi datt se kommen.

Ech fäerten, datt den Här Juncker Recht huet, datt no der Kris d'Bankplaz ni méi esou wäert sinn an ni méi dat wäert ofwerfen, wéi et virun der Kris war. Mä Schold dorunner ass net nëmmen d'Finanzkris, Schold dorunner ass net nëmmen d'Bankgeheimnis, Schold dorunner ass och déi

Steierbomm vun CSV an LSAP, déi d'Bankplaz massiv wäert treffen.

Zu de breede Schëlleren. Natierlech muss een, dee méi huet, dee méi ka packen, och méi leeschten. Ech mengen, datt dat e Prinzip ass, deen hei queesch duerch all Banken akzeptéiert ass. Mä et muss een awer oppassen, datt et net ëmmer deeselwechten trëfft, well et kann een och net ëmmer op deen, deen déi breetste Schëlleren huet, nach drop paken, drop paken an drop paken, well iergendwann eng Kéier brieche, trotz breede Schëlleren, vläicht d'wackeleg Knéien zesummen.

2006 gouf scho vill vun de breede Schëllere geschwat an zënterdeem grad esou a munches gouf drop getässelt. A wann ech de Pak vu gëschter analyséieren, da mierken ech, datt do eng ganz Rei vu ganz konkreten Aschneidungen dra sinn, an ech mierken, datt eng ganz Rei vun zousätzleche Steierbelaaschtungen dra si fir d'Mëttschicht hei am Land, fir déi Leit, déi eigentlech breet Schëllere missten hunn.

An et sinn do oft zweemol déiselwecht, déi misse bludden, wou drop getässelt gëtt. Deen nämlech, dee méi Steiere bezilt, dat ass oft och deeselwechten, deen op där anerer Säit elo Leeschtunge manner erauskritt. Dee verléiert also zweemol. D'breet Schëllere fänke mat där doter Politik och u lues a lues méi schmuel ze ginn, an iergendwann ass näischt méi do op där Plaz ze huelen.

Den Null-Defizit, dee jo eigentlech nëmme fir d'Joer 2014 gëllt, wa mer déi gesamtstaatlech Approche huelen, wou mer also den Iwwerschoss aus der Sécurité sociale mam Defizit beim Zentralstat kompenséieren. An da gesinn déi Prognose vun der Regierung jo och vir, datt den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale am Joer 2014 dach ëmmerhi soll en zimlech säftege sinn, well soss hu mer, gesamtstaatlech gesinn, keen Null-Defizit.

Mä wat heescht dat doten? An och dat ass awer gëschter gesot ginn, datt, wa mer no Maastricht-Kritären null Defizit hunn, da muss de lëtzebuergesch Stat nach eng Milliard Euro d'Joer léine goen. Dat heescht, déi Verschuldungspolitik, déi ee matzen an der Kris ka verstoen, déi ee bei der Sortie vun der Kris ka verstoen, déi gëtt eigentlech hei d'office emol dohinnergestallt, wéi wa se normal wär an och duerno soll weidergoen.

An och ass virgesinn, datt an deenen nächste Joren, déi Schold, déi elo opgeholl ginn ass an opgeholl wäert ginn, net zrëckbezuelt gëtt, datt dat also eppes ass, wat bestoe bleift, wat der nächster Generatioun wäert iwwerlooss ginn.

An dann ass hei aus dem Mond vum Premierminister gesot ginn, et misst een oppassen, datt de Frigidaire nach voll wär, wann déi nächst Generatioun géif dra kucke goen. Nu muss ee kucken: Wat ass dann nach 2014 an deem dote Frigidaire? Nun, wann eppes dran ass, da gouf dofir gepufft, an et muss een oppassen, datt den Épicier net ganz schnell mat der Rechnung do steet, fir der nächster Generatioun déi ze presentéieren. Woubäi ech bei der Generatiounegerechtheit wär.

Laaschte solle gerecht verdeelt sinn, net nëmmen innerhalb vun enger Generatioun, mä och iwwer Generatiounen ewech. Wann ech awer elo kucken, datt op där enger Säit jonk Leit, déi studéieren, well se duerno eppes wëllen an hirem Liewen errechen, elo encouragéiert ginn, sech schonn ze verschelden, ier se eigentlech en éischten Euro an hirem Berufsliewe konnte verdéngen, an dann emol mat Studiejoer vu fënnemol déi 6.000 Euro, déi een do als Prêt kann ophuelen, eng Schold vun 30.000 Euro hunn.

Wann dat den Effet vun der Kris soll sinn op där enger Säit fir jonk Leit, déi hir Carrière ufänken, an op där anerer Säit fanne mer et awer normal, datt d'Pensiounen déi nächst zwee Joer nach all Leücht sollen ëm ronn 1% pro Joer an d'Luucht goen. Op där anerer Säit fanne mer et awer normal, datt am Senioreberäich d'Chèque-servicen zum Beispill solle mat ausgebaut ginn.

Et muss ee Liewensleschtungen unerkennen op där enger Säit, an et muss een Altersarmut verhënneren op där anerer Säit. An et huet keen et hei besser fäerdeg bruecht wéi de Carlo Wagner mat den Ac-

teure ronderëm de Rentendësch, fir eppes ganz Konkretes géint d'Aarmut am Alter ze maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mä trotzdem muss ee kucken, wéi d'Laaschten och tëschent de Generatioun verdeelt sinn.

An ech wëll do, Här President, wann Der erlaabt, eng Klammer opmaachen. Ech hu jo, wéi mer wahrscheinlech alleguerten hei, déi Table ronde gëschter Owend verfollegt, wou dem Här Lux eppes erausgeflutscht ass, wat ech net verstanen hunn,...

(**Interruption**)

...dee gesot huet, d'Demokratesch Partei hätt virun x Joren - ech weess, net wéini datt Der gemengt hutt -;...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Zéng.

► **M. Claude Meisch (DP).**- ...zéng Joren - wëllen de Rentensystem privatiséieren. A wann dat geschitt gewiescht wär,...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- D'Kapitaldeckungsverfahren, fir genau ze sinn.

► **M. Claude Meisch (DP).**- ...da wär en elo Faillite.

► **Une voix.**- Neen, ech muss dat noliessen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- D'Demokratesch Partei war effektiv, fir Elementer vu Kapitaldeckungen an eise System anzebauen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Elementer.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dat ass wouer. A wann ech dem Sozialminister virgëschter an der Finanzkommissioun vun deem Haus hei gutt nogelauschert hunn, dann huet e mat eis all zesumme festgestallt, datt mer Elementer vu Kapitaldeckung an eisem Pensioussystem hunn.

(**Interruption**)

Well déi... Jo, ech kommen nach zu de Reserven.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Mir hu Reserven zréckgeluecht. Dat ass awer eng ganz grouss Nuance, Här Meisch.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Zu de Reserve komme mer nach.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Iech geet et net op e Grapp un.

► **M. le Président.**- Elo huet den Här Meisch d'Wuert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Dir hutt och behaupt, déi Leit, déi studéieren, déi géifen ofgebrach kréien. Iech geet et net op e Grapp un.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Mir spekuléieren op d'Reserven. Esou ass et.

► **M. le Président.**- Här Meisch, schwätzt elo virun.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Den Här Di Bartolomeo huet nämlech dat gesot, wat en elo hei confirméiert huet, datt d'Reserven en Element vu Kapitaldeckungen an eisem System sinn, well déi jo net do sinn,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Vu Reserven.

► **M. Claude Meisch (DP).**- ...fir haut den aktuelle Pensionnairen eppes auszebezuellen, mä deene künftegen. Absolut richtig, do si mer eens.

Mir hunn awer och Elementer vun der Reform vum Här Di Bartolomeo op den Dësch geluecht kritt. An déi Elementer wäerten derzou féieren - ech zitieren hei nëmmen -, datt et an Zukunft esou wäert sinn, datt een eng Minimalrent garantéiert kritt, déi da ka méi héich ginn duerch de Bäitrag am öffentleche System, jee no deem, wéi d'Émfeld sech entwéckelt; dat wirtschaftlecht, dat demographesch Émfeld.

An dann: Wat mécht een, fir méi ze kréien? Do war d'Antwort: Jo, da muss een um zweeten an drëtten Piliere eppes maaachen. Da muss ee fir sech selwer virsueren. Et muss ee mat sengem Patron kucken, datt dee fir ee selwer virsuergt. Wat ass dat aneschters wéi dat, wat d'Demokratesch Partei virun zéng Joer gesot huet, Här Lux, Här Di Bartolomeo?

Ech mengen, mir kommen eis méi no an der Rentefro. Duerfir solle mer d'Polémik am beschten op der Säit loossen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ech mengen awer net, Här Westerwelle.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech hat net genuch Zäit, fir dem Här Lux gëschter Owend nach alles ze erklären.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Dat ass schonn erëm d'Basis fir eng nei Koalitioun.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech géif nach, fir op d'Generatiounegerechtkeet zréckzekommen, emol proposéieren driiwuer nozedenken, ob een den Adjustement net och do an engem ale Kontext oder an e puer Kontexten misst gesinn, an en net nëmmen als en Acquis aus der Vergaangenheet betruechten, dee sécherlech och do seng Berechtigung hat, mä och do kucken, wa mer an anere Politikfelder vu sozialer Selektivitéit schwätzen, ob deen net och do misst spillen.

Wa mer an anere Politikfelder vu Reformbedarf, wéi ebe grad am Renteberäich, schwätzen, ob een net muss kucken, och den Adjustement do mat eranzestrecken an e mat an déi Gesamtformel eranzehuelen. An ech werfen awer och emol d'Fro op, wat fir e Sënn et mécht, datt mer Nullronne beim Stat dekretéieren, dat heescht, déi Aktiv kréien näischt bäi, mä déi Pensionnéiert, déi kréichen eppes bäi. Dat ass och d'Suite vun där doter Politik.

An ech wëll do nach eng Klammer opmaachen. De Premier hat mir oder hat eis alleguerte gëschter eng Hausaufgab mat op de Wee ginn, déi hat d'Demokratesch Partei awer scho virdrun erleedegt, wéi et da mat der Nullronn géif stoe bei eis an der Fonction publique.

Nun, ech wëll lech soen, fir eis ass et normal, datt, wann a Krisenzäiten, wou de Stat kee Geld huet, mä wou e muss spuere goen, wou e Scholde mécht, datt een dann deene Leit, déi eng sécher Plaz hunn, déi net fir hir Plaz mussen all Dag baangen, net nach kann eppes bäiginn. Dat schéngt fir eis eng Evidenz ze sinn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Fir mech heescht Generatiounegerechtkeet also en Équiliber fannen tëschent op där enger Säit Liewensleeschungen unerkennen, respektéieren, an op där anerer Säit awer gradesou Zukunftschancë bidde fir déi aktuell Generatioun a fir déi, déi duerno kommen. An iwwert deen Équiliber do solle mer nodenken, och wann et ëm d'Statsfinanzen, wann et ëm d'Pensioussystemer geet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Lëtzebuerg sollt also mat deem dote Pak aus der Kris gefouert ginn. Mir fäerten awer, datt d'Ekonomie éischer ofgewiergt gëtt. Mir fäerten, datt an deem dote Pak net nëmme keng nei Perspektive fir d'Bankplaz dra sinn, mä datt mer et den Acteuren op der Bankplaz dach nach vill méi schwéier maachen.

Mir gesi keng Wuesstumsstrategie. Et ass net een neit Aktivitéitsfeld hei gëschter opgezielt ginn. Mir gesinn nach wie vor keng strukturell Reformen, déi ugaange ginn. Mir gesinn nach wie vor keng Systemwiesel, déi awer noutwendeg si fir dat, wat iwwer Jorzéngten opgebaut ginn ass hei am Land, wat net ëmmer onberechtigt opgebaut ginn ass hei am Land, dach awer elo am Joer 2010 emol eng Kéier ze analyséieren a vläicht eng Kéier ëmzebauen. A mir gesi virun allem net, wéi de Stat hei géif virgoen, fir mat manner Geld besser kënnen ze schaffen.

Mir fäerten, esou kënt Lëtzebuerg net aus der Kris. An dës Regierung huet scho laang keng Politik méi. Se huet keng Strategie, se huet keng Visioun am Interessi vun dem Land a vu senger Bierger. An dat war ni méi kloer gi wéi déi leschte Woch. An et war ni méi kloer gi wéi bis ewell och an dëser Debatte hei.

Déi lescht Woch gouf net argumentéiert a gekämpft fir konkret Iddie fir d'Zukunftspolitik, fir e richteg Pak ze ficelieren. Neen, et gouf gestriden tëscht schwaarz a rout, nämlech dorëms, wien de Schwaarze Péiter soll kréien, wien an der Öffentlechkeet da gutt oder schlecht géif dosto.

A mir hunn et gëschter héieren aus dem Mond vun dem Statsminister: D'Regierung ass gerett. D'Partei sinn dann offensichtlech och elo positionéiert, déi eng méi, déi aner vläicht manner gutt, mä d'Land huet dobäi verluer.

Parteipolitesch Iwwerleeunge schéngen hei méi wichteg gewiescht ze si wéi aner Iwwerleeungen. Déi hunn derzou gefouert, datt eng ganz Rei vun Décisiounen blockéiert a vertaagt goufen. Da kann ee sech also froen, ob net dat gefeelt huet, wat finalement grad a Krisenzäiten extrem wichteg ass, nämlech politesche Courage. Dovuun hätt mer eng Portioun méi gebraucht; vu Parteitaktik op jidde Fall eng Portioun manner.

An ech fäerten, datt dee politesche Courage do mat all Mount, wou mer méi no bei d'Gemengewahl kommen, datt deen och nach op der Säit vun de Majoritéitsparteie wäert ofhuelen.

Duerfir verstinn ech net, firwat déi wichteg Décisiounen hei an den Hierscht an op d'Enn des Joers vertaagt ginn.

Wann de Premier seet, d'Koalitioun, déi steet, se schafft a se gëtt eens mateneen, muss ee sech d'Fro stellen: Jo, ass dann elo alles am Botter? Ech mengen net!

Well déi salomonesch Formulen, déi mer hei gëschter héieren hunn, an déi Knackpunkten tëschent de Koalitiounspartner, déi jo emol einfach ausgeklamert goufen, déi loossen net dorobber schléissen. Dee Regierungspak, deen hei dévoppéiert gouf gëschter, ass net besser doduerjer ginn, datt d'Partei sech elo eens sinn an datt se sech elo emol d'Wuert ginn hunn, bis op Weideres net méi esou hefteg mateneen ze streiden.

Dee Reformpak, dee presentéiert ginn ass, ass nach wie vor e Mix - an ech hunn et scho gesot - tëschent op där enger Säit däitlechen Aschneidungen an d'Familljeleeschungen a Wunnengsleeschungen an op där anerer Säit säftege Steierhéijungen. Dat kann net d'Antwort op d'Kris sinn. Esou fanne mer de Wee aus där doter Kris net eraus.

Da gëtt gesot, dat, wat Aschneidunge wär, dat wär spuere. Ech wëll lech awer och do soen, datt mer eng aner Approche hunn zum Wuert „spuere“ an datt mer op jidde Fall emol ugefaangen hätten, aneschtens ze spuere. Well wa mir als DP vu spuere schwätzen, da fänkt een emol bei sech un. An da mécht een dat net, andeems een einfach manner Geld verdeelt, mä et kuckt ee mat manner Geld selwer emol eens ze ginn.

An eigentlech war ech schockéiert, datt ech héieren hunn, datt dës Regierung nach ëmmer normal féint, datt bis ewell bei de Fonctionnementskäschtchen vum Stat näischt geschitt ass. Datt bis ewell bei de Fonctionnementskäschtchen vum Stat och bis Enn des Joers näischt soll geschéien an datt och bis dohinne eigentlech sech emol nach guer net fantastesch domadder beschäftegt ginn ass, wat da soll geschéien, fir datt de Stat - seng Servicer, seng Administratiounen - mat manner Geld besser kann eens ginn.

Datt dat geet, hu jo d'Gemengen, alle virop d'Stad Lëtzebuerg hei am Land gemaach. Et wär och méiglech beim lëtzebuergesche Stat. Et wär och méiglech gewiescht, déi Propos, déi d'DP hei 2006 op den Dësch geluecht huet, nämlech iwwerzegoen an en anere Budgetiséierungssystem, nämlech deem vum „zero based budgeting“, fir do eng aner Budgetsform souwuel ze kréie wéi awer och lafend - an net nëmmen a Krisenzäiten - d'Fonctionnementskäschtchen vum Stat besser ze kontrolléieren a sech all Joer ze froen: Wat ass da wierklech nach noutwendeg a wat ass einfach aus der Vergaangenheet an d'Zukunft weidergeschriwwen ginn a brauch an där doter Form haut net méi esou richtig gebraucht ginn?

Mir brauchen do op jidde Fall net bis 2011 ze waarden. An et ass ee vun deene grouse Versäumnisse vun dëser Regierung, datt se dat virun de Wahlen an no de Wahlen net konsequent gemaach huet.

Et kann een d'accord sinn, datt een e Konjunkturpak huet, deen d'Ekonomie, dee virun allem d'mittelständeg Betriber soll ënnerstëtzen. Mä och an deem Konjunkturpak, do kënt et drop un, net nëmmen,

datt Geld ausgi gëtt, mä et kënt drop un, datt d'Geld richtig ausgi gëtt.

An ech wëll do awer nach eng Kéier op déi eng oder aner Propos vun der Demokratescher Partei verweisen, wou mer mengen, datt mer e méi en nohaltege Konjunkturpak hätte kënnen ficelieren, deen och fir d'Zukunft e wichtegen Effekt gehat hätt. Nämlech d'Propos, fir Albasanierung an Zukunft net méi iwwer Subsidien, mä iwwer Virfinanzierungsmechanismen kënnen ze finanzéieren. Dat hätt méi Aarbecht geschaf. Et hätte méi Wunnenge kënnen sanéiert ginn. Well den Hiewel einfach vill méi grouss gewiescht wär, duerch deen dote Mechanismus eppes a Bewegung ze setzen.

Et wär méi sozial gerecht gewiescht. Well deen, deen e Subsid kritt a sech de Rescht dovunner ka leeschte vun deenen Aarbechten do, dee brauch och oft de Subsid net. An hei hätte mer e Modell gehat, wou jiddwereen dovunner hätt kënnen profitéieren, onofhängeg vu senger Akkommenskategorie. An et hätt domadder sécherlech duerch e méi grouse Volumen, dee beweegt gi wär, däitlech méi Aarbecht fir d'Handwerksbetriber hei am Land mat sech bruecht an däitlech manner Käschtchen fir de lëtzebuergesche Stat.

Et sinn dat déi intelligent Systemwiesselen, déi mer elo brauchen. Déi mer allerdéngs och schonn hätte kënnen virun der Kris ugoen. Et ass dat, wat d'DP drënner versteet, wa mer soen, mat manner Geld eigentlech eng besser Politik ze maachen.

Da gëtt et nach eng aner Propos vun der Demokratescher Partei. Nämlech déi proposéiert Aféierung vun engem Wunnegeld, engem sozial gestaffelte Wunnegeld, wat mir als en Element vu selektiver Sozialpolitik verstanen hunn. Well mer nach wie vor der Meenung sinn, an dat ass eng Realitéit, dat ka jiddereen all Dag an den Zeitungen nokontrolléieren, datt d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi Wunnen ausserhalb vu Lëtzebuerg. Datt eng Wunneng zu Stengefort ebe méi kascht wéi eng Wunneng zu Sterpenich. An duerfir wollte mer e Wunnegeld finanzéieren duerch en Ofsenke vum Kannergeld op den Niveau plus ou moins vun den Nopeschlänner an doduerjer den Export vum Kannergeld dach drastesch grenzen a Moyennë fräimaachen, fir de Famillje mat Kanner hei am Land kënnen iwwer e Wunnegeld ze hëllefen.

Wat hu meng Partei an ech selwer eis net alles missen unhéieren hei an deem Haus an och deelweis dobaussen iwwert déi dote Proposition! Den Här Asselborn, wann ech mech richtig erënneren, huet gemengt, eis missen an den Eck ze drécke vu rietsradikalen engleschen Dockaarbechter, déi Ausländer wëllen erausgoen. An den Här Juncker huet eis Ausländerfeindlechkeet ënnerstallt an dat als Broch gesi mat eisen dach liberale Grondwäerter vun der Demokratescher Partei.

An elo? A wat gesinn ech elo? Ech hu gemengt, ech géif dreemen, wéi ech vun der Kannergeldmesur vum der Regierung héieren hunn. Nämlech d'Regierung mécht hei näischt aneschtens, wéi 40 Millioune Kannergeld duerch d'Stoppe vum Export an d'Ausland anzuspieren. Doduerjer, datt se eben d'Kannergeld op 21 Joer beschränkt an dat kompenséiert fir déi Kanner, déi hei am Land wunnen. Well déi Kanner, déi jo nach weider an d'Schoul ginn oder eng Ausbildung maachen, kréien d'Kannergeld weider. Déi, déi studéieren, déi kréien eng Bourse oder e Prêt. Do ass et also kompenséiert.

Wou kënt also de Spuereffekt hier? Et kann also nëmme vun deene Kanner sinn, déi op där anerer Säit vun der Grenz wunnen, déi dann, wa se iwwer 21 Joer hunn, net méi den Différentiel vum lëtzebuergesche Stat bezuelen kréien.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- De franséische Stat kann deeselwechte System aféieren. An en huet ganz generéis...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier**



Ministre, Ministre d'État.- ...Boursen an e Prêtssystem.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Wann Dir a Frankräich eng Bourse hutt, duerft Dir net op d'Uni Lëtzebuerg studéiere kommen. Wann Der zu Lëtzebuerg eng Bourse hutt, dierft Der op d'Uni Metz studéiere goen. An dat ass en Ënnerscheed...!

(Brouhaha général)

► **M. Claude Meisch** (DP).- Mir waren hei beim Export vum Kannergeld.

(Interruptions diverses)

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Mir schwätzen net iwwert d'Kannergeld. Mir schwätzen iwwer jonk Leit. Dat si keng Kanner, 21 Joer, wann e Student ass.

(Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Ech bieden lech elo, hei dem Här Meisch nozelauschteren.

(Interruptions diverses)

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Se sinn net all mat engem sëlwerne Läffel op d'Welt komm, eis Kanner zu Lëtzebuerg, wéi Dir se nennt!

► **M. le Président**.- Wie wëllt, kann herno d'Wuert ergräifen. Här Meisch, fuert virun, wann ech gelift.

► **M. Claude Meisch** (DP).- An et wär och méi éierlech gewiescht par rapport zum...

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Kommt mir maachen eppes fir d'Jugend, Här Meisch.

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Meisch** (DP).- An et wär och méi éierlech gewiescht...

(Interruptions diverses)

Ech mengen, et wär vläicht besser, wann den Här Biltgen géif un d'fréisch Loft goen! Do kéint e sech berouegen.

► **M. le Président**.- Wann ech gelift, elo lauschtere mer dem Här Meisch no.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Ech fannen et eng Sauerei, dass een...

(Brouhaha général)

...en Unisstudent als Kand bedeelegt, wéi wann dee misst paternalistesch begleet ginn, Här Meisch.

(Brouhaha)

► **M. le Président**.- Neen, esou kënnen mer net virufieren. Ech mengen, jiddwereen huet hei d'Recht, d'Wuert ze ergräifen; jiddweree kann herno froen, fir d'Wuert ze ergräifen, mä elo huet den Här Meisch d'Wuert an elo schwätzt hie virun. An ech bieden lech wierklech, elo emol nozelauschteren.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Dann hutt just e bësse Respekt virun eise Studenten.

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Meisch** (DP).- Esou ass et, a wann den Här Biltgen eppes dozou ze soen huet, ech géif e ganz häerzlech invitéieren, d'Regierung kann herno, wann ech fäerdeg sinn, all Moment hei d'Wuert ergräifen an dozou hir Meenung selbstverständlech widderhuelen.

Mä et wär och méi éierlech gewiescht par rapport zur Basis vun der LSAP, datt den Här Bodry, amplaz der Demokratescher Partei virzwerfen, mir wëlte Spuermoosname beim Kannergeld vun de Frontalieren ergräifen, dee Mechanismus do, deen dës Regierung wëllt ëmsetzen, der Partebasis richteg erkläert hätt an och do gesot hätt, datt um Bockel vun de Frontalieren hire Kanner 40 Milliounen de lëtzebuergesche Stat wëllt aspueren.

An et wär och méi éierlech gewiescht fir de Jean-Claude Juncker, wann en dat hei gëschter esou erkläert hätt, an net pro-

béiert hätt, laanscht déi doten Ausso ze kommen.

An do wëll ech nach eng kéier op déi Table-ronde vu gëschter Owend zrëckkommen. Et huet mech nun awer bass erstaunt, datt den CSV-Fraktionspresident do quasi an engem Otemzuch der Demokratescher Partei Ideenlosegkeet virwerft a gläichzäiteg am selwechte Saz muss zouginn, datt d'Regierung hei eng liddi vun der Demokratescher Partei kopéiert huet. Ech mengen, jiddwerengem géif hei eng Portioun méi éierlechkeet dach gutt zu Gesicht stoen.

An, Här Juncker, Dir hutt mir...

(Interruptions)

► **M. Claude Meisch** (DP).- An, Här Juncker, Dir hutt mir hei virun engem Joer virgeworf a mech opgefuerdert, ech soll mech préiwen. Ech kann lech soen: Schummt lech. Sidd méi éierlech, wann et ëm deen dote Politikberäich geet.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech sinn net mat lech d'accord!

(Interruptions)

► **M. Claude Meisch** (DP).- Dobäi wär eise Modell besser gewiescht.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ech bleiwen derbäi.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ech bleiwen derbäi,...

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen. Neen.

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...datt mer deen nach eng kéier sollten diskutéieren.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen.

(Interruption)

► **M. Claude Meisch** (DP).- Well den Eft wär e ganz aneren.

(Interruption)

Et wär esou gewiescht, datt Famillje mat Kanner doduerjer méi staark ënnerstëtzt gi wäeren hei am Land. Et wär méi sozial selektiv gewiescht. Well wat an där Mesure elo sozial selektiv ass, vun där déi d'Regierung hei schwätzt, dat muss awer fir d'éischt emol ee mer erklären - den Här Biltgen mécht et vläicht ganz gären -, well dat Wunnegeld hätt mer sozial selektiv gestaffelt. An et gëtt Ënnerscheeder - an dat ass eng Realitéit - bei de Wunnegspräisser hei am Land an am Ausland, an et gëtt nun eben emol keng Ënnerscheeder bei deem, wat e jonke Mënsch, ob en hei aus dem Land ass oder aus dem Ausland ass, muss opbréngen, wann e studéiere geet. Well déi studéieren zesummen, d'Kanner an déi Jonk aus der Groussregioun: zu Tréier op der Universitéit, zu Léck op der Universitéit, zu Nanzeg op der Universitéit, an do kaschten eben emol en Appartement an d'Liewen datselwecht fir jiddwereen, egal wou en ursprüngelech doheem war.

An nach eppes ass an eisem Modell - deen Der jo bestëmmt gutt studéiert hutt, wann een esou iwwer eppes hierfällt wéi Dir, Dir kennt eise Modell jo alleguerten - anescht wéi dat, wat d'Regierung hei mécht: Mir hätten e luesen Émstieg domadder gemaach. An eisem Wahlprogramm gëtt ganz kloer gesot, datt mer de System wëlle bäibehale fir déi bestehend Kanner - déi Kanner, déi schon op der Welt sinn - an datt mer hätt wëllen ëmklamme fir déi Kanner, déi eréischt op d'Welt kommen. Mir hätten also kengem eppes ewechgeholl. Och net engem Kand, dat op der anerer Säit vun der Grenz doheem ass.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dann hätt mer awer vill gespuert beieneen!

► **M. Claude Meisch** (DP).- A mir schwätzen... Ah, Dir gitt awer elo zou, datt Der elo wëllt spueren op deem dote Wee?

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, neen, dann hätt mer net vill gespuert...

► **M. Claude Meisch** (DP).- Neen? Ah, Dir wëllt net spueren! Spueren, oder net spueren, Här Juncker?

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass also keng Alternativ zu deem, wat mer proposéieren.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ech mengen - mä ech mierken hei, datt dee Wëllen net do ass -, ech mengen, datt een elo mat Distanz zu deem Wahlkampf, mat deem, wat d'Regierung virgeluecht huet, mat deem, wat mir och scho virdu proposéiert hunn, an aller Rou nach eng kéier doriwuer soll schwätzen. A vläicht kënnen béid Modeller dach an engem zesumme-fléissen, an dann hätt mer eppes Sënnvolles gemaach fir d'Lëtzebuerg Land, fir d'Familljen, fir déi Jonk, fir déi, déi wëlle studéiere goen.

Mä viles war virun de Wahle fir CSV an LSAP anescht, wéi et haut ass. Virun de Wahlen huet et bei CSV an LSAP aus alle Mënnen geheescht: „Steierherhijungen, dat ass dat lescht Mëttel.“ Gëschter hu mer et héieren, bis elo gouf nach näischt ënnerholl, fir anzespueren. Mä trotzdem hat d'Regierung scho virun den Tripartiteverhandlungen gesot, datt op d'mannst emol en Drëttel vun deem ganze Pak misst iwwer Steierherhijungen zesumme kommen. An dat heescht, et ass nach näischt agespuert ginn, et ass nach keen Effort an deem doten Domän gemaach ginn, mä trotzdem sollen emol d'Steieren erhéicht ginn.

An den Här Juncker huet vill Zuele gëschter genannt. Eng hunn ech vermësst, mä en ass bestëmmt bereet, eis déi nozeliwweren: Wat dann de Gesamtvolum vum Steierpak ass? Mir hunn héieren, wat iwwer déi Aspierungen an Aschneidungen zesummekënn. Mech géif och interesséieren, wat de Gesamtvolum da wier vum Steierpak, an da géife mer warscheinlech héieren, datt et haut och net méi esou ass, datt et e Verhältnis vun engem Drëttel Steierherhijungen an zwee Drëttel Aspierungen ass, mä datt dat sech méi no elo ëm Hallef-Hallef wäert dréinen.

An ech verstinn den Här Juncker, datt en do e bësse méi roueg ginn ass, well et him peinlech ass, well et him peinlech ass, well en nach deen Dag virun de Wahlen anescht geschwat huet. Am Lëtzebuerg Wort, de 6. Juni 2009, war an engem Interview mam Premierminister Jean-Claude Juncker, Spëtzekandidat vun der CSV, nämlech ze liesen: „Die CSV hat aber auch nicht die Absicht, die Steuerlast zu erhöhen. All das heißt auch nicht, dass punktuelle Steuererleichterungen nicht denkbar sind, sie müssen aber finanzierbar sein.“

Dat heescht: Virun de Wahlen, deen Dag virdrun, gouf gesot, d'CSV géif d'Steierlaascht net eropsetzen, an eventuell erof, dann, wann et méiglech wier. Do ass also nach e bësse souguer mat Steierreduktiounen gelackelt ginn.

(Interruption)

Déi leschte Wochen awer hu mer gemierkt, datt d'Fantaisie keng Grenze kannt huet bei CSV an LSAP, fir nei Steieren anzeféieren, fir bestehend Steieren eropzeschrauwen. A wéi ech virdu gesot hunn, wäert déi Belaaschtung do jo nach net um Enn ukomm sinn, well och bei de Cotisatiounen sech mat Sécherheet déi nächste Méint nach eppes wäert bewegen.

Dat doten ass net nëmme Wahlbedruch, mä dat doten, dat wiergt och d'Konjunktur hei zu Lëtzebuerg ganz massiv of: Well et wäert d'Kafkraaft schwächen, déi gëtt massiv beschnidden. An ech froe mech, ech froe mech, wat dat heescht fir de Bäcker vun der Cap, dee gëschter hei...

► **Plusieurs voix**.- De Metzler!

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...zum Thema..., de Metzler vun der Cap, dee gëschter hei zum Thema gemaach ginn ass. Well wann d'Leit manner Geld an der Täscht hunn, da wäerte se och do manner ausginn. Et ass also net nëmme den Index, deen de Metzler vun der Cap wäert spieren, mä et ass och d'Steierpolitik vun dëser Regierung. An et wäerten Investitiounen verhënnert ginn. Ech froe mech och do, wat dat heescht fir de Papp vun deem Jong, deen eigentlech vun der CSV am Wahlkampf versprach kritt huet, datt de Jean-Claude Juncker gutt op sengem Papp seng Plaz géif oppassen. Et wäert deem seng Aarbechtsplaz sécherlech net stabiliséieren an och keng nei schafen.

Wann ech d'CSV gewielt hätt - glécklecherweis hunn ech et net gemaach -,...

(Interruptions)

...ech wëll lech soen, ech wier rosen. Ech wier batter enttäuscht,...

(Interruption)

...ech wier enttäuscht, well d'CSV sech hei vun der LSAP e knallroude Steierpak opschwätzen an opränge gelooss huet an deen akzeptéiert huet. Dat ass eng Politik, wéi Lëtzebuerg se net verdéngt huet. Dat ass eng Politik, déi Lëtzebuerg net nëmme aus der Kris net wäert erausféieren, mä déi eis nach méi wäit an d'Kris wäert erandrücken.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Meisch Merci. An als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, déi lescht Woche waren a viller Hisiicht opschlussräich an dësem Land. Verschidde Gewunnechten, verschidde Mechanismen, verschidde politesch Traditiounen a Mythe sinn op eng schwéier Épreuve gestallt ginn. An et ass kloer ginn, dass viru schwieregen, schwéiere sozialen, finanzpoliteschen, ekonomeschen Entscheidungen, Politik näischt Neutrales ass, dass Interessen, Géigesätz openeerprallen an dass Ënnerscheeder - bei de Sozialpartner evident, mä och am politesche Raum - méi staark ervirgedroe ginn.

Natierlech ass d'Scheitere vun der Tripartite bedauerlech. Natierlech sinn déi haart Géigesätz, déi an deene leschte Wochen - wann net Méint - tëscht Patronen a Gewerkschaften zu Dag komm sinn, e Problem. Natierlech ass d'Koalitioun à partir vun dëser Woch gefuerdert, hir Linn, déi se gëschter hei virgeluecht huet, am Numm vum Premierminister duerchzesetzen, hir intern an extern Ausenanersetzungen zum Enn ze bréngen.

Awer et bleift - an do sinn ech vläicht deen Eenzegen, deen dat dann och e bësse positiv gesäit -, et bleift, dass déi lescht Wochen a Méint och e Stéck Demokratie waren, e Stéck Sträitkultur waren, an deem och eng positiv Energie, eng Dynamik fir déi nächst Méint a Jore kann entsto.

Et soll een net verzweifelen. Lëtzebuerg huet esou laang am Konsensualismus gelieft, dass et eng Bris hefteg Debatt, eng Bris hefteg Ausenanersetzung um politesche Plang verdréit, iwwregens e Spigelbild - an dat soll jo de politesche Raum an och dës Chamber sinn -, e Spigelbild vun deem, wat sech dobaussen an der Gesellschaft mécht. Déi Géigesätz, déi mir ausdroen, sinn och déi Géigesätz, déi do-bausse gëtt, an der Gesellschaft, an de Betriber, tëscht de Sozialpartner, tëscht deen Interessegruppen an esou virun.

An dobäi soen ech - och e bëssen à contre-courant och vun deem, wat mer elo grad héieren hunn -, dass dës Koalitioun och am Rahme vun deem, wat se an der Tripartite virgeluecht huet, munches op d'Rei bruecht huet, souwuel wat hir Roadmap an Zesummenhang mat der Beschäftigungspolitik ubelaangt, wéi déi Virschléi vum Wirtschaftsminister zur Kompetitivitéit. An et fäerdeg ze bréngen, a relativ kuerzer Zäit sech eens ze ginn iwwer e Paquet zur Sanéierung vun den öffentleche Finanzen, huet a villen anere Länner, a villen anere Koalitiounen vill méi laang gebraucht.

Et soll ee sech mol ongeféier nëmme den däitsche Fernseh all Dag ukucken, fir ze gesinn, wéi CDU an FDP iwwert d'Sanéierung vun öffentleche Finanzen mateneen ëmginn an - ech versprechen lech - no e Sonndeg nach vill méi hefteg wäerte mateneen ëmgoen, wann d'Wahlen an Nordrhein-Westfalen eriwuer sinn -, fir dat Ganzt awer vläicht e bëssen erfroehuelen op deen Niveau, wou et higeheiert.

An et léisst vläicht och déi Fro op, déi ee sech - besonnesch, wann een eenzel Rieden och nach schonn haut de Mëtteg héieren huet -, vläicht d'Fro op - a wann ech de Jeannot Krecké viru mer gesinn, dee viru laange Joren eng kéier de Choix de société opgeluecht huet hei a sengem Budgetrapport vun de Joren '97 an där



Géigend -, stellt sech d'Fro e bëssen, ob mer net och hei an där Auseanersetzung, déi mer an deene leschte Wochen erlieft hunn, virun engem neie Choix de société stinn.

An d'Fro därer erlaabt sinn am Ufank vun enger Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun, wat fir eng Gesellschaft mer dann a Wierklechkeet wëllen. Also sech ze iwwerleeën, iwwer all politesch a parteipolitesch Spillereien, iwwer all taktesch Wénkelzich eraus, wat fir ee Gesiicht a wat fir eng Sensibilitéit mir fir dat Klenggedréckt hei am Land a fir d'Zukunft vun deem Modell Lëtzebuerg wëlle ginn.

Ech wëll et net vereinfachen, awer trotzdeem an där ganzer Auseanersetzung Usätz erlieft hu vun engem ganz klassische Choix: Virun deenen, déi bei Kierzungen am Budget nëmmen un de Sozialbudget denken, déi mengen, dass ee Besserverdenger soll schounen, well si anscheinend déi elengeg Leeschtungsträger hei am Land sinn; déi, déi de Kënnungsschutz wëlle labber maachen oder am léifsten ofschaffen; déi, déi d'Roll vun der Stat nëmme gesinn, fir - wann et schlecht geet - Banken a Fluggesellschaften ze retten an, wann d'Benefisser erëm fléissen, esou schnell wéi méiglech erëm ze verschwannen; vis-à-vis vun all deene gétt et och eng aner Logik, déi een deem kéint entgéintsetzen: déi vun der Choix vun enger gerechter Gesellschaft, vun engem Stat, dee weiderhin ausgläichend wierkt an der seng Capacitéit behält, fir reguléierend ze wirken, engem Sozialstat, deen d'Mënsche stärkt, hinnen net, hinnen net virun...

(Interruptions)

...hinnen net virun der Nues, mä virun allem och am Réck steet. Deen also de Choix vun enger Citoyennetéit, déi net eleng Egoismen an niddreg Gefiller schürt, mä Solidaritéit, Pflichtbewusstsein an och Hëllefsbereitschaft, och an engem Paquet wéi deem, dee mer heihinner geluecht hunn. An och de Choix - wëll ech soen - vu responsablen Entreprises, déi hir ekonomesch, awer och hir sozial a gesellschaftlech Verantwortung eescht huelen, déi Wirtschafte net als eng Fin en soi, mä als d'Interessen an de Mënschen an un den Interesse vun de Mënsche staark maachen.

An ech mengen och - dat geet zwar e bësse verluer an dësen Deeg -, dass et och de Choix ass virun engem nohaltege Kurs, wou eng aner Mobilitéit, wou Energiepueren, wou och de Schalter ëmgeluecht gétt bei der Ressourcèveerdeung a bei Biodiversitéitsverloschter. Och dat - mengen ech - ass en Deel vun deem Choix vun där Gesellschaft, dee mer maachen.

Eis ass et wichteg, dat am Ufank vun där Debatt kloerzemaachen, dat Konzeptuell och ze gesinn, fir net eleng zum Épicier ze ginn an och kloerzemaachen, dass Spuere eng Noutwendegkeet ass, awer och keng Ideologie, dass Spuere keen Dogma därer ginn, dass ee warne muss virum Doudspuere, virun der Gefor, Konsum a Konjunktur abrieche ze loossen. An, dass een an der Ekonomie - an ech mengen, dass dat säit laange Jore e wichtige Prinzip ass - do och déi psychologesch Wirkung vu politeschen Décisiounen a politeschen Discoursen net soll aus den Ae verléieren.

Erlaabt mer um Ufank zu de Bemerkungen zu deenen eenzelne Paqueten, déi virgeluecht ginn, e puer Virbemerkungen. Ech géif warne virun enger Schwarz-Wäiss-Molerei, déi een dach a villen Diskussiounen déi leschten Deeg erlieft huet, virum Däiwel-un-d'Wand-Molen a virun den einfachen Äntwerten. Et bleift an deem Land - Här Meisch, do sinn ech mat lech d'accord -, et bleift an deem Land vill ze maachen. Et gétt genuch Problemfelder.

Den Avant-projet vun der Plan national de développement durable, deen an eisem Haus läit, weist eng ganz Rei vu Felder op, op deene geschafft muss ginn; op déi de Koalitionsprogramm an och déi Paqueten, déi an der Tripartite louchen, och vill Äntwerte ginn, déi elo och mussen ëmgesat ginn.

Et gétt genuch Risiken hei am Land. Et gétt genuch Ofhängegkeeten hei am Land. Wann ee gesäit, dass eise Chômage - an Dir hutt et virdu gesot - vun 1995 2,7%, 4.800 Persounen, eropgaangen ass op bal 15.000 - 6,5% -, dass mer an den Aarmutstatistike gewisse kréien, dass 13% vun de Leit hei am Land bei wéineger wéi 60% vum medianen Akommes leien, dass de Risiko, den Aarmutrisiko bei 20% bei de Kanner a bei 44% bei eleng erzéiende Persounen ass, da wësse mer, dass um Niveau vun der sozialer Kohesioun, um Niveau vum Schaffen un deem sozialen Netz, wat eis allegueren esou wichteg an deem Land ass, nach viles ze maache bleift.

Ech hunn de Moien nach eng Kéier gekuckt: 8.700 Leit hunn hei am Land den RMG. 8.700, an dat sinn der 15% méi wéi e Joer virun! 34.139 Persounen hei am Land verdéngen de Mindestloun, bal 35.000! An 3.000 sinn der an der Zwëschenzäit Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, well se virun héije Baupräisser a Loyerspräisser an d'Ausland gaange sinn, wat eis och net mat Satisfaktioun ka befriddegt maachen.

Awer mir sollten op där anerer Säit och eis Stärkten an eis Chancë gesinn. Mir sollte resolut - an ech mengen, dat ass den Discours och vu gëschter gewiescht, esou wéi mer e verstanen hunn -, resolut, voluntaristisch, resolut Vertrauen ausstrahlen, als Politiker resolut d'Äerm eropkempelen, fir kloerzemaachen, dass deen Challenge, deen Défi, virun deem mer stinn, dass dat e positiv ass. Dass en Effort national eppes Positives ass an dass - wa mer eenzel Beispiller kucken - d'Entwécklung vun eisem Emploi an deene leschte 15 Joer vun 215.000 Aarbechtsplazen op 358.000 Aarbechtsplazen, dat heescht 66% méi -, dass eis Wuesstumszuelen an deene leschte Jore..., dass d'Benefisser an de Banke schonn 2009 erëm bei 2,74 Milliarde leie géigeniwwer 564 Millioune am Joer virun, dass mer och um Niveau vun den Zuelen, déi mer héieren, an de Recetten am Budget positiv Entwécklung gesinn an dass mer an eenzelne Branchen och gesinn, dass et erëm biergop geet. An ech mengen, och dat ass e wichtige Message, dee mer an dese Stonnen no bausse sollt ginn.

An ech géif och mengen - dat ass eng éischt Bemerkung zum Thema vun der Kompetitivitéit - ech géif och mengen, dass een net alles, wat d'Miese vun der Kompetitivitéit an deem Land ubelaangt, soll festmaachen un de Käschte vun enger Aarbechtsstonn, dat heescht eleng um Coût salarial soll ausmaachen. Sécher, mir leie mat ronn 35 Euro - de Coût vun enger Aarbechtsstonn zu Lëtzebuerg, all Käschen, déi een do ka mat afaassen - op engem héije Level: drëtten, véierten an dem Niveau vun der Europäescher Unioun.

Awer mir hu vill aner Trëmp, déi et an anere Länner net gétt. Mir hunn zum Beispill schonn iwwer 20 Joer stabil Sozialbäitrag, souwuel am Renteberäich wéi am Beräich vun eiser Krankekeess - oder haut: Gesondheitskeess -, wat, mengen ech, en enorm wichtigen Tromp ass. Mir hunn e fiskaalt Ëmfeld, mengen ech, wou ech feststellen, wann een dat seet, 80% - 80%! - vun de Lëtzebuurger Entreprisé bezeule keng Steieren.

Ech froe mech, ob dat net och - wann ech vun der gesellschaftlecher Responsabilitéit vun Entreprises... -, net en Thema ass, mat deem mer eis misse befaassen, fir ze kucken: Wéi sinn déi dann? Wat ass hir Responsabilitéit an där uerdnungspolitescher Welt, déi mer wëlle schafen? Wat ass also dat, wat een do vu Responsabilitéit gesäit? A wann een den Nettosteiersaz an der Finanzplaz um Bankesektor géif huelen, da wësse mer, dass dee wäit ënner 20% - éischer an der Géigend vu 15% - wäert leien. Et ka kee soen, dass mer do e fiskaalt Ëmfeld hunn, wat fir d'Entreprises et net géif noutwendeg maachen. An ech froe mech och am Zesummenhang mat der Indexdebatt...

(Interruption)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech froe mech och am Zesummenhang mat der Indexdebatt,...

► **Une voix.** - Här Lux...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...wéi een et iwwerhaupt erkläert kritt,...

► **Une voix.** - Här Lux...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...dass dat Ëmfeld...

► **Une voix.** - E wëllt eng Fro stellen..., Här Hoffmann.

► **M. le Président.** - Erlaabt Der, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt? Här Hoffmann.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech géif dem Här Hoffmann bal alles erlaben.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här Lux, heescht dat do, dass Der eis an ofsehbarer Zäit en zweete Pak vu Mesuren ukënnegt, wou d'Steierfro, d'Steiere vun de Betriber dann effektiv och dra géife berücksichtegt ginn?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech denken, dass et jiddefalls net verbueden därer sinn, sech d'Fro ze stellen - am Zesummenhang mat der Ofschafung vun der Verméigenssteuer fir physesch Persounen, déi mer 2006 virgeholl hunn -, och eng Diskussioun ze féiere bei all deenen Diskussiounen, déi mer an deenen nächste Wochen hei ze diskutéieren hunn, ob am Zesummenhang mat enger Ofschafung vun der Verméigenssteuer bei den Entreprises net eng Diskussioun iwwert d'Responsabilitéit vun enger forfaitaire Besteuerung bei den Entreprises eng Diskussioun ass, déi ee muss féieren.

Ech soen, eng Diskussioun, déi ee muss féieren, fir ze kucken, wéi déi Gesellschaft ausgesäit dobaussen, déi mer do hunn, fir sech d'Fro ze stellen, inwieweit och d'Entreprises eng méi breet sozial, gesellschaftlech an och finanzpolitesch Responsabilitéit hunn an deem, wat an deem Land geschitt.

An ech soen och an Zesummenhang mat der Fro vum Index - well dat jo elo e bëssen de Fokus ass, op deem mer elo erëmreiden -, ech froe mech och ëmmer erëm, wéi mer et dann an deene leschte Jore fäerdeg bruecht hunn, bei allem wat ech gesinn, wat méi enk gétt an der Konkurrenz no bausen, wéi mer déi „success story“ fäerdeg bruecht hunn an deene leschte Jore an deem Land, mat deene Wuesstumsraten, déi mer haten, mat deenen Aarbechtsplazen, déi mer geschaf hunn, trotz engem Index - Eenzelner géife souguer soen, och mat engem Index -; et fäerdeg bruecht hunn, fir op den Niveau vun engem Wuelstand an enger Liewensqualität ze kommen, déi eis a ville Rankingen... Wann da Rankinge genannt gi vu Kompetitivitéit, da wëll ech lech och soen: Kuckt d'Rankingen och vun der Liewensqualität, vum Wuelstand, an deene läit Lëtzebuerg och ganz gutt. Ech mengen, dat ass e gemeinsamt Wierk vu politeschen Décisiounen vun deene leschte Jore, déi mer geholl hunn.

An ech froe mech, wéi wëlle mer da konkurrieren, zum Beispill am industrielle Beräich.

Et wäert dach keen, Här Meisch, eis hei de Mëtteg wëlle soen, dass déi Délocaliséierungen, déi mer erliewen am Industrieberäich an Europa, dass dat eng Fro ass vum Index zu Lëtzebuerg. Dat ass eng Entwécklung, dat ass eng Bewegung, déi mécht sech an alle Länner vun der Europäescher Unioun. Dat huet mat villen anere Saachen ze dinn. Dat mécht sech a Frankräich, dat mécht sech an Däitschland, dat mécht sech a ville Länner, wou déi Délocaliséierungsfro sech stellt.

Iwwregens, wann Dir d'„Zeit“ liest vun der leschter Woch den Donneschdeg, da gesitt Der eng ganz gutt Etüd, déi hiweist drop, dass ganz vill vun deenen Délocaliséierungen an der Tëschenzäit réckgängig gemaach gi sinn! Réckgängig gemaach gi sinn, well vill vun deene Patronen, an déi Länner, wou se higaange sinn, och gemierkt hunn, dass et net eleng op de Coût vun enger Aarbechtsstonn ukënn, fir e kompetitive Betrib ze sinn, dass et do op ganz vill aner Elementer ukënn, bei deene Lëtzebuerg extrem kompetitiv ass an och an deenen nächste Méint a Jore kompetitiv wäert bliwen.

A wann ech kucken - ech hunn lech gesot, eng Aarbechtsstonn zu Lëtzebuerg, 35 Euro d'Stonn - an der Europäescher Unioun, fir nëmmen do ze huelen - da ginn ech net an Indien oder ech ginn net a China oder ech ginn net op aner Plazen - nëmmen eleng an Tschechien, wat an

der Europäescher Unioun ass, läit d'Aarbechtsstonn bei zéng Euro. Wou wëlle mer, eleng wa mer diskutéieren iwwert den Index, menge mir géife vis-à-vis vun deene Länner kënnen konkurrieren a kompetitiv sinn, wa mer et eleng op de Coût vun der Aarbechtsstonn ukomme loossen? Well och innerhalb vun der Europäescher Unioun ass déi Partie do net ze gewinnen. Do mussen aner Elementer vill méi wichteg sinn. Ech kommen herno op déi kuerz zréck, déi mindestens esou wichteg sinn. An ech wëll iwwerhaupt keng Hitparad maachen, jiddefalls soen, dass ee mat ganz villen Décideuren och am ekonomesche Feld dobausse kann diskutéieren. A wann ee se freet: „Wat sinn déi dräi wesentlech Elementer fir eng gutt Kompetitivitéit an denger Entreprise?“ -, hunn ech bal nach ni den Index héieren, well do ganz vill aner Elementer och wichteg sinn.

Déi zweet Fro, déi zweet Virbemerkung, déi ech wëll maachen, ass déi: Kënnen mer déi Debatt hei féieren ouni ee Moment wéinstens eis awer nach ausenanerzesetze mat den Ursaache vun där aktueller Wirtschaft-, Finanz- a Sozialkris?

Kënnen mer eis erlaben, fir einfach driwwer ewechzuegoen, firwat mer an där Situation sinn, haut iwwert d'Sanéierung vun öffentleche Finanzen, haut iwwer Budgetslächer ze diskutéieren?

An ech mengen, dass mer dat net kënnen maachen. Mir mussen d'Leieren an d'Konsequenzen zéien aus deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass, fir eis viru weidere Krisen ze schützen. Ech mengen, dass dat wuel den A und O vun all Politik, jiddefalls Politik mam gousse P, duerstellt.

En fait, wat war d'Ursach an deene leschte Méint? En fait ass e Kaartenhaus vun ongezügeltm Handeln, vun iwwerdrivwene Risikogeschäfte, vu virtuelle Bullen, vun engem onverantwortlechen Interessegeflecht vu Banken, Assurancen, Ratingagenturen zesummegebracht, gepaart a gedoubelt mat ineffikasser Kontroll, mat engem Deregulierungswahn, mat dem Ierlawen, dass déi onsiichtbar Hand vum Maart alles dat do iergendwou ëmmer erëm géif an d'Lot bréngen. En huet et des Kéier definitiv net an d'Lot bruecht! An et ass vläicht wichteg, dass mer och ee Moment doriwwer nodenken.

Eenzelner hu getitelt an engem Wuert, de Kapitalismus, an am Speziellen de Finanzkapitalismus ass verréckt ginn. An et ass ongeféier dat, mengen ech, wat ee ka feststellen. An dass an där Stonn do och d'Stonn vun der Politik ass, fir viles ofzewenden an dem Bierger kloerzemaachen, dass et net ganz schnell erëm an eng Logik erageet, dass d'Defiziter, dass d'Käschte vun deene Krisen do vum Stat, vun der Allgemengheet gedroe ginn an d'Benefisser herno erëm an déiselwecht Täsche wéi virun eraginn, dass dat dobausse bei de Leit ganz vill Vertrauen ewechhëlt an d'Politik an an d'politesch Décideuren, wäert wuel op der Hand leien.

D'Politik huet an zahllosen Tagungen, Sommerten a Colloquen de Mond gespézt, a mir waarden ongedëlge, dass gepaff gétt, dass konkret nei Regele kommen, Codexen, Déontologien, besser Kontrollen. An ech wëll ausdrécklech soen, dass mer d'Aart a Weis, wéi de Premier an all deenen Tagungen, och als President vum Eurogroup, hei déi richteg These verteidegt huet, déi vun eis ënnerstëtzt ginn, fir eng nei Welt hei opzebauen, dass ech déi nodrécklech ënnerstëtzen an nodrécklech fir ganz positiv emfonnt hunn.

Ech hu gesot, et gétt ganz vill Vertrauen hei kapott gemaach bei deem, wat mer nennen den einfache Bierger vun dobaussen, deen trei a brav all Mount seng Steiere bezit an emol net d'Chance huet, fir kënnen ze spekuléieren, d'Chance huet, fir sech hei an do eppes an d'Täsch kënnen ze stiechen. Ech weess, dass de Slogan „Mir bezuelen net fir Är Kris“, ech weess, dass dee Slogan vill ze vill kuerz spréngt. Mä bedenkt heiansdo, dass doranner och ganz vill Mësstraue läit, an deem, wat sech an dese Wochen a Méint ofspilt, an dass d'Leit heiansdo schonn e ganz gutt Ge-

spier hunn, fir déi richteg Ofleef och kënnen anzuschätzen.

An ech woen ze behaupten, dass dat, wat mer an dësen Deeg am Zesammenhang mat Griichenland erliewen, un de Fundamenter vun der Demokratie an un de Fundamenter vun der sozialer Maartwirtschaft rëselt, nonobstant allen interne Verfeelungen a Versäumnissen an deem Land. Wa Rating Agencen a Spekulative géint en eegestännege Stat Wette maachen a Geld maachen, an en domadder un de Bord oder vläicht nach an de Ruin gedriwwen kréien, dann erliewe mer d'Perversioun vun engem System, dee sech vu sengen eigentlechen Aufgabe meilwäit entfernt huet.

A mat där Logik do, dat kann ee sécher soen, wäerte mer voll an d'Mauer goen. Da wäerte Staten, da wäerte Parlamenter wéi dat heiten, da wäerte Regierungen erpressbar ginn, an ech denken, dat muss een oprëselen an zum Handeln zwéngen. An op d'Gefor hin, dass den Här Meisch mech op en Neits, wéi virun e puer Méint, en onverbesserleche Sozi wäert vernennen,...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Dat kéint geschéien.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- ...zitéieren ech dann eben en aneren, lauschttert emol gutt no: „Die Politik muss ihr Primat über die Finanzmärkte zurückgewinnen. Das gebietet einfache und harte Regeln für die Finanzindustrie. Sie muss Grenzen gesetzt bekommen, damit Freiheit sich nicht selbst zerstört. Dem zentralen marktwirtschaftlichen Prinzip der Haftung muss wieder durchgängig Geltung verschafft werden.“ Dat ass en Interview vu virun zwee Deeg vum Bundespräsident Horst Köhler vun der CDU, fréiere Chef vum Fonds monétaire, deen et also muss wëssen, an dee weess, iwwer wat en hei schwätzt.

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Mir leien awer méi no, wéi Dir mengt.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Drëtens... Ech soen, et maache sech ëmmer erëm nei Koalitiounen op. Drëtens...

► **Une voix**.- Dat ass den Här Wolter, mir sinn net... Den Här Wolter hätt gären eng aner Koalitioun. Mir hunn nach keng gefrot, Här Lux.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Déi drëtt Bemierkung, déi ech wollt maachen, ier ech zu den Tripartite-Gesprécher kommen, ass déi, an ech hunn et virdru gesot, dass et eng ganz Rei vun Hausaufgabe gëtt, un deenen d'Regierung schafft an un deenen d'Regierung méi decidéiert wéi jee à partir vun der nächster Woch muss schaffen. De Schoulberäich ass eng dovunner.

No der Reform am Primärberäich ass, mengen ech, d'Reform am Postprimaire op der Dagesuerdnung. Mir stelle fest, et ass virdru scho gesot ginn, am Joer 2008 sinn 13,4% vun eise Schüelerinnen a Schüeler aus de Schoulen ouni Ofschluss an d'Liewe geschéckt ginn. Dat ass net nëmmen en individuellen Échec fir jiddwereen, et ass definitiv och e kollektiven Échec fir eist Land, un deem geschafft muss ginn.

Ech hu virdru d'Zuele genannt vun der Bekämpfung vun der Aarmut, vun der sozialer Kohesioun, vum sozialen Netz. Mat 44%, ech widderhuelen déi Zuel, vun eleng erziende Persounen, bal ausschliesslech Fraen, déi sech mat Kanner müssen erëmklappen an Dag fir Dag all Euro müssen zwee- an dräimol ëmdréinen, fir de Problem an de Grëff ze kréien.

Ech denken, dass d'Pensiounsreform, a mir kréie jo, Här Meisch, den 2. Juni an enger Debatt, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet, d'Geleehheet, fir d'Positionen zu der Pensiounsreform, un där de Sozialminister amgaangen ass ze schaffen an un där e sech virgeholl huet, fir bis Enn des Joers déi néideg Texter fir Projet-de-loië virzeleeën. Ech mengen, dat ass e gudder Rhythmus, an deem mer hei amgaange sinn ze schaffen. Dat erlaabt fir jiddwereen, fir jiddwer Fraktioun eis ze soen, wat een hei mengt.

ir menge jiddefalls, dass d'Systemfro sech net wäert stellen, dass dee System vu Generatiounengerechtgeet, dee System, dee mer kennen, an deene leschte Jore gewisen huet - wann ech dee vergläiche mat de Faillitë vun alle Pensiounsfongen an Amerika an op ville Plazen - dee System, dee sech bewährt huet an un deem mer eng Rei vu Schrauwen ze dréinen hunn, fir en erëm fit fir d'Zukunft ze maachen.

Et ass d'Diskussioun iwwer de Paquet an der öffentlecher Funktioun, wou een dem Minister vun der Fonction publique nëmme ka wënschen, dass e Rou behält virun enger schwieriger Situatioun. Wann ee kee Partner fënnt, dee mat engem wëllt diskutieren, mécht dat dat schwierig, dass d'Négociatiounen direkt am Usaz schon am Sand verlafen. Et wier wierklech vun eiser Sait och den Appel, dass déi zwou Saiten sech Zäit huelen, Rou huelen, Serenitéit huelen, fir iwwer d'Virschléi vun der Regierung ze diskutieren. Ech mengen, dorunner hänken och ganz vill positiv Elementer. Et hänken d'Revalorisierung vun enger ganzer Rei vu Carriëren drun, déi säit Joren drop waarden, ugepasst ze ginn. An ech mengen, et hänken och eng Rei vu Prinzipien drun, déi am 21. Jorhonnert och der Fonction publique géife gutt doen, déi se méi fit géife maache fir d'Zukunft. An duerfir hoffe mer, dass déi Négociatiounen dach awer vun der Plaz kommen.

Ech kommen net derlaanscht, fir och ze nennen als Chantier dee vum Klimaschutz. E geet an dësen Zäite vu Wirtschafts-, Finanz- a Sozialkris e bëssen ënner, an de Sommet vu Kopenhagen huet näischt dru gemaach, fir d'Veutraue vun de Leit dobaussen un deem Dossier do méi grouss ze maachen, wann ee gesinn huet, op wat fir eng amateurhaft Weis hei versicht ginn ass, zu engem Accord ze kommen. Et bleift, dass een och zu Lëtzebuerg an engem méi stringente Rhythmus muss dozou kommen, fir en Aktionsmodell an en Aktionsplang op den Dësch ze kréien. Viraarbechten dozou leie genuch do, fir kënnen zesumme mat de Partner dobaussen, mat de Gemengen, mat den ONGen, mat den Entrepreneuren och hei zu eppes Konkretes ze kommen.

A schlussendlech den Dossier vun der Mobilitéit. A mir hu mat Satisfaktioun aus der Ried vum Statsminister gëschter héieren, dass den öffentlechen Transport, a virun allem d'Schinn och an Zukunft soll an de Prioritéite vun den Investitiounen ganz uewe stoen. Dat ass eis wichtig. Mir verstinn, dass an dësen Zäiten net alles ka mateneen an direkt hannerenee gemaach ginn. An duerfir ass déi Priorisierung, déi gëschter hei presentéiert ginn ass, déi schéngt eis utile ze sinn. Et soll ee virun allem - an ech mengen, dat ass gëschter kloergemaach ginn -, et soll een un engem Konzept drubleiwen, fir lues a lues déi Stécker vun deem Konzept uneneen-zeréieren. Wann een dat erëm ausereerapport, wat mer mühsam zu véier Parteien an deene leschte Jore fäerdeg bruecht hunn, da fänke mer effektiv erëm u wéi virun 20 Joer. Duerfir, mengen ech, ass et eis wichtig, dass decidéiert dorunner geschafft gëtt.

Duerfir ass den Tram een Element, wierklech een Element vu villen aneren Investitiounen, vu Strecken, wéi déi op Beetebueg, vu Gare-périphériques, wéi déi um Houwald, wou de Projet de loi elo deponéiert ass. All déi Investitiounen si wichtig. A wann ech héieren, dass de Stat an d'Stad Lëtzebuerg sech och an der Fro vun der Finanzierung vun deem Tram do méi no komm sinn oder bal eens sinn, mengen ech, dann ass d'Stonn ze huelen, déi eenzegaarteg Chance, déi mer elo hunn, fir op e Konsens vu véier Parteien kënnen ze bauen, déi am Land an an der Gemeng d'Majoritéit droen, fir op deem Plang do och virunzuekommen.

De Koalitionsprogramm, dat ass eis Iwwerzeugung, enthält fir all déi Défien do genuch Stoff, genuch Substanz, genuch gutt Iddien, fir der Regierung ze soen: à l'abordage, upaken! An ech mengen, dass do genuch, wéi gesot, Substanz ass, fir sech ze berappelen an och eng inhaltlech Kohesioun zréckzegewannen, wa se dann an deene leschte Wochen a Fro gestallt ginn ass.

Zum Haaptpunkt wëll ech dräi Kommentare maachen. Wéi aus offenen Tripartite-Verhandlungen, wéi se genannt gi sinn, op eemol offe Koalitionsverhandlungen gi sinn, wéi aus enger éischer Lëscht vu Spuerpisten a Virschléi en ausgeglachene Moosnamepaket zur Sanierung vun den öffentlechen Finanzen ginn ass, a wéi dann den Index schlussendlech alles iwwerlagert: Ass do Handlungszwang oder schwätze mer iwwer e Mythos? Och dat, mengen ech, wier wichtig eng Kéier kuerz ze kommentieren.

Zum éischte Punkt: Wien ass schold um Scheitern vun der Tripartite? Ech wëll mech net laang domadder ophalen, well ech mengen, dass all dat, wat esou ugebuede gëtt u Grënn dobaussen - war d'Regierung net op de leschte Millimeter genuch virbereet, war d'Taktik net déi richteg, waren d'Gewerkschaften ze stur, waren d'Patronen ze vill aggressiv a wollte se ze vill? -, ech mengen, et war wuel e bëssen dären engen an e bëssen dären aneren. Ech mengen, dass et müßeg ass, doriwwer ze spekulieren.

Tatsach ass, dass mer alles musse maachen. An duerfir hu mer mat ganz vill Satisfaktioun gëschter d'Proposition och vum Statsminister héieren, fir un där Diskussioun, un där Tripartite-Diskussioun festzehalen an eng nei Proposition ze maachen, fir se erëm a Gang ze kréien. Ech mengen, dass et an dem Modell Lëtzebuerg an dem Succès vun deene leschten 20, 30 Joer ee vun de wesentlechen Elementer ass, dass mer et ëmmer erëm fäerdeg bruecht hunn, déi dräi Säiten do un engem Dësch ze hunn an zu Konklusiounen an zu Décisionen ze kommen. Dat ass iwwerengs och wichtig fir dat, wat u Stëmmung an den Entrepreneuren sech ofspilt, well de Sozialdialog och an den Entrepreneuren am Moment eng déck Téitsch kritt huet.

Iwwer de Moosnamepaket, wat den Emploi ubelaangt, wëll ech net ganz vill Remarquë verléieren. En ass op grouss Konsens souwuel an der Tripartite gefall wéi och den Dag duerno an der Kommission vun eiser Chamber, wou de Beschäftigungs- an Aarbechtsminister Nicolas Schmit hikomm ass, fir och do der Chamber déi wesentlech Elementer vu senger Propositionen hinzeleeën. An ech hunn och do an der Kommission - ech mengen dat hei kënnen ze soen als hire President - e grouss Konsens fonnt, dass hei déi richteg Themen op den Dësch geluecht gi sinn. Mir fannen et wesentlech, dass de Minister sech virgeholl huet, ganz schnell e Projet de loi iwwer d'Reform vun der ADEM virzeleeën.

Mir wëssen och, Här Meisch, dass eleng eng Reform vun der ADEM mat Sécherheet net dat ass, wat mer brauchen, fir dass mer de Chômage direkt dobaussen erofgesenkt kréien. Mir brauchen Aarbechtsplazen. Mir brauche Rettung vu bestehenden Aarbechtsplazen. Mir brauchen nei Aarbechtsplazen. Mä mir brauchen och en Instrument, fir eng aktiv Beschäftigungspolitik ze maachen, fir e personalisierte Suivi vun Demandeurs d'emploi ze maachen, fir déi Vernetzung vu Formationen, vu Weiterbildung an dann duerno och vu Vermëttlung vun deene Leit an d'Entrepreneuren.

Mir brauche virun allem och hei de Versuch, fir ëmmer erëm mat den Acteuren dobaussen, mat de Gemengen, mat den Entrepreneuren, mat den ONGen ze schaffen, fir dass jiddwereen dobaussen... dee Saz, deen ech gutt verhalen hunn aus der Ried vum Statsminister gëschter, dee gesot huet, d'Reduzierung vun der Aarbechtslosigkeit ass déi éischt Aufgab vu Lëtzebuerg Politik. Dat kann ee mat dräi Ausrufezeichen ënnerschreien, well ech mengen, en fait ass d'Sozialkris déi wesentlechste Kris, déi mer am Moment erliewen, d'Kris vun der sozialer Kohesioun déi wesentlechste Kris ass, déi mer erliewen, un där mer musse schaffen. An ech wëll hei och soen...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Hat den Här Biltgen dat net gemaach, Här Lux?

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Ech wollt just eppes genau zu deem Punkt soen. Ech wëll hei ganz daitlech soen, dass ech säit 25 Joer - dat mécht een net méi jonk - d'Beschäftigungspolitik hei am Land ganz aktiv mat verfolgegen a matdiskutieren.

An ech kann lech soen, ech hunn op der Plaz vun den Aarbechtsministern nach nëmme Ministeren erlieft, egal wu wat fir enger parteipolitescher Couleur se waren, déi sech vu méindes bis sonndes a vu moies bis owes agesat hunn, dass d'Beschäftigungspolitik eng aktiv soll sinn an dass mer sollen duerfir suergen, fir esou mann wéi méiglech Leit dobaussen op der Strooss ze hunn. Dat ass de Fuedem vun all Aarbechtsminister, an duerfir soen ech och, ob dat den Här Juncker virdru war, ob dat den Här Biltgen duerno war, ob dat haut den Här Schmit ass, jiddwereen huet säi Bescht do ginn a jiddwereen huet mat allen...

► **Une voix**.- Den Här Schiltz seet, dat wier net duergaang.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Den Här Schiltz seet et awer net vum Här Schmit.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- A jiddwereen... wësst Der...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Wat sot den Här Schiltz dann iwwer den Här Schmit virdru?

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Wësst Der, ech hu mer virgeholl mech... Dir hutt...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Wat sot den Här Schiltz iwwer den Här Schmit virdru?

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Här Bettel, lauschttert elo emol eng Sekonn no. Passt op. Passt op op Äert Häerz.

Ech hu mer virgeholl, all parteipolitesch an tatesch an aner Spillereien a menger Ried net haut de Mëtteg ze maachen. Ech fannen et wierklech...

(Interruptions)

...an ech muss och soen, ech soen lech dat och...

► **Une voix**.- Ech an Ärer Plaz géif dat och maachen.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- ...ech fannen och no deenen dräi Woche perséinlech Rancunen eppes, wat sech net onbedéngt hei uewen op der Chambertribün ganz gutt mécht. Dat wëll ech lech och soen. Duerfir wëll ech soen, dass déi dräi Aarbechtsministern, déi mer an deene leschte Joren erlieft hunn, dass déi dräi Aarbechtsministern a mengen Ae jiddwereen, mat alle Schwierigkeeten, déi ëmmer do sinn, hiert Bescht gemaach hunn, hiert Allerbescht gemaach hunn. An ech mengen, et ass elo un dem Här Schmit an deemselwechten Zuch, dee mer hate vum Här Biltgen, weider ze versichen all déi Mesuren do ze maachen.

An Dieu sait, dass mer villes vun Instrumenter, déi mer gemaach hunn, villes vun Instrumenter, an den Här Biltgen weess dat, an den Här Juncker och, dass villes, dat mer probéiert hunn, net réusséiert huet, dass vill Instrumenter mort-nés bliwwe sinn. Mä dat war awer net, well net de Versuch do war, fir alles erauszekëdelen un aktiver Beschäftigungspolitik, wat mer op deem Gebitt kënnen maachen.

Dofir wëll ech net alles opzielen, wat gëschter den Här Juncker hei kloergemaach huet, an ech wëll och net opzielen, wat den Här Schmit an der Tripartite an an der Kommission vu wesentleche Virschléi gemaach huet, fir dass mer eng aktiv Politik vun Aktivierung, vu Réinsertioun, vun Orientierung kréien, an dass mer virun allem och dat kucken, wat engem jo Suerge mécht, d'Laangzäit-Chômeuren.

Do mierkt ee jo an de Statistiken, dass d'Zuel vun deenen, déi effektiv un d'Enn komme vun deem, wat déi Ënnerstützung vum Stat ubelaangt, dass mer do Äntwerte fannen, well se fir d'Kohesioun vun eiser Gesellschaft vun enger extrem grousser Wichtigkeit sinn.

Ech wëll an deem Zesammenhang och soen, dass mer sécherlech musse diskutieren iwwer eenzel Elementer vun deem, wat mer Solidarekonomie nennen. Mä ech hoffen och do, dass den Här Schneider mat der néideger Energie, déi mer em kennen, de Versuch wäert maachen, och hei munches esou op d'Been ze stellen, dass och dee Piler an eiser Ekonomie wichtig ass, dass e gefördert gëtt, an dass mer Moyenen och hiergi fir dat, wat e bëssen d'sozial Orientierung vun der Chômage-Politik ubelaangt.

Ech kommen dann zum Paquet vun der Kompetitivitéit, oder soll ee soen, der besserer, nach besserer Attraktivitéit vun dem Standuert Lëtzebuerg. Ech hu scho gesot, de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet 65 Propositionen der Tripartite ënnerleucht, an ech wëll net de Versuch maachen, fir se alleguerten ze kommentéieren.

Ech hu schonn e puermol kloergemaach a menger Interventioun, dass et bei der Wettbewerbsfäegkeet nach laang net nëmmen op d'Fro vun de Lounkäschten ukënnt, dass dat e breet ugeluechte Begrëff ass. An ech mengen, dass de Minister déi Definitioun och deelt, wann een déi Aussoen, déi e gemaach huet zu deem Thema do an deene leschten Deeg, kuckt.

Dofir mengen ech, bleibt et, dass de Statsapparat ze moderniséieren ass, Prozeduren ze vereinfachen an ze beschleunegen sinn. Dovunner kennt ee jo eppes, wann ee fënnef Joer laang Ëmweltminister war. Da weess ee jo e bëssen, wéi de Stat an deene Saachen do téckt.

Mat den Erfahrung weess een, dass a ville Beräicher do den Esprit de bagarre bei all eenzelne Fonctionnairen op all eenzelne Plazen net ëmmer do ass, fir ze verstoen, wat fir eng Responsabilitéit heiansdo hantert Décisiounen, déi een déi eng Woch hält oder e Mount méi spéit oder zwee Méint méi spéit, wat u Responsabilitéit och hannendrustéicht an deem, wat de Stat muss un Ëmfeld kreéieren, wat et erlaabt, fir dass investéiert ka ginn, dass d'Décisiounen kënne schnell geholl ginn.

Ech mengen, dass dat esou ass, ouni ze soen, dass dat an engem Ministère méi schlëmm ass wéi an engem anere Ministère. Mä ech huelen nëmmen d'Beispill, ech mengen, an deenen Deeg gëtt diskutéiert an eiser Kommissioun vum Intérieur iwwert den Aménagement communal. Wann een do géif opmaachen, wéi vill an deem Beräich an deene leschte Joren u Retarden ugehäuft gi sinn, u Blocagen ugehäuft gi sinn, da géif een och munches fannen, wat noutwendeg wier,...

(Interruption)

Den Här Roth ass mat mer d'accord, schéngt et mer.

(Interruption)

...wéi vill dass een an deem Beräich eleng u Blocagen erlieft, fir dass Projete virkommen.

(Interruptions)

An och do wëll ech soen, dass de Minister selwer, den zoustännege Minister selwer, de Kolleg Jean-Marie Halsdorf, och do heiansdo tributär vu ville Leit ass, vu ville Blocagen, déi sech dorëmmer maachen, fir kloerzemaachen, dass et do net em d'Fro vun engem Minister oder engem anere Minister geet, mä dass et en Esprit ass, dee mer müssen erëmgewannen, en Esprit vun Opbroch, dee mer brauchen, en Esprit, méi innovativ ze sinn.

Ech mengen, dass e gesamt Résele vun eis alleguerten op all deene Plazen, wou jiddweree Responsabilitéit huet, vläicht méi wichteg ass wéi d'Diskussioun iwwert den Index, dass dat vill méi wichteg ass, fir dëst Land weiderzebréngen an derfir ze suergen, dass mer op deene Pläng do weiderkommen.

(Interruptions)

Dozou gehéiert natierlech de Beräich vum Transport, de Beräich vun de Kommunikationsinfrastrukturen, de Beräich vun den Aktivitéitszonen, der Ëmsetzung vun de véier Plans sectoriels. Ech si gespaant, mat allen Erfahrungen, déi ech gemaach hunn, wéini dass déi véier Plans sectoriels, déi do virleien, wéini dass déi effektiv als e reglementarescht Regelwierk ëmgesat sinn. Ech si gespaant, wéini dass mer dat fäerdeg bréngen, fir ze weisen, wou dëst Land...

(Interruptions)

...heiansdo krank ass a virun allem krank ass, wann ee gesäit, dass mer am Oktober 2008 déi Plans sectoriels iwwert den Transport an iwwert d'Grands ensembles paysagers virgeluecht hunn, dass de Plan sectoriel vum Logement ënner dem Fernand Boden fäerdeg war, dass de Plan sectoriel iwwert d'Zones d'activité ënner dem Jeannot Krecké scho während Méint fäerdeg ass, a mer et net fäerdeg bréngen -

jiddefalls, ech gesinn nach net, wou den Damp do gemaach ass -, fir se ëmgesat ze kréien.

► **Une voix.**- Mir waarde bis Léiweng ëmgesat ass.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Wësst Der, ech soen dobäi awer och, virun allem och deene Gréngen, well se oft...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Déi si léif.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Esou léif si se och heiansdo.

(Hilarité)

Mä ech mengen, et ass eis och... Ech wëll soen, wann ech soen, mir müssen eis an deem Land rëselen, fir an enger Rei vun Décisiounen méi schnell virunzecommen. Ech soen och aus fënnef Joer Erfahrung an zwee europäesche Conseilen a mat enger Présidence, déi mer gemaach hunn, dass een och um europäesche Plang an deene Conseile sech muss rëselen, well och do setze ganz vill Fonctionnairen a Bürokraten, déi permanent un neien Direktiven dréien, déi am Zesummenhang...

Well dat Beispill vum Här Boden elo vun der SUP gefall ass. Dat si jo net Saachen, déi mer hei zu Lëtzebuerg organiséiert hunn an déi mer hei erfondt hunn. Dat si Saachen, déi mer eent zu eent à la lettre ëmgesat hu vun europäeschen Direktiven a Reglementer. Och do, wann een...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Do si mir net mat dran!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Neen, neen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Déi Schro, dat sinn déi aner!

(Interruption)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Neen, ech soen... Wat hunn ech elo grad gesot? Här Braz, ech hunn elo grad...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Déi Schro, dat sinn déi aner, ëmmer déi aner! Mir hu keng Stëmm zu Bréssel. Mir schwätzen net mat zu Bréssel. Bréssel sinn déi aner.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Wat seet d'Madame Reding dann zu...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Esou vill zu der Europa-Iwwerzeegung vum Här Lux. Bréssel sinn déi aner.

► **M. le Président.**- Ech géif ech bieden, dem Här Lux nozelauschteren, a wann een eng Fro wëllt stellen, da soll en sech aschreiwien.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech weess net, wou den Här Braz elo op eemol deen Ufall vun Hektik do hierkritt. Ech soe just, dat sinn natierlech politesch Décisiounen.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Mä wann een...

(Brouhaha)

Ma evidenteweis! Ech hu gesot, déi Erfahrung, déi ech als Minister an zwee Conseile gemaach hunn. Mä ech soen lech, dass hei eng Dynamik an en Esprit herrscht op villen Niveauen an op villen Décisiounen.

(Interruptions)

An um europäesche Plang ass et nach vill méi schwier, well déi politesch Décideure vill méi wäit ewech si vun den Décisiounen, déi Dag fir Dag a Stonn fir Stonn geholl ginn, fir ze soen, och do, mengen ech, misste mer eis rëselen, fir kloerzemaachen, dass mer an den Décisiounen, an dem Esprit, dee mer no bausse ginn, do och wichteg Décisiounen kënnen huelen.

Dann ass d'Fro - an ech gi wéi gesot iwwert déi 65 Propositionen ewech, déi den Här Krecké gemaach huet - vum Index. Den Index, an ech hunn dat virdu gesot, déi 49. Proposition an de Propositionen vum Här Krecké. Ech wëll do ganz richt eraus sinn, dass ech nach wie vor der Meinung sinn, dass den Index, dass d'Kafkaafterhalung an dee Mechanismus, dee mer hunn, ee Stéck ass vun där ekonomescher a sozialer „success story“, déi dëst Land an deene leschten 20, 30 Joer geschriwwen huet.

An ech hu gesot, natierlech spillt de Coût vun der Aarbecht eng Roll, mä e spillt eng

Roll als en Element vu villen. Ech mengen, dass een en och als dat muss kucken. An ech hunn näischt anescht gëschter héieren. Ech hunn näischt anescht gëschter de Mëtteg zéng vir eng op enger Radiostatioun héiere vum Wirtschaftsminister, fir kloerzemaachen, dass et, an all deene Kontakter, déi se hunn, do ganz vill Elementer gëtt, dass de Coût vun der Aarbecht eent dovunner ass, dass dat e Problem ass, deen eis an der Konkurrenz zu Tschechien an zu Indien extrem schwierig mécht, fir hei ze mengen, dass mer op deem Punkt kéinte konkurréieren.

Eis Positioun haut op deem Dag ass déi, dass ech am Numm vun eiser Fraktioun e Bekenntnis ofleeën zu deem Index an zu där Indexéierung. Dat schéngt eis och fir d'Zukunft e wichteg Element, an do soen ech dat, wat gëschter och gesot ginn ass a wat de Premier a villen Aussoe gemaach huet: Mir hunn all deenen Tentativ vum Patronat, fir den Index ofzeschaffen, fir e Moratoire vun zwee Joer ze maachen an esou virun, huet d'Regierung nee gesot. Ech mengen, dass mer do an der Fro vum Prinzip d'selwecht sinn.

Mir ware mat deem Index do an deene leschte Jore ganz erfollegräich, an ech wëll och soen, och nach an deem leschte Joer. Och nach an deem leschte Joer ass d'Zuel vun Aarbechtsplazen hei an deem Land ëm 1,5% eropgaangen. Dat konnte mer virgëschter an den Zeitunge liesen. An ech wëll och soen, an ech mengen, dass de Statsminister, dee laang Joren Aarbechtsminister war, versteet, dass mer, wa mer un d'Fro vum Index rëselen ginn, ni sollte vergiessen, dass un där Fro do an no där Tentative do och drun hänkt, dass mer an deene leschte Joren eng ganz grouss, wichteg Tromp haten: Dat war de soziale Fridden an deem Land.

Sidd lech sécher, dass, wa mer muer den Index manipuléieren, ofschafe géifen, de ckele géifen oder wéi och ëmmer, d'Tarifpolitik an de Betriber eng vill méi rau géif ginn a verbonnen och mat vill méi Konflikter wäert ginn, wéi dat, wat mer an deene leschte Joren hei erlieft hunn.

(Interruption)

An ech soen lech, dass vill Investoren, déi den Tableau kucke vun den Trëmp an deenen eenzelne Länner, scho wäerte genau och kucken an d'Zuel vun de Streikdeeg wäerte kucken, d'Zuel vun de soziale Konflikter wäerte kucken, d'Zuel vun do, wou an deem Land Schwierigkeete sinn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech wëll keng aner Länner als Contrepartie nennen. Ech wëll se net nennen, mä Dir kennt se, ganz no bei eis, un den Nopeschgrenzen an esou virun, wou déi Situatioun eng ganz aner ass a wou Investore sech dräi- a véiermol wäerten iwwerleeën, wa se hir Décisiounen huelen, ob et den Index ass, dee méi wichteg ass, oder ob et de soziale Fridden ass, mat all deem, wat do drunhänkt, dee méi wichteg ass.

Ech gräifen hei e Virschlag op, deen d'Gewerkschaften, mengen ech, och an der Tripartite gemaach hunn, dass et wesentlech wär an der Betruachtung vun deem, wat mer dobaussen hunn, dass mer eis Kompetitivitéit net nëmme mat nationale Parametere kucken. Ech mengen, dass et esou vill ënnerschiddlech Betruachtunger sektoriell gëtt, dass et gutt wär - an dat ass eng Proposition un d'Regierung, dat doten opzehuelen als Method -, wa mer an deenen nächste Wochen a Méint déi Diskussioun méi déifgrënneg féiere vun der Kompetitivitéit an och vum Index, dat och op engem sektorielle Plang ze maachen.

Well ech soen lech, et gëtt esou vill Ënnerscheeder tëschent der Finanzwelt an tëschent dem Bäcker an dem Metzler, et gëtt esou vill Ënnerscheeder tëschent de Fluggesellschaften op där enger Säit an aneren Entreprises, dass een do och, mengen ech, soll sech Zäit huelen an der Method, fir méi déif a méi breet ze kucken, fir ze gesinn, wat an deenen eenzelne Secteure sech ofspillt a wat an deenen eenzelne Secteuren och fir wichteg geholl gëtt.

Mir mengen, dass, wann ee sech d'Zuele vun der Inflation, vun der Croissance, vun dem Emploi ukuckt, et keen akuten Handlungsbedarf gëtt, fir haut müssen op deem Moment mam Index ze maachen. Mä

mir huelen déi Proposition, déi de Statsminister gëschter gemaach huet, un, fir wa mer eng Verböserung oder eng Verschlechterung vun de Kritären hunn, dass mer déi Aufgab vun dem Règlement grand-ducal vun 1985 elo op de Métier huelen, fir an deenen nächste Woche mat de Sozialpartner an och hei am politesche Raum, well och dat wäert eng interessant Debatt ginn, genau ze kucken.

Mir sinn och d'accord, dass een hei net sollt eng Diskussioun féiere bis iergendwou eng Kéier, mä dass ee sech schonn e Rhythmus soll ginn, fir dass mer déi Diskussiounen do zügeg féieren, fir ze kucken, zu wat fir enge Konklusiounen dass mer kommen. Déi Diskussioun si mer als LSAP ganz gäre bereet, konstruktiv a positiv ze begleeden, fir ze kucken, wat hei wichteg ass.

Zu de Virschléi vum Premier, zu deenen zwee Virschléi, déi an der Tripartite gemaach gi sinn an déi och duerno am politesche Raum jo hir Fortsetzung fonnt hunn, wëll ech, wéinstens zu engem vun deenen zwee, well mir si jo opgeruff ginn, dozou eis Meenungen ze soen, soen, wat mer gutt a wat mer schlecht fannen. Ech wëll soen am Numm vun eis...

(Interruption)

Wat?

► **Une voix.**- Awer och éierlech sinn!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Éierlech, wéi ëmmer.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Elo hutt Der schonn erëm gelunn!

(Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Zu de Virschléi, Här Bettel, kënn Dir bestätegen, dass et éierlech wéi ëmmer ass. Maacht en Effort!

► **Une voix.**- Mir ginn dovunner aus.

(Interruptions)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Dir gitt dovunner aus.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech soen elo no all Ausso jo oder neen, Här Lux.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëll zu de Virschléi vun der Deckelung, vun deem, wat genannt ginn ass an engem Term, deen ech net besonnesch glécklech fonnt hunn, dem „sozialen Index“, der Deckelung vun den Indextranché bei zweemol dem Mindestloun e puer Remarquë maachen.

Ech wëll soen direkt, dass ech viru laange Joren an der Gewerkschaft responsabel war fir d'Programmatik vun där Organisatioun, déi Der wësst, déi den OGB-L ass. An ech hu bei ville Kongresser a bei ville Gewerkschaftsdeeg a wéi dat dann heescht Programmer a Resolutiounen geschriwwen. An ech hu ganz oft a mengem Liewe geschriwwen: „Der OGB-L fordert die Einführung einer minimalen und maximalen Indextranche.“

Ech wëll also soen, dass déi Diskussioun do roueg soll gefouert ginn, well et gëtt der munch hei am Stat, déi dat dote viru Joren och gefuerdert hunn. Ech war Zeien dovunner, well ech hunn et oft selwer geschriwwen. Dofir wëll ech soen, dass et, mengen ech, en eeschten Débat ass, op deen ee muss kucken, firwat dass bei de Gewerkschaften an iwwregens och am politesche Raum, an där Partei, an där ech sinn, eng Evolutioun vun de Gedanken a vun den Iwwerzeegungen an där Fro komm ass.

Si huet enk domadder ze dinn, dass mer an all deene Joren eng Steierpolitik gemaach hunn, déi haut och, mengen ech, am Zesummenhang mat där do Fro eng grouss Bedeitung huet, an dass mer e Prinzip vu Solidarprinzip an der Sécurité sociale hunn, deen eng grouss Bedeitung an deem Zesummenhang huet.

Ech wëll mech erklären, fir kloerzemaachen, dass den Index keen Instrument - an ech hunn dat nach gëschter am Programm vun der DP gelies; dat ass eng aner

Siichtweis wéi déi, déi mir hunn -, dass den Index keen Instrument vu Sozialpolitik ass an dass den Index och keen Instrument ass fir Korrektioen vu Steuerpolitik. Den Index ass en Instrument vu Kafkraafterhaltung. Net méi an net manner. An uerdnungspolitesch soll ee Saachen net matenee verméschen.

Ech hunn dofir e Beispill geholl, fir eng Kéier ze dokumentéieren. Well ech verstinn, dass een dobausse mat de Leit diskutéiert an d'Leit engem soen: „Mä ass dat gerecht, dass den Direkter aus der Verwaltung, dass dee bei senger Indextranche esou vill méi kritt wéi de Portier?“ Natierlech muss een, brauch een e puer Minuten, fir doriwwer ze argumentéieren, well dat à première vue natierlech jiddwerengem alicht, dass dat net gerecht ka sinn.

Iwwregens soit dit en passant an enger Klammer: Huet ee sech an deene leschte Joren an dësem Land opgereegt doriwwer? Mat deemselwechte Prinzip, wa mer permanent liesen an och beim Stat Accord-salarialen ofschléissen, wou gesot gëtt, et gëtt 3% méi, et gëtt 2% méi, et gëtt 1,5% méi? Och do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sinn déi 3% an déi 4% vum Direkter vun der Verwaltung méi Sue wéi déi vum Portier donidden. Och doriwwer huet bis elo sech keen opgereegt.

Mir missten also, wa mer amgaange sinn ze denken, da misste mer weiderdenken an esou virun. Mä och do hu mer dat an deene leschte Joren net gemaach.

(Interruption)

Mä ech wëll zu mengem Beispill kommen, fir lech ze soen, ech hunn de Verglach gemaach vun zwou Persounen, déi eng-, déi zweemol de Mindestloun verdéngt, an déi aner Persoun, déi véiermol de Mindestloun verdéngt, fir ze kucken, ob dat Argument richtig ass, wat mir säit Joren elo prôneieren an enger neier Evolutioun vun eiser Meenung. An eis Positioun zu där Fro ginn ech gären zou. Ob et richtig ass, dass d'Steierpolitik an de Prinzip vun der Sécurité sociale, dee mer do hu vum Solidarprinzip, dass déi, déi méi verdéngen, iwwer hir Prozenter méi bezuelen an eng Krankekeess, an eng Pensionskeess, an eng Fleegeversécherung, wéi déi, déi ënnen an der Lounskala sinn. Ob et also richtig ass, dass den Index largement austangéiert a méi gerecht gestallt gëtt duerch dat, wat mer korrigéieren um Niveau vun der Steuerpolitik an um Niveau vum Prinzip vun der Sécurité sociale.

A wann een d'Beispill hëlt vu Leit, déi zweemol...

► **M. le Président.**- Här Lux,...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Neen, loosst mech, ech géif awer dat Beispill vläicht zu Enn bréngen.

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, da gedëllegt lech e bëssen. Da stellt Der Är Fro duerno.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Woubäi den Här Hoffmann jo nach...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech war Prof. Déi si gedëlleg.

(Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Woubäi ech wëll soen, fir Zuelen ze nennen, dass deen, deen zweemol de Mindestloun huet, par rapport zu deem, dee véiermol de Mindestloun huet, bei senger Indextranche, wa se gedeckelt gëtt, „verléiert“, tëscht Gänseféischer, loosse mer emol esou soen, verléiert deen, dee véiermol de Mindestloun verdéngt, verléiert dee 40 Euro de Mount. 40 Euro de Mount. Wa mer dann d'Steierpolitik kucken um Niveau vun deem, deen zweemol de Mindestloun huet, bezilt dee 410 Euro Sozialbäitrag an déi dräi Cotisatiounen, déi mer kennen. An e bezilt 356 Euro Steieren. Also insgesamt 766 Euro.

Wann ech dat kucke bei engem, dee véiermol de Mindestloun verdéngt, bezilt deen, dee véiermol de Mindestloun huet, 825 Euro Sozialbäitrag, woubäi wéinstens, fir et kloerzemaachen, wéinstens bei enger Cotisatioun, där vun de Pensiounen, déi 8%

och fir hien herno leeschtungssteigerend sinn, dat ginn ech gären zou. Wat net de Fall ass bei der Krankekeess a bei der Fleegeversécherung, wou jiddweren dëselwecht Leeschtungen huet.

An deeselwechte vu véiermol de Mindestloun bezilt 1.505 Euro Steieren. Insgesamt also 2.330 Euro. Ronn 1.600 Euro bezilt dee vu véiermol de Mindestloun méi Steieren a méi u Cotisatiounen no deem Prinzip, dass deem seng 8% och méi sinn an dass seng Krankekeesebäitrag och méi sinn an esou virun. Sou dass deen, deen zweemol méi verdéngt, dräimol méi u Bäitrag an u Steiere bezilt bezilt, vun zweemol op dräimol.

Dat ass déi Progressivitéit, déi an eise Steiersystem dran ass. An dat ass de Solidarprinzip, dee mer an der Sécurité sociale hunn. Duerfir wëll ech soen, eis Positioun huet sech entwéckelt, well dat heiten ass am Zuch vun enger Steuerpolitik - déi mer alleguerten zesumme wollten, déi mer matenee décidéiert hunn - d'Tatsaach, dass mer 40% hunn, déi keng Steiere bezuelen, dass mer eng héich Progressivitéit hunn. An de Statsminister huet gëscht d'Zuele genannt, wéi vill Prozent, wéi vill wéineg Prozent

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Sidd Der derfir oder dergéint? Elo verstinn ech näischt méi.

(Interruptions)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech hu scho bei lech festgestallt, Här Bettel, dass dat lech méi oft virkënt, dass Der...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir hutt d'Leit dronke gemaach. Sidd Der dofir oder sidd Der dergéint? Dir sot elo, Dir sitt dofir. Elo sitt Der dergéint. Hutt Der dëselwecht Ried och zu Moutfort gehalen oder war dat eng aner?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Oh! Ech hat elo de Versuch gemaach, dass mer seriö iwwert dat Thema géifen diskutéieren. Also, rappt eis elo net erëm am Niveau erof. Also éierlech. Ech mengen also,...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Här Lux, erlaabt Der elo, datt den Här Hoffmann lech seng Fro stellt? Här Hoffmann, da stellt Är Fro.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här Lux, ech si mat Är Logik absolut d'accord, wat Der entwéckelt; Index par rapport zu der Steuerpolitik. Mä da muss Der eis awer och op d'Fro äntweren, ob déi Steuerpolitik, déi mer an deene leschte Jorzéngten haben, déi successiv Regierungen, wou Dir e puermol derbäi waart, an déi doranner bestanen huet, zum Beispill de Spëtzesteiersaz vu 56 op 38% erofzesetzen, ob dat net a Kontradiktioun ass mat där Solidaritéits- an Ëmverdeelungslogik, déi Der elo erkläert hutt?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här Hoffmann,...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et ass op d'mannst déi Steuerpolitik, déi déi do Solidaritéit oder deen Ëmverdeelungseffekt ganz staark ofgeschwächt huet?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här Hoffmann, ech géif lech proposéieren, d'Ried vum Statsminister vu gëscht Owend an enger roueger Stonn nach eng Kéier nozeliesen. Well do waren, mengen ech, ganz däitlech Zuelen dran, déi weisen... Ech hu se elo net viru mer leien hei.

Mä d'Tatsaach, dass déi 3% - ech soen elo ongeféier, déi 3% - uewen Héchstakomes iwwer 30% vun de gesamte Steierrecetté bezuelen, dass déi 5% uewen, ech mengen, 52% vun alle Steierrecetté bezuelen, an dass déi 40% ënnen iwwerhaupt keng bezuelen, weist jo awer, dass genau dat, wat Der elo sot, dass dat réuséiert ass, dass effektiv déi breet Schëlleren - fir den einfache Slogan ze huelen - vill méi droe wéi déi schmuel Schëlleren, well déi schmuel Schëlleren, déi ganz schmuel Schëlleren, déi 40% ënnescht schmuel Schëlleren, bezuelen zu Lëtzebuerg iwwerhaupt keng Steieren.

(Interruption)

Et ass genau dat, mengen ech, wat mer wollte maachen.

Ech wollt en zweet Argument soen, mä ech mengen, dat ass an der leschter Zäit jo och zu dem sougenanntene sozialen In-

dex gesot ginn, dat ass jo dat vun der Fro: Wem bréngt dann dat doten eppes an der Kompetitivitéit? An ech mengen, och do muss ee sech d'Fro stellen, wann ee gesäit, dass déi Secteure vun der Economie, déi ënnert 3.300 Euro an zweemol de Mindestloun dobausse leien, an déi oft déi sinn, déi am Moment am schäerfsten an am härteste vun der Konkurrenz dobausse getraff sinn, dovunner guer näischt hunn.

An ech hunn dem President vun der Handwierkerfederatioun um Radio nogelauschert, deen zwar gesot huet, e géif déi CSV-Iddi do ganz staark ënnerstëtzen, mä en huet awer ganz éierlech gesot: „Mir sinn awer d'accord, eis bréngt dat am Moment guer näischt, mä mir gi jo dovunner aus, dass dat eng éischt Etapp ass.“

An et ass ebe just dat, wat de Problem ass. An et ass ebe just dat, wat d'Gewerkschaften dobaussen, mengen ech, och gutt verstanen hunn. Wann d'Patronat selwer proposéiert huet viru Kuerzem, op annerhallemol de Mindestloun ze deckelen, ass d'Angscht grouss, dass dat net nëmmen - an ech weess, dass den Här Statsminister och déi Moosnam gesäit als eng Krisemoosnam - temporaire soll gemaach gi fir eng Période donnée, mä dass et der vill dobausse gëtt, och am politesche Raum, déi aus där Iddi am léifste gären eng dauernd Iddi géife maachen.

An da fänke mer bei zweemol dem Mindestloun un, an duerno ass et annerhallemol, an duerno ass et eemol, an duerno ass et eriwwer. Dann ass den Index definitiv ausgehelegt. Dat ass natierlech e Wee, dee mer, mengen ech, net bereet si matzegoen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da gëtt e mat der CSV ëmmer méi sozial.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- An ech wëll eng drëtt Argumentatioun soen, well de Mëtteg och schonn eng Kéier ugedéit ginn ass, dass, deemno wat fir eng Propositione mer beim Index maachen, dass een dann op eenzel Spuermoosnamen aus dem Paquet vun der Regierung kéint verzichten. Dat ass natierlech en Argument, wat ophorche léisst a mat deem ee sech da beschäftegt.

An ech soen och hei, d'Spezialisten hunn eis an deene leschten zwee Deeg ausgerechent - an ech liwweren nach keng Zuelen, well ech se schrëftlech nach net kritt hunn, mä si eis se awer mëndlech ausgerechent hunn -, dass déi dote Proposition - ech schwätzen net vun där zweeter Proposition, déi gemaach ginn ass, mä ech schwätze vun där doter Proposition - en fait fir de Stat de facto eng Nulloperatioun ass.

Well op där enger Säit gewënnt en eng Rei vu Milliounen doduerch, dass e beim Stat all déi Paien, déi bei zweemol de Mindestloun leien, den Index net brauch bis zum Schluss ausbezuelen, mä op där anerer Säit duerch eng ganz Rei vu Steierrecetten, déi em verluer ginn doduerch, dass dat do jo eppes ass, wat sech an der gesamter Economie fir alleguer mécht, dass dat praktesch eng Opération blanche ass. D'Zuele sinn nozeliwweren, mä d'Experté si sech an den éischte Calculen, déi se gemaach hunn, driwwer eens, dass jiddefalls déi dote Proposition dee Wee net ka goen.

Duerfir soen ech zum Schluss zu där Fro, dass mir der Regierung soen, dass mir schonn der Meenung sinn, dass een déi Aufgaben, déi am Koalitionsprogramm schonn drastoungen, zügeg soll virhuelen, fir ze kucken zu Konklusione bis zum Enn vum Joer ze kommen, fir ze gesinn, wat mer um Niveau vun de Kritären aus dem Règlement grand-ducal vu '85 kënnen maachen.

Ech wëll leschtens e puer Remarqué maachen iwwert de Paquet vun den öffentlechen...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Den Här Statsminister stellt lech gär eng Fro, Här Lux. Dir sidd bestëmmt dermat d'accord.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech sinn e bëssen iwwerrascht, Här President, driwwer, dass den Här Lux sech esou vill mat enger Proposition auserreesetzt, déi ech an zwou Zeile gëscht hei mentionnéiert hunn.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Déi Der a wéi vill...?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- An zwou Zeilen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ah.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Et ass e laange Bäitrag fir zwou Zeilen, deen Der elo hei ofgeliewert hutt. Dofir géif ech lech gären zweemol esou laang op dat äntweren, wat Der elo gesot hutt. Mä ech weess net, ob dat eis alleguer esou staark heibannen interesséiert?

► **Plusieurs voix.**- Dach.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Dat hunn ech mer geduecht, dofir beantragen ech fir an dräi Wochen eng extra Sitzung, fir doriwwer ze schwätzen.

► **Une voix.**- Très bien.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Den Här Lux seet zu Recht, dass déi zweet Proposition, fir eng maximal Indextranche anzeféieren, eng absolut temporär Moosnam ass. Dat ass net geduecht, fir den Index op Dauer esou evolüieren ze loossen, well da weess ech jo och, dass mer de Gehälterfächer zesummenzéien an dass mer eng schlächend Ofschaffung, eng Vedünnung, eng Ausdünnung vun eise Indexsystem hätten.

Et ass just meng Meenung gewiescht, an et ass se och nach haut, dass et matzen an der Kris, wou et op d'Solidaritéit tëscht de Leit ukënnt, net richtig ass, dass deen ee 40 Euro kritt, well en näischt verdéngt, an deen aneren 800 Euro kritt, well e méi verdéngt! An der Kris kann deen, deen 800 bäikritt, ouni dass säi Liewen 800x12-mol am Joer méi deier ginn ass, matzen an der Kris, wou et ville Leit schlecht geet, dorop verzichten.

Dat ass alles, wat ech gesot hunn. An dat hat ech heibannen den 12. Oktober 2005 am Numm vun der ganzer Regierung schonn eng Kéier virgeschloen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech kann emol net soen, dass... Ech mengen, Dir hutt selwer gëscht souguer zweemol an der Ried gesot, dass Är Präferenz géif bei där anerer Proposition leien. Ech wollt lech ganz roueg d'Argumenter soen, déi eis dozou féieren ze mengen, dass et méi diskussionswürdeg ass iwwert déi zweet Proposition ze diskutéieren, ze kucken: Wat sinn d'Kritären, déi dozou féieren?

Ech wëll iwwregens all deene soen, déi sech interesséieren fir d'Positioun vun der LSAP am Zesammenhang mam Index, dass et mech wonnert, dass an deene leschte Joren, a fir d'lescht am Joer 2006, d'LSAP hei an der Chamber an an der Regierung derbäi war, wéi eng Indexmodulatioun virgeholl ginn ass am Accord vun de Sozialpartner, ouni dass een eis gefrot huet, weder op engem Kongress nach iwwregens dobausse bei de Journalisten: „Hutt Der den Index opginn?“

Ech mengen also, dass ee parfaitement kann domadder liewen, fir ze soen, dass mir zu deem Index, zu deem Prinzip stinn, dass mir e fir e wesentleche Faktor vu Kafkraafterhaltung halen. Mä et ass een an engem Moment, wou d'Kompetitivitéit esou a Gefor géif geroden, dass och Aarbechtsplazen a Gefor sinn, dass een eis ëmmer erëm an deene leschte Jore fonnt huet, fir esou eng Diskussioun ze féieren. Dat war wouer, wéi mer an der Regierung waren an och soss doriwwer eraus.

Ech wëll, wéi gesot, zum Schluss e puer Wieder...

(Interruption)

Här Bettel, da lauschtert elo gutt brav no.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Nach just. Ech hunn dem Här Statsminister och nogelauschert, Här Lux. An dee seet, schonn 2005 wier et richtig gewiescht. Dann ass et haut, de 6. Mee, doudsécher richtig, an am September, Oktober nach méi. Firwat waarden? Gitt mir een eenzegt Argument.

► **Une voix.**- Wat hu si dann elo?

(Interruption)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Oh Gott, kann een do nëmme soen.

Ech wëll zum Schluss kuerz e puer Remarqué maachen iwwert de Paquet vun den

öffentliche Finanzen, well ech mengen, et ass gëschter viles hei gesot ginn. De Kolleeg Jean-Louis Schiltz huet eng Rei vu Remarque gemaach, déi eis wichteg schéngen.

Mir schéngt et awer wichteg par rapport zu deem, wat den Här Meisch an och den Här Bettel net midd ginn ze soen, nach eng Kéier drop hinzeweisen - an ech mengen, dass de Statsminister et gëschter a senger Ried och nach eng Kéier gesot huet; ech ka mech elo net méi direkt drun erënneren -: Et war eng gewollte Politik, dass de Budget 2010 esou definéiert an esou agencéiert ginn ass, wéi mer dat wollten hunn.

Déi 27 Länner an der Europäescher Unioun, Här Meisch, si sech eens gewiescht, fir Politiken ze maachen, déi et matzen an der Kris géifen erlaben, dass net och nach d'öffentlech Hand géif derfir suergen, dass de Konsum an d'Konjunktur géifen ewechbriechen.

Dofir war den 2010er Budget genau een, deen esou ausgeriicht ginn ass. An déi 27 Länner ware sech duerno eens, fir eng gemeinsam Exit-Strategie ze goen, fir à partir vun dem Budget 2011 also an eng aner Richtung ze goen. Dofir ass dat näischt gewiescht, wat mer net wollte maachen, well mer keng Loscht haten dat d'lescht Joer am Juli ze maachen, mä dat war eng Strategie, déi déi 27 Länner sech eens gi waren.

Ech wëll net op déi Noutwendegkeet agoen, mä et war mer wichteg gewiescht, an deene leschten Deeg dach heiansdo vläicht awer den Otem unzehalen, wa mer iwwer all déi Moosnamen diskutieren, déi schwierig sinn, déi schmerzlech sinn, déi mer musse maachen, fir eis öffentlech Finanzen erëm an de Grëff ze kréien, dass mer vläicht...

(Interruption)

...de Versuch awer ëmmer erëm maachen, fir eis ze iwwerleeën, firwat dass mer dat maachen, dass mer eis heibannen, mengen ech, dach awer eens sinn, dass mer d'Veerscheldung vun deem Land net wëllen iwwer 30% vum PIB goe loossen, dass mer ganz genau wëssen - zu 27 -, dass e kengt Land wéi Lëtzebuerg net genügend Ofwierkräften hätt an esou fragil ass, dass mer eis en Endettement vu 60 oder vu 70% - souguer, wa se vun de Maastrichter Kritären erlaabt wäert bei 60% - net kënnen erlaben, well et eis géif drohen, d'Situatioun vun anere Länner ze kréien, déi ech am léifsten net wëllt nennen.

Dofir, d'Veerscheldungsfal ass kee Wee. An déi 355 Milliounen, déi mer elo scho mat deene Moosnamen, déi mer hei maachen, a mat engem Endettement vu 27%, wa mer mussen all Joer 355 Milliounen Euro un Zësen zréckbezuelen, an esou virun, ass dat schonn en décke Pak Geld, deen eis feelt, fir Politiken ze maachen an deene Beräicher, déi wichteg sinn.

An dee Saz, mir sollten eisen zukünftege jonke Leit net de Frigo haut ausraibere, mä eng verantwortel Generatioun sinn, mengen ech, ass e Saz, dee wichteg ass fir dat, wat de Statsminister gëschter hei daitlech gemaach huet.

Ech wëll déi eenzel Moosnamen net nach eng Kéier alleguerten am Detail kommentieren, dat ass zur Genüge gemaach ginn. Eis ass wichteg: den een Drëttel, zwee Drëttel; den een Drëttel iwwer nei Recetten. An net méi an net manner maache mer.

Ech hu gëschter Owend dovunner profitiert, fir deenen, déi maachen, wéi dann dat heiten elo... Dat war jo d'Wuert - dat ass zwar op enger anerer Plaz erfionnt ginn - vun der Steierbomm. Et muss jo awer, mengen ech, vläicht a Relatioun gesat gi mat der Tatsaach, dass ronn 200 Milliounen zousätzlech Recetten, déi mer eis hei iwwer Steiere schafen... Woubäi ech mengen, dass et vläicht och am Sënn vun enger verantwortelger Citoyennetéit net verbueden ass, Steieren ze bezuelen, a Steieren ze bezuelen, fir dass d'Kollektivwiesen an d'Allgemengwuel dobausse kënnen funktionieren. Mä dat wär dann eng aner Diskussioun, déi mer misste féieren.

Mä 200 Milliounen méi Charges fiscales muss ee vläicht awer a Verbindung bréngen

mat der Tatsaach, dass mer eleng den 1. Januar 2009 bei der Upassung vun de Steiertabellen an d'Inflatioun Steierlicherterunge vun 342 Milliounen haten - mir kommen also net zréck op den Niveau vun 2009 -, an dass mer bei der leschter grousser Steierreform - dorivver huet den Här Bausch gëschter nach säi Kommentar gemaach - 2001 an 2002 425 Milliounen Steierlicherterunge gemaach hunn. Ech mengen, et muss een also vläicht awer d'Relatioun kucken, déi hei wesentlech waren.

Mir hunn et och fir wesentlech fonnt, dass mer e Pak schnüre fir zwee Joer an net fir véier Joer mat deenen Argumenter, déi de Statsminister gesot huet: eng „midterm review“ maachen en Connnaissance de cause vun deene Croissancezuelen, vun deene Recetten, déi mer am Statsbudget gesinn, déi mer da musse kucken.

Ech mengen, dass dat elo eng gutt Method ass. Mir hunn et fäerdeg bruecht. An ech soen elo hei, dass dat an deene leschten dräi Wochen eng kollektiv Ustrennung vun der Regierung a vun der Koalitioun war, dee Pak esou ze schnüren, dass d'Familljen net d'Gefill hunn, dass se déi sinn, déi am häertste vun esou engem Spuerpaquet getraff gi sinn.

Dat ass haut, nodeem d'Congé-parental-Reduzéierung verschwonnen ass an och d'Allocation de rentrée scolaire bezuelt gëtt, mengen ech, eppes, wat wesentlech ass. Mir mengen och, dass ee beim Congé parental soll un déi Beschäftigungspolitesch Incentivë gleewen, déi esou e Congé parental kann hunn. Mir denken, dass dat wesentlech ass. A mir ënnerstëtzen natierlech, och wéi dat virun d'DP...- an ech mengen, dass déi Ënnerstëtzung eng verantwortel Attitud war -, fir an der Fonctioun publique eng oder zwou Nullronnen ze dréien an där Period vun deene véier Joer, an där mer erëm op stabil Féiss bei den öffentleche Finanzen wëlle kommen.

Ech wëll zum Schluss nach e Wuert iwwer d'Steiere soen. Ech mengen, wann een de Prinzip - wann een déi dräi Instrumenter zesammenhëlt -, deen den Här Hoffmann nach ëmmer net gesäit, mä ech mengen, dee ganz daitlech gëtt, wann een déi Beispiller, déi gëschter genannt gi sinn, genau kuckt, ee gesäit, dass d'Progressivitéit, de Prinzip vun de breede Schëlleren an de schmuele Schëlleren, bei deem Triptik vu Spätzesteiersaz, vu Solidaritéitssteuer a vun der Krisesteier absolut spillt an dass mer bei der Krisesteier net, wéi bei der Fleegeversécherung, op e Véierel vum Mindestloun immuniséiert hunn, mä op engem ganze Mindestloun immuniséiert hunn, deen net nëmme fir Mindestlounbezéier gëllt, mä dee fir jiddwer Salarié gëllt, deen also emol ënnen de Bäitrag vun ongeféier 1.600 Euro ewechgekäppt kritt, dass dat e wichtige Prinzip och vu sozialer Selektivitéit ass.

An ech hoffen, fir och dat vun der Responsabilitéit vun de Banken ze soen... Ech hu gelies, dass sech déi däitsch Regierung haut nach eng Kéier mat der Bankesteier beschäftigt, esou wéi se vum Fonds monétaire proposéiert ginn ass. Et gesäit een, dass an Däitschland eng heftig Diskussion gefouert gëtt iwwer d'Aart a Weis, wéi d'Banke solle mat erugezu ginn un d'Hëllef fir Griichenland.

Ech mengen, dass dat en Deel ass vun deem, wat ech am Ufank gesot hunn, dass dat vill mat gesellschaftlecher Kohesioun ze dinn huet, mat Versteesdemech, deen d'Leit kréien, ob se bereit sinn, fir en Effort ze maachen, fir eis aus där Situatioun erëm erauszubréngen. Dofir géife mer d'Regierung ënnerstëtzen, fir déi Propositionen, déi den FMI gemaach huet, weider um Niveau vun deenen internationalen an europäeschen Institutionen weiderzedreiwene, fir och an déi Richtung zu Resultater ze kommen.

Meng Konklusioun soll déi heite sinn - ech hunn dat scho gesot: D'Reduzierung vun der Aarbechtslosegkeet, huet de Statsminister gesot, ass déi éischt Aufgab vun der Lëtzebuurger Politik. De Sozialstat steet net zur Dispositioun, mä eng Rei vu Korrektionen um Niveau vun den Ausgabe solle mer virhuelen. D'Kompetitivitéit muss mer an der Déift a sektoriell genau analysieren, fir ze kucken zu Konklusionen ze kommen.

De Spuerpaquet ass noutwendeg, mä e muss op breede Schëllere gedroe ginn. Mir dierfe keen Doudspuere maachen, fir Konsum a Konjunktur, well se Aarbechtsplaze kaschten, am A ze behalen.

Meng Konklusioun vun der Ried vum Statsminister gëschter ass an engem Saz zesummegefaasst: Dës Koalitioun huet an där Ried gewisen, dass se eng Politik huet. An dofir ass et och eis Iwwerzeugung, dass se och eng Zukunft huet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Lux Merci, an als leschte Riedner fir de Mëtteg ass den Här François Bausch age-droen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Virriedner huet elo just am Ufank vu senger Ried gesot, et wär wichteg an och gutt an engem Land, wa Sträitkultur géif existieren, an dat, wat sech an deene leschte Wochen an der Koalitioun ofgespillt hätt, dat wär eigentlech bal näischt aneschters wéi den Ausdruck vun enger gesonder Sträitkultur, an déi hätt och zu engem gudden Resultat gefouert.

Ech muss allerdéngs soen - ech si sécherlech keen, deen eppes géint Sträitkultur huet -, dass dat hei awer eng sonnerlech Approche ass zur Sträitkultur, well ech géif mengen, hei si mer an engem Zeenario gewiescht oder si mer an engem Zeenario, wou mer emol nach net virun engem Joer Wahlen haten, wou no deene Wahlen eng Partei grouse Gewënner war, a mat enger anerer Partei, déi verluer hat, awer an d'Koalitioun gaangen ass. Si hu länger verhandelt an diskutéiert an am August hu se e Koalitionssoffkommens verofschiert.

An eigentlech ass jo, wat d'Sachlag vum Land ubelaangt - d'Problematik vun der Verscheldung, d'Problematik vun der Wirtschaftskris -, keng wesentlech nei Donnée geschitt vum August d'lescht Joer op Mäerz, Abrëll dëst Joer.

Dat heescht, wann ech elo emol dat dann esou kucken, dann hätt ee jo missen am Sënn vun enger gesonder Sträitkultur tëschent deenen zwou Majoritéitsparteien deen dote Konflikt ausdroen am Kader vun de Koalitionsverhandlungen, an et hätt ee sech do missen op eng Rei Parametere eenegen, mat deenen een da virun d'Land getruede wär.

Dat schéngt awer net geschitt ze sinn. Duerfir mengen ech, dass dat, wat mer erlieft hunn, eigentlech eng zweet Koalitionsverhandlung war an deene leschte Wochen. Dat war net eng Sträitkultur. Dat war eng zweet Koalitionsverhandlung, well ee Partner - nämlech d'LSAP - scheinbar net méi wollt wëssen, wat alles an dem Koalitionsaccord ausgehandelt ginn ass, an op eemol op verschidde Punkten eng aner Meinung kritt huet.

Elo kann ee soen, dass ass eben esou, déi Partei funktionéiert esou, esou gesäit déi d'Sträitkultur. Ech mengen awer net, dass et gutt ass fir e Land, esou ze funktionéieren. Deementspriedend war och no där zweeter Koalitionsronn, déi menger Meinung no nach ëmmer keen Ofschloss fonnt huet - an dat, wat mer elo just hei erlieft hunn, dat huet dat jo méi wéi daitlech beluecht; dee ganz laangen Exposé mat allen Detailer, mat Chiffere vum Här Lux zum Index, deen huet beluecht, dass déi zweet Koalitionsronn nach ëmmer net fäerdeg ass an dass déi wäert weidergoen an deenen nächste Méint.

Donc war et och normal, dass d'Ried vum Premierminister dëst Joer fir meng Begrëffer midd, lustlos, ouni Ambitioun war. E war matgeholl vun deem koalitionsinterne Konflikt, vun deene parteiinterne Verwerfungen, vum Zoustand vun där Koalitioun, wou zwou Parteien an engem Stellungskrich stinn zënter Wochen zu enger eenzeger Fro, an déi och souwisou mécht, wéi wann dat déi Fro wär, mat där mer d'Land géife retten an iwwerhaapt aus där Kris géifen erauskommen.

Et war een Hü an Hott vu Proposen, déi gemaach gi sinn, déi oft, si waren nach net gemaach, schonn deen aneren Dag erëm vu Leit vun der Koalitioun demontéiert gi sinn, nuancéiert gi sinn, a Fro gestallt gi sinn. An dann ass et jo och evident, dass an esou engem Hü an Hott ee

sech éischtens net brauch ze wonneren, wann d'Tripartite échouéiert. Dat war scho virun där leschter Ronn, déi gedréit ginn ass, zimlech ersichtlech, esou wéi d'Diskussioun gelaf sinn. An et brauch ee sech och net ze wonneren, wann dann déi Diskussiounen, déi duerno kommen, déi sinn och e Scheitern vun der Tripartite. D'Tripartite huet esou e kläglecht Bild no bausen ofginn. An ech mengen net, dass d'Politik insgesamt extrem vill gewonnen huet bei deem Bild, wat do ofgi ginn ass.

Dat huet natierlech och dermat ze dinn, dass den Zoustand innerhalb vun deenen zwou Parteien genauou widderspreechlech a géigesätzlech ass.

Wann ech bei der LSAP kucken, den eminenten LSAP-Member an Direkter vun der Zentralbank Yves Mersch, an den eminenten LSAP-Member an Direkter vum Statec Serge Allegrezza, mam Wirtschaftsminister zesummen, lafen zënter Méint ronderëm an erklären dem Lëtzebuurger Land, dass et e Kompetitivitéitsproblem gëtt, a maachen d'Indexfro zu der absolut wichtigster Fro an där ganzer Diskussioun.

► **Une voix.** - Stëmmt dat do alles?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Op där anerer Säit hu mer da missen erliewen, dass um Parteikongress vun der LSAP den Här Schmit vun engem zahme fréieren Diplomat mutéiert ass zum neien Che Guevara vun der LSAP, sech ofknipse léisst am „Quotidien“ mat der Fauscht an der Luucht op der enger Säit, also en neie Rôle anhëlt, nämlech deen, fir den anere Fligel ze verrieden an der Partei.

Just e klenge Problem, deen natierlech hei ass, dass ass, dass den Här Schmit och nach Member vun der Regierung ass. Wann den Här Lux dat gemaach hätt, oder den Här Bodry, dann hätt een nach kënnen soen: Naja. Mä mindestens wär do eng gewëssen Dezenz dra gewiescht.

Den Här Krecké, dee war op deem Kongress, wou et em déi berühmte Fro do gaangen ass, wou och déi Parteimembere e relativ eidele Pabeier virgeluecht kritt hunn, wou net vill drastoung, wou et och souwisou nëmme em déi dote Fro gaang ass - well dat war d'Essenz; dat huet den Här Bodry jo och souwisou bestätegt, deen aneren Dag am Radio. Wann op där do Fro eppes anescht derbäi erauskomm wär, hätt en den Austrëtt aus der Regierung proposéiert.

Den Här Krecké, dee war net do. En hat zwar eng valabel Excuse, e war zu Schanghai. En huet sech vu Schanghai zwar ablende gelooss op der Ouverture vun der Luxexpo, mä net op sengem Parteikongress. An ech hu misse liesen am „Quotidien“, wat jo eng Zeitung ass vun dem Grupp Editpress, déi jo awer bestëmmt wëssen, wat an der LSAP lass ass, hunn ech am Kommentar, also an der Berichterstattung iwwer de Kongress deen aneren Dag misse liesen do: «L'absence de Krecké, ardent défenseur de la modulation de l'index, était ressentie dans ce contexte comme un soulagement.»

Dat heescht, um Parteikongress vun der LSAP ware se zimlech frou, dass den Här Krecké verpflichtet war zu Schanghai an duerfir net konnt do sinn.

(Interruptions)

Bei der CSV, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gesäit et awer net vill besser aus. De Premierminister huet a senger Zweiflung déi widderspreechlechste Virschléi gemaach am Kontext zum Index; ech kommen herno nach op déi inhaltlech ze schwätzen. Déi hunn och derzou gefouert, dass dann natierlech déi Reaktiounen komm sinn.

Innerhalb vun der CSV weess ee ganz genau, dass der do ganz vill, fir net ze soen honnert Prozent, well dat ass jo och dokumentéiert ginn duerch eng Pressekonferenz vun senger Partei, hanner em stoungen. Déi hunn awer par contre no bausen näischt dierfe soen. An d'CSV, Här President, déi kennt engem e bësse vir wéi en Dampkessel, woubäi ech awer muss oppassen, wann een den Dampf net heiansdo beim Kessel ofléisst, da riskéiert en ze explodieren.

Dat war deelweis geschitt leschte Méindeg, wéi de Parteipresident vun der CSV es definitiv genuch hat an du sech e Mandat gi gelooss huet bei senge Gremien, fir e bëssen Damp kënnen ofzeloossen. Hien huet dunn eng Pressekonferenz veranstalt, wou dann och nach de Generalsekretär vun der CSV e bëssen als Blummestack niewendru souz, well deem huet emol net dierfen op eng Fro äntwerte vu Journalisten,...

(Interruption)

...well evidenterweis natierlech den Här Spautz an eng zimlech quokeleg Positioun komm wär, wann en hätt missen op Froen zu där Fro do äntwerten.

Ech froen awer wierklech - de Premierminister huet gëschter hei gesot, dat hei, dat wär déi beschtméiglech Regierung an dësem Moment -: Wann dat doten déi beschtméiglech Regierung an dësem Moment ass, déi esou e Bild ofgëtt, da froen ech mech, wat hien ënner „beschtméiglech“ versteet. Mir mengen dat op alle Fall net.

(Interruptions)

Mä ech sinn natierlech net heihinnerkomm...

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Op wat fir enger Säit steet dat, wat Der elo gesot hutt?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat hutt Der gëschter hei gesot. Gitt mer den Text, da sichen ech en herno.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Déi beschtméiglech Regierung, déi mer kéinten hunn. Sot, wou hunn ech dat gesot?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ech weisen lech den Text, herno bréngen ech en erop. Ech bréngen lech en herno. Wann ech fäerdeg sinn, bréngen ech lech en.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech sinn zwar eréischt um hallwer dräi mat Schreiwe fäerdeg gewiescht, mä dat do war mer net agefall.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir wäert gesinn, ech fannen deem Text erëm!

Ech sinn net heihinnerkomm, fir, wéi gesot, lech den Zoustand nëmme ze beschreiwe vun der Koalitioun. Mä ech si virun allem och heihinnerkomm, fir lech ze soen, wéi mir déi ganz Situatioun gesinn a wéi mir et anescht gemaach hätten an där hei Situatioun.

Dat Éischt, wat mer emol gemaach hätten, dat wär gewiescht: Bei de Koalitionsverhandlungen hätte mer, vu datt mer jo d'Chiffere kann hunn, am Detail doriwuer diskutéiert a mir hätten eis net agelooss op e Koalitionsaccord, deem op deenen do Froe vag bleift, deem zum Beispill bei den Investitionsausgaben einfach alles ënner de Finanzéierungsvirbehalt stellt, fir dat nëmme als Beispill erauszuhuelen, mä deem op alle Fall, an dat huet sech jo ganz däitlech erginn, sech net am Detail verständiget huet, wéi dann déi detailléiert Spuerpolitik vun der Regierung soll ausgesinn.

Dat Zweet, wat mer da gemaach hätten, wa mer eis eens gi wäeren nom Kassesturz an esou weider, dann hätte mer eng Strategie definéiert. An natierlech hätt d'Strategie misse sinn, ugesiichts den Zuelen, fir ze spueren, fir den Defizit reduzéiert ze kréien. Mä awer net nëmme fir ze spueren, fir den Defizit reduzéiert ze kréien. Well ech mengen, mir mussen och spueren, fir méi Sputt ze kréie bei den öffentlichen Investitionsausgaben. Dat ass schonn zum Beispill eppes, wat eis wesentlech ënnerscheid hätt am Discours zu deem, wat dës Regierung gemaach huet, déi iwwer Méint eigentlech virrangeg driwwer diskutéiert huet, fir d'Spueren an de Kontext ze setzen ausschliesslech vun dem Ofbau vun der Statsschuld, mat dem Zil, 2014 dohinner ze kommen, wou mer jo alleguerte kennen.

Mir wëssen alleguerte, datt haut an där Gesellschaft, wou mer haut sinn, wann ee wëllt erëm Wuesstum kréien, wann ee

wëllt Aarbechtsplaze schafen, an zumools an enger Ekonomie wéi zu Lëtzebuerg, dass et méi drop ukënn op den Investissement, dee gemaach gëtt, wéi op de Konsum. Mir hunn natierlech souwisou zu Lëtzebuerg, mat esou engem minusculé Banenemaart brauche mer net vill driwwer ze diskutéieren, datt de Konsum als solches, ausser vläicht fir de Lëtzebuurger Commerce oder Lëtzebuurger kleng Handwierksbetriber, mä generell, wat de PIB ubelaangt, spillt den inländesche Konsum keng gréisser Roll.

Wou et awer wichteg ass driwwer ze diskutéieren an deem Kontext, dat ass, well mer mengen, datt, fir iwwerhaupt nach Aarbechtsplazen an Zukunft ze schafen, ass et wichteg, datt de Stat eng offensiv Investitiounspolitik a virun allem och an deene richteg Beräicher huet. Duerfir mussen mer och spueren, fir datt mer Sputt genuch hunn, fir kënnen ze investéieren an deementspriedend d'Ekonomie ze stëtze respektiv neie Wuesstum ze schafen.

Dorausser hätt sech dann och eng Visioun fir dat Land ginn. Well dann hätte mer jo vun Ufank u missen definéieren, wat d'Prioritéite vun där Regierung iwwerhaupt sinn. Dann hätte mer net kënnen alles ënner Finanzéierungsvirbehalt setzen, mä dann hätte mer misse Prioritéiten definéieren a soen: Alles wat net ënner deene Prioritéite steet, dat ass de Moment emol absolut niewesächlech; do kann een derwun ausgoen, datt mer an där nächster Zäit net wäerten investéieren.

A spéitstens dann am November hätt dës Regierung ee Pabeier kënnen zesummenstellen, wou déi Strategie festgehal gi wär, déi een öffentlech virgestallt hätt an op Basis vun deem een dann a Verhandlung gaang wär fir déi sechs Méint duerno an der Tripartite. A mir hätten net gewaart bis an de Januar/Februar, ier ugefaange ginn ass, emol bilateral Gespräicher ze féieren, wou keen esou richtig wosst - ausser d'Zilsetzung, déi gesot gi war fir ze spueren, a wéi héich déi soll sinn -, wou et sollt hi-goen.

Mir hätten dann awer och, virun allem un éischer Stell, soubal déi nei Regierung gewielt gi wär, hätte mer ugefaange mam gudden Beispill virzegoen, an zwar ze spueren, do wou et drop ukënn, nämlech bei sech selwer.

Mir hätten am Budget fir 2010 schonn ugefaangen, d'Fonctionnementskäschten ënner d'Lupp ze huelen a mir hätten do gekuckt, wéi mer do kënnen spueren. Mir hätten iwwerhaupt emol misse kucken, an där Strategie, déi mer do entwéckelt hätten: Wat mécht de Stat haut? Wéi mécht de Stat déi Saachen haut, déi en da mécht? Setze mer op effikass Mëttelen a fonctionnéieren déi och effikass?

Dat heescht, e genau, détailléiert Auslote vum gesamte Fonctionnement vum Stat, an dorausser, aus där Bestandsopnahme eraus, wär da sécherlech och e Spuerpotenzial fir d'Fonctionnementskäschte schonn 2010 ervirgaangen. A mat Sécherheet ee méi bedéitende wéi deem, deem d'Regierung sech elo ginn huet, wou mer näischt chiffriert hunn, ausser zwou, dräi Saachen, déi gëschter hei opgezielt gi si fir 2011, déi en vue gestallt ginn.

An dat misst da goen - et deet mer leedlech dat mussen ze soen - vun den Déngschartoe vun der Regierung bis zum klengsten Deel am Fonctionnement vum Stat, wou ee muss kucken, alles misst gekuckt ginn en fonction vum deem: Ass dat, wat mer gëschter gemaach hunn, haut och nach richteg?

Mir wëssen alleguerte, bei de Fonctionnementskäschte beim Stat ass et net aneschters wéi beim eenzelne Ménsch; wann ee vill Suen huet, gëtt een der och vill aus. Da gëtt een der och ze vill aus, et leescht ee sech Luxus, deem ee sécherlech, wann et méi schlecht geet, sech net gelescht hätt, oder wann een déi Suen net gehat hätt, sech net gelescht hätt.

Da muss et dréms goen, awer och wann ee weess, datt net méi esou vill Suen do sinn, am Detail dann alles ze kucken, an dee Speck, deem een opgebaut huet, deementspriedend erëm ofzebauen.

Wann de Stat dat gemaach hätt, éischters schonn am Budget 2010, mat enger genauer Strategie, wéi een et mécht, an dann och schonn an d'Perspektiv gestallt

hätt fir 2011, hätt en d'Beispill gewisen, hätt en eng aner Akzeptanz mat Sécherheet kritt insgesamt fir d'Spuermoossnamen, well dann hätt een och deementspriedend eng ganz aner Sensibilitéit kënnen schafen.

An dann deem zweete Volet, deem een hätt misse wéi gesot genau definéieren, dat ass d'Investissementsstrategie. Eng Visioun entwéckelen, firwat mer do spueren, firwat déi Suen, déi gespuert ginn da beim Bierger, déi de Stat méi abehält, och herno wäerte benotzt ginn. An datt déi Suen, déi mer do wäerte benotzen, investéiert ginn a Beräicher, déi och erëm zréckkomme bei d'Leit. Dat heescht, wou mer neie Wuesstum schafen, wou mer strukturell Problemer léisen, déi mer hunn, wou mer nei Aarbechtsplaze schafen oder nei Déngscharteentungen eventuell souguer schafen, jee nodeem wéi et ass.

A fir eis sinn zwee Beräicher, ganz kloer, hunn Topprioritéit: Dat eent ass de Volet Mobilitéit/Energie, Klimaschutz an Energieeffizienz, an dat zweet ass Bildung a Fuerschung. An et hätt een duerchweeg sech kënnen virstellen, wann ech de Punkt 1 dann eraushuelen, dee ganzen Aspekt Mobilitéit/Energie, Energieeffizienz a Klimaschutz, zumools och op dem Hannergrond vun der Pétrolproblematik, déi mer dann haut hunn, datt een do eng flott Perspektiv hätt kënnen de Leit virweisen, fir hinne virzeweisen, wat se herno dervu profitéieren, wann déi Suen, déi gespuert ginn, op hirem Bockel jo zum Deel, wou déi sollen investéiert ginn.

Dat wär da gewiescht, zum Beispill eng Mobilitéitsstrategie ze entwerfen, déi och iwwert den „mobil 2020“ erausgeet, déi net nëmme déi Froe stellt vum öffentlichen Transport, ze investéieren, esou wéi et schonn decidéiert ginn ass, mä doriwuer eraus och Froen ze stellen zum Beispill iwwert Elektromobilitéit an dee ganze Volet, deem do hannendrun hänkt. Car-sharing, Mobilité douce, dat heescht eng gesond Visioun ze entwerfen, déi domadder zesummenhänkt.

Dat hätt awer och kënnen sinn, datt mer emol e seriöse strategesche Plang virgueluecht hätte fir d'Albausanéierung, datt mer Subventiouns- oder Förderprogrammer an der Energieeffizienz operluecht hätten, déi haaptsächlech an der Albausanéierung nach méi effizient sinn. Datt mer de Leit gewisen hätten, datt mer bereet sinn, hinnen ze hëllef, fir datt Wunne méi energieeffizient gëtt, a mir hätten iwwert dee Wee natierlech dann och derzou bäigedroen, datt an deene Beräicher do direkt Aarbechtsplaze geschaf gi wäeren, an éischer Instanz natierlech fir Handwierk a fir Bau, mä an zweeter Instanz ganz sécherlech och duerch Erschléissung vun neie Wirtschaftssecteuren, well d'Aarbechtsplaze vum 21. Jorhonnert gi gréisstendeels, zu engem groussen Deel an deenen dote Beräicher geschafen.

A wann een do wëllt mat derbäi sinn, op deene Marchéen, da muss een als Stat d'Initiativ huelen a Pilotprojete lancéieren, Beispiller liwweren, eng Gesamtstrategie hunn, déi dat mécht.

Mir hätten och eis Finanzplaz kënnen mat abannen. Mir hätte kënnen driwwer diskutéieren, zum Beispill iwwert dee ganzen Aspekt vun den nohaltege Fongen, déi mat Sécherheit wäerten eng grouss Roll spillen an den nächste Joren. Mir hätte kënnen diskutéieren fir d'Schafe vun engem Label fir nohaltege Fongen op eiser Finanzplaz. Alles Aspekter, déi zu där Visioun gehéiert hätten.

A mir hätte wéi gesot dat verknäppt mat de Spuermoossnamen an de Leit gesot: „Hëllef eis mat, fir eis ze diversifiéieren, hëllef eis duerfir mat spueren. Mat Äre Sue wäerte mer dat dote wëllen opbauen, déi do Visioun wëllen ëmsetzen.“

Och am Bildungsberäich hätte mer da sécherlech nach vill méi kënnen erklären, wéi ee kann déi Bildungsreformen um Terrain méi effikass, méi struktureiert ëmsetzen. Mir hätte bei der Fuerschung kënnen deem héijen Undeel, dee mer effektiv déi lescht Joren decidéiert hunn am Statsbudget an der Fuerschung, deem kënnen e strategesche Plang ginn a fir opzeweisen a virzeweisen, wat dat herno vu Resultater kéint hunn..

Alles dat ass net gemaach ginn. Mir hunn eis decidéiert oder dës Regierung huet sech decidéiert, fir den ëmgedreite Wee ze fuereen, a si huet sech iwwert d'Investissementspolitik eréischt gëschter fir d'Éischt hei geäussert, dat heescht un allerleschter Stell, a si huet sech virun allem an engem Sënn geäussert, datt se et erëm nëmme gesäit am Kontext vun de Spuermoossnamen en vue vun 2014, mä net am Kontext vun enger offensiver Investitiounspolitik.

A wann ech nëmme e puer Beispiller eraushuelen, déi hei diskutéiert ginn, da gesäit een och schonn, wéi widderprüchlech a wéi onkohärent dat Ganzt ass. Wann ech de Vélodrom, fir dat wëllen... Ech huelen dat wierklech net eraus, well dat elo populistesch gutt kléngt. Mä wann ech de Vélodrom eraushuelen aus deem Ganzen, dann huelen ech en eraus. Da brauch ech guer net driwwer ze diskutéieren, fir ze soen, ech ginn en elo an zwee Joer op eng aner Plaz bauen.

Et muss een de Courage hunn, fir haut ze soen, datt esou eng Infrastruktur, bei aller... Ech si bestëmmt en absolute Fervent vum Vélo. Mä et muss een einfach de Courage hunn, de Leit haut ze soen, an där Zäit wou mer haut sinn, mussen mer an déi aner Saachen investéieren an da mussen esou Projete einfach vum Dësch erof.

Ech muss iwwerens soen, den Här Premierminister huet gëschter hei gesot, datt Der en aneren Terrain géift sichen an enger anerer Gemeng, dee sech besser géif eegenen. Ech wëll lech just soen, ech wënschen lech vill Freed, fir déi Gemeng ze fannen, déi lech gratis den Terrain gëtt, 30% bereet wär ze bezuelen an d'Fonctionnementskäschte wëllt iwwerhuele vun deem Ganzen.

Bon, mä dat ass awer nëmme à part, wéi gesot. Dat ass e bësse mat engem klengen Ennertoun hei gemaach ginn, wéi wann dat...

(Interruption)

Majo, ech wënschen deene Gemenge vill Freed fir déi falsch Décisioun, fir esou ze investéieren, fir de Gemengen, also fir de Steierzueler aus deene Gemengen hir Suen esou falsch ze investéieren. Ech géif op alle Fall, dat hu mir an der Stad decidéiert, mir baue léiwer de Moment Foyers de jour a Crèchè fir déi Suen, well déi si méi wichteg de Moment wéi esou eppes, wéi esou eng Infrastruktur wéi déi do ze bauen.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Déi waren awer gëschter och scho méi wichteg.

(Interruption)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Wat gelift? Här Gibéryen...

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hat dat eigentlech och esou verstanen!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Neen, dat ass net wouer. De Schäfferot huet virun zwou Woche ganz kloer gesot, wou seng Prioritéit läit; dat ass net beim Vélodrom.

(Interruption)

► **Une voix**.- Dat ass awer nach net ukomm gewiescht beim Sportsminister!

(Interruption)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir hutt vläicht net esou richteg nogelauscht.

(Interruptions)

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här Bausch, et wäert lech dach am Schäfferot net esou goe wéi eis an der Regierung, dass deem een dat eent seet an deem aneren dat anert?

(Hilarité)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Absolut guer net!

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir hutt gesot, an der Regierung wier dat esou.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Am Schäfferot ass et... Et geet emol kee Löschtblat tèschent deenen eenzelne Leit an der Meinung zu deem do Thema.

**(Brouhaha général)**

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Tja, et ass eben... Deenen enge geet et den Ament an der Harmonie besser wéi deenen aneren am Sträit. Dat ass eben esou.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech kennen déi zwee.

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Dir hutt lech gutt adaptéiert, Här Bausch!

(Hilarité)

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President. Mä ech mengen awer, fir dann zréckzecommen op d'Investitiounspolitik vum Stat, wéi gesot, datt een da muss de Courage hunn a wierklech déi do Saachen all op d'Säit stellen. Och zum Beispill ass gëschter net diskutéiert ginn iwwert de Fussballstadion, gëtt behaupt, dee géife mer jo gratis zur Verfügung gestallt kréien. Also, ech fannen et ëmmer esou schéin, wann een an der Öffentlechkeet deklaréiert, ech hunn dat an de Gemenge schon esou oft materlief, wa mer gesot kritt hu vu Promoteuren hei, mir maachen dat elo esou an da gëtt dat alles gratis, dat kascht d'Gemeng kee Su.

Ech hunn dat bis elo nach ni bestätegt kritt. An och hei gëtt et näischt gratis. Mir wësse schon aus der Kommissioun, aus der Nohaltegkeetskommissioun, datt et mat enger ganzer Rei zimlech deiere Stroossebauinfrastrukture verbonnen ass, dee Projet do. Ech si mer och honnertprozenteg sécher, datt herno, wann et ëm d'Fonctionnementskäscht geet a wien do muss wat bezuelen, datt de Stat och do säi Bäitrag misst leeschten.

Mä da muss een och do soen, sou leed et engem och deet an esou frou, wéi een och vläicht mat där Sportaart ass, dat ass de Moment keng Prioritéit. Et muss een dat zréckstelle, fir an aner Saachen ze investéieren; déi, wou ech virdu gesot hunn.

Iwwert den Tram wëll ech just soen, datt ech frou sinn, datt d'Regierung am Kontext vun där gesamter Mobilitéit sech dozou bekannt huet.

Ech hätt awer nawell gär Prezisioune vum Nohaltegkeetsminister - deen ass jo och hei; vläicht haut oder muer, oder soss d'nächst Woch -, wat dat genau bedeit, net ze wëssen all deen Timing vun 2014. Dat ass elo eng Streckung, déi gemaach gëtt och par la force des choses, well souwisou wahrscheinlech kaum de Bau éischter ugaange wär. Dat wësse mer jo alleguerten, an dat ass awer elo emol dohinergestallt.

Fait ass awer deen, datt ee muss wëssen, wéi dat elo soll virgoen. De Problem ass jo net nëmmen eleng de Bau vun deem Projet, mä de Problem ass jo och deen, wéi et dozou soll kommen, well de Bau ass jo déi leschte Phas. Virdu muss eng Gesellschaft gegrënnt ginn. Et mussen och Suen engagéiert ginn. Dat heescht, mir hätt gär Kloeerheet, wat dat am Detail bedeit.

Ech kommen dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Inflation an och selbstverständlech zur Fro vum Index. Et ass schon hei de Mëtteg e puermol gesot ginn: D'Inflation ass keng Lounerhéijung, mä et ass en Ausgläich fir e Kafkraaftverloscht, deen do geschitt ass. Dat ass ganz richtig. D'Zil muss et awer och si vun der Politik - an dat ass eiser Meinung no méi wesentlech -, datt ee kee Reallounverloscht huet duerch Inflation. Dat misst jo d'Zil sinn. Well Inflationausgläich, zumools bei enger galoppéierender Inflation, dat ass - fir haaptsächlech Klengverdünger - souguer mat der Indexbranche ëmmerhi Gëft. Donc muss éischt Zil sinn, fir eng niddreg Inflation ze hunn, fir datt eben de Realloun net opgefriess gëtt vun der Inflation. Dat muss d'Zil sinn.

Nu weess ech natierlech och, datt et eng inländesch Inflation gëtt - an ech hunn d'Zuelen hei, déi de Stateg gëschter publizéiert huet -, déi läit de Moment bei engem Komma... - wann ech dat elo hei erëmfannen - 1,02%, déi reng inländesch Inflation. Dat heescht: extrem niddreg. An et ass jo kloer, bei där Inflation do, wann et nëmme bei där wär, géif keng Indexbranche erfalen. Mir hunn awer eng

reell, déi läit no un där Marge vun 2,5 - dat heescht, si läit bei 2,35 elo -, an dat heescht, déi Verduebelung vun der Inflation kënn eigentlech just nëmmen duerch een eenzege Rohstoff, nämlech de Pétrol. Dat ass och de Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn.

Elo soe mir: „Mir hunn lech 20 Joer gewarnt, datt déi ganz Problematik vum Pétrol a vun der Energie insgesamt...“. Well mir wësse jo haut, wann de Pétrol steigt, da steigt net nëmmen de Präis vum Bensin, vum Uelech. De Gas ass dru gekoppelt. Bal all Energieforme si gekoppelt, a souwisou de Gros vun eiser Energie, déi mer aus der Steckdous zapen. Déi meescht Leit mengen heiansdo, dee kéim aus dem Buedem, de Stroum, deen do dran ass. Do ass och am Hannergrond Pétrol am Asaz, fir datt de Stroum an d'Steckdous kënn.

Dat heescht, d'Gesamtenergieform ass ofhängeg gréisstendeels vum Pétrol. Elo ass et natierlech evident, wa bei der Inflation ee Facteur, deen och nach e weltwäite Problem duerstellt, datt dat natierlech en enormen Impakt op d'Inflation huet. Mä mir sinn an enger Ofhängegkeet. A mir hunn ëmmer gewarnt do virrunner, datt, jee länger mer waarden, fir aus där Ofhängegkeet erauszecommen, jee schlimmer wäert et ginn, och ekonomesch, a jee gréisser wäerten d'sozial Verwerfung ginn.

Mir sinn elo am Ufank vun där Situatioun. Mir hunn elo e Pétrolspräis, dee läit net grad bei - en ass och e bëssen zréckgaangen - 90 Dollar de Barrel. Mir waren schon eng Kéier bei 140. Mä, ech soen lech, all Etüden, déi de Moment um Dësch leien, déi ginn dovun aus, datt de Pétrolspräis nach bis Enn des Joers éischer bei 100 - oder souguer iwwer 100 - Dollar de Barrel wäert leie wéi drënner.

Dat huet ganz banal Ursachen. Dat huet déi ganz banal Ursach, éischtens, datt mer bei der Ressource Pétrol op de Wee gi vun der Verknappung, dat heescht, datt mer déi Ressource net méi onendlech zur Verfügung hunn, datt d'Érschléissung vun neie Pétrolfelder ëmmer méi schwier gëtt. An zu wat déi ëmmer méi schwierg Érschléissung och nach féiert, dat gesi mer am Moment am Golf vu Mexiko, wou an Déifte vun 2.000 Meter am Mier no Pétrol gebuert gëtt.

Et gëtt der och entre-temps, déi mengen, si missten dat do och nach an der Antarktis maachen. Ech soen lech, wann Der dat dote kritt an der Antarktis, da gëtt et eng Émweltkatastroph, déi huet dramatescht Konsequenze fir eist Liewen op dësem Planéit.

Mä datt huet och souwisou en Afloss op de Präis, well wann Der misst buere goen op 2.000 Meter Déift, dat maacht Der net esou bëlleg, wéi wann Der einfach kënn hei vis-à-vis an der Wiss buere goen. Dat kascht haart Geld. An ech soen lech och, dat, wat elo geschitt, nämlech datt BP déi Onkäscht muss iwwerhuele vun deem ganzen Accident, och dat kascht herno Geld, an dat wäert ee bezuelen. A mengt net, datt BP dat eleng wäert herno bezuelen. Dat wäert herno op de Präisser iergendwou sech erëmschloen.

Dat heescht, mir hu lauter Elementer, déi zesummekommen, déi maachen, datt mer op de Wee komme vun enger Gesellschaft, wou de Pétrolspräis wierklech zur Gäissel gëtt, wierklech zum grouse Problem gëtt. Mir hunn awer op där anerer Säit verpasst an deene leschten 20 Joer - an dat ass dee gréisste Virwurf, deen een der Politik insgesamt muss maachen, hei zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner -, mir hunn et verpasst, fir d'Alternativen zum Pétrol ze dévelloppéieren.

Sougutt an der Mobilitéit wéi och am Energieverbrauch, an der Energieconsomatioun generell, ob dat ass an dem Heize bei Haiser, ob et ass an der Produktioun vun der Industrie: Iwwerall hu mer deen nämlechte Problem. Dofir ass et och relativ kloer, datt dat natierlech en onheemlech breeden Impakt kritt. Wann de Pétrolspräis esou klëmmt, da kritt dat e breeden Impakt.

Wann ech dann op den Index ze schwätze kommen, da kréie mer e Problem, dee mer kennen eigentlech scho vun de 70er Joren,

mä dee sech mat Sécherheet dramatesch wäert verschärfen, well déi Haussen, déi mer de Moment hunn, wierklech spektakulär Ausmoosse kënnen hunn. Da kréie mer de Problem, datt mer den Index an d'Luucht dreiwien, de Lounausgläich kréien, eng Indexbranche kënnen am Joer kréien, eng zweet, dann nach den 1. Januar de soziale Mindestloun och nach erhéije ginn.

Dat bedeit à la limite, datt d'Betribler locker tëschent 6% a 7% mussen hir Lounmass erhéijen. Dat mécht à la limite och nach engem ganz grouse Betrib..., dee verkraaft dat och nach. Mä ech soen lech, et gëtt ganz vill Kleng- an och Mëtzelbetribler, déi verkraaften dat net, an zumools, wat se méi aarbechtsintensiv sinn, wat se et manner wäerte verkraaften. Dofir kann een déi Fro net ignoréieren.

Mir soen dofir ganz kloer, datt ee muss driwwer diskutéieren, iwwert dee Wuerekerf. Mat Alkohol an Tubak eraushuelen hu mer iwwerhaapt kee Problem. Mir fannen, datt dat iwwerhaapt net hätt dierfen dra sinn, aus gesondheetspoliteschen Ursachen.

Mam Pétrol si mer der Meinung, datt ee muss kënnen driwwer diskutéieren, fir de Pétrol am Index-Wuerekerf ze neutraliséieren, awer ënner enger Konditioun: ënner der Konditioun, datt d'Regierung op där anerer Säit eng kloer Strategie virleet, wat hir Visioun ass, fir aus der Uelechfal erauszekomme respektiv fir de Leit ze hëllef, datt se kënnen op aner Alternativen zréckgräifen an hirem Alldagsliewe par rapport zum Pétrol. Well dat ass jo de gréissten Deel vum Problem.

Dat heescht, mir mengen dofir, datt genau missten dann och déi Investitiounsausgabe getäteg ginn, déi ech virdu gesot hunn, a vill méi massiv, an datt d'Leit e Plang virgeluecht kréichen, datt och verschidden Aidé misste wahrscheinlech zur Verfügung gestallt ginn, haaptsächlech fir Ménagen, déi net vill Suen hunn, fir zum Beispill hir Haiser ze isoléieren an esou weider an esou virun. Dann - menge mer - wär dat och duerchweegekraftbar, kéint een dat hikkéieren, a mir kréichen dann och e Schub, fir op de Wee ze kommen, datt mer aus der Ofhängegkeet vun där Ressource do erauskommen.

Mir sinn och dofir der Meinung, datt d'Fro sech hei net stellt, den Index ofzeschaffen als Mechanismus, mä datt d'Fro sech just stellt par rapport zu där do Problematik. Do muss mer eng Léisung fannen, a mir wäeren och bereet gewiescht, iwwert déi ze diskutéieren, aus villfältige Grënn.

Ech kommen dann och zum Spueren. A wann ech beim Sozialstat spueren, do gëtt jo nach ëmmer vun der Selektivitéit geschwat. Ech hunn dat Wuert net gär, well ënner der Selektivitéit versteet jiddwereen eppes anescht. Ech hätt léiwer, mir géife vun Zilorientéiertheet schwätzen.

Wann ech zum Beispill bei der Familljepolitik oder bei der Sozialpolitik dovun wëll schwätzen, vun Zilorientéiertheet, wat ass dat? Ma da wëll ech kucken an analyséieren, ob dat, wat ech vu familljepolitesche Mesuren eng Kéier geschaf hunn oder vu sozialpolitesche Mesuren eng Kéier geschaf hunn, ob ech dat Zil, dat ech mer och gesat hunn, erreecht hunn oder ob eventuell souguer sech verschidde Saachen ageschlach hunn, déi mam Zil iwwerhaapt näischt ze dinn haten. Dat muss duerchweegekraftbar sinn, an dat huet mat Spuerpolitik eigentlech näischt ze dinn.

Dofir ass et och esou, datt eigentlech eng Rei Saachen, déi elo méi zum Virschäi kommen am Kader vun der Spuerpolitik, dat si strukturell Problemer, déi mer scho méi laang hunn. Si ginn elo méi däitlech, well manner Suen do sinn. Virdu konnte mer ons de Luxus leeschten, einfach ze soen: „Bon, dat ass eis egal. Allez hopp, mir...“ - et war zwar ni eis Meinung, wëll ech awer soen -, mä dann ass gesot ginn: „Et ass eis egal, allez hopp, mir bezuelen einfach nëmmen alles aus, egal wat ee verdéngt an egal, wat een huet.“

Dofir zum Beispill, wann ech d'Geldleeschungen huele bei der Familljepolitik - an ech schwätzen hei gezielt just vun de Geldleeschungen, bei Sachleeschungen stellt

d'Fro sech ganz anescht -, bei de Geldleeschungen kann et net d'Zil sinn, datt een déi kritt, onofhängeg vu sengem Revenu, fir jiddwereen d'nämlech an an där nämlechte Héicht. Dat huet mat Sozialpolitik a mat Familljepolitik - et deet mer leed - näischt ze dinn.

Et ass richtig a wichtig, datt ee kee kann ausschléisse vun enger familljepolitescher Geldleeschung. Et muss en universellt Recht fir jiddweree bleiwen, well dat ass wichtig wéinst der Solidaritéit an der Gesellschaft vun A bis Z, egal wat ee verdéngt. Mä et ass awer net normal, datt een net kann driwwer diskutéieren, ob een, egal wéi en héije Revenu en huet, och da muss voll - all, jiddwereen - déi nämlechte Geldleeschungen kréien.

Mir hätten dofir léiwer gehat, wa mer zum Beispill do op en anere Wee gaange wäeren. Mir hätt léiwer gehat, wa mer, och zum Beispill bei de Familljemesuren, op de Wee gaange wäeren vun der Besteuerung - eventuell - vun de Kannergeldleeschungen.

Dat hätt sécherlech als Impakt gehat, datt een effektiv ënner dem Stréch jiddwereengem alles ginn hat, a se um Stréch, eben iwwert d'Progressioun an der Steiertabell, d'Leit en Deel zréckginn hätten. An elo kréien ech gesot: „Dat ass technesch ze schwierig, da muss jiddwereen eng Steierklärung maachen.“ Ech mengen, et misst een emol dat awer nach eng Kéier seriö diskutéieren, well mir wëssen och, d'Steierverwaltung seet ëmmer ganz séier bei Saachen: „Dat ass technesch net machbar.“ Wann een dat emol géif méi am Detail kucken, sinn ech der Iwwerzeugung, datt och do technesch Léisungen erbäizeféiere wieren, fir op de Wee kënnen ze goen. Dat hätt iwwerregens och, ënner dem Stréch, vun Erspueris mat Sécherheet méi erabruucht wéi dat, wat d'Regierung sech hei als Zil gesat huet, an et hätt eng gewësse sozial Gerechtegkeet geschaf.

An da gëtt et och Leeschtungen, déi mer geschaf hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi hat iwwerhaapt kee gefrot. Et gëtt Leeschtungen, déi hat kee gefrot, an déi sinn och net noutwendeg gewiescht. Déi sinn einfach agefouert ginn, well gemengt ginn ass - vun där enger oder anerer Partei an der Vergaangenheet, wéi vill Suen do waren -, datt dat sech gutt géif maachen, an datt esou e kleng Cadeau nach viru Wahle Stëmme géif bréngen. An Dir wësst, wat ech uschwätzen: Et ass d'Mammerent. D'Mammerent hat kee Mënsch gefrot. D'Mammerent huet kee Mënsch gefrot. Déi ass op den Dësch bruecht gi vum Statsminister am Kader vum Rentendësch, ufanks den... also 2001 dorëmmer, a si ass dunn agefouert ginn. Et hat kee se gefrot. En plus ass se agefouert ginn ouni dee geréngsten Uschäi vu sozialer Selektivitéit, well et kritt jo einfach jiddweree se, ouni datt d'Vermögenssituatioun vun där eenzelter Persoun iwwerhaapt gekuckt gëtt.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Esou war se net proposéiert ginn, wéi se agefouert ginn ass.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Also, ech wëll lech just soen, wéi se proposéiert gi war. Am Ufank war et nach schlimmer. Am Ufank war se proposéiert ginn, datt gesot ginn ass, mir finanzéiere se en plus nach iwwert d'Rentekeese vum Privatsektor. Dat hu mer emol ofgewiert, do hu mer emol gesot: „Dat kënn iwwerhaapt net a Fro.“ An do hutt Dir, Här Premierminister, wéi Der dann heiansdo sidd, gesot: „Wann de Rentendësch dat net wëllt, da gëtt dat iwwert de Budget finanzéiert.“ Dat konnt een natierlech 2000 soen, mir hate 40 Milliarde Plus-value, Iwwerschoss am Statsbudget, aler Frange selbstverständlech. Mir haten e Wirtschaftswuesstum...

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An dunn ass se anescht agefouert gi wéi ursprüngelech geplangt. Dat ass eben esou.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Also, de Grondprinzip ass awer esou age-

fouert ginn, wéi Dir dat wollt. Mä kommt, mir bleiwen awer... Dir gitt mir awer Recht, datt keen dat, éischtens, gefrot hat...

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*. - Et stoung am Wahlprogramm vu menger Partei, mä dat...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Jo, et stoung an Ärem Wahlprogramm, mä dat wëll awer net heeschen, datt d'Leit dat dobausse gefrot hunn. Dir hutt viles an Ärem Wahlprogramm stoen, wat kee gefrot huet.

► **Une voix**. - All Partei.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*. - Mir hunn och viles net drastoen, wat gefrot gëtt.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Jo, an Dir hutt och... Dir sot och oft viles, wat der duerno anescht macht. Ech kommen och nach dorobber ze schwätzen. Mä fir dann awer nach eng Kéier op d'Mesure zréckzkommen. Deemoos hu mir gewart, mir hu gesot: „Lauschtert emol, wann Der dat do macht, dat ass jo eng Belaaschtung fir de Budget à long terme. Dat do kënnt Dir lech elo leeschten, haut am Joer 2000 mat deem Iwwerschoss, wou mer hunn, mat deem Wuesstum, wou mer hunn. Wat macht Der dann, wann eng Kéier eng Wirtschaftskris kënnt, wann et méi enk gëtt am Statsbudget? Da mussst Der eng Kéier dorunner plécke goen, da mussst Der dat erëm ofschafe goen.“

Elo si mir hei an der Situatioun, elo gëtt gesot: „Mir schafe se net of, mä mir setzen den Alter, wou ee se kritt, erop vu 60 op 65 Joer.“ Ech muss lech awer soen, an ech ka jo nach verstehen, datt déi Leit, déi se elo hunn, datt Der deene se net ewechhuele gitt. Et kann een och nach domat d'accord sinn. Mä Dir hätt awer wéinstens kënne de Courage hunn, fir ze soen: „Esou, ab dem Stéichdatum, komm mir soen den 1. Januar d'nächst Joer, ass et Schluss. Déi, déi se hunn, behale se, an et kritt kee Neie se méi derbäi.“ Dat wier e Spuereffekt gewiescht, deen hätt eppes bruecht.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Do si mir anerer Meinung.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Jo, Här Gibéryen, wësst Der, Dir sidd do anerer Meinung. Lech ass et souwisou egal. Dir kënnt souwisou dat eent oder dat anert verlaangen. Ech mengen, dat ass... Dir kënnt jo herno soen, wat Dir dann dozou mengt.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Dat kënnt Der awer sécher sinn.

(*Hilarité*)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Dat heescht am Kloertext, zu där doter Measure hätte mir och hei gesot: „Esou, mir loosse déi auslafen, déi elo do sinn, a mir maachen e Stréch drënner, a mir soen, datt dat eben eppes ass, wat ee sech kann nach als Luxus vläicht leeschten a gudden Zäiten.“ Mä ech mengen, mir sollen elo keng Nei méi derbäikomme loosse, mir loosse déi Measure auslafen. D'Regierung wëllt dat net maachen.

Ech kommen dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Steierpolitik. An do ass et jo relativ interessant, wat mer do alles hu missen erliwen. Ech liesen lech elo emol vir, wat am Koalitionsaccord steet. Den Här Meisch huet virdrun de Wahlprogramm virgelies vum der CSV. Dat, wat ech elo hei virlesen, dat ass de Koalitionsaccord, dat heescht, dat ass dat, wat no de Wahlen tëscht der LSAP an der CSV am August d'lescht Joer, wou de Spuerprogramm jo schonn ustoung, wat do festgehale ginn ass: «En matière fiscale, afin de maintenir le pouvoir d'achat et d'éviter d'accroître la crise, le Gouvernement n'augmentera pas les impôts des personnes physiques durant la crise économique. En raison de la situation des finances publiques, aucune réduction, ou correction en raison de l'inflation, de la fiscalité des personnes physiques ne sera proposée au cours de la première moitié de la nouvelle période législative. La fisca-

lité évoluera ensuite en fonction de la situation économique et financière de notre pays.»

An der mëndlecher Stellungnahm vum Premierminister ass et nach méi däitlech ginn, do seet en: „Mä et wier falsch, den net krisbedéngten Deel vum Budget 2009 ouni Ofstrécher an d'Joer 2010 weider ze schreiwen. Schon am Budget fir d'Joer 2010 muss all Aspuerpotenzial genotzt ginn, dat et gëtt. D'Konsumverhale vum Stat gëtt erofgesenkt.“ Dat war schonn natierlech eng Ligen, dat ass net gemaach ginn. Mir hunn de Budget „ratsch“, mir hu keen een Effort gemaach am Budget vum 2010, fir d'Konsumausgaben erofzeschrauwen.

An da kënnt dee berühmte Saz: „Logescherweis kann et zu kenger Steiererhöhung kommen...“, „...zu kenger Steiererhöhung kommen“ - Pardon - „et kënnt och net zu Steiererhöhung, well si wiere Gëtt fir d'Konjunktur.“ Dat ass den Text vum August 2009, dat heescht no de Wahlen, an dee beleet erëm eng Kéier, wéi chaotesch an onvireet dës Regierung un déi ganz Spuerpolitik erugaangen ass.

Elo si mir sécherlech net déi, déi mengen, datt mat de Steieren näischt sollt gemaach ginn, well mir waren nämlech genau déi, déi gesot hunn 2001, wéi déi Steiererhöhung gemaach gi sinn, déi exzessiv, mir hunn deemoos gesot: „Wat Der hei macht 2001, dat ass einfach iwwerdrüwen.“ Mir hunn de Spätzesteiersaz vu 36 op 38% op ee Coup ofgesenkt, pardon, vu 46 op 38% ofgesenkt. Mir hu gesot, dat ass exzessiv, an dat doten, dat wäert derzou féieren, datt an der éischer Wirtschaftskris d'Finanzcapacitéit vum Stat, wann déi net méi esou do ass, wann déi a Fro gestallt ass, wäert Der Problemer kréien, an da gëtt et natierlech batter, well déi Suen lech feelen. Elo stelle mer fest, elo gëtt de Spätzesteiersaz erëm eropgesat. Dat heescht, dat ass d'Confirmatioun, datt mer Recht haten deemoos, wou mer dat kritiséiert hunn.

Éischtens d'Fro, déi ee sech just ka stellen, ob een do net hätt kënne e klengen Effort méi maachen a souguer 2% mindestens eropgoen, well dee Saz, dee mer do erofgemaach hunn deemoos - also ech gi gär zou, et gëtt kee Sënn, dann an enger Krisituatioun d'Steierschrauf total unzedrëinen -, mä mindestens wier fir déi Persounen, déi et betrëfft, duerchweegs 2% méiglech gewiescht. Dat wier, wann ech déi Zuele gesinn - déi jo hei berechent, weess ech net, mä mindestens hu mer déi emol virgeluecht kritt -, wat dat abrängt, ëmmerhi substanzliert gewiescht an hätt kënne derzou bäidroen, fir zum Beispill öffentlech Investitiionsausgaben, eng Rei öffentlech Investitiionsausgaben awer nach ze finanzéieren.

D'Betriebsbesteuerung. Mir sinn an enger Situatioun, wou zwee Drëttel vum de Betriber zu Lëtzebuerg quasi keng Steiere méi bezuelen. Dat ass keng gesond Situatioun. Dat huet natierlech näischt mat den Tauxé ganz oft ze dinn, mä dat huet och ganz vill ze di mat der Berechnungsbasis. Et huet vill ze di mat „fiscal engineering“, deen et haut gëtt, a mir mengen duerfir, datt bei de Betriber et selbstverständlech elo net soll do drëms goen - well dat géif eis net vill bréngen am Moment -, fir d'Tauxen eropzesetzen, mä awer d'Besteuerungsbasis misst gekuckt ginn, d'Ofschreibungsméiglechkeete muss gekuckt ginn, a gekuckt ginn, datt iwwerhaupt déi Steieren, déi haut misste bezuelt ginn, datt déi iwwerhaupt emol bezuelt ginn.

Och bei de Betriber muss dat gëllen, wat bei de Privatpersounen gëllt: Staark Schellere kënne méi droe wéi schwächer. Et ass net alles d'nämlecht bei de Betriber. Et gëtt Betriber, déi ganz sécherlech eng Steieraugmentatioun gutt kéinte verkraaften. Et gëtt anerer, déi kéinte se guer net verkraaften. A wann een dat natierlech mécht iwwert de Wee vum der Analys vum der Berechnungsbasis respektiv vum ganzen Duerchforste vum den Ofschreibungsméiglechkeeten, da kënnt ee sécherlech op e Wee, wou een och do kann nuancéiert virgoe par rapport zu de Betriebsbesteuerung.

Mä generell menge mir souwisou, datt een de Steiersystem misst reforméieren, a virun allem och eng ekologesch Komponent dra bréngen. Déi ekologesch Komponent, déi

kënnt eis engersäits Belounungs- a Bonus-effekter bréngen, déi mer kéinte ginn, op där anerer Säit, fir och e sozialen Ausgleich ze schafen. Si kéint eis awer och kuerzfristeg Recetté ginn, fir zum Beispill déi öffentlech Investitiionsausgaben och matzefinanzéieren, déi mer brauchen, fir dee Wandel ze kréien, haaptsächlech am Beräich Energie, Klima an esou weider, alles dat, wat ech virdrun opgezielt hunn.

Mir hunn dozou kee fäerdege Modell. Mä et gëtt awer Modellen entre-temps, weltwäit, an an deene ganz ënnerschiddlechste Länner, wou der applizéiert ginn. A mir soen och, datt ee muss kucken, wann een esou e Modell entwerft, da muss en der Spezifitéit vum Land Rechnung droen. A mir hunn am Januar, fir emol den Test ze maachen - mir hu jo zu Lëtzebuerg eng Uni Lëtzebuerg, wou virun allem dee ganze Beräich vum de Finanzen ee vun deenen ass, deen am beschten développéiert ass -, mir hunn der Uni Lëtzebuerg e Bréif geschriwwen an deenen eenzelen CRPen, a mir hu gesot: „Kënn Dir lech virstellen, datt, wann de Stat lech zum Beispill en Optrag géif ginn - mir hunn dat kuerz beschriwwen -, fir esou e Modell vu Steiermodell fir Lëtzebuerg ze entwéckelen, Dir esou e Projet oder esou ee Modell no esou enger Analys kéint maachen?“

Mir hunn d'Äntwert kritt: „Jo, wann d'Regierung eis dozou beoptraagt, géife mir dat selbstverständlech gär maachen.“ Mir froen eis, firwat datt dës Regierung déi Uni, déi mer hunn, an déi Fäegkeeten, déi mer do hunn, net scho längstens beoptraagt huet, fir dat ze maachen. Dann hätte mer warscheinlech och schonn e Modell virleien.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Zur Solidaritätssteuer hu mer kee Problem. Dat hu mer vun Ufank u gesot. Mir hunn och kee Problem zu där temporärer Krisesteier. Dat si Mesuren, déi geholl ginn, fir wirklech deenen ze hëllef, déi de Moment duerch d'Netz falen. Dat si Mesuren, déi berechtigt sinn, eiser Meinung no.

Ech wëll zu de Steieren nach zwee Punkte just kuerz opwerfen. Dat eent ass am Zusammenhang mam bëllegen Acte Logement. Bon, mir hu jo elo vill diskutéiert doriwwer, datt d'Generaliséierung vum dem bëllegen Akt erëm ofgeschaaft gëtt. Sécherlech ass dat och aus Selektivitéitsgrënn berechtigt. Et muss een zwar och wëssen, wéi dat agefouert ginn ass, do sinn ech mer zimlech sécher, datt dee Phänomeen, mir hunn och iwwregens déi Zäit bei der Debatt iwwert de Logement dovun gewart, datt deen op de Präis dropgeschloen ginn ass, an datt bei de Präisser vum Terrainen dat och eng Konsequenz hätt.

An et muss een och wëssen, wa mer natierlech elo de bëllegen Akt an deem Mooss ofschafen, wéi mer dat wëllen, da muss kee mengen, datt dann déijéineg dat erëm vum de Präisser erofhuelen, wat se déi Zäit dropgeschloen hunn, wéi mer en agefouert hunn. Mä bon, et kann een awer domadder d'accord sinn.

Wat mir awer contestéieren, dat ass, datt sech net méi Gedanke gemaach gëtt iwwert de Fait, firwat d'Bauland zu Lëtzebuerg esou deier ass. A virun allem iwwert déi ganz Problematik vum den Immobiliengesellschaften zu Lëtzebuerg. D'Besteuerung vun den Immobiliengesellschaften, iwwerhaupt d'Besteuerung vun Terrainen, d'Spekulatioun bekämpfen, do gëtt et eng ganz Rei Pisten, déi een emol sécherlech eng Kéier seriö misst analyséieren an diskutéieren. Dat géif dozou féieren, sécherlech, datt een emol méi Recetten hätt, mä et hätt awer als Haaptzil virun allem, datt d'Bauland méi bëlleg erëm géif, wéi dat de Moment ass.

Déi zweet Saach ass dat mat der Wegpauschal, déi jo ëm 50% reduzéiert gëtt. Mir kéinten eis souguer virstellen, déi ganz ewechfalen ze loosse, d'Wegpauschal. Mä och do soe mer, da muss awer och de Parallelismus attackéiert ginn, nämlech deen Unfug mat den Déngschween a mat de Leasingskontrakter vum de Firmen, wou dem Stat onmoosseg och Steiergelder verluer ginn.

Mir wëssen alleguerten, datt déi Autoen herno verkaaft ginn. Dir wësst jo, datt no esou vill Joer déi Leit, déi déi Autoen zur Verfügung gestallt kréien, se fir 10% vum

Akafspräis herno kënne ofkafen. Déi Autoen hunn an der Regel awer natierlech wäitgehend méi eng héich Valeur wéi dat. An do leeft e wonnerbaart Geschäft de Moment dobaussen. D'Steierverwaltung huet och scho méi wéi eng Kéier drop higewisen, datt se net genuch Leit huet, fir dat do ze kontrolléieren. Dat ass nëmme ee steierleche Volet, wat dat betrëfft, wann een am Fong déi Déngschween verkeeft.

Mir mussen iwwerhaupt déi ganz Fro vun den Déngschween op de Métier huelen, well dat ass ongerecht an net seriö, wat hei geschitt. Hei ginn deelweis héich an deier Autoe finanzéiert vum Steierzueler, laanscht deen, also vum Steierzueler. An dat ass natierlech net konsequent, wann een op där enger Säit zu de Leit zu Recht seet, bei der Wegpauschal muss mer ëmdenken, d'Leit muss sech aneschtors fortbewegen, an do zum Beispill dann och déi Pauschal ëm 50% reduzéiere geet, an esou Saache wéi dat doten op där anerer Säit bestoe léisst.

Dann dee leschte Volet, dat ass deen, deen een och erëm eng Kéier emol misst op den Dësch huelen, dat ass - den Här Krecké ass elo net méi hei - dee vun der Steierhannerzëiung. Den Här Krecké hat am Optrag vum Statsminister an den 90er Joren en zimlech zolitten a gudde Rapport gemaach. Ech mengen, et wär och erëm un der Zäit, datt mer emol eng Kéier de Bilan géifen zéien, wat aus de Konklusione vum deem Rapport gemaach ginn ass an awéifern datt do Saachen ëmgesat gi sinn. Och do ass sécherlech nach Sputt do, wou de Stat kann, ouni datt e Steiere muss erhéien, Steieren andreiwen.

Da kommen ech, Här President, zu deene Punkten, déi eigentlech net haut zur Diskussioun stoung bis elo. Well dat Ganz, wat d'Regierung amgaangen ass ze maachen, déi Operatioun, dat ass jo eng Virwëtzttut. Mir hunn elo en Deel vun enger Virwëtzttut hei presentéiert kritt. Mä et sinn awer aner Deeler vun der Virwëtzttut, déi kenne mer nach guer net. Ech denken do natierlech virun allem un de Problem vum de Krankeeseen an de Pensiounskeesen.

Ech hat mer gëschter erlaabt, an enger Debatt op der Televisioun dem Här Lux eng Fro ze stellen iwwert den Defizit vum de Krankeeseen, dee jo och e Problem duerstellt.

► **Une voix**. - Ah jo!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - An do hunn ech den Här Lux gefrot, ob hien de Leit da kéint versprechen, datt net déi nächst Etapp vun der Virwëtzttut zum Beispill wär eng Cotisatiounserhéijung bei de Krankeeseen. Dunn hunn ech geäntwert kritt: Dach, dat wär esou. Dat wär schonn decidéiert. Ech war erstaunt, wéi ech dat héieren hunn.

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*). - Ech hunn dat net gesot. Dat hunn ech iwwerhaupt net gesot!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Ee Moment, ee Moment emol. Här Lux, wann Der der Meinung da sidd, Dir hätt dat net gesot, ech hätt dat falsch verstanen, ech soen lech elo gläich, da sinn der nach vill, déi dat falsch verstanen hunn. Dat ganz Land huet lech da falsch verstanen.

(*Interruption*)

Huelt lech emol Plaz! Huelt lech emol Plaz!

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*). - Ech kann och stoe bleiwen.

► **Une voix**. - Ha, ha!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Et ass awer schued. Et ass awer schued. Et ass nämlech derwäert, wat ech lech elo wäert virlesen.

(*Interruptions*)

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*). - Ech maachen dat gären am Stoen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Well de Moien ass e Communiqué erausgaange vum LCGB, an dee seet Folgendes: „Der LCGB hat mit gehöriem Erstaunen die Aussage zur Kenntnis genommen, die der LSAP-Fraktionschef Lucien Lux im Rahmen der gestrigen politischen Gesprächsrunde bei RTL-Télé-Lëtzebuerg in Bezug auf die Finanzierung des drohenden Defizits des Budgets 2011 der Gesundheitskasse machte.“

► **Une voix**. - Très bien!



► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- „Laut Lucien Lux hätte Sozialminister Mars Di Bartolomeo die Vorgabe gemacht, die Beiträge um 0,15 Prozentpunkte zu erhöhen. Falls diese Vorgabe tatsächlich gemacht wurde, dann jedenfalls nicht gegenüber den Sozialpartnern, wie Lucien Lux dies so forsch annahm.“

An da gëtt um Schluss gesot: „Die beiden sozialistischen Politiker Lux und Di Bartolomeo hätten besser daran getan, sich in dieser Sache abzusprechen, anstatt das Wirrwarr der letzten Wochen nun auch in den Bereich der Finanzierungsfrage der Gesundheitskasse hineinzutragen.“

Elo schéngt deen nächste Konflikt scho virbereet ze sinn!

(Interruption)

Da liesen ech an engem anere Communiqué, deen och haut erauskomm ass, vun enger Gewerkschaft, déi lech da méi no-steet. Déi muss awer dann och eppes verstanen hunn, well déi huet haut och een erausginn, nämlech och zu de Bätträg vun de Krankekesen. Déi sinn zwar net dem LCGB senger Meinung, mä déi maachen eng Propos. Mä si hunn awer och dat erausbruecht.

Déi schreiwen dann: „Was das Defizit der Krankenversicherung anbelangt, sollte der Reservefonds in mehreren Etappen aufgestockt werden. Die Beitragsdecke sollte abgeschafft werden und infolgedessen könnte der Gesamtbeitrag leicht nach unten angepasst werden.“

(Hilarité)

Dir gesitt, déi hunn e bëssen eng aner Meinung wéi Dir.

Bon, ech mengen awer, Dir gitt jo awer gär zou, esou vill Leit kënnen lech net falsch verstanen hunn, wéi Dir dat elo gemengt hutt gëschter Owend. Ech mengen och schonn, ech hat duerfir jo extra nach eng Kéier nogehaakt an nogefrot, wéi Der mer fir d'Éischt geäntwert hutt, fir datt et soll ganz prezis sinn. An ech menge schonn, datt Der et esou gesot hutt.

Mä do gesäit ee schonn erëm eng Kéier...

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- Däerf ech dann eppes soen dozou?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir kennt lech jo herno aschreiwen, da kennt Der dat roueg soen.

► **M. le Président**.- Här Lux, wëllt Der eng Fro dem Här Bausch stellen?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir kennt mir eng Fro stellen, selbstverständlech.

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- Neen, ech wollt dozou eppes soen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Da schreift lech an!

► **M. le Président**.- Neen, Här Lux, da musst Der lech aschreiwen. Esou kënnen mer jo net fonctionnéieren.

► **Une voix**.- Ooohhh!

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- Also gitt Der mer elo d'Recht, dorobber eppes ze soen?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir kritt d'Recht selbstverständlech eppes ze soen, Här Lux, mä...

(Brouhaha)

Hei, Här President, ech mengen, mir müssen...

► **M. le Président**.- Här Lux, mir müssen awer hei d'Prozedur vun eisem inneren Reglement anhalen.

(Brouhaha)

Dir kennt elo eng Fro stellen. Dir kennt lech herno...

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- ...muer de Moien an der Reiefolleg...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Hei, kommt heihinner, Dir kennt hei selbstverständlech...

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- Neen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Wéi dann? Wëllt Der elo näischt méi soen?

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Här Bausch, fuert virun!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ech stelle fest, Här President, datt do eppes muss getraff hunn, well soss wär den Här Lux elo net fortgelaf. Ech hätt em gär de Mikro iwwerginn. Dann hätt e kënnen seng Aussoe maachen.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mech interesséiert eigentlech am meeschten, wéi den Här Di Bartolomeo dat verstanen huet.

(Hilarité)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Do ginn ech jo dovun aus, datt den Här Di Bartolomeo vläicht fir d'Éischt lech an der Regierung dat wëllt erklären an duerno eis hei dat wëllt erkläre kommen.

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Villmools Merci fir d'Pass an d'Déift vum Statsminister!

(Brouhaha)

► **M. le Président**.- Neen, mir müssen awer och hei elo oppassen! Här Minister, wëllt Der dem Här Bausch eng Fro stellen?

(Brouhaha général)

Et geet awer elo net hei, datt jiddwereen zu deem Sujet dat seet, wat e grad um Mo huet! Wëllt Der dem Här Bausch eng Fro stellen? Soss schreiwen ech lech an.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, ech hat virun allem gemengt, dass d'Chamber un der Wourecht interesséiert ass, an ech kann e Bäitrag dozou leeschten. Wann d'Chamber...

► **Une voix**.- Dir musst awer d'Wuert froen!

► **M. le Président**.- Jo, Här Minister, mir hunn awer eng Prozedur, un déi Dir lech och musst halen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, däerf ech dann e Bäitrag zur Wourecht...

(Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Wëllt Dir eng Fro stellen, Här Minister, jo oder neen?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Jo, ech stellen dann elo eng Fro.

► **M. le Président**.- Da stellt Är Fro!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ech stelle mer eng Fro.

(Hilarité générale)

Ech stelle mer eng Fro. Ech stelle mer eng Fro.

► **M. le Président**.- Neen! Stellt dem Här Bausch eng Fro, net lech!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ah, ech stellen dem Här Bausch dann eng Fro. Här Bausch, interesséiert et lech, gewuer ze ginn, wéi d'Wourecht an deem doten Dossier ass?

(Hilarité générale)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här Di Bartolomeo, an deem doten Dossier interesséiert mech Är ganz Wourecht, insoufern et se ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ma très bien! Da wëll ech lech déi soen.

Éischten Deel zu der Wourecht: d'Gewerkschaften sinn alleguer der Meinung, dass et éischter richtig wär, un d'Bätträg ze goen, wéi u Leeschtungskierzungen oder u Participatiounserhéijungen ze goen.

Zweetens wëll ech lech soen, dass ech och der Meinung sinn, dass een an deem doten Dossier fir Équilibere muss surgen an dass een net eesäiteng Moosnamen däerf huelen. Et ass just dat, wat mer am Moment amgaange sinn ze maachen. Mir kucken, wat mer an der Keess - an do kënnen mer - spuere kënnen, wat all d'Acteuren ugeet. Mir kucken, wéi mer iwwert dat Statutarescht, dat heescht, wou d'Sozialpartner mam Stat responsabel sinn, e Bäitrag kënnen maachen.

An ech soen lech och, wann dat net duergeet, fir dass mer iwwert d'Ronne kommen, wat mer probéieren, da stinn d'Bätträg, an dat gesäit een am Gesetz, zur Ver-

fügung. An ech sinn och do net eleng, well ech mengen, eise Statsminister huet lech an der Finanzkommissioun och emol bei Geleechheet gesot gehat, dass en der Meinung ass, dass et kéint inévitable sinn, fir ganz, ganz bescheide Bättragserhéijungen ze maachen.

Voilà. Dat ass de ganzen Deel zu der Wourecht. A wann Der méi vun der Wourecht wëllt gewuer ginn, da loosst Der déi Partner an der Gesondheetskeess gewäerden, fir se nees ze sanéieren.

(Brouhaha)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Sot, Dir hutt... Här President, dat ass typesch...

(Brouhaha)

► **M. le Président**.- Sou! Neen, elo fiert den Här Bausch virun a senger Intervention.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat ass eigentlech typesch, wéi den Här Di Bartolomeo fonctionnéiert. E widderhëlt 15 Pisten, déi et gëtt, iwwert déi ee kann zu der Sanéierung kommen, mä en äntwert eigentlech guer net op déi zentral Uschëllegungen, ob et dann elo stëmmt...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Et ass keng Décisioun gefall! Hutt Der richtig verstanen?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Den Här Lux huet awer gëschter gesot,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Neen, den Här Lux huet net gesot, dass eng Décisioun gefall wär, mä en huet gesot, dass et kéint envisagéiert ginn.

► **Plusieurs voix**.- Aaahhh!

(Brouhaha)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Hei, den Här Gibéryen war och derbäi. An den Här Schiltz war derbäi. Ech mengen, mir hunn et alleguerte matkritt, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ma, Dir hutt elo vun deene ville Piste geschwat. Här Bausch, däerf ech lech...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här President!

► **M. le Président**.- Jo, herno. Mir müssen awer elo e bëssen hei d'Uerdnung bewahren.

(Interruptions)

Här Lux, Dir stellt elo nach eng Kéier dem Här Bausch eng Fro, an da fuere mer virun an der Diskussioun.

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- Et si gëschter dräi Bemierkunge gemaach ginn. Déi éischt Bemierkung ass déi, dass am Oktober, am November, esou wéi d'Selbstverwaltung et virgesäit, d'Gremië vun der Quadripartite a vun der Generalversammlung zesummekommen, fir dat ze decidéieren. Dat ass net eleng eng Décisioun vun der Regierung oder vun engem Minister, mä et ass d'Décisioun vun der Selbstverwaltung.

Déi zweet Bemierkung, déi ech gemaach hunn, dat ass, dass bei der Virstellung vum Paquet vun der Sanéierung vun den öffentliche Finanzen de Statsminister an der Finanzkommissioun gesot huet, dat, wat elo gesot ginn ass, et kéint sinn, dass et inévitable ass, laanscht eng kleng Cotisationserhéijung ze kommen.

An drëttens hunn ech gesot, et steet am Raum beim Sozialminister, fir en équilibréierte Pak ze maachen, eng Erhéijung vun der Cotisation vun 0,15%. Et ass genau dat, wat am Moment am Raum steet. Mä d'Décisiounen falen definitiv, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, am Oktober an am November an de Gremië vun der Selbstverwaltung vun der Sécurité sociale. Punkt!

► **Une voix**.- Voilà, dat ass d'Wourecht.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Déi Präzisiounen do, déi hutt Der gëschter Owend zwar net ginn. Enfin, dann hutt Der se jo elo emol ginn. Dat berouegt déi alleguerten, déi sech schonn haut opgereegt hunn, well de Communiqué... Well ech hu jo, also ech hu jo net dee Communiqué hei geschriwwen, déi zwee hei geschriwwen. Et sinn zwee anerer, déi déi geschriwwen hunn.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Däerf ech och nach eppes soen?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Jo, selbstverständlech.

(Hilarité)

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn an der Finanzkommissioun, selbstverständlech a Präsenz vum Finanzminister, gesot, dass, falls et dozou géif kommen, de Statsbudget esou eng Cotisationserhéijung erstmoleg net kéint begleeden.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ah, dann hu mer schonn eng Nuance an deem Ganzen! De Statsbudget kann dat net begleeden. Ech mengen, dat ass eng wichteg Präzisioun. Voilà.

(Brouhaha)

Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Gesitt Der! Also, wa jiddweree vun eis eppes seet, da kennt alles zesummen.

(Hilarité)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Jo. Mindestens, mengen ech, mindestens hu meng Fro vu gëschter Owend an den Intermezzo vun de Mëtteg zu vill Wourechtsfindung scho bäigedroen. Mir kommen der Saach scho méi no.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Une autre voix**.- Huet soss kee vun der Regierung eppes dozou ze soen?

(Brouhaha et hilarité)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Bei de Pensiounen si mer frou driwwer, als Gréng, datt mindestens elo emol d'Analys generell vu jiddweregem gedeelt gëtt. Dat war jo nach laang net ëmmer de Fall. Déi gréng hunn nach reprochéiert kritt virun engem Joer, si wäeren „Panikmacher“, si géife wëllen egal wat zielen. Mindestens haut ass dat en Acquis, datt mer e Problem hunn an och wéi de Problem sech stellt, an et geet elo drëms, natierlech ze kucken, wéi mer Weeër fannen, fir erauszekommen.

Mir wäerten do Propose maachen. Ech soen awer och gradesou dättelech, ech hoffen awer bei där Debatt, an ech war e bëssen erstaunt an der Finanzkommissioun. Ech hat de Minister jo an d'Finanzkommissioun geruff, an du sot ech, mir géifen awer och eng Kéier gär gewuer ginn, wat dann d'Pisten - et muss ee jo ewell ëmmer Piste soen, et dierf ee jo net méi soen, et wäeren definitiv Décisiounen -, d'Piste vun der Regierung wäeren, déi ee sech kéint virstelle fir d'Sanéierung vun de Krankekesen. Well bis elo hunn ech ëmmer nëmmen d'Beschreibung héieren a bei de Pisten hunn ech ganz wéineg héieren.

Bis elo bei de Pisten hu mer ëmmer nëmmen héieren, datt een e bësse misst kucke mam Rentenalter, u 60 Joer festhalen, awer vläicht kucken, datt ee bei der Prêretraite e bëssen eppes mécht an esou weider. Mä et waren awer, also dat ass jo, mir sinn eis jo awer eens, wa mer d'Beschreibung kucken, wou mer eis jo all driwwer eens sinn, datt dat alles net duergeet, fir datt mer laangfristeg de Rentesystem ofgeséichert hunn. Mä bis doriwwer eraus, doriwwer eraus hunn ech nach net vill konkret Pisten héieren.

Ech hoffen zumindest dann, datt bei där Debatt, déi jo dann am Parlament wäert stattfannen, net nëmmen d'Fraktiounen hei hir Meinung wäerten soen, awer och d'Regierung eng Meinung wäert hunn, wéi d'Piste wäerten ausgesinn. Well soss kréie mer awer e bëssen Diskussiounen hei. Et ka jo net sinn, datt d'Regierung hei bei d'Parlament kennt, en plus ass et nach, dat ass jo den absolute Combel, en ass nämlech nach vun der LSAP ugefrot ginn, vun der Majoritéit ugefrot ginn, deen Débat, wat ech ganz gutt fannen. Mä mir hoffen awer, datt zumindest...

(Interruption)

Jo, Här Lux, ass dat och schonn net méi richtig? Hutt Dir net déi Debatt ugefrot?



► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Ma neen. Dir hutt gesot, dat ass de Combel, an Dir sot, et ass awer gutt.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Neen, ech hu gesot, et wär de Combel, wann Dir se als Partei géift ufroen, an d'Regierung, wou Dir de Minister stellt, eis hei zu näischt eppes géif zielen, wat dann d'Piste vun der Regierung wäeren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ma, Här Bausch... Entschëllegt, Här President, wann ech erëm eng Kéier eppes zur Wourecht wëll bäidroen,...

(Hilarité)

...wann den Här Bausch un der Wourecht interesséiert ass.

► **M. le Président**.- Jo, Dir stellt Iech ëmmer selwer Froen an da beäntwert Der se och nach!

(Hilarité générale)

Sou si mer net an der Prozedur. Da kritt Der elo nach eng lescht Chance, Här Minister, an da fuere mer virun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci. Wann ech keng Chance méi den Owend kréien, muer hunn ech der jo nach.

Ech wëll just drop hiweisen, dass mer hei jo net mat eidelen Hänne stinn. Mir hunn an deene leschten dräi Joer mat de Sozialpartner iwwert déi doten Thematik diskutéiert. Mir hunn en Ofschlussrapport vun deenen Diskussiounen mat enger ganzer Rei vun Orientatiounen do, wou mer den Hiewel mussen usetzen. Ech war net fir d'Éischt an der Finanzkommissioun. Ech war virun an der Santé- a Sécurité-sociale-Kommissioun. An Dir kënnt an de Rapporten vun der Sécurité-sociale-Kommissioun, wann et Iech interesséiert, well dee vun der Finanzkommissioun nach net do ass, en detailléierte Rapport fannen iwwert déi Virstellungen, déi mer hunn, fir an déi Diskussioun eranzugeen.

Et muss ee sech och entscheiden, wat ee wëllt. Deen Débat den 2. Juni, dee fënnst sech gutt, well éischters dat d'Geleeënheet gëtt, fir d'Chamber an déi Aarbechte vun der Regierung anzubannen, an zweetsens och, fir eng Rei vu Pisten ze preziséieren hei vun der Regierung aus. Esou gesinn ech deen Débat. An ech mengen, dat kann och ganz konstruktiv sinn, well da jiddwene seng Vuë muss preziséieren a jiddweree muss soen, wou mer sollen ofhalen.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Mir si gespaant.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ech och.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, ech kommen hei bei de Punkt vun der Fonction publique. Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet, datt an där Zäit, wou mer de Moment sinn, eng Nullronn muss gemaach gi mat der Fonction publique. Do brauch een eis guer net laang erauszefuerderen, opzefuerderen. Dat ass eis Meenung. Déi soe mer haart an daitlech.

Nullronn heescht net, datt een an de Verhandlung kee Sputt huet, fir deene Leit eppes ze proposéieren. Et gëtt niewent Lounerhéijungen och nach aner Elementer, déi een ënner engem Accord salarial kann diskutéieren. Also qualitativ Elementer. Zum Beispill d'Formatioun beim Stat ze verbesseren, zum Beispill aner qualitativ Elementer, déi mat der Mobilitéit ze dinn hunn. Dat muss net ëmmer alles a Loun, an deiere Lounerhéijunge geschéien. Mä et schéngt eis evident ze sinn, datt an deeser Zäit hei ee muss op de Wee goe vun enger Nullronn bei der Fonction publique.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng sinn der Meenung, datt déi Kris hei eng extrem déif Kris ass, datt déi Kris hei vill Facetten huet, an datt et och wichtig ass, datt een dréiwver diskutéiert, wéi et zu där Kris hei komm ass. An déi ganz Debatten, déi mer de Moment weltwäit hunn iwwert d'Reguléierung vun de Finanzmäert, iwwer méi eng aktiv Roll erëm vum Stat an dem Spill vun der Economie als Régulateur, do si mer nach net op der gewonnener Säit!

Et ass esou, datt een d'Impressioun hat an enger éischer Phas, wéi déi Kris voll ageschloen huet, datt et quasi kee méi géif ginn op der Welt, vum Här Ackermann vun der Deutschen Bank an Däitschland ugefaange bis bei egal wien, deen net där Meenung war. Et war och zu deem Zäitpunkt relativ kloer, et huet kee sech méi getraut, eppes aneschtens ze soen.

Mä entre-temps huet een d'Impressioun awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi al Geeschter erëm eng Kéier operstinn, an datt mer eigentlech mengen, mir kéinte weiderfueren, wéi wann näischt geschitt wär, wéi wann déi Kris hei net ganz prezis Ursachen hätt. An déi Ursache leien eiser Meenung no an enger net genügender Reguléierung vun der Economie insgesamt, mä virun allem vun de Finanzmäert.

Dat sinn natierlech Froen, déi kréie mer net national geléist. Dat ass evident. Mä mir hunn als Europäesch Unioun a virun

allem als Eurogroup eng wichteg Verantwortung do, an ech mengen, mir sollen déi wouerhuelen. Mir sollen op alle Fall op deene Plaze wierklech offensiv derfir antrieden, fir datt mer déi Reguléierung do kréien. Well nëmmen och iwwert déi Reguléierung kréie mer Froe vu méi enger sozialer Gerechtegkeet, enger méi grousser Verdeelungsgerechtegkeet vu Räichtum an eiser Gesellschaft och geléist.

Wa mer déi Froen net geléist kréien oder wa mer se net positiv léise respektiv wa mer et verdrängen an erëm séier an där aler Logik draleien, soen ech Iech, deen nächste Schock, dee kënnt gläich hannendrun! An d'Schocke ginn ëmmer méi virulent an ëmmer manner verkraaftbar.

2001 hate mer een éische Schock. Aus deem hu mer näischt geléiert. Dee vun 2008, dee war méi heftig an deen huet eis schonn un de Rand vum Ofgrond bruecht. Deen nächsten, dee wäert nach méi heftig ginn. A virun allem, ech soen Iech ganz kloer, d'Bierger weltwäit wäerten net nach eng Kéier, eng zweete Kéier bereet sinn, esou déif an d'Täsch ze gräifen, fir d'Konsequenze vun esou enger Kris ze bezuelen! Däers solle mer eis bewosst sinn.

An dat Beispill an duebeler Hisiicht, wat mer a Griichenland de Moment geléiert kréien, dat ass e gutt Beispill. A Griichenland kréie mer gewisen, engersäits, wat et heescht, wann een e Stat verfaule léisst, wann een d'öffentlech Finanzen verfaule léisst. Dat ass e Beispill, dat ass innenpolitisch bewierklecht.

Mir kréien awer och gewisen, wat et heescht, wa mer déi Finanzmäert net reguléieren, well et muss een awer och wëssen, datt déi verfaulte Situatioun a Griichenland nëmme méiglech war, well verschidde Leit egal wat gemaach hunn. Et gëtt vill ze vill vergiess, datt e Goldman Sachs war, déi gehollef hunn, de Griichen hir Zuelen ze friséieren an ze fuddelen. Dat heescht, ee vun deene gréisste Finanzinstitute weltwäit huet gehollef un där Aarbecht do, fir Griichenland an dee Misär ze stierzen, amplaz do dovire ze warnen.

Dat seet alles aus iwwert d'Logik, an där mer an deene leschte Jore fonctionnéiert hunn. Dat seet eppes aus, datt mer an enger Logik fonctionnéiert hunn, wou dat schnell Geld wierklech just nach alles war, a wou alles lassgeléist fonctionnéiert huet vun der realer Economie, mat alle volle Risiken, déi dat bedeit.

An ech mengen, dat sinn d'Froen, déi mer net genuch an deem Parlament diskutéieren. Mir diskutéieren hei iwwer kuerzfris-

teg bis mëttelfristeg Mesurë fir de Budget respektiv fir eis eege kleng Economie. Mä mir mussen och ons méi beschäftegen, eiser Meenung no, an deenen nächste Jore mat deenen dote Froen. Dat sinn europäesch Froen, dat sinn déi wichtegst europäesch Froen fir déi nächst Wochen a Méint, an, Här President, ech hoffen, datt mer déi Diskussioun hei wäerte féieren. Net langweileg Diskussiounen iwwer Nieweschauplätz, wat Europa ubelaangt, mä déi dote Froen mussen diskutéiert ginn.

Wat des Koalitioun ubelaangt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert Iech net wonneren, wa mir net nëmme maßlos enttäuscht sinn, mä et eis eigentlech och net wonnert, datt déi Koalitioun net handlungsfäeg ass, well si ass schonn esou zustane komm. Et ass eng Noutkoalitioun. Déi lescht Regierung 2004-2009 huet sech selwer betitelt „d'Regierung vun der arithmetescher Vernunft“. Mir hunn ëmmer gesot, et war du schonn éischer déi vun der plus ou moins banaler Gestiou, wou d'Iddië gefeelt hunn.

Mä 2009 ass et éischer d'Regierung, wou de parteipolitesche Calcul am Vierdergrond steet an net den Interessi vum Land. Et ass net déi Regierung, déi eis wäert weiderbréngen. Si ass an engem Stellungskrich. Et geet hei ëm Coups bas. Den Débat ass total lassgeléist gi vun der Sachlechkeet. Et ass eng emotional Debatt gefouert gi ronderëm eng ganz Rei Froen, an dat ass net gutt, well d'Leit dobaussen hunn Angscht. Och hei am Land hu se Angscht a si hätte gär, datt d'Politik handelt an datt se Léisunge fir Lëtzebuerg bréngt, fir Lëtzebuerg aus där Kris hei sécher erauszibréngen.

Dës Regierung, do si mir iwwerzeegt, déi ass net duerfir géegent, Här President. Et ass och duerfir evident, datt mer net der Iwwerzeugung sinn, datt dat, wat mer hei presentéiert kritt hunn, wäert duergoen, fir eis ze berouegen, datt mer aus der Kris wäerte gesond erauskommen.

Merci.

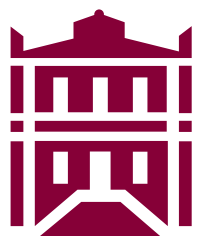
► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Bausch Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domadder um Enn vun der Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um néng Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun weider.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.04 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation (suite)

- M. Gast Gibéryen (intervient: M. François Biltgen), M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel (dépose une motion), M. Jean-Louis Schiltz (dépose une motion)
- M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* (répond à MM. Fernand Kartheiser, Gast Gibéryen, Xavier Bettel, François Bausch et Carlo Wagner)
- M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*
- Motions 1 et 2: M. François Bausch (propose une version modifiée de la motion 1 de M. Xavier Bettel), M. Xavier Bettel (donne son accord à la version modifiée), M. Jean-Louis Schiltz, M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen
- Vote sur les motions (motion 1 modifiée refusée, motion 2 adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Haldorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.02 heures)

► **M. le Président**.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

D'Chamber fiert haut de Moie weider mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. Et sinn elo nach ageschriwwen: déi Häre Gibéryen, Hoffmann a Bettel. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gast Gibéryen.

Débat sur l'état de la nation (suite)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ried vum Här Statsminister ass dëst Joer mat grousser Spannung erwaart ginn. An d'Enttäuschung war op där anerer Säit duerno awer esou grouss, well mer am Prinzip näischt Neies gewuer si ginn, näischt, wat mer net scho woussten.

Am Virfeld vun der Regierungserklärung hunn déi zwou Regierungsparteien, d'Koalitiounspartner e groussen Theater gespillt. D'Regierung war oneens, zerstridde wéi nach ni zevier. Eng Regierung, wéi e Land wéi Lëtzebuerg se sécherlech net verdéngt huet.

D'Regierung huet d'Tripartite zesummegegruff. D'Patronat an d'Gewerkschaften hu jiddwereen aus engem Mond geschwat; eng Regierung, déi déi Tripartite zesummegegruff huet, huet awer all Dag eng aner Meenung gehat. Net nëmmen Differenze waren tëschent de Koalitiounsparteien, mä och tëschent de Ministeren, de Parteien, de Fraktiounen. Kaméidi op der ganzer Linn an de Parteien an tëschent de Koalitiounsparteien, se hu sech zerstridden.

An dann ass den Här Juncker virgëschter heihinnerkomm an huet awer e Liebesbekenntnis zu där Regierung gemaach, a gëschter ass et schonn erëm monter heibanne weidergaangen, wéi mer d'Sprièrecher vun CSV an LSAP héieren hunn.



Jee, Här President, déi Regierung hei, déi fonctionnéiert laut dem Motto „Pak zer-schléit sech, Pak verdréit sech“.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Duerfir ass d'Regierung och schold um Ausgang vun der Tripartite.

Awer dat ass och drop zréckzeféieren, well de Leit virun de Wahlen, fir et emol fein auszedrécken, net d'Wourecht gesot ginn ass iwwert d'Finanzsituatioun vum Stat. Virun de Wahlen si Cadeauen ausgedeelt ginn: Steiererliichterungen, Chèques-services, Gehälter vun Enseignanté sinn opgehéicht ginn. D'Leit sollten also d'Gefill kréien, wéi wa weltwäit eng Kris wär, déi all Land géif betreffen, mä just Lëtzebuerg, dank der CSV, hire Finanzministeren an deene sougenannte Reserven, déi d'CSV soll an de gudden Zäiten ugeluecht hunn, den „Apel fir den Dusch“ sollten d'Leit d'Impressioun kréien, egal wat op der Welt geschitt, hei zu Lëtzebuerg kënnen mir eis nach erlaben, virun de Wahlen Cadeauen ze maachen.

A Wierklechkeet war d'Statskeess awer eidel. Eidel, esou wéi mir et als ADR virun de Wahlen gesot hunn. Jiddweree vun eis heibannen, a virun allem och d'Membere vun der Finanzkommissioun an am allerbeschten de Stats-, Finanz- a Budgetsminister wousste genau, wéi d'Finanzen hei am Stat wäeren, an datt d'Keesen eidel wäeren. Mä souguer nach no de Wahlen hei bei der Regierungserklärung huet de Fraktiouns-chef vun der CSV staark an helleg behaupt, datt dank den CSV-Ministere mer nach en „Apel fir den Dusch“ hätten.

Virun de Wahlen, Här President, huet d'CSV grouss Plakaten am Land opgehaangen. Ech hunn zoufälleg eent hei bei mer, wou dropsteet: „Mir soen, wat Saach ass. Elo. Net no de Wahlen.“

(Interruption)

Dat war dat, wat d'CSV virun de Wahlen gesot huet. „Mir soen, wat Saach ass. Elo. Net no de Wahlen.“ No de Wahlen, Här President, ass et awer du knéppeldeck komm.

Huet d'CSV de Rentner virun de Wahlen gesot, datt d'Renten net an enger, mä an zwou Tranché géifen ugepasst ginn? Neen, dat huet se net gesot! Au contraire, si hat an hirem Wahlprogramm stoen: „Die Renten und Pensionen werden alle zwei Jahre an die allgemeine Lohnentwicklung angepasst.“

Huet d'CSV an den Här Juncker de Famillje mat Kanner virun de Wahlen gesot, datt se d'Kannergeld fir Kanner vun iwwer 21 Joer géif strächen? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV de Studente virun de Wahlen gesot, datt d'Encouragementsprime fir d'Uni-Studente gestrach géif ginn? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV an den Här Juncker de Mammen, déi keng eege Rent hunn a bis elo Recht op eng Mammerent vu 60 Joer un haten, virun de Wahlen gesot, datt den Alter vu 60 op 65 Joer géif eropgesat ginn, an datt doduerch all Mamm pro Kand géif 5.000 Euro Akommesverloscht kréien? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV an den Här Juncker de Leit, déi baue wëllen oder en Haus kafe wëllen, virun de Wahlen gesot, datt d'Zënsbonifikatioun op neie Prêté fir Famillje mat Kanner géif gestrach ginn? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV de Familljen, déi zum Beispill zwee Kanner hunn an déi baue wëllen oder en Haus kafe wëllen an déi iwwer 7.000 Euro am Mount besteierbart Akommes kréien, virun de Wahlen gesot, datt se net méi vum bëllegen Akt däre profiteieren? Neen, dat huet se net gesot!

Haten d'CSV an den Här Juncker de Leit virun de Wahlen gesot, datt d'Steiere gehéicht géife ginn an de Spëtzesteiersaz zum Beispill op 39% eropgesat gëtt? Neen, dat hate se net gesot!

Mä au contraire, an ech brauch et hei net ze zitieren, de Kolleg Meisch huet gëschter hei zitiiert, wat d'CSV een Dag virun de Wahlen gesot huet, an de Kolleg Bausch huet souguer nach gesot, wat am Regierungsprogramm drastoung. Do stoung

näischt vu Steiererhéijungen dran, mä et waren nach éischter Steiererliichterungen ugedeit ginn.

Huet d'CSV de Leit virun de Wahlen gesot, datt d'Solidaritéitssteuer vun 2,5 op 4% eropgesat gëtt? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV de Leit virun de Wahlen gesot, si géifen eng Krisesteier vun 0,8% op all Akommes aféieren? Neen, dat hunn d'CSV an den Här Juncker net gesot!

(Interruption)

Huet d'CSV de Leit, déi op hir Aarbecht fueren, virun de Wahlen gesot, datt se d'Frais de déplacement halbéiert kréichen? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV den Entreprisé virun de Wahlen gesot, datt d'Kapitalsubventiounen ëm 10% géife gekierzt ginn? Neen, dat huet se net gesot!

Hunn d'CSV an den Här Juncker de Gemenge virun de Wahlen gesot, datt se de Participatiounstaux fir de Bau vu Kläranlage géife vun 90 op 75% erofsetzen? Neen, dat hu se net gesot!

„Mir soen, wat d'Saach ass. Elo. Net no de Wahlen.“ Mat dësem Slogan, Här President, huet d'CSV d'Wieler belunn a bedrunn wéi nach ni virun, virun de Wahlen. A gëschter war e grondierleche Kolleg vun der CSV, deen zu mir gesot huet: „Weess de dann, firwat datt mer op där schéiner fuerweger Foto dat schéint Gesiicht vum Jean-Claude Juncker schwaarzwäiss ofgedréckt hunn?“ Ech sot: „Keng Ahnung.“ Ma du sot en: „Dat ass, fir datt d'Leit net mierken, datt e rout am Gesiicht gëtt, well e litt.“

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Souguer schwaarzwäiss géif dat bei lech net verhéieren.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mä d'CSV war op jidde Fall vis-à-vis vun lech ganz virsichteg.

...no de Wahlen kréien d'Leit elo scheiwerchersweis d'Realitéit presentéiert. D'CSV versicht de Leit virzemaachen, wéi wa virun de Wahlen d'Finanzsituatioun net bekannt gewiescht wär. Mir wëssen haut schonns, wéi d'Statsfinanzen 2014 ausgesinn, dat huet d'Regierung eis jo scho virgeluecht. Mä d'lescht Joer am Mee, am Juni, wousste se net, wéi se am Juli, August oder September ausgesi géifen!

Mir deelen awer d'Aschätzung vum de Statsfinanzen oder iwwert d'Statsfinanzen, esou wéi se vun der Regierung haut presentéiert ginn, just mat engem Ennerscheid: Mir hunn et virun de Wahlen gesot; d'Regierung, déi seet et no de Wahlen.

Mir deelen och d'Meenung, datt een net sollt d'Statsschuld iwwer 30% klamme loosser. Mir wëssen awer elo schonns, datt mer an de Joren 2014 och wäerten iwwert déi 30% goen, well déi 30%, déi respektéiere mer bis 2014, an esou wéi och vun der Regierung gesot gëtt, muss de Stat iwwer 2014 eraus Emprunten ophuelen, fir de Budget an den Équiliber ze bréngen. Duerfir wäerte mer och dann iwwer 30% goen.

Dann hu se hei ëmmer dat Mäerche gezielt, mir däreften déi zukünfteg Generatiounen net belassen, de Frigidaire net eidel maachen. Mä wa mer haut Scholde maachen, Här President, a mer bezuele kee Kapital zréck, mä nëmme d'Zënsen zréck, da muss mer wëssen, datt mer déi zukünfteg Generatiounen belassen, well déi müssen zu deem Zäitpunkt, well d'Emprunte fälleg ginn, an dat ass vun 2013, 2014 un, missten déi am Fong en bloc d'Kapital zréckbezuelen, wat sécherlech aus der Siicht vun haut net méiglech ass. Da müssen déi Emprunte verlängert ginn, an da wäerte mer sécherlech net méi déi Zënsatz kréien, wéi mer se haut kréien.

Dat ass déi gréissten Hypothék, déi mer op déi nächst Generatioun maachen, wann hei Emprunte praktesch all Joers gemaach ginn an all Joers méi déck Emprunte gemaach ginn, an d'Regierung ass net à même, wéi all Entreprise, wéi all Privatmann a wéi all Gemeng, net nëmme

d'Zënsen, mä och d'Kapital zréckbezuelen.

Eis Finanzsituatioun ass esou ongewëss wéi ni zevier. Kee weess, wéi et mat der Finanzplaz weidergeet. Eist Bankgeheimnis ass dank dëser Regierung esou gutt wéi verschwonnen. Mir wëssen net, wat d'Konsequenze sinn 2015, wann de Commerce électronique eis wäert grouss Aboussen an der Statskeess bréngen, wann d'europäesch Direktiv a Kraaft trëtt. D'Eurostabilitéit, wou mer all Dag nei Hiobsbotschafte kréien, a wou mer ëmmer nei Länner wäerten hannendru kréien, wou mer net en Enn wëssen, wat dat de Steierzueler, den eenzelne Stat kascht. Alles dat wäert d'Statsfinanzen an deenen nächste Jore staark belassen.

Här President, d'ADR huet als eenzeg Partei sech öffentlech zu de Regierungspropositiounen geäussert am Kader vun enger Pressekonferenz, déi mer den 23. Abrëll dëst Joer ofgehalen hunn. Mir hunn déi wirtschaftlech Situatioun analyséiert, d'Finanzsituatioun vum Stat a Propositiounen gemaach.

Éischtens, iwwert d'Transparenz an de Statsfinanzen.

Zweetens, iwwert d'Spüere beim Stat.

Drëttens, Projeten, déi definitiv gestrach musse ginn.

Véiertens, Projeten, déi zréckgesat musse ginn.

A fënneftens, Positioun zu sozial- a steierpolitesche Moosname geholl.

D'Transparenz an de Statsfinanzen: Do verlaange mir, datt déi monatlech Publikatiounen, déi de Finanzminister ëmmer an d'Chamber maache kënnen, müssen ergänzt ginn, déi elo scho gutt sinn, wat e Fortschritt ass an der Transparenz, mä wou mer och gären hätten, datt net nëmme de Stand vun der Trésorerie all Mount public gemaach gëtt, mä déi ganz Liquidatiounssituatioun vum Stat, wat d'Avoiren op de Banken, souwuel liquide wéi non liquide, ubelaangt.

D'Tripartite huet zum Beispill esou en Dokument ausgestallt kritt, mat Datum vum 7. Abrëll, iwwert d'Situatioun vun der Trésorerie vum 31. Mäerz, also relativ aktuell war dat. An ech sinn der Meenung, datt d'Chamber och all Mount misst déi Informatiounen kréien.

Mir missten och genau Informatiounen kréien all Mount iwwert d'Statsschuld, iwwert déi finanziell Situatioun vun de Spezialfongen an d'Steierrecetté pro Aktivitéitssecteur, vun de Beträg, wéi vill d'Steierverwaltung an Enregistrement u Privatleit oder Entreprene zréckbezuele müssen. Alles dat géif engem d'Méiglechkeet ginn, fir wierklech a voller Transparenz jiddweree kënnen ze wëssen, net nëmme d'Parlament, mä och d'Öffentlechkeet, d'Land, jiddweree am Land, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat ass.

An der Diskussioun, déi mer haten iwwert d'Finanzsituatioun vun den éischten dräi Méint, bis den 31. Mäerz 2010, ass festgestallt ginn, datt mer an den éischten dräi Méint iwwer honnert Millioune méi erakritt hunn am Verglach zum Kont vun 2009. Ech wëll dat betounen: honnert Millioune vis-à-vis vum Kont 2009!

Well mer awer wëssen, datt am Budget 2010 mer 300 Millioune manner u Recetten agesat hunn, wéi am Kont 2009 waren, wann een da kuckt, wat mer vis-à-vis vum Budget vun dësem Joer erakritt hunn, da sinn et vis-à-vis vum Kont vun leschte Joer honnert Millioune, mä vis-à-vis vum Budget vun dësem Joer hu mer 175 Millioune déi dräi éischt Méint weider erakritt.

Wann een dat géif op d'Joer héichrechnen, da kréiche mer dëst Joer téschent 6, 7, 800 Millioune méi eran, wéi virgesi war, bei engem virgesinnene Budget vun zwou Milliarden. Dat wier awer ze schéin, fir wouer ze sinn!

Mir hunn duerfir, mengen ech, méi eng virsichteg Haltung. De Budgets- a Finanzminister, den Här Frieden, huet dat och an der Kommissioun gesot. Et huet mech gewonnert, datt dat net méi no bause gaangen ass. Well en huet et relativéiert. En huet gesot, en hätt zu sengen Direktere gesot, si misste méi schaffen. Dat géif bedeuten, si misste versichen, méi séier Steie-

ren anzedriewen. An dat ass och am Mount Mäerz geschitt. Et si méi Steieren a méi TVA agedriewen ginn, fir datt d'Trésorerie am Liquide bleibt, bis den Emprunt am Mount Mee vun deenen zwou Milliarden opgeholl gëtt. Et ass also sécher, datt dee Plus, dee mer am Mount Mäerz ze verzechnen hunn, datt mer dee sécherlech net iwwert dat ganzt Joer wäerten ze verzechnen hunn.

Duerfir mengen ech, misst een dat relativéieren, well d'Leit am Land am Fong esou denken: Wa mer elo deen dote Plus hunn, dann ass jo alles an der Rei. Dat ass sécherlech net de Fall. Et muss ee kucken, wou dee Plus hierkënn, well deen ass just am Mount Mäerz, am Mount Februar war en net, en ass just am Mount Mäerz erakomm, wéi gesot, well do méi séier Steieren agedriewen gi sinn.

Déi eenzeg Onbekannt, Här President, déi et an de Statsfinanzen gëtt, dat ass d'Ofrechnung bei de Betriebssteieren. D'Betrieb bezuelen Acompten, awer d'Décompté ginn net esou séier gemaach. An d'Steierverwaltung muss spëtstens a fënnef Joer déi Décompté gemaach hunn. Dat heescht, d'lescht Joer sinn déi vun 2004 gemaach ginn. Dëst Joer müssen déi vun 2005 gemaach ginn. Mä 2005, 6, 7, 8 an 9, fënnef Joer sinn nach net d'Décompté gemaach ginn oder zum Deel nach net gemaach ginn. An hei refuséiert, an dat ass fir mech awer déi wesentlech Fro, de Finanzminister der Finanzkommissioun oder der Chamber, wat do nach vum Décompten ausstinn.

Wa mer nach iergendwéi kéinten entwousch eng Reserv hunn oder eng Mouk hunn, wéi ee ka soen, da kéint et héchstens an den Décompté vun de Betriebssteieren, virun allem bei de Banken, leien. Ech weess et net, well een net weess, wéi héich d'Décompté sinn. Et weess een net, wat d'Banken alles a Promotiounen gemaach hunn. Duerfir hätte mer gäre vun der Regierung, a si huet et, datt se eis och seet, wat nach vum den Décompten ausstinn, well dat ass déi eenzeg Onbekannt, déi mer an eiser Finanzsituatioun hunn.

Spüere beim Stat, Här President, ass eng vun de Saachen. Ech mengen, et kann ee soen: Schluss mat der Geldverschwendung! Mä se ass geschitt! An deene leschte Joren hunn déi successiv Regierungen a Prunkbauten investéiert, déi wahnsinneg Steiergelder kascht hunn. D'Geld ass zur Fenster erausgehéit ginn. Haut hu mer se dostoan, an d'Nofolgekäschten, déi bleiwen.

Mir sinn och der Meenung, datt ee misst eng Aschränkung maachen an de Budgete vun de Crédits non limitatifs. Mir soen, d'Verwaltungskäschten, do huet d'Regierung jo gesot, si géif dat maachen. Mir sinn der Meenung, datt ee wierklech misst systematesch all Budgetartikel, all Verwaltung duerchforsten, fir ze kucken, wou ka gespuert ginn. An dat hätt een och scho kënnen d'lescht Joer maachen.

Och bei de Subventiounen a Subsiden. Ech hunn uganks dëst Joer un all Ministère eng Question parlementaire gestallt, fir eng Lëscht ze kréie vun de Subventiounen a Subsiden. A wann ee gesäit, wéi vill honnerte vun Organisatiounen a Federatiounen a Gott weess wat Subside vum Stat kréien, ech wëll elo net hei déi eng oder déi aner ausgräifen, mä wann een och do géif eng Kéier derduerchgoen, kéint Der sécher sinn, datt vill Gelder kéinte gespuert ginn.

D'Reduzierung vun de Publicitéitscampagné vun deenen eenzelne Ministeren, virun allem am Virwahljoer, wou d'Ministere sech jo iwwertreffen, fir iwwer Zeitungen a Press an Televisioun a Radio Spote lafen ze loosser, wéi gutt datt se wieren, alles dat misst net sinn. Dat kéint alles agespuert ginn.

D'Entwécklungshëllef, si mir der Meenung, datt mer eisem Engagement vun 0,7% sollten nokommen. Mir hunn als Land ëmmer méi bezuelt an Zäiten, wou et eis gutt gaangen ass. Mir sinn awer der Meenung, an Zäiten, wou mer am Fong Geld musse léine goen, och fir d'Entwécklungshëllef ze finanzéieren, datt mer elo sollten op dat,

wou mer eis verflucht hunn, op 0,7% zrëckféieren. An datt mer och sollt kucken, datt déi Gelder méi och iwwer eis Betriber kéinten an d'Entwécklungshëllef goen.

Och d'Ofschafe vum Chancëgläichheetsministère - si mer der Meenung - kéint ee maachen. Chancëgläichheet misst am Prinzip an all Ministère gemaach ginn, duerfir misst een net e spezifesch Ministère hunn.

D'Kandidatur fir ee Mandat vu Lëtzebuerg am UN-Sécherheetsrot, och dat schéngt eis eng Investitioun ze sinn, déi dem Land näischt bréngt.

Schluss och soll et sinn an deenen eenzelne Verwaltungen, datt Budgetsreschter, déi do sinn, einfach opgebraucht ginn, well se nach do sinn, ouni datt dat onbedéngt misst gebraucht ginn.

Een anere Punkt, dee mer als ADR proposéiert hunn, dat sinn d'Projeten, déi ee sollt definitiv sträichen. Fir eis ass dat selbstverständlech, datt do un éischer Stell den Tram steet. Well mer jo allegueren heibanne wëssen, datt den Tram souwiso ni gebaut gëtt! Et ass natierlech esou, datt keng Partei, well d'ADR eben déi Proposition hat, deem öffentlech wëllt zoustëmmen. Duerfir hat ech och deen Dag virun dem Här Juncker senger Deklaratioun an eise Nationalcomité gesot: „Dir wäert gesinn, muer geet de Statsminister hin, e seet net, den Tram ass gestuerwen, mä e seet ganz einfach, de Projet vum Tram gëtt véier Joer zrëckgesat.“

Mä en ass gestuerwen. Et ass e Begräfnis mat dräi Häre gewiescht, an ech mengen, et sollt een elo ophalen doriwwer ze diskutieren.

An et dierf ee virun allem elo net an deenen nächste Joren aus Alibi-Zwecker nach Investitiounen maachen an Etüden, well an dem Fënnfjoresplang vun der Regierung sinn nach iwwer honnert Millioune virgesinn, wat alles soll an déi Richtung vum Tram goen. Dat ass Geld, wat ee sech soll bis op de leschten Euro spueren. A wann een eng Kéier Geld huet, da sollt ee wierklech ufänke mat der Etüd, mat där richteger Léisung, dat ass, fir mam Zuch ënnert der Stad erduerch ze fueren. An ech wëllt deene grénge Kolleegen eng Propos maachen, fir datt si och hiren Tram kréichen. Mir wieren och bereet, den Zuch an Tram ëmzedeeffen, da géife mer mam Tram ënnert der Stad erduerch fueren, dann hätte mir eise City-Tunnel, an Dir hätt Ären Tram, dann hätte mer eng Léisung fonnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn awer och der Meenung, datt een hätt kënnen de Militärfliager stoppen. Den E-Go, trotzdeem e fäerdeg ass, awer näischt bréngt, awer all Joers Käschtchen huet, si mer och der Meenung, sollt ee stoppen. D'autant plus och elo den Här Juncker d'Propos gemaach huet, fir den öffentlechen Transport zum Nulltarif ze maachen. Eng Fuerderung, déi viru Jore bei de Sozialisten am Wahlprogramm stoung. Déi leschte Kéier hate se déi erëm verluer. Bei eis steet se nach am Wahlprogramm dran. Mä, wa mer schonn elo alleguer an déi Richtung denken, fir den öffentlechen Transport gratis ze maachen, sollt een net och nach weider Gelder an den E-Go schécken.

Da soe mer, d'Zuchstreck vun der Gare op de Findel bräicht net gebaut ze ginn, Kierchberg, wat d'Regierung och gesot huet. D'Sanéierung vun den Héichwien op Belval si mer och der Meenung, datt een déi net bräicht ze maachen. Mir wäerten och dee Projet, wann en hei an d'Chamber kënnt, net stëmmen.

Projeten, déi zrëckgesat misse ginn, dat ass och d'Autobunn, hu mer gesot, dräi Spueren, Stengefort, Diddeleng, dat huet d'Regierung och gesot. De Bau vum Velodrom soll zrëckgesat ginn, huet d'Regierung och gesot. A fir sämtlech Investitiounen an Infrastrukture misse Prioritéiten opgestallt ginn an zäitlech esou realiséiert ginn, datt se de budgetäre Méiglechkeeten entsprechen. Do si mer eis eens. D'Regierung huet d'Investitiounen op ënner

800 Millioune fixéiert. A laut deene finanzielle Moyenen, wa mer se hunn, misse mer dann d'Prioritéiten maachen, an eben eng Rei vu Projeten zrëcksetzen, respektiv aner Projeten integral sträichen.

E fënnefte Punkt, mat deem mer eis beschäftigt haten, dat waren d'sozial- an d'steierpolitesch Moosnamen. Mir soen, den Index soll bäibehale ginn. Mir hunn ons kloer am Wahlprogramm duerfir ausgeschwätzt, wéi iwwregens och verschidde Regierungsparteien, zumindest eng huet sech ganz kloer duerfir ausgeschwätzt, d'CSV mat enger Nuance hannendrun. Mir sinn awer d'accord, datt Tubak an Alkohol aus dem Indexwuerekerf eraus sollen.

Den Index ass fir eis e wichteg Instrument. All Leit kréien domadder hire Kafkraaftverloscht ugepasst, och déi, déi net ënner e Kollektivvertrag falen. Dat ass net onwesentlech. Wa mer den Index géifen ofschafen oder staark reduzéieren, da géifen déi ganz Verhandlungen erëm op den Niveau vun de Kollektivverträgen an d'Betriber geluecht ginn, mat all deene Konsequenzen, déi mer do hätten. Mer brauchen nëmmen an eis Nopeschlänner ze kucken, déi keen Index hunn. Déi hu Manifestatiounen, déi hu Streiker um Ordre du jour, fir dann awer herno dat duerchzesetzen, wat mir hei roueg a friddlech Index nennen.

An, wa mer dat géife maachen iwwert den Niveau vun de Kollektivverträge, da kréichen all déi dausende Leit, an dat si meeschtens déi mat deene klengste Revenuen, déi ënner kee Kollektivvertrag falen, déi kréichen da keng Augmentatioun. An duerfir schéngt et eis besser ze sinn, datt mer de soziale Fridden erhalen an datt mer den Index erhalen an datt d'Gewerkschaften da méi mäseg bei de Kollektivvertragsverhandlungen optrieden. An ech mengen, si hunn et am Privatsektor bewisen, well wann een déi lescht Méint, et kann ee scho bal soen déi lescht Jore kuckt, gëtt et am Privatsektor praktesch nëmme méi Nulltariffer an de Kollektivverträge.

A mir sinn och der Meenung, datt d'Gewerkschaft vum öffentleche Sektour muss esou verstänneg sinn, fir datselwecht am öffentleche Sektour ze maachen. A mir als ADR schléissen eis deene véier Parteien, déi sech an dëser Debatt schonn zu der Nullronn am öffentleche Sektour ausgeschwätzt hunn, un, an ech mengen, dat ass e staarkt Zeeche vun engem Parlament, wat a Virverhandlung praktesch eestëmme der Regierung de Réck stäipt, fir ze soen, an dëser finanzieller Situatioun kann d'Land sech, de Stat sech net erlaben, och nach eng Augmentatioun niewent dem Index an der öffentlecher Funktioun ze maachen. Duerfir si mir och fir eng Nullronn an dem öffentleche Sektour.

Här President, den Här Juncker huet um Schluss vun der Tripartite Propositionen gemaach, zwou Stéck, wéi d'Tripartite gescheitert ass. Déi Éischt, fir de Wuerekerf ze änneren, d'Pétrolspräisser - net den Heizungsmazout - aus dem Wuerekerf erauszehuelen an den öffentlechen Transport am Géigesaz duerfir gratis ze maachen. Déi zweet Proposition ass, den Index op zweemol de Mindestloun ze deckelen.

Der CSV hir Absicht, Här President, ass et awer, fir den Index komplett ofzeschaffen. Dat kann een zumindest och haut an der Zeitung um Koalitionspartner liesen, am „Tageblatt“, wou haut eng grouss Schlagzeil drasteet „Skandalöse Manipulierung der Öffentlichkeit“, an et ass, Här President, nach nëmmen den éischen Deel. Et kommen der also och nach no, wou drasteet „Unter enormem Auslandsdruck, insbesondere von Seiten der Europäischen Zentralbank, musste der Präsident der Eurogruppe Jean-Claude Juncker alles daransetzen, um die luxemburgische Index-Anomalie schrittweise zu beseitigen.“ Et steet also och haut am „Tageblatt“ nozelesen.

Duerfir mengen ech, muss een och oppassen, wann esou Aussoe gemaach gi vun der Deckelung vum Mindestloun op zweemol. Dat ass bei ville Leit sympathesch ukomm. Dat weess jiddwereen, dee laang an der Gewerkschaftsseen ass, datt dat bei de Leit ëmmer gutt ukënnt. A virun allem, wann een et op zweemol setzt, da fällt de Gros drënner an da kritt een och bei Ëmfroe ganz liicht eng Majoritéit, well dann

de Gros dovun net beträff ass. Mä wann et emol an der nächster Etapp géif op annerhalefmol de Mindestloun erofgoen, oder op emol de Mindestloun, da géifen och sécher déi Meenungsëmfroe kippen.

De Combel ass natierlech, datt d'CSV dat e „soziale Mindestloun“ nennt. Ech hunn dat nach ni verstanen, wann een engem eppes ewechhëlt, datt een dat dann op emol „soziale Mindestloun“ nennt. Dat heescht, wann en an där nächster Etapp nach géif annerhalefmol bezuelt ginn, da wier en nach méi sozial, da géif en nach eng Kéier bezuelt ginn, da wier e supersozial! An da géif och nach de Wuerekerf manipuléiert ginn, dann hätte mer dat Sozialst vum Mindestloun, wat ee kënnt wäit a breet siche goen. Et géif just kee méi eppes kréien.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - De sozialen Index. Dir sot déi ganzen Zäit „de soziale Mindestloun“.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Entschëllegt, da misse mer dat korrigéieren. Et ass déi ganz Zäit „de sozialen Index“. Merci, Kolleg Lux.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir wollt soen, dass der mat der Erhéijung vum soziale Mindestloun op den 1. Januar averstane sidd.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Selbstverständlech!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Duerfir hutt Dir lech do dauernd verdoen. Da versteet een dat.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir kennt mech, Här Statsminister. Dir wësst, datt ech fir esou Saache sinn.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo, dat zeechent Är Partei an der Breet och aus.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do stouss Dir bei mir oppen Dieren an.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir schwätzt am Numm vum Här Mehlen fir déi lescht zwanzeg Joer.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Selbstverständlech huet den Här Mehlen déi lescht Augmentatioun vum Mindestloun ëmmer heibanne matgestëmmt, Här Juncker, gesitt Der?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Resultat: Véier Sëtz.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo. Féiert Dir dat drop zrëck, well de Mindestloun... Ass dat, well de Mindestloun gestëmmt ginn ass? Dat ass awer eng gelungen Approche, déi Der do an déi Kombinatioun mat erabréngt.

Här President, op jidde Fall...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass, wann een net ëmmer dat mécht, wat ee virdru seet.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et kann een hei net vun engem „sozialen Index“ schwätzen, wann een den Index wëllt ëmmer méi kleng maachen. Och d'Lounhierarchie géif domadder, bei der Deckelung, verschwannen. A mir sinn awer der Meenung, datt ee muss och enger Lounhierarchie Rechnung droen, enger Formation, enger Responsabilitéit an enger Leeschtung. An duerfir ass et wichteg, datt mer och doriwwer diskutieren.

Gëschter ass hei bal eemol eppes méi konkret ginn, an zwar, datt den Här Juncker am Fong nëmmen dat temporairement wëllt. No der Tripartite an där Ausso, déi dunn iwwert d'Press gaangen ass, ass dat net derbäi gewiescht. Do ass dat esou duergestallt ginn, wéi wann dat eng definitiv Léisung wier. Et war natierlech clever, fir et op zweemol de Mindestloun unzesetzen, well, wéi gesot, der dovunner net vill beträff ginn.

Den Här Juncker kënnt ëmmer mam Beispill vum Metzler vun der Cap. Fir dee Mann gëtt op jidde Fall heibanne vill Propaganda gemaach.

(Interruptions)

Ech muss soen, Här President, mat der Deckelung vum Index hunn déi Mëttel- a Klengbetriber guer näischt. An och de Metzler vun der Cap, deen huet guer näischt vun der Deckelung vum Mindestloun, mä et huet awer een eppes vun der

Cap...

► **Une voix.** - Index.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mat der Deckelung vum Index huet awer een eppes vun der Cap, an dat ass de Statsminister a Budgetsminister - dee wunnt jo zoufällig och do an deem Eck -, well dee géif domadder Gelder am Statsbudget aspieren. De Stat géif bei enger Deckelung vum Index Gelder spueren, d'Banke géife Gelder spueren, d'Industrie géif der spueren, awer de Metzler op der Cap, dee géif näischt bei enger Deckelung vum Index spueren.

Duerfir, mengen ech, sollt een objektiv a fair bleiwen, an et sollt een higoen an den Indexsystem bäibehalen.

Deen Theater tëschent der LSAP an de leschte Wochen, Här President, deen Zeeenario, dee se do opgebaut hunn, deen ass ze vill duerch. Deen ass kloer, deen ass ze duerchlicht, dat fënnt jiddwereen eraus. Et ass fein tëschent der CSV an der LSAP organiséiert ginn: vill Kaméidi an Theater spillen. D'Sozialisten hunn e Kongress - mä si hunn natierlech missen eng Majoritéit kréien - an et ass iwwert den Index gestridde ginn, fir vun all deem anere Sozialofbau, deem d'Sozialisten zougestëmmt hunn, dann ofzelenken.

Dofir ass eng Resolutioun gestëmmt ginn, wou den Index soll erhale ginn, mä wou hannendru gesot ginn ass: „D'Kompetitivitéit vun eiser Economie, wann déi an eng Richtung geet, da misse mer reagieren.“ Dee ganze Sozialofbauprogramm hu se elo um Kongress duerchkritt.

Et ass elo de sozialistesche Wirtschaftsminister, den Här Krecké, deen de Beweis muss erbréngen, datt d'Kompetitivitéit vun eise Betriber net méi gutt ass an datt eppes muss um Index gemaach ginn. Mä den Här Krecké huet dee Beweis schonn am Virfeld bruecht, a wann ee seng 65 Propositionen kuckt an et kuckt een déi 49, wou drasteet: «Revoir le système en place relatif à l'indexation automatique des salaires et notamment la modification du panier de référence en cas de dérapage de l'inflation, il y a lieu de mettre en place un système de décalage temporaire en matière d'application des tranches indiciaires», dat heescht, den Här Krecké ass scho vill méi wäit, wéi den LSAP-Kongress.

Well den Här Krecké seet schonn, datt mer müssen e System op d'Plaz setzen, wat ënner anerem de Wuerekerf ännert an deen en Dérapage mécht, an dann eréischt schreift en hannendrun: „Wann en Dérapage vun der Wirtschaft kënnt, vun der Kompetitivitéit, da misse mer och nach d'Indextranchen décaléieren.“ Dat heescht, den Här Krecké ass scho vill méi wäit, wéi den LSAP-Kongress geduecht huet. An dofir kann ech mer och virstellen, datt den Här Krecké sech besser deen Dag zu Schanghai gefillt hätt, wéi wann en hätt misse bei der LSAP um Kongress sinn.

Iwwregens, et hätt och kënnen ee bei der LSAP froen, wéi esou ee vun hire Ministeren esou Propositionen kéint an engem Dokument maachen, an der Tripartite maachen, déi an esou engem flagrante Géigesaz zu de Sozialisten hirem Wahlprogramm stinn. Aner Partei géife sécherlech esou Leit direkt aus der Partei ausschléissen, déi vu sech aus, aus hirem Ministère eraus Propositionen maachen, déi awer wierklech diametral hirem Wahlprogramm vun der Partei entgéintstinn.

Här President, gëschter stoung dann am „Tageblatt“ - an um Kongress huet jo och e Minister gesot, si géife stoe bleiwen, a stramm, an där Fro -, gëschter stoung dann am „Tageblatt“: „Festzuhalten bleibt zum Thema Index, dass die LSAP in diesem Punkt standhaft geblieben ist und dies der sozialistischen Partei damit möglicherweise neues Selbstbewusstsein für die zukünftigen politischen Aufgaben verleiht.“

Här President, ech soen lech, et feelt ee Saz hannendrun. An dat ass deen, et hätt nach missen drastoen: „D'Sozialisten, déi bleiwen esou laang stoen, bis se ëmfalen.“

(Hilarité)

An dat ass net méi allze laang. Dat ass net méi allze laang, well d'Sozialisten, den Här Krecké wäert hinnen elo de Beweis bréngen, datt si - esou, wéi d'CSV dat hëlt - müssen ëmfalen an den Index manipulieren.



ren, manipulieren an aussetzen oder wat net alles. Sou schmiert d'LSAP hir Delegierter, hir Basis, hir Wieler un.

En anere Punkt, deen ech nach wëll be-
reieren, dat ass d'Mammerent. Et ass eng
wichtig Errongenschaft. Erspuerner hält
de Stat sech an; laut dem Här Statsmin-
ister géife se hei kréien d'Ofänne-
rung vun der Mammerent 2011 vun 1,5
Milliounen an 2012 vun 3,1 Milliounen.

Dat ass am Prinzip e lächerleche Betrag. Et
muss ee wëssen, datt mer déi Mammerent
agefouert hunn, fir eng Gläichbehandlung
vun alle Fraen ze maachen: deenen, déi
eng Rent kréien, an och deenen, déi keng
Rent kréien. De Stat bezillt am Fong all
Mamm - déi eng Rent kritt an déi keng
Rent kritt - des Mammerent. Déi eng hunn
déi Mammerent an hirer Pensioun an déi
aner kréie se einfach esou ausbezuelt. Och
déi Mamm, déi doheem bleift, huet bis
haut vu 60 Joer un déi Mammerent kritt.

Datt d'CSV eng Politik géint déi Mamme
mécht, déi doheem bleiwen a sech der
Kannererzëiung widmen, dat huet se an
enger éischer Etapp gewisen, wéi se
d'Chèque-servicen agefouert huet, an do
keng Mamm, déi doheem bleift, ka vun
deene Chèque-servicé profitieren. Mir
hunn deemools als ADR verlaangt, datt déi
Chèque-servicé missten allen Eltere fir hir
Kanner ausgedelt ginn an datt d'Eltere
de fraie Choix hätten, ob se hir Kanner an
eng Struktur ginn oder d'Kannererzëiung
selwer maachen. A mir hu gesot, fir déi
Mamm oder dee Papp - mä an der Regel
ass et d'Mamm -, déi d'Kannererzëiung
selwer doheem mécht, déi dat wëll als
Prioritéit setzen, déi misst da mat engem
Deel vun de Chèque-servicen eng Cotisa-
tion an d'Pensiounskeess bezuelen, fir
esou eben och kenne sech eng eege Rent
opzesetzen.

Zréck awer zu der Regierungspropositioun,
fir den Alter vu 60 op 65 Joer eropzeset-
zen. Firwat 60 Joer an net 65? An der Iddi
deemools, nom Rentendesch, hat d'Regie-
rung 65 Joer ageschriwwen. An an der
Kommissioun huet eng Partie vu Membere
sech d'uech gesot a gesot: „Ma déi Mam-
men, déi eng Rent kréien an an der Rent
eng vum Stat bezuelte Mammerent hunn,
déi mindestens och esou héich ass wéi déi
Mammerent, déi déi aner Mamm kritt, déi
ginn an der Regel net mat 65, mä hei zu
Lëtzebuerg an der Regel tëscht 58 an 59
Joer an d'Pensioun.“ An dofir ass deemools
an der Kommissioun gesot ginn: „Da kann
et net sinn, datt de Stat deenen enge
Mamme scho mat 58, 59 Joer d'Mamme-
rent bezillt, an déi aner kréie se eréischt
mat 60.“ Dunn ass d'Gesetz amendéiert
ginn an et ass op 60 Joer erofgesat ginn,
fir datt all Mamm - ob se eng eege Rent
huet oder net - dann elo vu 60 Joer un
d'Mammerent kritt.

Wann elo d'Regierung higeet a se setzt
den Alter erop op 65 Joer, da bedeit dat,
datt vum Stéchedatum vum Akrafttriede
vun deem Gesetz - mir ginn dovun aus,
datt dat den 1. Januar 2011 kéint sinn - all
Mamm, déi keng eege Rent huet a Kanner
op d'Welt gesat huet a se gezillt huet, datt
dei no deem 1. Januar mat 60 Joer déi
Mammerent net méi kritt a muss waarden,
bis se 65 Joer kritt, an domadder pro Kand
- pro Kand - e Verloscht huet iwwert déi
Zäit vun iwwer 5.000 Euro.

An et ass och eng Moossmam, déi ganz
schrecklech Konsequenzen huet: Well déi
eng Mamm, déi den 31. Dezember 60
Joer kritt, déi kritt d'Mammerent nach fir
hir Kanner, an déi se den 1. Januar kritt,
déi muss fénnef Joer waarden, bis se se
kritt. Domadder - mengen ech - ass bewi-
sen, wéi onsozial an ongerecht des Regie-
rung d'Mamm, d'Famill behandelt. Well
d'CSV huet dat bewisen och an anere
Froen, wéi dem Euthanasie- oder dem
Avortementsgesetz. Wann d'CSV nach e
bëssen Eierlechkeetsgefill hätt, da géif se
den C, dee se an hirem Numm huet, zu-
mindest net méi als „chrëschtlech“ benot-
zen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Déi
meesch CSV-Politiker gesi souwisou den C
an hirem Numm net als „chrëschtlech“,
mä si gesinn den C éischer, fir Carrière
ze maachen. Och d'Kierch, och d'Kierch,
wa se nach sech géif fir seriö huelen...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Mi-**

nistre, Ministre d'État. - Här Gibéryen, deef
Der Är Partei elo em an „ADR“, oder
wéi?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och
d'Kierch misst am Prinzip - wa se sech hire
Roll géif gewëss ginn - der CSV verbidden,
den C an hirem Numm nach weider ze
mëssbrauchen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Presi-
dent, Dir Dammen an Dir Hären, e wei-
dere Punkt ass de Wunnengsbau. Wa mer
haut eng katastrophal Situatioun hei am
Land am Wunnengsbau hunn, dann ass
dat virun allem enger Partei, erëm - et deet
mer leed, ech kommen net derlaanscht -
der CSV..., well déi hat de Wunnengsbau-
minister iwwer all déi Joren an de leschte
Jorzéngten. A wann haut d'Lëtzebuenger
zënter enger Rei vu Jore mussen auswan-
deren a selwer zu Frontaliere ginn, dann -
géif ech soen - ass dat eent vun deenen
trauegste Kapitelen, déi hei zu Lëtzebuerg
nom leschte Weltkriech geschriwwen si ginn.

(Interruption)

Hei zu Lëtzebuerg war et normal, hei war
et normal, datt jiddwereen, vum Direkter
bis bei de Schmelzaarbechter erof, sech
hei zu Lëtzebuerg konnt seng eege Wunn-
eng leeschten. Opgrond vun där Politik,
déi iwwer Jorzéngten hei am Land ge-
maach ginn ass, ass et fir normal Bierger
praktesch net méi méiglech, hei zu Lëtze-
buerg nach kenne sech en Eegenheem ze
schafen. Oder se mussen sech iwwert
d'Moosse verschellen.

Wann elo d'Zënsbonificatioun ouni Loun-
kopplung agestallt gëtt, ech mengen, de
bëllegen Akt limitéiert gëtt, dat ass e wei-
dere Beweis dofir, datt des Regierung net
wäert... - quitte datt, wat de bëllegen Akt
ubelaangt, d'Sozialkritären ubelaangt -, mä
och Leit mat deene Revenuen hunn haut
schon net méi d'Méiglechkeet, fir kënnen
eng Wunneng ze kafen, well da mussen se
sech zu zwee verpflichten, Mann a Fra, zu
zwee verpflichten, Mann a Frau, net 20 Joer,
mä 40 Joer schaffen ze goen an Emprunten
zréckzebezuelen.

30, 40 Joer konnt hei an deem Land nach
e Schmelzaarbechter sech en Haus bauen
op engem Terrain vun aacht, néng Ar an e
konnt et mat senger Schmelzaarbechter-
pai, ouni datt d'Fra schaffe gaangen ass,
konnt en iwwer 20 Joer, konnt en dat Haus
ofbezuelen. Haut, fir datselwecht, mussen
zwee Leit 40 Joer, also insgesamt 80 Joer
zréckbezuelen, fir sech datselwecht kënnen
ze leeschten, wat virun 30 Joer e
Schmelzaarbechter sech hei konnt am
Land leeschten.

Dat ass eng Realitéit, dat ass d'Entwéck-
lung, wéi de Wunnengsmaat hei zu Lëtze-
buerg ass. An duerfir kann een net higoen,
do Moosname gräifen, de Wunnengs-
maat nach méi deier maachen, wéi dat an
de vergaangene Joren de Fall ass, mä et
muss een higoen an eng Wunnengsbau-
politik maachen, wéi mer se och an eisen
Wahlprogramm proposéiert hunn.

Datselwecht, mengen ech, Thema ass
d'Kannergeld, wat iwwer 21 Joer. Et ass
gëschter hei - an den Här Biltgen war hei
aus der Këscht gesprongen, gëschter. E
war liicht nervös ginn, wéi de Kolleg
Meisch dat hei virgedroen huet.

Mä de Kolleg Meisch, mussen mer éierlech
soen, och mir hunn op d'DP geklappt
virun de Wahlen. Mir droen dat hei och
duerfir elo net mat. Mä et muss een awer
fairerweis soen, datt dat, wat d'Regierung
elo mécht, deem entsprécht, wat d'DP
virun de Wahle gesot huet. Well dat heite
geet op d'Käschte vun de Frontalieren.

An ech froen d'Regierung, Här President,
den Här Statsminister huet hei gëschter
gesot, oder virgëschter, d'Regierung géif
40 Milliounen heiduerch spueren. Da froen
ech, wéi vill vun deene 40 Milliounen ginn
dann op Käschte vun de Frontalieren. Sot
eis, Dir hutt jo alles gerechent, wéi vill datt
vun deene 40 Milliounen... Ginn déi 40
Milliounen op Frontalieren oder wéi vill
ginn op d'Frontalieren?

(Interruption)

Mir stelle fest, Här President, mir kréie
keng Äntwert vun der Regierung. Da muss
een alt dervu wahrscheinlech ausgoen,
datt déi 40 Milliounen op Käschte vun de
Frontaliere ginn.

Mä si ginn net ganz op d'Käschte vun de
Frontalieren, well d'Prime d'encourage-
ment fällt och ewech fir d'Studenten hei zu
Lëtzebuerg. An do huet den Här Statsmi-
nister gesot, dat géif dem Stat eng Er-
spuerner vu 4,1 Milliounen Euro bréngen.
Sou datt also déi een emol zumindest ka
vun deene 40 Milliounen ewechzéien.

Mä 4,1 Milliounen sinn awer vill Geld fir
d'Studenten. Déi kréien déi manner, egal
wéi d'Regierung elo hei seet, wat si géif
kompensieren iwwer Bourssen a Prëten,
mä 4,1 Milliounen kréien d'Lëtzebuenger
Studente manner. An den Här Biltgen huet
gëschter gesot: „Komm mer maachen ep-
pes fir d'Jugend“, huet e sech hei eräifert.

Jo, hei hutt Der eppes fir d'Jugend ge-
maach! Dir huet deene Jonken, déi stu-
dieren, huet Der 4,1 Milliounen Prime d'en-
couragement, huet Der pro Joer, huet
Der deenen ewech.

Dat ass eng Realitéit. An da sot Der, eis Ju-
gend soll studieren, mer mussen méi Fue-
schung maachen. Mä d'Jugend, déi stu-
dieret, déi gëtt och vun dëser Regierung
gekierzt. An déi Prime d'encouragement,
an der Regel hunn d'Studenten déi op hir
Prëtë kritt, domadder sinn dann en Deel
vun de Prëten rembourséiert ginn. Wann
dat net de Fall ass, dann hu se herno méi
Prëten. Also muss eis Jugend, déi iwwer
Prëten hir Uni muss finanzieren, déi muss
sech elo nach méi verschelde vis-à-vis vun
der Vergaangene, opgrond vun där
Dispositioun, déi d'Regierung elo hei wëllt
huelen.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'En-
seignement supérieur et de la Recherche.** -
Här President, ech sinn haut disiplinéiert.
Ech wäert herno am Detail drop äntwer-
ten. Dat, wat den Här Gibéryen seet, ass
fälsch. Mir hëllefen de Studente méi. Ech
wäert awer dann haut méi disiplinéiert si
wéi gëschter, lech kee Misär méi maachen
an dann herno d'Wuet froen, wann d'De-
putéierten all eriwuer sinn, fir dann effek-
tiv zu deem Punkt kënnen a Rou Stellung
ze huelen.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Ganz gutt, Här Mi-
nister. Mir waarden herno op Är Interven-
tion.

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir gesitt,
Här President, datt esou eng Nuecht déiwe
Schlof och bei engem Minister ka be-
rouegend wierken!

(Hilarité)

Op jidde Fall, Här President, ech ka just
soen, datt den Här Statsminister hei gesot
huet, d'Prime d'encouragement fällt ewech.
Dat spuert dem Stat 4,1 Milliounen. Dat
ass nozeliesen an der Regierungserklärung.
Ech kann net méi, wéi dat soen, wat hei
gesot ginn ass.

D'ADR ass also géint déi familljefeindlech
Regierungspropositiounen, huet duerfir
awer proposéiert, fir, wann all déi virge-
nannte Moosnamen, déi mir hei propo-
séiert hu vun der Transparenz, wat bei de
Statsfinanzen a beim Stat kéint gespuert
ginn, datt dann eiser Meenung no déi fa-
milljepolitesch negativ Moosnamen net
bräichte gemaach ze ginn. A wann et net
duergeet, fir dann d'Finanzen an den Équi-
liber ze bréngen, huet d'ADR sech dermat
d'accord erkläert, fir datt kenne Steierer-
héijunge gemaach ginn.

Mir sinn awer géint eng Krisesteier, well
déi linear d'Leit alleguer d'selwecht be-
trëfft, genausou wéi d'TVA, mer dogéint
sinn, déi och net proposéiert ginn ass. Mir
sinn awer géint eng Krisesteier. D'ADR ass
awer averstane mat der Netupassung un
d'Steiertabell un d'Inflatioun, d'Eropsetze
vun der Solidaritéitssteuer, d'Eropsetze vum
Héchststeiersaz. Mir wieren och mat
engem Supersteiersaz vun 62%...

(Interruption)

...42% iwwer 250.000 Euro averstanen.
Deen ass elo ewechgefall. Mä op där ane-
rer Säit ass awer d'Solidaritéitssteuer elo op
6% bei Revenuen iwwer 300.000 Euro
besteierbare Revenu eropgesat ginn, dat
datt eiser Meenung no ka kompensieren.

D'ADR ass fir eng Bankenabgab op inter-
nationalem Niveau. Am öffentlechen
Déngscht, soe mer och ganz kloer, sollen
nëmme méi déi Poste besat ginn, well se

fräi ginn, déi onbedéngt besat mussen ginn.
Och do si mer der Meenung, datt ee ka
restrukturieren, datt ee muss kucken, datt
een och méi Transparenz a Mobilitéit an
der Fonction publique kritt.

Mir maachen awer hei eng Zwëschebe-
merkung: Mir warnen awer als ADR dervir,
dass elo bei der ustehender Gehälterrevi-
sion iwwert de Wee vu Bewäertungen, fir
Avancementer ze kréien an der Fonction
publique, do net eng weider Verpolitiséie-
rung vun der Fonction publique därer ge-
scheien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Change-
menter tëschtent den Administratiounen
mussen eiser Meenung no méi einfach ge-
maach ginn.

D'Pensiounen, do ass kee kuerzen oder
mëttelfristegen Handlungsbedarf. Mir
wäerten hei an der Chamber am Juni eng
Debatt hunn, an duerno mécht d'Regie-
rung hir Propositiounen.

Mir sinn der Meenung, datt een am Abléck
weder Kierzung vun de Leeschtungen
nach Erhéijunge vun de Cotisatiounen wäert
maachen. An d'ADR wäert och do am Juni
hire Bäitrag an hir Propositiounen op den
Dësch leeën, wéi mir mengen, datt een
am Pensiounssystem kéint laangfristeg of-
sécheren, ouni Aschnëtter, wéi dat och
vum Minister geplangt ass an der Kom-
missioun gesot ginn ass, un eistem Rente-
system am Abléck ze maachen.

Et gëtt also och duerfir eiser Meenung no
keng Ursaach, fir de Rentenajustement op-
zesplitzen, och wa verschidde Leit soen, et
ass méi e symbolesche Charakter, deen dat
huet. Mir mussen wëssen, datt an de Keese
vun dem Privatsecteur keng Problemer
sinn, fir déi Dépensen, déi den Ajustement
mat sech bréngt, ze decken. Et sief, datt
de Stat Problemer hätt fir déi siwe
Milliounen, déi hie kann do iwwert dese
Wee aspieren, datt dat hie géif am Stats-
budget arrangieren.

An do kommen ech nach eng Kéier op eis
Propositioun zréck, déi mer vun 1999 u
gemaach hunn, an zwar, datt een och am
Secteur public hätt missen deemools e
Rentefong aféieren an d'Cotisatiounen,
virun allem déi Jore virdrun, wéi mer vun
dräi op aacht eropgaange sinn. Deemools
hu mer jo neutral eng Operatioun ge-
maach, budgetsmeisseg. An deemools hat
de Stat nach finanziell Moyenen. An dee-
mools wär et richteg gewiescht, fir unze-
fänke mat enger Pensiounskeess fir d'Stats-
beamten.

Well dat ass menger Meenung no méi ee
grousse Problem an deenen nächste Joren
an och dat misste mer vläicht eng Kéier an
der Finanzkommissioun, Här President,
duerchdiskutieren, esou wéi mer iwwert
d'Pensiounen vum Privatsecteur et ma-
chen, des Kéier eng Diskussioun an der Fi-
nanzkommissioun, do misste mer och
iwwert déi vun der Fonction publique
schwätzen. Well mer wësse jo, datt mer
och do ëmmer méi Leit an d'Pensioun
kréien an datt de Statsbudget dann och
duerch déi Pensiounen wäert méi belaa-
scht ginn an Zukunft, ouni datt mer méi Re-
cettë kréien. Et ass also éischer e Problem
vun der Finanzéierung vun de Renten aus
dem Secteur public wéi déi aus dem Sec-
teur privé, an ech mengen, mir mussen fir
déi zwee Secteuren eng Léisung fannen,
déi laangfristeg gutt ass.

D'Krankekeesen, huet de Sozialminister eis
ëmmer virun de Wahle gesot, ech hunn
dat heibanne scho gesot, déi wiere ganz
gesond, bis no de Wahlen, an dat war, wéi
mer alle Finanzen, déi virun de Wahle ge-
soud waren, an no de Wahle ware se op
eemol schlecht. Esou ass et och mat de
Krankekeese gaangen.

Ech ginn elo net méi an op déi Diskus-
sion, déi mer hei gëschter haten. Ech
stelle just fest, datt och do eng Oneene-
gung an de Regierungsparteie besteet. A
mir erwaarden dann, dat am Kader vun
der Krankekeess-Tripartite da Léisunge
kommen an datt dann do d'Assuréen hof-
fentlech net ze vill zousätzlech belaa-
scht ginn.



Här President, zu dësem staarke Pak vun Ofbau a Belaaschtung vun eise Familljen an der Populatioun geet et awer net duer. Dat hei, géif ech soen, dat war der erste Streich, der zweite folgt sogleich. An zwar kënnt deen 2012 no. D'Regierung huet natierlech gewosst, wa se elo direkt de ganze Pak géif op den Dësch leeën, da wier dat duebel esou schlëmm gewiescht, wat se sech virgeholl huet bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod. Dofir ass et opgespléckt ginn. Et ass opgespléckt ginn, an 2012 kënnt deen nächste Coup no.

Niewent all dëse Moosnamen, déi geholl sinn, dierf een net vergiessen, wat an der leschter Regierung schon alles geschitt ass vun Ofbau.

Et dierf een och net vergiessen, Här President, datt virun de Wahlen d'ëst Parlament eng europäesch Waasserrichtlinn ëmgesat huet, déi elo d'Gemengen amgang sinn, alleguer am Land mussen ëmsetzen, fir käschendeckend Waasserpräisser, Ofwaasserpräisser ze kréien, an datt doduerch - kann ee soen - an der Moyenne d'Waasser an d'Ofwaasser zwee Euro méi deier wäert ginn.

Wa mer wëssen, datt eng Famill..., datt national gesinn 60 Fudder Waasser pro Kapp verbraucht ginn, an Dir hutt eng Famill mat zwee Kanner, dann huet déi 250 Fudder d'Joer verbraucht, mol zwee Euro: Dann huet déi 500 Euro - eng Famill mat zwee Kanner - d'ëst Joer weider Waasser an Ofwaasser ze bezuelen, ouni eppes weider ze hunn, ausser weider Dépensen. Och dat muss ee wëssen, datt een domadder d'Famillje staark belaascht huet. Och do muss ee wëssen, datt do och schon eng Indexmanipulatioun geschitt ass, well an deem Gesetz ass déi Augmentatioun indexneutral agesat ginn.

Ech wëll also soen, datt dat hei net alles ass. Et muss een dat kumulativ kucken, wat alles an deene leschte Jore geschitt ass, wat elo geschitt, wat elo nach kann an der Krankekeess geschéien, Waasser-, Ofwaassersertax a wat op d'Leit och nach wäert an deenen nächste Joren zoukommen.

D'Betriber, do war d'Absicht, géif ech mengen - dat wär richtig gewiescht, dat hätte mer och matgedroen -, datt een d'Betriber net soll zousätzlech weider belaaschten. Eis Betriber stinn an engem internationalen Konkurrenzkampf. Si mussen hir Kompetitivitéit behalen. D'Betriber gi sécherlech net esou belaascht wéi d'physisch Persounen, well de Gros vun de Moosnamen trëfft d'physisch Persounen, trëfft d'Familljen, trëfft d'Jugend, awer net esou d'Betriber.

Mä trotzdem, d'Betriber gi belaascht. D'Solidaritéitssteuer geet an d'Luucht. Verschidde Subventiounen kommen net méi esou, wéi se geplangt waren an, Här President, et muss een och wëssen: Mir soen, den Index muss bäibehale ginn, mä wa mer also e Package maachen a soen, mer belaaschten d'Betriber net esou staark an de Steieren oder soss Moosnamen - datt mer d'Betriber do net esou staark belaaschten -, da muss mer awer wëssen - well mer den Index bäibehalen -, da muss een de Betriber dat awer och als eng Part vun hirer Belaaschtung urrechnen. An dofir ass et scho wichteg, datt mer um Niveau vun de Steieren a soss Moosnamen d'Betriber net belaaschten an den Index als eng Kontributioun vun hinnen zu deem Ganze gesinn.

Déi Moosnamen, déi virgesi gi sinn, wat de Chômage ubelaangt, Här President, fanne mer positiv. Déi kënne mer och ënnerstëtzen. Mä d'Haaptschold vun eisem Chômage, dat ass sécherlech net ze klären an ze regelen mat all deene Moosnamen, déi mer an deene leschte Jore geholl hunn. Dat hu mer jo och gemierkt. Dat si punktuell Moosnamen, déi och punktuell eppes bréngen. Mä de generelle Problem gëtt domadder net geléist.

D'Haaptschold ass doudsicher d'Versou vun eisem Schoulsystem. Hei ass an deene leschten 20, 30 Joer e Verbrechen un eiser Jugend gemaach ginn. Hei hu mir eng Schoulpolitik gemaach, déi als Resultat huet, datt d'Betriber léiwep op Frontalieren

zréckgräifen, well se soen, déi géifen déi schoulesch Viraussetzung matbréngen, déi eis Jugend zu engem groussen Deel haut net méi huet.

An et bräicht kengem heibannen Angscht ze sinn ëm d'Zukunft vun dësem Land, wa mer et fäerdeg bruecht hätten, an deene leschten 20 Joer eng Schoulpolitik ze maachen, déi eis Jugend esou opgebaut hätt, datt se de Konditiounen an Erfuerdnerissen vun enger moderner Aarbechtswelt géif entsprechen. Da kréiche mer eis Jugendlech an den Aarbechtsmaart an da bräichte mer all déi Beschäftigungsmaosnamen, déi mer elo maachen, net ze maachen. Sécherlech hu mer ëmmer Leit, déi wäerten am Chômage sinn. Mä vun deene bal 20.000 Leit, déi mer haut am Chômage respektiv an der Kuerzaarbecht hunn, ass e groussen Deel d'Affer vum Versou vun deene successive Regierungen an de leschte Joren an der Schoulpolitik.

E Wuert nach zu de Gemengen. D'Subsidi vum Stat fir d'Kläranlagen an alles, wat dozou gehéiert, déi solle vun 90% op 75% erofgoen. Ech géif mengen, Här President, datt d'Regierung bei dësem Punkt vill méi wäert spueren, wéi se dat mengt. Well ech sinn der Iwwerzeugung, wann et op 75% erofgeet, dann ass bal keng Gemeng méi am Land à même, fir iwwerhaupt eng Kläranlag ze bauen. Da spuert se net 15%, mä da spuert se 100% vun deenen 90%, well de Gros vun de Gemenge wäert da keng Kläranlag méi bauen.

Dat muss ee wëssen, wann een esou e Subsidie erfrosetzt. Well dat sinn Investitiounen, dat si keng Peanuts. Well alleguer, déi hei an de Gemenge Politik maachen - an et setzen der jo genuch heibannen -, déi wëssen, wat Kläranlagen, Déversoiere, Kollektoren, wat déi Onzomme vu Gelder verschléngen. An d'Gemengen, déi elo 10% opbréngen, wann déi muer musse 25% opbréngen, da gi vill Kläranlagen, Kollektoren an Déversoiere net méi gebaut. Da spuert de Stat op deem Punkt vill méi. Mä mer mussen awer wëssen, datt mer eisen europäesche Verflechtungen, déi mer eis als Zil gesat hunn - fir bis 2015 eis Ofwässer alleguer ze klären -, datt mer déi mat där dote Moosnam sécherlech ni wäerten ertreffen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hu gesot, datt dat heiten en décke Pak ass, deen eist Vollek muss erdroen. D'CSV huet déi Wahlen hei gewonnen, well se de Bierger virun de Wahlen net d'Wourecht gesot huet. D'Wieler hunn d'Wourecht eréischt no de Wahle gesot kritt.

No de Wahlen ass de Bilan gemaach ginn. D'Regierung huet de Bilan gemaach, andeem datt se elo de Leit scheiwerchersweis no de Wahlen erkläert huet, wéi schlecht et dem Land geet. Nodeems se virun de Wahlen esou gemaach huet, wéi wann - dank den CSV-Ministère, dem Finanzminister - mer héich Reserven, en „Apel fir den Dusch“, eng Mouk - a wat ass net nach alles gesot ginn - hätten.

A Wierklechkeet ass kee Geld méi do. Dofir kann een och de Bilan maachen a soen, déi Regierungserklärung, déi den Här Statsminister virgëscht hei ofginn huet, et ass am Fong säi Bilan, säi Bilan vun 20 Joer Finanzminister. Et ass säi Bilan: 20 Joer Héichkonjunktur, 20 Joer Plus-waalen, 20 Joer sinn d'Steieren nëmmen esou erage-reent komm. A genausou si se während 20 Joer op där anerer Säit zur Fënster erausgeworf ginn. 20 Joer CSV-Finanzpolitik, 20 Joer Jean-Claude Juncker Finanzminister, an zum Schluss ass d'Keess eidel. Kee rouden, kee wäissen a kee schwaarzen Euro ass méi an der Keess. D'Bierger vun dësem Land mussen elo déi Quittung bezuelen. En deiere Präis fir 20 Joer CSV-Finanzpolitik! Eng schlecht Zensur, nëmmen Daten, an anere Wieder: glat duerchgefall!

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agetroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den éischen Deel vum Premier senger Ried war erëm - well et ass net fir d'éischt - geprägt vun enger hefteger Kritik um Turbokapitalismus, un der ongebremster Deregulierung, um Neoliberalismus an esou

weider. Wann een dann awer weiderge-lauschert huet an et hätt ee sech erwaart, do géifen aus deenen Iwwerleungen theoretisch a praktesch Konsequenze gezu ginn, am Sënn vun enger anerer Logik vu gesellschaftlecher Entwécklung wéi där vun deene leschte Jorzéngten, da muss ee sech natierlech enttäuscht gesinn.

War et effektiv net esou, datt d'Veerdeelung vum gesellschaftleche Räichtum ëmmer méi ongerecht ginn ass, datt eng Ëmverdeelung vun ënnen no uewe stattfonnt huet an datt dat eng vun de grondlegenden Ursaache vun der Kris war?

War et net esou, datt den Undeel vum Undeel vum Salarat an deem Räichtum ofge-holl huet, deen e selwer geschafen huet, an datt den Undeel vun de Benefisser zouge-holl huet?

War et net esou, datt uewen op der gesellschaftlecher Leeder eng ongeheier privat Beräicherung stattfonnt huet mat enger ongeheierer Konzentratioun vun ekonomescher Muecht?

War et net esou, datt dee Räichtum uewen zu engem groussen Deel net investéiert ginn ass, well et un Nofro gefeelt huet, an datt en also esou an d'Finanzspekulatioun gefloss ass, mat Erwaardunge vu Rendite vu 15, 20, 25%, déi sech op Léin, op Aarbechtsplazen, op de Sozialstat destruktiv hu missen auswirken, an déi schliesslech jo och zur Kris gefouert hunn?

Wär dann elo net endlech den Zäitpunkt komm, mat där Logik ze brieden, d'Ekonomie wierklech erëm an den Dëngscht vun der Gesellschaft ze stellen an net ëmgedréint, der sozialer Gerechtegkeet d'Prioritéit ze gi virun der berühmter Kompetitivitéit, hannert där sech jo oft näischt anescht verstoppt wéi privat Beräicherung?

Wär net endlech d'Zäit komm, de Sozialstat erëm auszebauen, amplaz en ofzebauen? De Sozialstat ausbauen, dat ass eppes anescht wéi Är sougenannte selektiv Sozialpolitik. „Ein Wort“, heescht et zu deem Begrëff an deem leschte Sozialalmanach vun der Caritas, well - ech zitieren - „...dies nur Sozialabbau bedeuten kann“. Erëm d'Logik vun der sozialer Selektioun, wéi fréier, amplaz universelle Rechter mat all deem, wat déi Selektioun mat sech bréngt: Stigmatisierung, Humiliatioun, Kontroll a Spaltung vun der Gesellschaft.

Dee Moosnamepak vun der Regierung, deen ass net méi gradesou grausam wéi deen alleréischten, an dach, wann een d'Gesamtrechnung mécht, da muss ee feststellen, e geet zum groussen Deel op d'Käschte vum Salarat, also op d'Käschte vun deene Leit, déi fir Loun a Gehalt schaffe respektiv geschafft hunn.

De Rentenajustement gëtt opgespléckt, wuelverstanen och fir déi kleng Renten; d'Kannergeld net méi ab 21 Joer, 40 Milliounen agespuert - an ech hu bis elo och nach ëmmer interpretéiert -, haaptsächlech op d'Käschte vun de Frontalieren. A wann dat esou ass, da soen ech: Et ass inakzeptabel, dass mer op déi Aart a Weis een Deel vum Salarat géint deenen aneren ausspillen, an déi Leit, ouni déi eis Wirtschaft iwwerhaupt net kéint funktionéieren, quasi bestrofen.

Dee bëllegen Akt, och dat ass eng spannend Geschicht. Mat dem Gesetz vun 2002 ass deen, esou wéi en elo besteet, agefouert ginn. An dat ass deemools als e groussen Erfolleg gefeiert ginn, well de Steierkredit beim Kaf vun engem Haus nom Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz an net no der sozialer Selektivitéit geregelt ginn ass. Ech géif Iech roden, den Exposé des motifs vun deem Gesetz vun 2002 emol nach eng Kéier nozulesen, well da stellt Der fest, dass Der elo déi Logik vun deemools erëm ëmdréint.

Wat d'Halbéierung vun der Kilometerpauschal deenen eenzelne Salarie wäert kaschten, dat wäert en nach mat Erstaune feststellen, jee nodeem, wou e schafft respektiv wou e wunnt.

An dann, Nullronn beim Stat. Ech muss einfach präzisieren, dat betrëfft jo net nëmmen déi éischt Ministerialbeamten, dat betrëfft och de Redakter, den Expeditionnaire, den Employé bei Stat a Gemengenaarbechter, an indirekt wahrscheinlech och de gesamte parastaatleche

Secteur, an d'Leit am Sozial- a Gesondheetswesen. A mir wëssen och, well mir sinn awer net naiv, eng Nullronn beim Stat ass selbstverständlech och e Signal fir eng Nullronn am Privatsektor.

Zu de Recetten an Ärem Pak. D'Erhéijung vun der Solidaritéitssteuer bei de Privatpersoune bréngt 40 Milliounen Euro, bei de Betriber 12 Milliounen Euro. Déi Solidaritéitssteuer ass awer op d'mannst un d'Progressivitéit gebonnen; déi nei Krisesteier, dann awer, wann ech richtig verstane hunn, net. Zwar ass de Mindestloun ausgeklammert, awer doriwwer eraus bezilt da jiddwereen op all Revenu deeseweichte Prozentsaz, nämlech 0,8%. An dat heescht wéi bei all Proportionalsteuer, dass déi niddreg Revenuen, ausser dem Mindestloun, iwwert dem Mindestloun relativ méi staark belaascht gi wéi déi méi héich.

Beim Congé parental heescht et, et soll evaluéiert ginn, wéi eng Auswierkungen en op den Emploi hätt, also op d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen. Ech muss Iech awer drun erënneren, dass de Congé parental net agefouert ginn ass, fir Aarbechtsplazen ze schafen, quitte dass dat e Beschäftigungspoliteschen Nieweneffekt gehat hätt, mä de Congé parental, opgrond och vun enger europäescher Direktiv, déi ganz explizit ass, ass agefouert ginn, fir Familljeliewen a Beruff matenaner kënnen ze vereinbaren. An do weess ech net, wat do ze evaluéiere wär.

Well da jo offensichtlech d'Fro vum Index net definitiv vum Dësch ass, an och fir op eng ganz Rei vu schiften Aussoen an deene leschte Wochen ze reagieren, also nach eng Kéier kuerz drop zréck. Eng Indexupassung - dat schéngt awer och net jiddwereen verstanen ze hunn - ass keng Lounerhéijung. Et ass och keen Ëmverdeelungsinstrument, an et soll och keent ginn. Den Index garantéiert just, dass déi nominal an déi real Léin a Pensiounen net ausenanerdriften, oder méi einfach ausgedréckt, dass d'Präisentwicklung net zu enger Reduktioun vun de reale Léin a Pensioune féiert an also d'Kafkraaft erhale bleift.

An dann dee berühmte sozialen Index. Ech muss Iech soen, ech hunn zënter laangem keng méi esou eng zynesch Expressioun gehéiert wéi déi. Haut maache mer - dat ass awer hei och schon ugedeit ginn - de sozialen Index bei zweemol de Mindestloun, an zwee Joer maache mer nach méi e sozialen Index bei eemol dem Mindestloun an a véier Joer maache mer dann deen allersozialsten Index: Dee kritt een dann um Sozialamt.

Haut spillt een op eng onverantwortlech Aart a Weis een Deel vum Salarat géint deenen aneren aus, fir da muer d'Indexupassung ganz ofzeschaffen, genausou wéi d'Patronat et gären hätt.

Eng Manipulatioun vum Index, a wéi enger Form och ëmmer, ass ëmmer eng Kierzung vu Léin, Gehälter a Pensiounen, also vu Revenuen aus der Aarbecht. All aner Revenuen, virun allem Revenuen aus dem Kapital, sinn natierlech dobäi komplett ausgeklammert. A wouhinnet geet dat Geld, wat duerch esou Lounkierzungen a wéi enger Form och ëmmer gespuert gëtt? E beachtlechen Deel vun där Aspuerung fléisst an de Benefiss vu grouse Betriber a Konzern, fléisst an d'Dividendé vun den Aktionären, dréit erëm zur Accumulatioun vu monetärem Räichtum bäi, a wuel och erëm dofir zu monetäre Spekulationen.

Ech si mat dem Här Lux d'accord, dass Steierpolitik - an net Index - en Ëmverteilungsinstrument muss sinn. An op dee Verglach tëschent deene 500 Euro d'Joer fir déi eng an deene 500 Joer Euro de Mount fir déi aner, dee Verglach vum Premier, ass meng Äntwert: E gudden Deel vun där méi héijer Indexranche soll iwwert d'progressiv Steier erëm an d'Solidaritéit eriwwegehol ginn.

Déi Progressivitéit vun der Steier, déi ass awer an deene leschte Jore massiv ofgebaut ginn; de Spätzesteiersaz zum Beispill vu 56% op 38%. A wa mer en dann elo op 39% erhéijen, da ka kee behaupten, mer hätten elo e grouse Schrëtt a Richtung vu méi Progressivitéit gemaach.

An da kommen ech zu där berühmter Kompetitivitéit, déi och beim Premier senger Ried eng relativ grouss Roll gespillt huet an an där ganzer Diskussioun iwwer Index a Sozialstat, an esou weider, jo ëm-

mer an de Vierdergrond geréckelt gëtt.

Däerf ech lech einfach emol drun erënnere, datt d'sozial Gerechtheit nach ëmmer géint d'Argument vun der Kompetitivitéit huet missen duerchgesat ginn? Vum Verbuert vun der Kannerarbecht iwwert de Kënnegungsschutz bis zum Mindestloun huet ëmmer misse géint d'Argument vun der Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber gestridde ginn.

Wann d'Union des entreprises eng Bibliothék huet, dann huelen ech un, dass do och d'Gesamtwierk vum Adam Smith dra steet, well dat ass jo ee vun den Haupttheoretiker vun der moderner liberaler Economie. Zitat vum Adam Smith virun 200 Joer - ech hu mer erlaabt, et op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen -: „Eis englesch Commerçantë kloen oft iwwert den Niveau vun de Léin an hirem Land a si erklären, datt si dofir Schwierigkeiten hätten, hir Wueren zu kompetitive Präisser am Ausland ze verkafen. Mä si schweigen iwwer hir eegen héich Benefisser. An a ville Fäll droen héich Benefisser vun Kapital méi zu héije Präisser vun de Wueren bäi wéi exorbitant Salären.“ Dat war den Adam Smith.

D'Salariatschamber huet an deene leschte Méint eng Rei vun Analyse virgeluecht, aus deenen ervirgeet, wéi et a Wierklechkeet hei zu Lëtzebuerg mat der Kompetitivitéit a mat der Verdeelung vun Rächtum steet.

Éischtens, den Undeel vun de Léin un dem gesamte Rächtum hält hei, wéi bal iwwerall an der Welt, systematesch of, an dee vun de Benefisser hält systematesch zou.

Zweetens - an da bieden ech lech ze kucken; hoffentlech gesinn ech nach driwwer ...

(Hilarité)

...bei eis zu Lëtzebuerg ass d'Verdeelung tëschent dem Loun an dem Benefiss besonnesch krass. Dat do ass den internationale Verglach, an Dir gesitt, wou Lëtzebuerg ass. Vun 100 Euro geschafene Wäert kréien hei zu Lëtzebuerg d'Salariéen, duerchschnëttlech wuelverstanen, 46 Euro, an un d'Kapital ginn der 54. Bei eisen Nopeschläner ass et ëmgedréint. Do ass et an der Regel 60% ongeféier an d'Léin a 40% an d'Benefisser.

An dat gëllt, dat muss ee preziséieren, dann hei zu Lëtzebuerg net nëmme fir de Finanzsektor, sondern fir all ekonomesch Secteuren, ausser zwee an där doter Proportion: Horesca a Bau. An dat si jo awer déi Secteuren, déi net am meeschten der internationaler Konkurrenz ausgesat sinn.

Drëtters, vun deene relativ héijen, am internationale Verglach, Benefisser, geet dann awer e relativ klengen Deel an d'Investitiounen, nämlech nëmme 42%. Och dat ass d'äitlech manner wéi an allen anere vergläichbare Länner an der Europäescher Unioun. An Däitschland zum Beispill, Frankräich, Belsch gi vun de Benefisser 60 bis 70% an Investitiounen, bei eis knapps iwwer 40.

Véiertens, d'Steieren, iwwert déi d'Betriber jo och kloen an déi se och zu engem Kompetitivitéitsproblem maachen. Et gëtt eng Etüd vun der Weltbank iwwert d'Belaaschtung vun de Betriber duerch Prélèvementen. Déi gëtt elo zënter e puer Joer all Joer nei publizéiert. Ech bezéie mech op déi vun 2010 an aus där kënn och des Tabell, déi awer vläicht deen een oder deen aneren iwwerrasche wäert.

Also, no där Etüd sinn eis Prélèvementen op de Betriber - Lëtzebuerg - déi niddregst an der ganzer Europäescher Unioun, an zwar bei Wäitem. An déi Prélèvementen, dat sinn nach net haaptsächlech Steieren; well dee klengsten Undeel sinn déi eigentlech Steieren an dee gréissten Undeel sinn d'Sozialbeiträg.

Also, bei eis maachen déi Gesamtprelèvementen ronn 20% aus, an Däitschland 45%, an der Belsch 55%, a Frankräich 65%. Ech weess net, ob d'Weltbank sech do geiert huet. Also, ech muss lech éierlech soen, ech war selwer erstaunt. Mä wa se sech geiert hätt, da wäre mer natierlech frou, wa mer dat ganz prezis beluecht kréichen.

Wa se sech awer net geiert huet, da gesinn ech net, wéi sou sech hei zu Lëtzebuerg iergendee globale Kompetitivitéitsproblem géif stellen, weder wat d'Steieren betrëfft

nach wat d'Léin betrëfft. An da soen ech: Am Contraire, do ass awer nach räichlech Spillraum, och ouni eis Kompetitivitéit ze verléieren, souwuel am Sënn vu bessere Léin, wéi och am Sënn vun enger méi gerechter Kontributioun an d'Statsfinanzen.

Also, héich Benefisser, relativ wéineg Investissementen, wéineg Steieren, also héich privat Beräicherung. Selbstverständlech verstoppe sech hannert deem pauschale Bild ganz differenziéiert Situatiounen an net nëmme déi vum Bäcker vun der Cap - well ech mengen, a Wierklechkeet ass de Bäcker gemengt -, sondern ganz differenziéiert Situatiounen.

An ech weess och, dass déi Kleng- a Mëtzelhandwiersbetriber oder Geschäftsbetriber mat Schwierigkeiten ze kämpfen hunn, selbstverständlech, an net op d'Beräicherung aus sinn.

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. André Hoffmann (déi Léin).**- Selbstverständlech. Ech komme lues a sécher zum Schluss.

Ech mengen awer och, dass een deene Kleng- a Mëtzelbetriber net soll hëllefén op Käschte vun deene Leit, déi bei hinne schaffen, well dat de Kleng- a Mëtzelbetriber am Endeffekt selwer op d'Nues fällt a Form vu Verloscht vu Kafkraaft.

Un dem Helmut Schmidt sengem Théorème, d'Profitter vun haut wäeren d'Investissementen vu muer an d'Arbeitsplaz vum iwwermuer, mengen ech, gleeft kaum nach een. Mä gradesou falsch ass d'Postulat, Lounkierzungen a Sozialofbau vun haut géifen derzou bäidroen, de Chômage ofzebauen. An dorunner gleeft awer anscheinend nach deen een oder deen aneren.

An Däitschland gëtt et keen Index, kee Mindestloun an eng systematesch Lounsenkungspolitik an deene leschte Joren, an awer ass d'Arbeitslosigkeit méi héich wéi hei. An ähnlech Vergläicher kann ee mat anere Länner ustellen.

Ech dréinen d'Postulat also ëm: D'Léin vun haut, de Sozialstat vun haut, dat sinn och d'Arbeitsplaz vu muer.

(Les tableaux déposés peuvent être consultés auprès du secrétariat général.)

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech kommen net derlaanscht, en Artikel vun Code civil ze zitieren, den Artikel 229 vun Code civil, deen iwwert d'Cause du divorce schwätzt. En effet, den Artikel 229 vun Code civil seet: «Le divorce pourra être demandé pour cause d'excès, sévices ou injures graves d'un des conjoints envers l'autre, lorsque ces faits constituent une violation grave ou renouvelée des devoirs et obligations résultant du mariage et rendent intolérable le maintien de la vie conjugale.»

Wann een dat e bëssen op d'Situatioun vun haut extrapoléiert, da kéint ee sech jo d'Fro stellen, ob net: «Le divorce pourra être demandé pour cause d'excès, sévices ou injures graves d'un des conjoints envers l'autre, lorsque ces faits constituent une violation grave et renouvelée des devoirs et obligations résultant de l'accord de coalition...» - e besse wéi e Mariage - «...et rendent intolérable le maintien de la vie conjugale.» Ech weess, dat geet e bësse wäit. «De la vie politique» wier éischer adaptéiert.

Här President, Dir selwer sidd jo och Afekot, an et sinn der jo e puer heibannen, Dir wësst jo, wéi eng Scheedung ausgeet. Et ass näischt Flottes an et ass deier. An des Koalitioun gëtt de Bierger deier. Leider ass dat eng Situatioun, wou mer haut dra sinn an et kann een et net verneinen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Deeg ass ganz vill iwwer Kompetitivitéit geschwat ginn. A vill Leit stelle sech d'Fro: Wat ass eng Kompetitivitéit? Ëm wat geet d'Kompetitivitéit? Dowéinsterr sinn ech, well ech dat och ebe gäre maa-

chen, op Internet e bësse surfe gaangen a sinn deen een oder anere Site, Wikipedia, Google, Yahoo oder alles, e bësse kucke gaangen. Den Här Schiltz ass scho ganz oppgereegt.

Här President, an déi soe ganz kloer, wat d'Leit dobaussen héieren, den Här Schiltz, all drëtte Saz mat Kompetitivitéit beschreiben. Mä duerno, wann et drëms geet, fir zur Kompetitivitéit Mesuren ze huelen, weess op eng Kéier kee méi, wat den Här Schiltz domadder mengt, well mir waarden nach ëmmer op d'Mesuren, déi des Regierung fir d'Kompetitivitéit wëllt maachen.

(Interruption)

Wat heescht dann d'Kompetitivitéit? Kompetitivitéit heescht: «...est une notion économique qui s'applique à une entreprise, un secteur économique, ou un territoire, Elle désigne la capacité d'une telle entité à fournir et vendre durablement un ou plusieurs biens ou services marchands sur un marché donné en situation de concurrence. Ce terme est passé dans le langage courant avec une acception très large et quelque peu vague, pour évoquer la capacité à réussir économiquement dans un environnement concurrentiel, en innovant, en croissant», etc., etc.

(Interruption)

A si soen, dann ass och nach an där Definitioun: «Conséquences: Une faible compétitivité de l'économie d'un pays n'incitera pas les entreprises étrangères à placer des centres de production ou de recherche dans le pays. Par ailleurs, cette faible compétitivité fragilisera les entreprises nationales, leur faisant perdre des parts de marché par rapport aux concurrents étrangers. Et au final, ceci diminuera la production par travailleur et l'emploi total au sein du pays, et donc augmentera le taux de chômage.»

Fir déi, déi et nach net verstanen hunn: Et geet hei ëm viles!

(Brouhaha et hilarité)

Ech si frou, Här President, dass de Sujet nees am Zentrum vun der politescher Debatt ukomm ass. Endlech! Leider awer gëtt just driwwer geschwat an net gehandelt. Leider! Dat geet op wem seng Käschten? Dem Standuert Lëtzebuerg? Jo. Den Entrepreneuren? Jo. De Salariéen? Jo. De jonke Leit? Jo. Den zukünfte Generatiounen? Jo.

Ech muss dat heite soen: Wie sech net permanent mat deem Thema Kompetitivitéit beschäftigt, ass den Doudegriewer vun eisem Sozialstat. Wien d'Ae virun den ekonomeschen a finanzielle Realitéite verschléisst, deen akzeptéiert à long terme griichesche Verhältnissen. A wien esou mécht, wéi wann d'Arbeitslosigkeit him géif ganz uewe leien an awer net bereet ass, de wirtschaftleche Kader ze verbesseren, dee mécht Verrot un der Jugend an un den zukünfte Generatiounen.

Här President, et ass richtig: Den Index ass net deen eenzege Facteur, deen d'Kompetitivitéit vun eisem Land bestëmmt. Et ass awer e ganz wichtige Facteur. A wann et esou wier, wéi wann all déi aner Facteuren hei am Land an der Rei wieren, dann hätte mer vläicht eng aner Diskussioun ronderëm den Index. Et ass awer net esou, dass alles an der Rei ass.

All Experten hei am Land, an ech gi jo awer dovunner aus, dass déi Leit rechnen kënnen a wëssen, wouriwwer se schwätzen, vun der Banque centrale iwwert de Statec bis zum Observatoire de la compétitivité soen eis, dass Lëtzebuerg zënter Joren amgaangen ass, u Kompetitivitéit ze verléieren. Dat krute mer nach eng Kéier gëschter confirméiert. An dat aus zeg Ursachen eraus.

A wann den Här Krecké elo 65 Propositionen mécht, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, dann ass dat jo dee beschte Bewäis, dass mir e fatzege Problem hunn. Emsou méi deeselwechten Här Krecké jo am Dezember 2002 nëmme 21 Propositionen huet misse maachen, fir eise Standuert ze verbesseren. Et sinn also bei seng 21 Problemer vun deemools der 44 bäikomm an de leschte Joren!

De 66. Problem ass awer dee gréisste Problem, Här President, vun eiser Kompetitivitéit a vum Standuert Lëtzebuerg. An dat ass eis Regierung, déi sech op wesent-

leche Punkten einfach oneens ass. Si wëssen, dass mir e Problem um Niveau vu Kompetitivitéit hunn. Allerdéngs stellen ech fest, dass d'Konklusiounen vun CSV an LSAP opgrond vun där Situatioun sech d'äitlech vuneneen ënnerscheeden. Näischt ze maachen an deenen nächste Méint, ass fir d'CSV keng Optioun. Fir d'LSAP ass et allerdéngs méi wéi eng Optioun. Jo, no hirem Kongress souguer en „Must“. Fir d'CSV besteet haut schonn Handlungsbedarf. Fir d'LSAP besteet haut sécher emol keen Handlungsbedarf, vläicht muer oder am léifste guer keen.

De Paquet Tripartite gëtt erëm opgeschnürt, wann eng Indexregelung fonnt gëtt, seet d'CSV. De Paquet Tripartite ass fest, seet d'LSAP. D'CSV probéiert, d'LSAP ze splécken, andeems si den Här Krecké esou vill lueft a säi Courage op der Indexfront. D'LSAP probéiert, d'CSV ze splécken, andeems si dem Här Juncker seng Ausso luewen, dass et keng aner Koalitioun hei an deem Land am Moment ka ginn.

Kommt, mir sinn eis eens: Dat doten ass just Theater! A souguer eng Tragédie fir eist Land!

Bei deem, wat ech eleng gëschter héieren hunn, do hunn ech bal mengen Oueren net getraut, Här President. Den Här Lux, hunn ech festgestallt, ass net just Fraktiounschef vun der LSAP, mä ass och elo nach de perséinleche Pressesprecher vum Här Juncker ginn. Ech muss soen, et war schonn erstaunlech, wéi vill „Streicheinheiten“ den Här Juncker vum LSAP-Fraktiounschef krut. Wann dat alt unhält, Här Juncker!

Ech hunn dem Här Lux säin Discours awer gutt nogelauschert. D'Wirtschaft ass keng Fin en soi. Dat stëmmt. Spueren dierf keen Dogma sinn. Selbstverständlech. 8.700 Leit hunn den RMG, bal 35.000 Leit verdéngen de Mindestloun, dausende vu Leit mussen an d'Grenzregioun lieue goen, well si keng Wunneng zu Lëtzebuerg sech leeschte kënnen.

Tatsächlech? Mä dat ass e Constat d'échec, Här President!

D'Kompetitivitéit soll net eleng un de Käschte vun der Arbeitsstonn festmaachen. Net eleng, awer och. Mir hu vill aner Trëmp, seet den Här Lux. Stabil Sozialbeiträg. Komesch dann, dass awer d'Belaaschtungen et fir d'Entrepreneuren eropginn an d'Cotisiounen fir d'Gesondheitskess och sollen eropgoen. Mat der Iwwerraschung, an dat wor jo awer ganz interessant gëscht, wéi den Här Bausch de Sujet relevéiert huet, dass am Fong den Här Bausch de Médiateur an deem Diverce hei tëschent dem Här Di Bartolomeo an dem Här Juncker muss sinn, fir ze informéieren, wat d'Regierung am Fong wëllt. Et wier gutt, wann des Regierung op jidde Fall an eng Richtung géif zéien, och an deene Froen.

Den Här Lux seet och, d'Reform vun der ADEM geet eleng net duer. Mir brauchen Arbeitsplazen, mir mussen Arbeitsplaz sécheren. Jo, do si mer eis och eens. An dat mécht ee virun allem, andeem een déi ënnerstézt, déi Arbeitsplaz schaffen. An dat sinn d'Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg. D'Reduzierung vun der Arbeitslosigkeit als éischt Zil kéint den Här Lux mat dräi Ausrufezeichen ënnerschreien. Mir och. Mä dofir brauche mer awer aner Rezepten.

Dës Zitater, Här President, aus dem Här Lux senger Ried beweisen zwou Saachen: De Constat d'échec ass gemaach ginn. An den Här Lux gëtt zou, dass et net esou ka weidergoen: ze vill Arbeitsloser, ze vill onsécher Arbeitsplazen.

Da stellen ech em awer d'Fro... Hien ass elo leider net do, oder? Neen. Mä da wollt ech em d'Fro stellen...

► **Une voix.**- Mir gi se weider.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Gitt Der em et weider? Okay, dann ass et gutt.

Da stellen ech em awer d'Fro, wéi en dann hei am Land sécher Arbeitsplaz schafft. Ech wier eng Kéier frou, eng Antwort ze kréien.

Wien ass dat dann? Et sinn eleng d'Entre-

prise, Här President! An déi am öffentleche Secteur ginn och indirekt vun Entrepreneuren an de Steiere vun de Leit hei am Land bezuelt. Wa mir déi Kou, déi mir ëmmer sträiche wëllen, net anstänneg fidderen, da gëtt si keng Mëllec méi. Virun där Realitéit verschlëssen den Här Lux an och d'LSAP d'Aen.

Schlämmer nach! Net nëmmen, dass si net anstänneg gefiddert gëtt, si gëtt och nach weider belaaucht! Jo, dëse Krisepaquet, Här President, setzt d'Belaauchtung vun den Entrepreneuren net erof, mä däitlech erop. Wann et dëser LSAP an dem Här Lux no-geet, da gëtt et an Zukunft nach schlëmmer. Well op Nofro vum Här Hoffmann huet den Här Lux och eng Diskussioun vun enger forfaitaire Besteuerung bei den Entrepreneuren ugekënnegt bezüchungsweis sech dozou bereet erkläert. Dat schlëit dem Faass de Buedem aus!

Ech maache mir - Här Lux, dass mir eis gutt verstinn - Suergen ëm déi vill Leit, déi bei deenen Entrepreneuren musse schaffen, déi Dir an Är Partei hei massiv belaaucht gitt an an Zukunft nach belaauchte wëllt. Mir brauchen eis net ze wonneren, wann duerch Är Politik hei an Zukunft nach manner jonk Leit eng Aarbecht fannen an nach méi Leit hir Aarbecht wäerte verléieren.

Är Politik ass fundamental onsozial an héichgradig geféierlech fir eist Land. Denkt ee Moment un all déi jonk Leit, déi elo nach an der Schoul, op der Uni oder an enger Ausbildung sinn a voller Hoffnung an d'Zukunft kucken! Ee Moment! An ech sinn iwwerzeugt, dass Dir munnech vun Äre Positionen iwwerdenkt.

Här President, ech hunn net nëmmen dem Här Lux nogelauschert, mä och dem Här Schiltz. Ech hat d'Hoffnung, dass déi Partei, déi sech selwer duerstelt, wéi wa se vill vun Ekonomien géif kennen, op jidde Fall Lektione gëtt, dass déi Partei géif konkret ginn, wann et ëm d'Kompetitivitéit géif goen. Aarbechtsplaz schafe wier Top-Prioritéit, seet den Här Schiltz. De Chômage klëmmt, sot den Här Schiltz. Eis Suerg ëm de Chômage muss all Dag am Mëttelpunkt stoen, sot den Här Schiltz. Den Engagement vum Eenzelnen a vun de Betriber wier gefuerdert, sot den Här Schiltz. D'CSV ass de Garant vum sozialen Ausgleich, sot den Här Schiltz. De Pak dréit net alles dozou bäi, fir eist Land méi kompetitiv ze maachen, sot den Här Schiltz.

Dat heite sinn alles Soe vun engem CSV-Vertrieeder, deen awer net egal wien ass. Den Här Schiltz ass de Fraktiounscheef hei an deem Haus vun där gréisster Fraktioun. Vun där Partei, déi 26 Sëtz vum Wieler kritt huet. Vun där Partei, déi eng besonnesch Verantwortung virum Land a senge Leit huet.

Ech hunn et beim Untrëtt vun dëser Regierung gesot: 26 Sëtz verfluchten! An dofir, Här President, kann ech net einfach esou akzeptéieren, dass déi gréisste Fraktioun hei am Parlament sech einfach esou mir näischt dir näischt aus der Verantwortung vis-à-vis vum Land schlächt an esou mécht, wéi wann d'LSAP si géif dorunner hënneren, déi Verantwortung ze iwwerhuelen. Dat ass en eenzege Skandal! A loosst mech lech eent soen: Är éischt Verantwortung läit vis-à-vis vum Land. Et ass net Är zweet, mä et ass Är éischt!

Här President, ech hunn a menger Ried zur Regierungserklärung deemools gesot, dass déi grouss Verléierer vun dëser CSV/LSAP-Koalitioun d'Mëttelschichten, déi jonk an déi kommend Generationen, Famillje mat Kanner an déi Kleng- a Mëttelentreprisé sinn. Ech muss leider soen, dass ech mat menger Aschätzung Recht hat. Wann ech gesinn, dass d'CSV net kann an d'LSAP net wëllt eppes op där Säit vun der Kompetitivitéit verbesseren, da weess een, dass et genau des Gruppen an de kommende Wochen a Méint am häerteste wäert treffen.

Ech muss awer och soen, dass d'Demokratesch Partei dat net einfach hinhuele wäert. Den Dissens an der Koalitioun, deen den Här Schiltz an den Här Lux gëschter nach emol androcksvoll ënnermauert hunn, dierf net op d'Käschte vun de Leit, hirer Famill an de Betriber hei zu Lëtze-

buerg goen. Spëtstens wann dat de Fall ass, ass den Zäitpunkt komm, wou eng Regierung zrëcktrëtt. Dat ass an allen Demokrationen op der Welt esou. A Lëtzebuerg soll an dierf keng Ausnahm sinn.

Dofir fuerdere mir lech op, entweder direkt hei an elo mat dëser Koalitioun opzehalen oder direkt hei an elo eng Motioun ze stëmmen, wou Dir Ärer Flicht vis-à-vis vum Land nokommt.

Här President, dofir déposiere mer och eng Motioun. Ech hu se am Moment eleng ënnerschriwwen. Ech ka mer virstellen, dass den Här Wolter an den Här Schiltz se jo och ënnerschreiwen, well se jo déi lescht Deeg esou dorop insistéiert hunn, dass mer net sollen Zäit verléieren, an ech och dem Här Schiltz gutt nogelauschert hunn, dass mer sollen iwwert den Index Furf be- kennen.

Mir wäerte se elo, ech soll zwar de leschte Riedner sinn, ech war extra dofir bei de President kucken, kann ech mer virstellen, dass elo dann d'Majoritéit wäert kucken, egal wéi se kann, en aneren Text ze déposieren, fir de Problem aus de Féiss ze kréien. Ech ka mer et virstellen. Mä ech mengen, wa se jo éierlech sinn a genuch politesche Courage hunn, da muss se jo zu där doter Furf bekennen. Et ka jo net sinn, dass een da kuckt, elo mat iergendengem Trick 77 dësen Text net ze stëmmen.

Et geet net, de Leit eppes ze versprechen an duerno sech net drun ze halen! Esou wéi mäi Parteipresident gëschter och, de Claude Meisch, et gesot huet: Ech hu Schwierigkeiten, wann een de Leit eppes seet an duerno, no de Wahlen, ass et eng ganz aner Saach.

Gëschter ass et schon zitéiert ginn, an ech muss et nach eng Kéier soen: Virun de Wahlen ass gesot ginn, an engem Artikel vum 6. Juni 2009 vum Här Juncker... Dat iwwert d'Steieren huet den Här Meisch lech scho gesot, Här Juncker. En huet scho gesot: „Steuererleichterungen wird es mit der CSV vorerst keine geben, weil in den nächsten zwei, drei Jahren eine Anpassung des Steuertarifs an die Inflation nicht denkbar ist. Dadurch würden das Staatsdefizit vergrößert und der Schuldenstand anwachsen, was zu Lasten der jungen Generationen ginge.“ Si mer ganz averstannen. „Die CSV hat aber auch nicht die Absicht, die Steuerlast zu erhöhen. All das heißt auch nicht, dass punktuelle Steuererleichterungen nicht denkbar sind.“

Ech weess, dass mäi Parteipresident scho gëschter dat zitéiert huet. Mä et deet esou gutt, sech drun ze erënneren, wat den Dag virun de Wahlen e Spëtzekandidat vun där gréisster Partei hei, déi déi meeschte Sëtz huet, gesot huet.

Datselwech elo iwwert d'Kannergeld. Erënnert lech nach iwwert d'Kannergeld vu virun de Wahlen! An et huet scho jiddwereen et gesot. Den Här Biltgen huet gëschter gesot, dat wier alles falsch, mir hätten alles falsch verstanen.

Ech muss och dem Här Gibéryen senger Fro mech uschlëssen a froen: Wou kommen dann déi 40 Milliounen hier? Wann et net bei de Frontalieren ass, wou Der se wëllt...

Hei, Här President, d'Motioun!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la compétitivité de l'économie luxembourgeoise est à la fois le garant d'emplois stables, un instrument important pour maintenir, voire augmenter le niveau de vie de la population ainsi qu'une condition nécessaire pour assurer des recettes budgétaires suffisantes et pérennes;

- notant que le système de l'indexation automatique des traitements et salaires respectivement l'évolution du coût salarial ont une très grande influence sur la compétitivité de l'économie;

- relevant que depuis des années l'économie luxembourgeoise est en perte de vitesse par rapport à ses concurrents directs;

- considérant les différents documents remis aux participants de la tripartite relatant la perte de compétitivité de notre économie;

- attirant notamment dans ce contexte l'attention sur le bulletin 2010/1 de la Banque centrale luxembourgeoise et plus particulièrement

sur le chapitre «Contribution de la BCL en vue de la réunion du Comité de Coordination Tripartite» renseignant sur les indicateurs clés de la compétitivité;

- renvoyant par ailleurs au Tableau de Bord «Compétitivité» de l'Observatoire de la compétitivité du Grand-Duché de Luxembourg;

- souscrivant aux objectifs énoncés dans les «propositions d'ordre général du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale, en vue du Comité de Coordination Tripartite» «[d']assurer, maintenir, développer et commercialiser la compétitivité et l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et les nouveaux investisseurs potentiels (étrangers ou locaux)...»;

- rappelant la mission reçue par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur par le Premier Ministre, Ministre d'État lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays en date du 5 mai 2010, à savoir:

„An dofir muss mer eis a Saache Kompetitivitétsmoossung ëmmoduléiert Instrumenter ginn, Parametere, déi ee vun Ufank vun der Währungsunion bis haut kann actionnéieren, fir eis Situation, virun allem eis Situation par rapport zu eisen dräi Haapthandelspartneren Däitschland, Frankräich an der Belsch, kënnen ze vergläichen.

De Wirtschaftsminister wäert déi Parametere virschloen, a wann hir Applikation weist, dass mer aus dem Tratt gerode sinn, da muss mer virum Enn vum Joer Léisunge fannen.“;

- notant que toutes les données sont d'ores et déjà connues et que le constat d'une dégradation de la compétitivité de notre économie est unanime et que les objectifs proposés au Comité de Coordination Tripartite par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ne pourront pas être atteints et rendront la situation encore plus préoccupante si l'on ne prend pas dès maintenant les mesures qui s'imposent;

- considérant que l'évolution des prix pétroliers a un impact majeur voire déterminant sur l'échelle mobile des salaires;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les plus brefs délais un projet de loi portant réforme du système de l'indexation automatique des salaires et traitements

- assurant à l'économie luxembourgeoise une compétitivité durable au niveau de l'évolution du coût salarial,

- n'allant pas au détriment des catégories de revenu inférieur,

- et respectant les préceptes d'une politique de développement durable et alternative à la dépendance pétrolière.

(s.) Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Lydie Polfer.

Wou wëllt Der se dann huelen? Ech sinn awer ganz gespaant, hei vun lech gewuer ze ginn, wat Är Position ass.

Ech zitieren och dann nach den Här Juncker an deem faméisen Artikel vum 6. Juni 2009: „Es gibt unterschiedliche Einkommensverhältnisse, aber die Menschen einzuteilen, ist für mich unannehmbar. Dies führt dazu, dass man die Menschen in Luxemburg noch weiter dividieren will, z. B. die Landeseinwohner und die Grenzgänger unterschiedlich behandelt beim Kindergeld, so wie es die DP vorschlägt. Dies führt zu einer nächsten Division der Bevölkerung beim von der DP angedachten Wohngeld.“

Erkläert mir, wat elo den Ënnerschied ass mat Är Proposition, fir ab 21 Joer de Frontalierkanner kee Kannergeld méi ze ginn? Do komme jo déi 40 Milliounen hin.

Ech hunn déi Hypokrisie einfach net gären, Här President. Ech muss lech soen, als jonke Politiker gleeft een nach, dass d'Politik...

(Brouhaha)

Oh, ech sinn elo vläicht, ech, also ech gehieren nach...

(Brouhaha général)

Ech si vläicht, ech sinn net méi dee Jéngsten heibannen, ech muss dat zouginn.

(Hilarité)

D'Claudia Dall'Agnol an den Här Scheuer sinn haut déi Jéngst heibannen. Mä ech hoffen, dass si an där kuerzer Zäit, virun

allem vum Här Scheuer, déi puer Méint, wou en hei ass, seng Hoffnungen an d'Politik net scho futsch sinn, wann e gesäit, wat eng Partei virun de Wahle verspricht, domadder 26 Sëtz kritt an duerno de Contraire mécht. Do weess net den Här Scheuer, wéi een dann eng Campagne soll maachen. Ech a senger Plaz an deem Alter géif mer vill Froe stellen iwwert d'Kredibilitéit vun dëser Koalitioun. An, Här Scheuer, wann Der lech schlecht spiert, kënnst Der roueg mat eis diskutiere kommen.

(Brouhaha)

Här President, ech hoffen op jidde Fall, dass déi Motioun, déi ech hei déposiert hunn, eng breet Zoustëmmung hei am Haus wäert fannen. An ech hoffen, dass se zum Vote kënnst. An ech akzeptieren net, dass elo, well ech sollt jo dee leschte Riedner sinn, mä ech ka mer virstellen, dass elo ee vun der Majoritéit, den Här Schiltz oder den Här Lux kënnst, hei mir hunn eis, mir wëllen eis nach aschreiwene, fir eng Motioun ze déposieren, well se eis net wëllen akzeptieren, well se net Furf wëlle bekennen! Well se de Leit d'lescht Woch e Cinéma gemaach hunn, wéi wichteg dee Punkt ass, a wann et hei drëms geet, an deem heiten Haus Furf ze bekennen, kee Courage méi hunn, kee Courage méi hunn, fir dat unzekerken, well se einfach net wëllen de Problem elo!

Wat ass den Ënnerschied vun haut an a sechs Méint? D'Kompetitivitéit, den Här Statsminister huet et gesot, ass scho Joren an Décroissance, a mir muss scho Joren intervenieren. Et schéngt an dëser Majoritéit awer net méiglech ze sinn.

Ech muss lech soen, Här President, d'Demokratesch Partei wäert op alle Fall weider derfir kämpfen, dass mir an dësem Land weiderkommen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou, ech soen dem Här Bettel Merci. Elo huet sech nach den Här Jean-Louis Schiltz agedroen.

► **Une voix.**- Aaahhh!!!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Gesitt Der! Ech hat eng gutt Nues, Här President. Kënnst elo de Wischiwaschi?

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Dat ass déi traureg Realitéit.

► **Une autre voix.**- Dat ass wouer.

(Hilarité)

Do hutt Der Recht.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun de Majoritéitsparteien hei eng Motioun deposieren...

(Hilarité)

...déi sech fir d'Éischt referéiert selbstverständlech op d'Deklaratioun vum Premier, déi sech fir d'Zweet referéiert op dee Pak, dee mer nennen „Budgetsanéierungspak“ oder „Consolidation des finances publiques“ op Franséisch, dee sech aschreift an dat, wat am Januar gemellt ginn ass op Bréssel am Kader vun der Aktualisatioun vum Stabilitéitspakt.

Eng Motioun, déi sech referéiert op de Fait, datt déi Mesuren, déi an deem Zusammenhang proposéiert gi sinn, d'Joren 2011 an 2012 couvriieren, an datt duerno eng Evaluatioun virgeholl gëtt respektiv virum Oflafen eng Evaluatioun virgeholl gëtt.

Eng Motioun, déi sech och referéiert op all déi Mesuren, déi proposéiert gi si vu Säite vun der Regierung, wat de Kampf géint de Chômage ubelaangt an eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik.

Eng Motioun, déi sech och op déi Mesurë referéiert, déi vun der Regierung am Kader vun der Tripartite proposéiert gi sinn, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Economie ze verbesseren, am Volleksmond genannt: déi 65 Propositionen.

Eng Motioun, déi sech och am Beräich vum Index op dat referéiert, wat am Koalitiounsaccord steet, nämlech, datt déi Indicateuren, déi am Gesetz vun 1985 stinn, ze iwwerschaffe sinn.

Ech ginn net op all déi Punkten an. Dir kennt, Dir wësst, wat am Pak vun der Regierung steet, wat d'Konsolidatioun vun den öffentliche Finanzen ubelaangt. Dir wësst, wat déi Mesurë sinn, déi proposéiert gi si vu Säite vun der Regierung am Beräich Chômage an aktiver Aarbechtsmaartpolitik. Dir wësst, wat déi Mesurë sinn, déi proposéiert gi sinn, wat d'Kompetitivitéit an de Renforcement vum Tissu économique ubelaangt. Dir wësst, wat am Koalitionsaccord steet zum Reglement vun 1985.

Déi Motioun referéiert sech och op de Fait, datt d'Regierung den Dialog mat de Sozialpartner wëllt relancéieren. Déi Motioun begrësst dat, seet awer zur gläicher Zäit, seet och zur gläicher Zäit oder mécht zur gläicher Zäit op d'Nécessitéit opmierksam, fir schnell ze agéieren.

Opgrond vun all deenen Elementer, déi ech lech elo opgezielt hunn, invitéiert dofir déi Motioun d'Regierung, de Koalitionsprogramm „selon les lignes décrites aux considérants de la motion“, dat heescht „selon les lignes“, déi ech elo exposéiert hunn, hei ëmzesetzen an d'Chamber un deenen Aarbechten ze bedeelegen.

Déi Motioun hei huet fënnf Ënnerschrëften, contrairement zu där vu virdrun.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration sur l'état de la nation présentée par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État le 5 mai 2010;

- considérant que le paquet de mesures de consolidation des finances publiques présenté à cette occasion s'inscrit dans les objectifs d'assainissement des finances publiques, établis à l'horizon 2014 conformément à la 11e actualisation du programme de stabilité et de croissance;

- considérant que le paquet de mesures proposé couvre les années 2011 et 2012 et qu'une évaluation des mesures est prévue avant la fin de l'année 2012;

- estimant que les efforts financiers à consentir sont répartis de façon socialement équitable;

- considérant les mesures proposées en vue de lutter contre le chômage et de mettre en œuvre une politique active de l'emploi;

- considérant les mesures proposées en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et de renforcer le tissu économique du Luxembourg;

- considérant que les indicateurs économiques renseignés dans le règlement grand-ducal du 4 avril 1985, pris en application de l'article 21, paragraphe 6 de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi, seront remplacés par un Tableau de bord «Compétitivité», après consultation des partenaires sociaux représentés dans le Comité de Coordination Tripartite;

- saluant le fait que le Gouvernement entend relancer le dialogue avec les partenaires sociaux tout en insistant sur la nécessité d'agir rapidement;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre le programme de coalition selon les lignes décrites aux considérants de la présente motion;

- à associer la Chambre des Députés à ces travaux.

(s.) Jean-Louis Schiltz, Alex Bodry, Lucien Lux, Lucien Thiel, Lucien Weiler.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Schiltz. An elo hat nach gefrot de Minister François Biltgen, fir d'Wuert ze ergreifen. Den Här Minister Biltgen kritt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Also bei eis sinn och fënnf Ënnerschrëften. Mir sinn zu genuch.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech fir d'Éischt entschëllegen, dass ech mäin Temperament gëschter erëm net züglele konnt. Et wäert mer net méi geschéien, bis op d'mannst zum Enn vun dëser Sessioun.

(Hilarité générale)

De Ventil ass gebotzt. Ech entschëllege mech awer nach eng Kéier formell beim Här Meisch a virun allem och beim Chamberspräsident, deen nach gëschter Owend drënner gelidden huet, dass ech hei ondisziplinéiert war.

► **Plusieurs voix.**- Ooohh!!!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- En ass entschiedegt ginn.

(Interruptions et hilarité)

Ech wëll e puer Wuert soen zur Fonction publique. Ganz kuerz. Awer virun allem zu den Héichschulstudenten.

D'Fonction publique, do sinn effektiv zwou Verhandlungen amgaangen, wou ech hoffen, dass se och weidergefouert ginn. An ugefaange ginn, besser gesot. Déi eng ass déi iwwert d'Gehälterverhandlung proprement dite, wou den Accord salarial 2009 ofgelaf ass a wou een Element de Punktwäert ass. Ech sinn dem Premier dankbar, ech sinn awer och dem Lucien Lux dankbar, fir dass déi Impression elo emol zerstiëert gouf, déi um LSAP-Kongress opkoum, elo géif vun uewen erof e Gesetz diktéieren. Mir verhandelen.

Ech hunn awer festgestallt, dass 59 Deputéierten der Meenung sinn, dass ee soll eng Nullronn dréien. Dat allerdéngs a Verhandlungen. Well Gehälteraccord ass net nëmme Punktwäert, mä Gehälteraccord ass och d'Fro: Mécht een deen op ee Joer, zwee Joer oder fënnf Joer? Meeschtens gi se net op fënnf Joer gemaach, d'Gehälteraccorden. An et kommen dann ëmmer erëm nei Gehälteraccorden.

Déi zweet Verhandlung ass déi iwwert d'Gehälterreform, wou mer effektiv wëlle bei der Struktur vun de Gehälter beim Stat ewechkomme vun 1963, wou d'Basiskompetenzen am Basisdiplom louchen, wou et duergaangen ass, e Basisdiplom ze hunn, Passageexamen, Premièresexamen, Unisexamen an dann duerno konnt mat der Anciennetéit an der Experienz an hierarchesch weidergoe beim Stat. Dat geet haut net méi an enger moderner Fonction publique.

Mir müssen also do erëm un den Dësch kommen. D'CGFP huet wuel d'Dier zouge-maach. D'Oktavie Modert an ech - vu dass et jo eise Büro ass -, mir hunn déi Dier alt erëm opgemaach a mir wäerten och kucken, d'CGFP erëm eng Kéier ze invitéieren.

D'CGFP muss natierlech d'accord sinn, iwwert déi dräi wesentlech Punkte mat eis ze diskutéieren. Dräi wesentlech Punkten - et sinn der 60, mengen ech, déi mer wëllen diskutéieren -, mä dräi wesentlech Punkten, déi bossegerweis viru kuerzem ee vun eise fréiere Kollegen hei an der Chamber, de Gusty Graas, resuméiert huet, wou en - ouni eis Recht ze ginn - awer gesot huet, et wär der Méi wäert, fir driwwer ze diskutéieren. En huet zwar do eng Äntwert kritt vun enger Ënnerorganisation vun der CGFP, en hätt net Recht.

Mä ech wëll déi dräi Punkte soen, dat sinn: d'Ufanksgehälter. Wann een haut vun der Uni kënnt - ech kommen op d'Unistudenten zréck - an et geet ee bei de Stat, fänkt ee mat 5.563 Euro brutto un. Dat huet een net, wann ee bei de Privatsektor geet. Mir gesinn allerdéngs net - wéi d'Patronat - d'Ufanksgehälter als eenzel Moosnam, mä mir gesinn dat am Kader vun engem Pak. Et sinn net d'Ufanksgehälter, déi mir wëllen eleng kucken, mä mir wëllen et an engem gesamte Pak kucken.

Ech muss och soen, dass de Fait, dass deen Dag, wou d'CGFP zusemmekomme, dass dunn d'UEL gesot huet, d'Ufanksgehälter misste gekierzt ginn, dat huet och näischt zur Klimaverbesserung bei der CGFP bäigedroen, esou dass mer hoffen, dass och elo e bësse méi Rou do ass.

Den zweete Punkt ass deen, dass mer net méi kënnen beim Stat no der Anciennetéit evoluéieren. Mir müssen no Leeschtung an no Verantwortung evoluéieren. Dat kann ee maachen ouni Appréciationssystem. Dann ass allerdéngs d'Gefor do, ënnerschwellig op d'mannst, dass et géif à la tête du client goen. Dofir hu mer versicht, en uerdentlechen Appréciationssystem

auszeschaffen, iwwert dee mer natierlech müssen diskutéieren.

Den drëtte Punkt ass d'Bachelorcarrière beim Stat, wou d'CGFP seet: „Dat ass keng Saach vun der CGFP, dat ass eng vun den eenzelen Ënnerorganisationen.“ Mir gesinn dat aneschtens. Dat ass eng strukturell Moosnam a wann een déi wëllt maachen, bedeit dat och eppes fir déi ganz Gehälterstruktur.

Dat zur Fonction publique. Also mir hoffen, d'Octavie Modert an ech, dass mer op deenen zwee Punkten eis kënnen mat der CGFP zesummesetzen. Et wär besser, mir géifen dat ausnégociéieren, wéi mer missten hei an d'Chamber kommen an da konkret Moosname mat lech diskutéieren. Dat ass dat, wat mer musse maachen, wa mer net eens ginn. Mä mir hoffen, dass mer erëm eng Kéier frësch un de Verhandlungsdësch kommen. Eis Dier steet op alle Fall op.

Den zweete Punkt, deen hei diskutéiert gouf, dat ass dee vun den Héichschulstudenten. An de Punkt ass jo - dat erkläert vläicht och e bësselchen, dass ech...

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Selbstverständlech.

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, stellt Är Fro.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmoos Merci, Här President. Här Minister, ech wollt lech d'Fro stellen iwwert d'Bewäertungen an der Fonction publique. Mir gesinn dat am Ausland, wou esou Systemer existéieren, do hunn awer d'Beamten d'Méiglechkeet, e Geriicht unzerufen - wéi an Däitschland zum Beispill -, wa se net zefridde si mat der Appréciation. Hei ass awer eng Kommissioun, déi soll aberuff ginn. Dat stärkt éischter eis Iwwerzeugung, datt dat doten eng Saach ass, déi no der Parteikaart geet, déi Bewäertungen. Firwat hutt Der dann net an Äre Propositionen déi Méiglechkeet virgesinn, datt déi Beamten, déi sech ongerecht behandelt fillen, kënnen virun e Geriicht goen?

Merci.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Dozou dräi Äntwerten, also zesummen Äntwertelementer.

Éischtens: An eisem System ass virgesinn, dass de Minister, de politesche Pouvoir, iwwerhaupt näischt dran ze soen huet. Mir wëllen de Minister total eraushalen.

Zweetens: Mir hunn en Dräistufensystem. Et fänkt u mat enger Autoappréciation vun Beamten, da kënnt de Supérieur hiérarchique an da kënnt als Schlichtungsorgan eng Kommissioun, déi vun engem professionelle Médiateur presidéiert gëtt - e professionelle Médiateur - a wou och d'Gewerkschaft zum Beispill drasëtz.

Dann ass et esou, Här Kartheiser, dass an eisem administrative Recht och esou eng Décision eng „Décision faisant grief“ ass, wou selbstverständlech e Recours en annulation beim Tribunal administratif besteet. Dat also zu där dote Fro.

Ech kommen dann zréck op d'Héichschulstudenten. Well dat, wat mech och zu menger klenger Opregung gefouert huet, ass eben, dass mer müssen zu engem Paradigmewissel kommen. An dass, wa mer en Héichschulstudent huelen, nottamment ee vun 21 Joer, dass dat kee Kand méi ass. Mir müssen ewechkommen, fir ze soen, eng Famill kritt Kannergeld fir en Erwuessenen. Mir müssen dem Erwuessenen, dem jonken Erwuessenen en eegestänneg Recht schafen, fir kënnen Studien ze maachen, onofhängeg dovun, ob seng Famill kann oder wëllt en ënnerstëtzen. Dat ass de Paradigmewissel an deen huet dräi Komponenten, déi wichteg sinn.

Déi éischt ass emol déi, dass mer an Europa - Agenda 2020 - soen: Mir wëllen 10% nëmme Schoulofgänger ouni Diplom. Dat ass eppes, wou mer mam Mady Delvaux dauernd dru kämpfen, well wa mer vill Schoulofgänger hunn ouni Secondaireofschloss, da kréie mer och wéineg Leit, déi op de Supérieur ginn.

10% nëmme Leit ouni Schoulofschloss a 40% op d'mannst Héichschulofschloss: Zu Lëtzebuerg hu mer 39%. Allerdéngs hu mer déi 39% duerch d'Immigratioun an duerch d'Grenzgänger. Bei eis intern hu mer bei de Lëtzebuurger emol keng 30% a bei de portugisesche Matbierger emol keng 10%. An do musse mer eis Gedanken driwwer maachen, wéi mer déi doten Zuel eropkréien.

Zurzeit ass et zu Lëtzebuerg esou, dass 50% vun den nei geschafenen Aarbechtsplaze Bac+-Aarbechtsplaze sinn. Dat heescht, 40% wär e Minimum. Dat ass emol déi Erausforderung, déi mer hunn.

Dat Zweet ass: Dee System, dee mer haut hunn, dee klängt sozial gerecht, ass et awer net, well mer eis jonk Leit an eng Iwwerverschuldung driwwen, well d'Elteren tant soit peu verdéngen. Dat ass de Problem, dee mer haut hunn. Ech hunn e Bréif - dofir war ech eropkomm, ech hat awer dee falschen agepaakt, e läit doiwwer - kritt vun engem jonke Mënsch, deen huet mer dat geschriwwen, dee sot: „Ech hu misse mech iwwerverschellen. Elo sinn ech fäerdeg. Zweet Joer no de Studie muss een ufänken zréckzebezuelen, während zéng Joer. Ech muss da während zéng Joer zréckbezuelen. Ech hunn eng Pai als Héichschulabsolvent vun 2.300 Euro netto.“

Dat ass d'Realitéit haut. Déi eenzeg Plaz, wou een als Schoulofgänger a ganz Europa nach ganz gutt verdéngt am Ufank, dat ass beim Lëtzebuurger Stat. Soss gëtt et dat néierens méi an Europa. Mir müssen also och nach am Kapp hunn...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Biltgen, Dir hutt dat awer eréischt spët erkannt. Vill Leit woussten dat scho virdrun, dass et schwéier wär fir d'Jugend, mat deem System, wou mer elo hunn.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo, mä mir kämpfen am Héichschulministère zënter laangem mat där doten Iddi. Et ass eng, déi mer a Bologna dauernd ervirhiewen. Dofir brauche mer méi Suen. Mir brauchen an Zukunft am CEDIES ron 20 Millioune méi Suen. An déi kënnen mer elo dran asetzen. Dofir, wann ee gären en neie System mécht, brauch een och méi Suen.

Sou, also nach eng Kéier, de Problem ass, dee jonke Mënsch schreift mer: „Ech hunn 2.300 Euro. Ech muss elo nach doheim bei den Eltere wunnen an ech muss zréckbezuelen.“ Dat ass d'Realitéit an dat bréngt eis dann dozou, fir dat ze maachen, wat zënter Joren am Bologna-Prozess d'europäesch Héichschulassociatiounen - also vun de Studenten - froen: dass ee muss e Recht hunn, Héichschulstudie senger Wahl ze maachen, onofhängeg, ob d'Eltere kënnen oder wëlle bezuelen.

Dat féiere mer elo an, an deem Sënn, dass mer all Héichschulstudent, dee vu Lëtzebuerg kënnt... - gläich senger Nationalitéit, mä e residéiert hei -, dass deen d'Recht kritt op 6.000 Euro Bourse plus 6.000 Euro zréckzebezuulene Prêt mat 2%. Dobäi kommen dann nach bis 3.700 Euro Aschreibungskäschten.

Domadder leie mer net total un der Spëtz an Europa. An der Schwäiz kann ee méi wäit goen. Mä mir sinn awer eent vun deene wéinege Länner, wou et e Recht ass. An de skandinavesche Länner iwwerengs ass et och e Recht. An Holland ass et och e Recht. Mir sinn awer och eent vun deene wéinege Länner an Europa - där gëtt et der nach manner -, wou déi Aide portabel ass. A Frankräich, an Däitschland an an der Belsch muss - ofgesi vun der däitschsproocheger Gemeinschaft an der Belsch - Dir dann och an eng franséisch, belsch oder däitsch Héichschul goen. Mir kënnen och an Zukunft iwwerall higoen, an och dat ass e wichteg Element, dass mer dat bäibehalen.

Mir schafen also e Recht fir e jonke Mënsch. Elo maache mer dat bei 21 Joer. Woufir bei 21 Joer? Et wär nämlech méi lo-gesch gewiescht 18 Joer, well 20% vun den Héichschulstudenten, déi mer hunn,



hu manner wéi 21 Joer. Et gëtt also och nach eng kleng Komplikatioun technischer Natur, well mer elo mat 21 Joer ufänken.

Woufir hu mer virun e puer Méint zu Seneng gesot, et ass 21 Joer? Ma well mer dovunner ausgaange sinn, dass déi meescht Leit mat de Secondaireschoule fäerdeg wärem mat 21 Joer. Elo hu mer awer festgestallt, et gëtt der eng Partie, déi net fäerdeg sinn. Dat sinn och verschidde Kategorien. Do sinn zum Beispill d'Infirmiëren dobäi. Déi kréien deemnächst e BTS. Dee Moment sinn et Héichschoulstudentinnen a -studenten, an déi kënne mer dann ënnerstëtzen.

Et sinn der awer och ganz vill derbäi, déi fléien doheem eraus. De Moie war e ganz interessante Reportage op RTL Radio iwwert déi dote Kategorie vu Leit. Dofir denken d'Schoulministesch an den Héichschoulminister no iwwer e System - dass een och do géif ewechkomme vun engem Kannergeld, wat een den Eltere gëtt, der Famill gëtt - vun eegestännege Rechter.

Well da kënnt nämlech nach eppes derbäi. Et muss ee jo och eng Verantwortung hunn: Et gëtt der an de Schoulen, déi redoubliëren, well se liddereg sinn. Et sinn der awer och, déi hunn ofgebrach, kommen zrëck an d'Schoul a wëllen eppes maachen a ginn net vun doheem ënnerstëtzt, och am Secondaire. A fir déi muss een dann och kucken, en ähnleche System - en ähnlechen - ze maachen, net tel quel en ähnleche wéi bei den Héichschoulstudenten. Do wäerte mer eis och zesummesetzen mat der Familljeministesch.

Voilà! Wat wëlle mer hunn? En onofhängegt Recht fir all Héichschoulstudent, net nëmme fir finanziell onofhängeg ze sinn, mä och am Kapp onofhängeg ze sinn, dass en och kann de Studium vu senger Wahl maachen, dass mer vun deem Paternalismus ewechkommen, dass mer Héichschoulstudenten als Kanner betruechten. Mir solle se als jonk Leit betruechten. Et ass eis Zukunft a mir mussen an eis Zukunft investéieren. Dat sinn déi jonk Leit an ech stinn dofir an. A jo, wéi huet de leschten Donneschdeg an der Escher Rockhal déi flottste Bom vun der Welt gesongen, d'Nena: „Irgendwo, irgendwann fängt irgengewie die Zukunft an.“

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Minister Biltgen. Den Här Gibéryen stellt nach gär eng Fro.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, mat de Grondiddien, wat den Här Minister elo gesot huet, ass jiddwereen heibannen averstanen, dass mer déi Jugendlech do sollen ënnerstëtzen. Mä d'Fro, déi mer gestallt hunn, dat ass déi, wéi déi 40 Milliounen, déi de Stat aspuert, sech zesummesetzen.

Déi si jo awer wahrscheinlech bei lech am Ministère gerechent ginn, da musst Der eis et och kënne soen. Wann d'Regierung seet „Mir spueren 40 Milliounen op deem Punkt.“, da wéisste mir gären, wéi déi 40 Milliounen gespuert ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Éischtens sinn déi net a mengem Ministère gerechent ginn. Déi 40 Milliounen kommen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An engem aneren?

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Neen, mä den Héichschoulministère huet gerechent, wat dee System elo kascht, dee mir maachen. Dat kascht 20 Milliounen méi.

Véier Milliounen kommen dohier, dass mer keng Primes d'encouragement méi ginn. Woufir keng Primes d'encouragement méi? Ma, well mer soen: E Student muss och responsabel sinn. Mir gesi vir, dass een de

Bachelor an entweder dräi plus eent oder véier plus eent Jore mécht, de Master an eent plus eent oder zwee plus eent mécht.

D'Prime d'encouragement huet fréier ee belount, nëmme well en an der normaler Zäit fäerdeg ginn ass. Mir mengen, wa mer en Héichschoulstudent als onofhängege Mënsch ugesinn, da solle mer deem...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass meng Fro net. Här Minister, wann Dir mer net kënnt soen, wéi Der déi 40 Milliounen kënnt aspieren, Dir kënnt mer awer vläicht soen, wien eis et da kéint soen.

(Interruption et hilarité)

► **M. le Président.**- Also, ech mengen, elo lauschtere mer emol dem Minister no. Här Minister, wann ech gelift.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Neen, mä wann ech gëschter den Här Meisch ënnerbrach hunn, da muss ech haut och akzeptéieren, dass den Här Gibéryen mech ënnerbrécht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Voilà!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech kommen och nach.

(Hilarité)

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ënnerbricht mech direkt, wann Der wëllt. Jo.

Also, ech wëll nach eng Kéier soen, dass mer an engem Paradigmewissel sinn, dass mer net méi Kannergeld ausbezuelen, mä Héichschoulstudenten ënnerstëtzen. Dat heescht ganz kloer, dass mir net d'Héichschoulënnerstëtzung vun de Frontaliershéichschoulstudente maachen, well déi hunn hir eegen Héichschoulënnerstëtzung.

A Frankräich kritt der 6.000 Euro de Mount. Mir ginn an Zukunft...

► **Une voix.**- 6.000 Euro de Mount?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- 6.000 Euro. Majo neen. 600 Euro de Mount,...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- ...dat mécht 7.200 Euro d'Joer, déi kuckt een natierlech allerdéngs och erëm gestaffelt. Mä a Frankräich kritt Dir Héichschoulstudiegeld an Dir kritt zu Lëtzebuerg Héichschoulstudiegeld. An dofir soe mer: Kommt, mir ënnerstëtzen net méi d'Familljen, mä mir ënnerstëtzen d'Studenten.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass nach ëmmer net meng Fro.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- An da kënne mer mat 21 Joer ophale Famillje Suen ze ginn, well se soi-disant Kanner hunn, mä mir ginn de Studente se. An da kritt selbstverständlech zu Lëtzebuerg kee méi Familljegeld, well e soi-disant e Kand huet, wat ënner 21 Joer kee Kand ass.

► **M. le Président.**- Här Minister, hei kommen...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- An an der Grenzregioun kritt och kee méi dat sougenannt Kannergeld. Mir bezuelen eis Héichschoulstudenten an d'Fransouse bezuelen hir Héichschoulstudenten. Dat ass de Punkt an et ass d'Äntwert op lech.

► **Une voix.**- Neen!

► **M. le Président.**- Här Minister, den Här Bettel an den Här Bausch stellen lech nach gär eng Fro. An nach den Här Wagner. Vläch awer déi Froen allegueren hannereneen, an dann äntwert de Minister

op déi dräi Froen. Fir d'éischt den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wéi gesot, den Här Biltgen huet eis elo, ech mengen, fir d'Drëtt erkläert, wéi hien et mengt. An elo hu mer awer erauskritt, dass déi 40 Milliounen dann awer bei de Frontaliere géife gespuert ginn.

Et muss ee sech souguer d'Fro stellen, wann e seet, dass et jo 20 Milliounen méi géif kaschten. Da sinn et net 40, mä souguer 60 Milliounen, déi jo dann iergendwéi missten erakommen. Oder Dir musst mer op jidde Fall erklären, wéi Der déi Zomm kënnt spueren.

An ech wollt just froen, ob dat da konform wär zum Engagement vun der CSV, déi gesot hunn, dass se d'Leit jo net wëlte splécken „zu einer Division der Bevölkerung bei dem von der DP angedachten Wohngeld“. Kommt Der net op dat eraus? Deelt Dir d'Meenung da vum Här Juncker? Dat wär net oninteressant, Här Biltgen.

► **M. le Président.**- Hei vläch och dem Här Bausch seng Fro, an dann dem Här Wagner seng. An dann äntwert de Minister op déi dräi Froen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Meng Fro ass och ganz einfach. Ech mengen, et ass jo wichteg, et geet jo drëms, dass mer en connaissance de cause hei diskutéieren, wat d'Zuelen ubelaangt. A mir kruten e Spuerpak hei presentéiert, an hei ass ee wichteg Element, wou jo soll vill gespuert ginn.

Ech wéisst awer och gär, wou dann elo déi Milliounen do gespuert ginn, duerch wat déi gespuert ginn, wat den Hannergrond dovunner ass. Prezisiéiert eis dat, wann ech gelift.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Majo, nach eng Kéier...

► **M. le Président.**- Den Här Wagner nach, Här Minister.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Jo. Här Minister, ech wollt déi ganz kuerz Fro stellen, vu dass Kannergeld jo bis 27 Joer limitéiert war: Elo déi Bourse an de Prët, sinn déi och am Alter limitéiert oder geet dat deene verschiddeenen Dauere vun de Studien no? Ass dorunner geduecht ginn?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ech fänken hannen un. Selbstverständlech ass dat geduecht, well et ass haut schonn esou. Beim CEDIES kritt en Héichschoulstudent vu méi wéi 27 Joer méi. Aus deem ganz einfache Grond: Well jo no 27 Joer och kee Kannergeldrecht méi do ass, hu mer dat scho gemaach.

Mir maachen elo also den ähnleche System, awer méi gënschteg. Fir sämtlech Héichschoulstudente vu Lëtzebuerg maache mer et vun 21 Joer un. Wéi gesot, déi tëschent 18 an 21, dat gëtt technesch méi komplex. Do hu mer awer eng Léisung, déi mer dem Regierungsrot de Mëtwoch virstellen.

Nach eng Kéier, de Prinzip ass, dass mer kenger Famill méi Kannergeld bezuelen, ob se zu Lëtzebuerg oder an der Grenzregioun ass, wa se soi-disant Kanner vun 21 Joer huet, well mer do net méi wëlle Familljen ënnerstëtze fir hir Kanner, mä mir wëlle jonk Leit ënnerstëtzen. An do maache mir dat, wat all Land mécht. Mir ënnerstëtzen eis Résidenten. An d'Fransosen...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wou ginn d'Sue gespuert? Wou sinn déi 40 Milliounen oder 60 Milliounen? Wou?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Majo, déi 60 Milliounen ginn net méi als Kannergeld bezuelt. An op där anerer Säit bezuele mer 20 Milliounen méi un eis Héichschoulstudenten. Esou einfach ass et!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wou gëtt gespuert?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Majo bei deene Familljen, déi Kanner hu mat méi wéi 21

Joer, ob déi Familljen zu Lëtzebuerg sinn, oder ob déi Familljen an der Grenzregioun sinn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Déi kréie jo Sue weider, hutt Der jo erkläert. Dir hutt jo selwer erkläert, et géif keen eppes verléieren. Den Här Frieden sot selwer um Radio, d'Leit géife souguer nach méi kréien. Erkläert!

► **M. le Président.**- Här Bettel, elo loosst Der emol vläch den Här Minister seng Äntwert fäerdeg maachen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- De Lëtzeburger Héichschoulstudent oder besser gesot den Héichschoulstudent vu Lëtzebuerg - et spillt och fir d'Netlëtzeburger - kritt méi, awer d'Familljen, ob se zu Lëtzebuerg sinn oder an der Grenzregioun sinn, kréie kee Kannergeld méi.

Et ass also net eng Kompensatioun, mä et ass ee System, wou mer net méi mam Kannergeld weiderfuere, mä mir ënnerstëtzen d'Héichschoulstudente vu Lëtzebuerg, well mer der gär méi hätten. An do hu se besser Ënnerstëtzung.

► **M. le Président.**- Merci dem Minister Biltgen. An elo kritt de Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, um Enn vun dëser Streckeweis spannender an animierter Debatt wollt ech jiddwerengem, deen un hir deelgeholl huet, Merci soen, well wann et ëm den Zoustand vum Land - säi politesch, säin ekonomesch, säi sozialen, säi finanziellen - geet, ass d'Meenung vu jiddwerengem gefrot an net nëmme vereenzelt Meenungen.

Ech stellen zu menger gréisster Satisfaktioun fest um Enn vun där Debatt, dass dat Zil, wat d'Regierung sech fir d'Joer 2014 ginn huet, nämlech um Niveau vun der Administration publique zu engem Null-Defizit ze kommen, dass dat breet gedeelt gëtt an dass all Fraktiounen domat averstane sinn. Esou evident ass dat net, well wéi mer dat Zil vun der Regierung, fir 0% Defizit um Niveau vun der Administration publique am Joer 2014 ze hunn, war déi allgemeng Äntwert vun deem organiséierten Deel vun der Öffentlechkeet do drop, dass dat maßlos iwwerdriwwer wär.

Dat hu mer an eise Stabilitéitsprogramm ageschriwwen, dee mer der Europäescher Kommissioun am dem Eurogroup Enn Januar zoukoume gelooss hunn. D'Kommissioun huet an hirer Kommentéierung dovu gesot, dat wär e Spuereffort, deen net géif duergoen. A mir géifen eis doduerch, dass mer net een Excédent hätten am Joer 2014 um Niveau vun der Administration publique, net un all Bestëmmunge vum reforméierte Stabilitéitspakt halen. D'Regierung bleift also däitlech a muss dat och nach am Eurogroup explizéieren. Den Här Frieden wäert dat do maachen. E kritt d'Fro do gestallt.

Et bleift also ënnert deem, wat eigentlech hir europäesch Obligatioun wär. Mä dat ass awer een Zil, wat mer eis realistescheweis konnte setzen, menge mir, well mer e relativ niddregen Niveau vu Statsverschuldung hunn a well mer et am Joer 2010 musse fäerdeg bréngen duerch eng méi strikt Ausféierung vum Budget no bei dem Referenzwäert vum Maastrichter Vertrag ze sinn. Dat sinn 3%.

A wann een no beim Referenzwäert ass, dann huet ee keng definitiv Duerstellungsproblemer an Europa. Trotzdeem huet d'Kommissioun mer matgedeelt, dass se géif nach am Fréijoer eng Prozedur fir exzessive Budgetsdefizit aleede géint Lëtzebuerg. Domat wär dann och dat lescht Memberland vun der Eurozon an enger exzessiver Defizitprozedur, vun där ech mengen, dass se zu kenge groussen Émännerunge vun deem, wat mer geplangt hunn, wäert féieren, well mer, wéi gesot, no beim Referenzwäert wäerten am Joer 2010 landen.

D'Kommissioun huet jo och elo schonn an hirer Prognos vum Lëtzeburger Defizit vum Joer 2010, deen op 3,5% no ënne revidéiert, an domat géif, wann d'Kommissioun géif Recht behalen, Lëtzebuerg dat Land an der Eurozon bleiwen, also vun



deene 16 Länner, dat am Joer 2010 deen niddregste Budgetsdefizit hätt. Dat just fir 20 Joer CSV-Finanzpolitik! Dat ass dat Resultat, zu deem dat féiert. Mir sinn dat Land an der Eurozon mat deem niddregsten Defizit. Mir wëllen eis awer trotzdeem domat net offannen.

Esou wéi dat am Wahlprogramm vun där Partei, déi ech am beschte kennen, steet, si mer dervun ausgaang, dass mer an de Joren 2010 an 2011 héich Budgetsdefiziter an eng Erhéijung vun der Statschold géife kréien. An esou wéi et do steet, et steet och an der Regierungserklärung, gétt sech domat net offonnt, mä gétt probéiert an der zweeter Halschent vun der Legislaturperiod, deen Defizit ofzebauen.

Elo si mer awer nach net an der zweeter Halschent vun der Legislaturperiod. Mir zéien also dee Konsolidéierungsprogramm, andeem mer en „front-loaden“ - wéi dat op Lëtzebuerg heescht -, an d'Joer '11 vir. D'Halschent vun der Legislaturperiod, verlosst lech do drop, déi hält net éischer un, wéi d'Auer vun der Legislaturperiod gedeelt duerch zwee. An dat ass net am Joer 2011, dat ass d'nächst Joer. Mir setzen dee Budgetkonsolidéierungseffort also op der Zäitachs no vir, well mer fannen, dass mer reagiere mussen.

Mir hu gesot an der Regierungserklärung, ech hunn dat och an der Erklärung zur Lag nach eng Kéier widderholt, dass mer ofgemaach haten, esou wéi et an eenzelne Wahlprogrammer stoung, esou wéi mer eis an dem Koalitionsaccord drop géeneegt hunn, dass mer am Joer 2010 keng drastesch Spuermoosname géife maachen. Kee Land an Europa huet am Joer 2010 drastesch Spuermoosname gemaach, aus deem ganz einfache Grond eraus, dass d'Reprise, déi nach net konsolidéiert do ass, am Joer 2010 op enormen, mä fragil Féllementer baséiert.

An et ass keen, deen am Joer 2010 dofir wollt liicht Konjunkturerhuelungen, déi sech undeiten an déi zu Lëtzebuerg iwwregens méi staark wäerten ausgeprägert si wéi an deene Länner vun der Eurozon, kee wollt de Risiko agoen, déi Elementer vun nees opootmen - wann och nach net duerchootmen - vun der Konjunktur ze steieren. Dofir hu mer dat am Joer 2010 net gemaach. Et war virun de Wahlen ugesot, steet am Koalitionsaccord an ass och esou duerchgefouert ginn.

Ech sinn och frou, dass déi véier Fraktiounen hei am Haus, plus aner Kolleegen, mat Ausnahm vun engem Kolleeg, dermat d'accord sinn, dass mer zu engem Null-Accord an der Fonction publique kommen, wann et ëm d'Lounverhandlung geet. Dat halen ech fir eng kollektiv responsabel Haltung vun der Lëtzeburger Politik an ass deementspriedend och ze begrëssen.

Ech weess och, dass eng Oppositionspartei sech et do kënnt liichtmaachen. D'Oppositionsparteien hunn et sech op deem Punkt net liichtgemaach, an dat féint mäin onageschränktene Respekt.

Zum Thema Wahllige wier viles ze soen. Ech maachen nach eng Kéier drop opmierksam, mä dat ass kee richtegt Argument am Parlament. Et ass, well ech an deem Zesammenhang mat menge schwaarz-wäisse Fotoen ugesprach ginn, déi fir lech jo keen ästhetesche Rettungswäert hätten, well dat dat Rout an Ärem Gesicht net géif definitiv eliminéieren, well ech op deem Punkt ugesprach sinn, kann ech nëmme bedauern - an ech fäerten och, dat kréie mer ni geännert -, dass net jiddweree mat op den Tour war.

(Hilarité)

De 7. Mee d'lescht Joer war deen éischten. An do si vill dausend Leit zesummekomm. Mir gétt gesot, méi wéi an anere Versammlungen. An do hunn ech zu deene Punkten do Stellung bezunn. Ech hu gesot: Mir ginn op Defiziter zou, mir ginn op Verschëldung zou a mir mussen drastesch spueren an der zweeter Halschent - elo fänke mer e bëssen éischer un - vun der Legislaturperiod. An do gétt et keng Tabuzonen.

An do muss ee grëndlech durchforsten, wat beim Stat ka gespuert ginn. Dat ass zum Deel geschitt, dat muss weider geschéien. Do kommen nach wesentlech méi Milliounen zesammen, wa mer deen Exercicio vollumfänglech gemaacht hunn, wéi dat sech de Moment ugesäit.

Et gétt gesot, virun de Wahlen wär gesot ginn, et wär alles an der Rei. Firwat sinn ech dann eigentlech virun de Wahlen vun esou ville Säiten dauernd ugegraff ginn, dass ech Schwarzmolerei géif maachen? Firwat hunn esou vill Leit zwee Joer virun de Wahlen nach bis virun d'Wahlen net opgehal ze verlaangen, d'Steiere misste wesentlech méi gesenkt gi wéi dat, wat ech, wat mir gemaach hunn?

Mir hunn d'Steieren 2008 an 2009 gesenkt, well och d'Gewerkschaften, bis op eng, an d'Parteien, bis op wéineg, dauernd verlaangt hunn, d'Steiere missten erof. „De Juncker schwëmmt am Geld“, dat ass zwee Joer laang virun de leschte Wahlen gezielt ginn. Da kommt mir elo hei net zielen, mir hätten de Leit Sand an d'Ae gestreut, well mir hunn déi hinne virun de Wahlen gesot, dass et géif an déi aner Richtung goen.

Ech maachen drop opmierksam - firwat ginn esou Saachen eigentlech esou séier vergiess? -, dass de Finanzminister, deen et deemoos nach net war, deen ass haut virun engem Joer dozou ausgeruff ginn, wéi Der alleguer geschriwwen hutt, an enger Versammlung um Lampertsbiereg, wou et mir gaange war wéi dem Här Biltgen: D'Temperament war mat mer duerchgang. An duerfir hunn ech den Här Frieden natierlech mussen Finanzminister maachen, well ech hat dat jo versprach.

Den Här Frieden ass freides virun de Wahlen, dat war de 5. Juni 2009, an d'Finanzkommissioun vun der Chamber komm, huet dem Parlament dee vorläufige Budgetsofschloss bis Enn Mee vum Joer 2009 virgeluecht, huet erkläert, dass de Budgetsdefizit géif héich ginn, huet gewisen, wat fir Recetten dass net erakomm sinn a wat fir Dépensen dass méi séier géife lafen. Zwee Deeg virun de Wahlen.

Wann Der d'Zeitungen noliest vum 6. Juni, dat war een Dag virun de Wahlen, do hunn all d'Zeitunge bericht, dat konnt all Lëtzeburger liesen, dass et mat de Finanzen géif schlecht stoen. Déi lescht Regierung, déi och dës Regierung ass, ass kommunikatiounsméisseg jo extrem begaabt, wéi mer wëssen. An dat hutt Der schonn dru gesinn, dass mer zwee Deeg virun de Wahlen an d'Chamber gaange sinn an dem ganze Land erkläert hunn, dass mer op schwiereg Zäite géifen zoukommen, dass et Budgetsdefiziter a Scholdestänn géif ginn.

Zielt eis also net, wat Dir wëllt gleewen, mä zielt dat, wat d'Tatsaache waren, wéi d'Wahle stattfonnt hunn. Du wosst jiddwereen hei am Land, a wat fir enger Situatioun dass mer wieren an a wat fir eng dass mer géifen zougoen.

Dofir huet och déi Partei, déi ech am beschte kennen, an hire Wahlprogramm geschriwwen, et géife keng Steiererliichterung ginn, d'Steiertabelle géifen net un d'Inflatioun ugepasst ginn. Hunn aner Parteien dat och geschriwwen? Hunn aner Parteien dat och virun de Wieler plädéiert? Oder war dat nëmme eng Partei, déi dat vernehmbar plädéiert huet?

Dass haut jiddwereen dermat d'accord ass op enger Fro, déi eis virun zwee Joer heibannen nach total auserneegedriwwen huet, wou eis jo gesot ginn ass, déi Steiererliichterungen, déi d'Regierung '08 an '09 gemaach huet, géife bei Wäitem net duergoen, fir den Inflatiounsschub vun deene leschte Joren opzefänken, dass mer do haut e quasi unanimen Accord hei am Parlament hunn, dass een dat net mécht, huet näischt mat Wahlligen ze dinn, mä dat huet eppes dermat ze dinn, dass och anerer sech mat der effektiver Situatioun, an där mer sinn, betraut a vertraut gemaach hunn, an d'Konsequenze responsabilitéisméisseg och iwwerhuelen.

Ech wëll nach eppes soen, wat eng Evidenz ass; mä vun der Evidenz gétt net geschwat. Dach, den Här Bausch huet eenzel Elementer dovun an Erënnerung geruff. Mir hunn am Hierscht 2008 ugefaang an eng Finanzkris eranzekommen, déi laang gebraucht huet - laang, net relativ laang gebraucht huet -, fir d'Realwirtschaft och an Europa ze errechen.

Déi Verwerfungen an hirem Totalvolumen, déi hu sech effektiv eréischert - dat kënnt Der nokucken; et gétt eng Rhythmusbeschriewung vun deem - nom Summer 2009 gewisen. Wann ech mer iwwerleeën, op wéi vill Sitzungen ech meng gutt Zäit

nom Summer 2009 verwant hunn, fir um Niveau vum Eurogroup an den aneren Instanzen d'Konsequenzen ze sammeln a se ze begräifen - well mir hu bis haut nach net alles verstan, wat an deem Beräich Transmissioun vun der Finanzwirtschaft op d'Realwirtschaft eigentlech geschitt ass -, gesitt Der, dass sech och no de Wahlen munches international geännert huet. An deem ass Rechnung ze droen.

Ech muss haut den Owend zu Bréssel um Conseil européen iwwer Griichenland deelhuelen, an ech hunn am spéide Mueren eng Telefonskonferenz vun de G7-Finanzministern, well et ass nach net eriwuer. Also muss mer wëssen, dass mer et mat enger aussergewöhnlecher Situatioun ze dinn hunn, déi et an där Form net ginn ass.

„Unprecedented“ heescht dat op Lëtzebuergesch. An do kann een net mat de klassesche Mëttele vun der Politik an och net mat der klassescher Banalrhetorik vun der Debattekultur drun erugoen. Dat ass eng Saach, déi een total an Usproch hält, an déi grave Konsequenze schonn huet an nach méi grave Konsequenze kann hunn. An deem ass bei der Ausriichtung vun all Politik Rechnung ze droen.

Et huet een natierlech d'Méiglechkeet, méi lues beim Spuerprogramm ze maachen, ze waarden, wéi dat mer och vu ville recommandéiert ginn ass an der Tripartite: „Ofwaarden, well et geet scho besser.“ Et geet net besser! Et ka besser goen, wéi mer an dem schwäerzeste vun alle Zeenarionen denken, mä et geet net esou, dass d'Problemer sech vum selwe léisen. A wa se sech vum selwe géife léisen, sinn ech nawell der Meenung, dass mer anerer mussen léisen, well esou wéi se sech zu Lëtzebuerg ëmmer léisen, ginn déi Problemer, déi strukturell, déi mer hunn, ni mat geléist.

Wann d'Finanzplaz muer méi Steiere bezilt - dat mécht se dëst Joer duerch deen duebele Phenomeen vun dem Rattrapement vum Retard a vun dem Ufank vun der Auto-Impositioun -, wann d'Taxe d'abonnement op eemol géif an d'Luucht goen, wat fir eng Schlussfolgerung zéie mer do eraus? Ech wëll net déi Schlussfolgerung zéien, déi d'CGFP an anerer doraus zéien, fir ze soen, da geet jo alles gutt. Ech wëll net hunn, dass mer definitiv, endgültig ënnerginn am Sumpf vun der Ofhängkeet, där babylonescher, vun der Finanzplaz.

2001 ass heibanne kritiséiert ginn - an enger CSV-DP-Regierung, wou mer och e Budgetslach substanzliester Natur haten, a wou mer och ee wirtschaftleche Réckgang haten, bedéngt durch Verwerfungen am Finanzsecteur -, mir missten eis befreie vun deem Recettendrock, deen d'Finanzplaz op eis Dépensé mécht, well mer aus konjunkturelle Mehreinnahmen op der Finanzplaz strukturell Dépensen, notamment am Sozialberäich, ugeluecht hunn.

Wann et elo op der Finanzplaz op eemol besser geet, da muss mer dee Spuerprogramm hei duerchzéien a mussen en nach verstärken. Dat kann een an engem bessere Rhythmus maachen, wann ee méi Recetté kritt. Mä d'Noutwendegkeet, och bei engem Retournement vun der Einnahmesituatioun, bleibt kloer an däitlech déi, dass mer am Strukturberäich vun den öffentliche Ausgaben mussen zu Ofsenkunge kommen, well mer net mussen ëmmer drop ugewise sinn, dass d'Banken eis Sozialpolitik bezuelen. Esou geet et net, esou dierf et net goen an esou dierf et och net bleiwen! An duerfir huet dee Spuerprogramm säi ganze Sënn.

Den Haapteffort vum Konsolidéierungsprogramm, dee läit op den Dépensen. Mir spueren tëscht 370 a 400 Milliounen, jee nodeem wéi d'Budgetsaarbechte fir d'nächst Joer ginn, am Budget 2011; a 422 Milliounen wahrscheinlech méi an deem Budgetjoer duerno. D'Steiere ginn am Joer 2011 - den Här Bausch huet do eng méi prezis Tabellisierung gefrot - d'Steiere klammern am Joer 2011 ëm 177 Milliounen.

Da fänkt een un, fir de Rescht, e methodologesche Problem ze kréien. Net wierklech!

Wann d'Kilometerpauschal halbéiert gétt, dat ass eng Erspuernis fir de Stat, et ass

gläichzäiteg eng Steiererhéijung. Wann een de bëllegen Akt aus senger Generaliséierungslogik eraushëlt an zréckféiert op dat, wat mer proposéieren, da wënnt ee 70 Milliounen, kritt de Stat méi eran, mussen d'Leit méi bezuelen. Mir sinn do am indirekte Steierberäich. Wann ech dat zesummenzielen, déi 177 Milliounen direkt Steiererhéijung, an déi direkt/indirekt Méibelaaschtungen, déi kommen, da kommen ech op 277 Milliounen Méibelaaschtung, dat heescht 400 Milliounen Ofsenkung vun der Dépense, 277 Milliounen Erhéijung vun der Belaaschtung. Wann ech alles, wat mer an de Steiere maachen, addéiere fir d'Joren 2011 an 2012, kommen ech op eng Erhéijung vum Belaaschtungsvolumen, déi méi niddreg ass wéi déi Steiererliichterungen, déi am Joer 2008 an 2009 gemaach gi sinn.

Ech hunn lech hei duergestallt, probéiert duerstellen, dass mer eigentlech um Niveau vun der Kraaft vun eiser Wirtschaft am Joer 2007 stieche bliwwe sinn. Mir sinn esou räich, wéi mer am Joer 2007 stieche bliwwe sinn. Eng gewësse Logik hätt gewollt, dass een all déi Steierreduktiounen, déi een am Joer 2008 an 2009 gemaach huet, erëm zréckgefouert hätt op den Niveau vum Joer 2007, well eis Wirtschaft ass jo och um Niveau vun 2007 stoe bliwwen. Dann hätte mer d'Steieren, an engem logesche Rasonnement, well si ware jo och logesch motivéiert, missen op den Niveau vun 2007 zréckféieren. Dat wollte mer awer net maachen, well och do konjunkturschwächend Elementer, zumindestens am Joer 2010, sech dann an de Gesamtzeenario ageschlaach hätten. Mä d'Steiere sinn och no deenen Erhéijungen, déi elo kommen, méi niddereg wéi am Joer 2007, wat d'Joer ass, wou d'Wirtschaftskraaft ugefaangen huet sech lues a lues ze lähmen.

Ech hu keng Loscht - net well ech keng Loscht hätt, mä well ech keng Zäit hunn a well mer eis net ze laang dierfe mat deene Saachen hei am Detail ophalen -, déi eenzel Mesuren nach eng Kéier detailléiert ze kommentéieren. Dat hutt Dir jo elo amplement hei mam Kolleeg Biltgen gemaach, well dat geet jo alles an d'Gesetzesgebungsverfahren. Mir kréie jo d'Geleeënheet, Projet de loi fir Projet de loi hei ze diskutéieren.

Ech wëll just zu där Krisenabgabe soen, déi 0,8%, dass mer bei der Erhiewung vun darselwechter no der Methodik vun der Kontributioun zur Fleegeversécherung fuehren, dat heescht, wann och op engem aneren Niveau, vun engem gewëssenen Niveau un den Erhiewungszougrëff immuniséieren um Niveau vum Mindestloun. Dat heescht, dass um ganze Mindestloun déi 0,8% net leien. Dat heescht, dass een, soe mer deen 1.900 Euro also iwwert dem einfache Mindestloun verdéngt, dee bezilt net op sengen 1.900 Euro 0,8%, mä nëmme op deem Deel, deen iwwert dem Mindestloun läit, esou dass een an der Gehälter - Akommeskala relativ wäit muss kommen, fir dass een iwwerhaapt 0,8% bezilt. Déi meeschte Leit baue sech graduell vun null Komma ech weess net wéi vill bis op 0,8% op. Net jiddwereen, deen hei am Land wunnt, muss also op all senge Revenuen 0,8% bezuelen, well dat jo duerch d'Immuniséierung vum Mindestloun an eng en fait awer Progressivitéit vun der Erhiewung agewisen ass.

Ech wëll och soen - well ech hu gemengt, dat gëschter esou verstan ze hunn, dass gemengt ginn ass, dat wier esou -, ech wëll soen, op de Betriber ginn déi 0,8% net opgehewen. Déi Allocation de crise, déi betrëfft net d'Betriber. Et huet ee Riedner gëschter gesot, d'Betriber géifen hei mat 0,8% belaaucht ginn. Ech weess elo net, ob et den Här Meisch war oder soss een. Dat ass net de Fall!

D'Betriber sinn net frou - dat offiziell Patronat - mat deem, wat mer hei maachen. Ech verstinn och, dass d'Vertrieder vun der Wirtschaft - déi hunn iwwregens esou vill Matsproocherecht an engem Land, wat muss funktionéieren, wéi anerer - ech verstinn, dass se iwwert den Émgang mat der Kompetitivitéitsfro net zefridde sinn,



obscho se mat grousssem Applaus an der Tripartite déi 65 Punkten, déi de Minister Krecké virgeschloen huet, entgéintgeholl hunn. An déi Punkte gi jo och, bis op dee litigieuse Punkt 49 - dee mir kee Problem stellt, mä aneren -, déi gi jo ëmgesat. Et ass also net esou, wéi wann iwwerhaapt keng Äntwert op d'Kompetitivitéitsfro géif kommen. Dat Zweet: Den Här Bettel, deen nach ni un enger Tripartite deelgeholl huet, weder un enger zouener nach un enger offener...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dir hat awer ugekënnegt, eis mat anzebannen, mä mir si just eng Kéier bei lech geruff ginn, soss wiere mer vläicht méi oft bei lech komm, Här Juncker.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hunn erstmaleg d'Joer - well ech der Meenung sinn, dass een d'Parlament an deene Saachen net ka bause vir loosser - all d'Dokumenten, all déi an der Tripartite vun de Sozialpartner oder vun der Regierung abruucht gi sinn, hei an d'Chamber geschéckt. Et hätt een all Moment kënnen duerzou Stellung huelen, et hätt een all Moment kënnen d'Regierung zitieren, fir doriwwer ze schwätzen. Mä Dir musst zouginn, dass et fir d'alleréischte Kéier war, wou alles vun der Tripartite...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir waren och bei lech am Büro.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, Dir waart bei mir am Büro. Ech hat net vill Plaz, fir lech ze gesinn, well Dir hat vill Fotografe matbruecht.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hat se net bestallt.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech awer och net.

(Hilarité générale)

► **Une voix.** - Déi laueren ëmmer do ronderëm Äre Büro.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass d'Génération spontanée vun der knipsender Press zu Lëtzebuerg. Wann déi mengen, et géif eppes geschéien, da si se schonn do. Also, Dir hat domat näischt ze dinn? Keng Invitiation un d'Lëtzebuurger Press, dass Dir em esou vill Auer géift bei mech kommen an dass et eng Foto gétt? Dat hat Dir net gemaach, neen?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wann Dir eis kee Communiqué...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, neen, ech froen, ech si jo net Fotograf.

► **Une voix.** - Mir sinn net Äre Presse déngscht.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - A mäi Presse déngscht, woubäi deen Émgang mam Possessivpronomen eng maßlos Exagération ass, huet dat wahrseinslech och net gemaach. Ech trauen deenen et awer zou, well ech kontrollieren déi Leit net. Mä jiddwerfalls, si waren do. Ech hunn lech bal net gesinn, an Dir hutt mer déi ganz Kéisch mat Kaarten do iwwerrecht...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dat war eng aner... Neen, ech schwätzen... Dir hutt eis eng Kéier mat de Fraktiounscheffe bei lech am Büro...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ah, jo, jo, mä Dir waart awer och eng Kéier eleng komm. Well wéi mer alleguer déi Virschléi do iwwerrecht... ech schwätze vun där...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ah do! Jo, jo, do hate mir se geruff. Fir kloer ze sinn, do hate mir se geruff, Här Statsminister. Mä déi éischte Kéier...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dovu schwätzen ech, well do hat ech Schwierigkeiten, lech am Tumult erëmfannen.

(Hilarité)

Déi Kéier virdrun...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et waren esou vill ausgefüllte Kaarten. Duerfir hutt Der mech net gesinn.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo. Ech hunn och de Mënschen, de Kollegen, de Frënn an der Tripartite, Är gesammelt Wierker... Neen, dat si jo net Är Wierker gewiescht...

(Interruption)

...déi telefonsaarteg Opstellung vun alle méigleche Wënsch, déi et do gött an déi net alleguerte blöd waren, mä déi meescht awer schonn...

(Hilarité)

► **Une voix.** - E puer.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo. Dir hutt jo selwer den Tri gemaach. Soll ech lech dann elo déi Kaarten erëmginn, déi net mat deem iwwereneestëmmen, wat Der selwer wëllt?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här Juncker, mir hunn de Leit hir Meenung matgedeelt. Mir hunn... Emol eng Kéier haten d'Leit hei d'Méiglechkeet, kënnen matzemaachen. Dir sidd jo och fir Dialog.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo, mä wësst Der...

(Interruption)

Jo, jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Schwätzt och mam Bierger!

(Interruptions)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Also, ech hu virun engem Joer relativ vill mam Bierger geschwat. Duerno hunn ech mech net exiléiert. Ech gesi vill Leit, d'Leit schreiw mer vill, a wa se wile ginn, da soe se och eppes aus. Dat hunn ech och verhal, an d'Leit och. A wann ech lech hei zwee Deeg gutt nolauschteren, Dir och.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wann ech d'„Wort“ vum Dag virun de Wahle liesen, hunn ech och eppes festgestallt, Här Juncker.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, do steet dran, dass de Finanzminister ugekënnegt huet, dass mer e Budgetsdefizit vun der grousser Zuel géife kréien, dass d'Scholde géifen an d'Luucht goen. Do steet dran, dass mer d'Steieren net kënnen erofsetzen. Do steet dran, dass mer d'Absicht net hätten, d'Steieren erofzesetzen. Déi hate mer och net. Ech hunn lech erkläert, wéisou a firwat dass dat muss geschéien.

Zu de Frontalieren huet den Här Biltgen jo alles gesot. Mä ech kommen awer nach eng Kéier, wa mer Zäit hunn, op déi Fro zrëck. Dat muss een och moralesch ausdoen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir bieden drëms.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo, ech och esou, an dann ditt den „battledress“ deen Dag un.

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hunn deen all Dag, Här Statsminister. Scho 37 Joer heeschen ech esou.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wollt elo hei keen... Besser e „battledress“ wéi e Bettel-Dress. Dat ass allerdingens wouer.

(Hilarité)

Wat ech wollt soen, ass, mir kommen op déi eenzel Punkten am Laf vun den Debatten zrëck.

Ech wollt just zur Kompetitivitéit nach eppes soen. Dat hunn ech a menger Ried duergestallt. Aner Kollegen och. Ech hunn a menger Ried, wat déi speziell Indexfro betrëfft, just nach eng Kéier widerholl, wat ech an der Tripartite gesot hat. Ech weess net, firwat ech an der Chamber eigentlech net dierft dat selwecht soe wéi an der Tripartite. Et ass jo awer hei, wou d'Musek spillt, an net do, wou d'Instrumenter gestëmmt ginn. Dat ass an der Tripartite. Hei spillt d'Musek. An da muss een och kënnen soen, wat een an der Tripartite proposéiert hat.

Ech hunn awer net gesot... Wie wär ech dann, dass ech dat kéint verlaangen? Dat hunn ech just bei der Fonction publique gemaach. Jiddwerree soll elo dozou Stellung bezéien. Dat ass awer intensiv gemaach ginn. Sou dass Der mech regelrecht obligéiert, well eng Debatt ass jo eppes, wou een eppes seet a wou een dorop äntwert, dass ech erëm muss dorobber äntwerten.

Dofir wëll ech nach eng Kéier soen, dass ech zwou Propositionen an der Tripartite gemaach hat, fir Bewegung auszeléisen. Déi éischt war eng strukturell, déi huet meng Preférenz, dass een d'Pétrolsprodukt ab engem bestëmmte Präisniveau, dollarméisseg ausgedréckt, aus dem Wuerekerf eraushëlt, zesumme mat Alkohol an Tubak. An dass ee parallel dozou de Gratistransport afeiert, wat eng grouss Debatt ass, wann een emol un d'konkret Realiséierung dovou kënnt. Dat léisst sech fléck formulieren, mä dat bedéngt dann eng Rei vu Viraarbechten esou laang am Raum ass, kann ech mech do vill berode losse vun all deenen, déi dat schonn ëmmer wollten.

An dass mer dann d'Kilometerpauschal ganz ofschafen, fir eis aus där Fesselung un d'fossil Energien ze léisen, wat ee richtege Politikusaz vun de Gréngen zënter 20 Joer ass. Dat kann ee jo net anescht wéi zouginn. Wat dann an der Folleg och ganz vill aner Émstänn an der Politik, an der Subventionspolitik, an der normativer Politik zur Folleg huet. Dat ass meng Haaptproposition gewiescht.

Déi zweet, fir d'Indextranche bis zu engem Niveau vun zweemol de Mindestloun auszebeziehen an dann d'Ausbeziele vun Indextranchen op deem Niveau ze beloesen, hunn ech och an öffentlechen Erklärungen, dat ass näischt Neies gewiescht, gëscht als eng Krisemoosnam, als eng Moosnam an der Kris beschriwwen, an der Ried „konjunkturell Krisemoosnam“ genannt.

Meng Iddi war do net, fir definitiv eng Deckelung vum Index um Mindestloun anzeféieren - ech weess, zu wat fir Konsequenzen dass dat am Lounfächer an an anere Kompartimenter féiert -, mä fir dat an der Kris ze maachen. A mir sinn elo an der Kris. Et huet heibanne jo och kee gesot, mir wäeren net an der Kris.

Ech war jo scho jonk u Joren an d'Regierung komm. An du ware mer an der Storkris. An do huet mech eppes frappéiert:

Do hu vill Leit matgemaach, wa Solidarinstrumenter a Bewegung gesat gi sinn. Net jiddwerree. Mä déi Leit, déi op der Schmelz geschafft hunn, déi hunn tëschent sechs a 16% Lounkierzunge kritt. An ech hunn dorunner geduecht, wéi ech meng Proposition, fir an der Kris ee besonnesche Solidareffort ze proposieren, virgeluecht hunn.

An d'Iddi ass an der Kris, fir dass vun engem gewëssene Moment u jiddwerree déiselwecht Indextranche bäikritt. Woubäi, weess ech och, dass d'Steiergesetzgebung eigentlech déi Aplanissementer mécht, déi muss gemaach ginn, doduerch, dass déi Leit, déi eng héich Indextranche kréien, natierlech iwwert d'Steieren ewechgeholl kréien.

Ech wollt just soen, ech weess net méi, wien dat gesot hat, wou ech gesot hunn, deen ee kritt 50 Euro de Mount an deen anere kritt 500 Euro de Mount. Dat waren Nettozuelen. Ech kenne Leit och heibanen, déi kréie méi wéi 500 Euro de Mount bäi, wann eng Indextranche ufält. An ech fannen dat net richtig an der Kris.

Ech wëll net den Index zu engem Reformuléierungsinstrument vun der Lounpolitik maachen. Mä an der Kris, war meng Meenung, dass een do sech kéint e bëssen zesummehuelen.

Ech wëll lech nach eppes derbäisoen, dann halen ech domat op. Den Tripartite-Partner hunn ech am Januar an am Februar dat scho proposéiert gehat. An e proposéiert, dat, wat d'Betriber aspieren, doduerch, dass een deckelt, wéi gesot gétt, dat mussen d'Betriber an de Beschäftigungsfong offéieren. Honnerte Milliounen. Da brauche mer ganz vill aner Moosname guer net ze treffen.

Do si mer awer net eens ginn an der Tripartite. Da kann ech mech iergeren. Ech iergere mech och doriwwer. Doriwwer si mer eis och an der Koalition net eens ginn. Doriwwer kann ech mech och iergeren. Ech iergere mech och doriwwer. Esou wéi - ech gesinn hei fréier Ministere vun der DP setzen - mer och an där Regierung net ëmmer eens gi sinn iwwer alles. Loosse mer ophalen, dat ze dramatisieren!

Ech hätt gären, dass mer dee ganze Kompetitivitéitsproblem, haut si jo erëm nei Étude vum Stater publizéiert ginn, dass mer dat mat rouegem Gemitt uginn, dass mer eis e puer Méint Zäit ginn, fir ze kucken mat deene Parametere a Kritäre, wéi - nuance importante! - ech an der Ried gesot hunn, fir vum Ufank vun der Währungsunion bis haut un ze kucken, wéi sech d'Kompetitivitéitsverschiebungen do gemaach hunn.

Dat ass net nëmme eng Fro vum Index. Ech hunn de Wirtschaftsminister gëscht Mëtteg um Radio héieren. Deen huet zu Recht duergestallt, do komme vill Facteuren, déi muss gekuckt ginn. Mä den Index ass ouni all Zweifel een, an iwwert déi Froe muss mer eis an der Tripartite eng Kéier nei ënnerhalen an enger Komposition, déi ee muss gesinn, an am Parlament diskutieren.

Dann hat ech proposéiert, fir am Oktober, November eng grouss Kompetitivitéitsdebatt hei an der Chamber ze féieren, an da muss mer zu engem Schluss kommen, well mir mussen eis Kompetitivitéit iwwert d'Moosnamen eraus, déi am Gespréich sinn, wesentlech verbesseren.

Ech wëll nach eppes anescht soen, well ech ëmmer déi Loscht spieren, d'Loscht um Échec. Dat ass eng... Ech si fir vill Zorte vu Loschten zougänglech, mä fir déi doten net. D'Äntwert vun der Lëtzebuurger Politik op d'Wirtschafts- an d'Finanzkris, dat kann net eng Regierungskris sinn. Regierungskris, wësst Der, wann een déi stäerkste Partei ass, ech schwätzen elo net an där hirem Numm hei, da fäert een esou Saachen eigentlech net richtig. Do verléiert een, well et verléiert een ëmmer, wann een, anstatt Problemer ze léisen, zum Wieler seet: Sot Dir eis, wéi mer se solle léisen. Dat ass keng responsabel statspolitesch Attitud. Et muss ee selwer fir d'Éischt eppes proposieren an dann de Wieler schwätze loosser.

A mir hu Gedeessesems genuch, fir eis Wirtschaft an d'Rei ze kréien, fir eisen Aarbechtsmaart an d'Rei ze kréien. De Chômage wiisst onheemlech. En ass zwar elo de leschte Mount zrëckgaangen. Mä wann

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



ech dat mat virun zéng Joer vergläichen, dann hu mer awer, wann de Chômage deen eenzeggen Indicateur wär, ee seriöse Kompetitivitéitsproblem. Mir hu Problemer genuch a mir brauchen elo net nach politesch Problemer derbäi.

Ech hunn eigentlech viru Wahle keng Angscht, wéi Der wéist. Ech net. Mä ech hu gemengt, et wär net de Moment, fir dësem Land nief der Wirtschaftskris och nach eng politesch Kris derbäizeginn, mä fir elo déi nächst Méint ze notzen, esou wéi dat och am Ausland geschitt, déi Problemer, déi nach net geléist sinn, enger Léisung zoufëieren.

Wéi ech gëschter gesot hunn oder virgëschter: D'Problemer bleiwe bestoen, also bleift d'Léisungsnoutwendegkeet och bestoen. Dat maache mer an dëser Regierung an an dëser Koalitioun a gréisster Kollegialitéit, mat e bësse Sträit heiansdo. Mä wat wier d'Liewen ouni Sträit? Mä mir fanne eng Léisung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Statsminister Jean-Claude Juncker Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Debatt. Mir hunn awer nach iwwer zwou Motioune ofzestëmme. Fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Xavier Bettel. Ech ginn emol dovunner aus, datt den elektronesch Vote verlaangt gëtt. Duerzou wëllt aver nach den Här François Bausch intervéieren. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Motions 1 et 2

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir kéinten déi matdroen, awer sous condition, datt en Tiret derbäi géif gesat ginn, an zwar bei „invite le Gouvernement“ en éischten Tiret, „à relancer dans les prochains jours le dialogue avec les partenaires sociaux“.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Kee Problem.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wann d'Demokratesch Partei dat géif bäisetzen, kéinte mer déi matstëmme.

► **M. le Président.** - Den Här Schiltz.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här President, mat allem Respekt fir d'Motioun, déi d'Demokratesch Partei hei déposéiert huet, wollt ech lech soen, datt opgrond vun där Motioun, déi vun de Majoritéitsparteiën déposéiert ginn ass, déi Motioun sans objet ass, respectivement superfétatoire. Mir hunn eng generell Motioun, déi mer hei virgeluecht hunn. Déi Motioun vun der DP ass eng Ee-Punkt-Motioun. D'Fro vum Index ass an eiser Motioun mat ofgedeckt an deem Sënn, datt mer eng Referenz un d'Reglement vu '85 maachen an eng Referenz un eng ganz Rei aner Pabeieren.

Mä virun allem geet déi Motioun, déi mir proposéiert hunn, vill méi wäit, well se sech kloer zum Sanéierungspak ausschwätzt, well se sech ausschwätzt zum Chômage- an Aarbechtsmaartpolitikspak, well se sech ausschwätzt zum Kompetitivitéitspak, mat enger spezieller Referenz op d'Reglement vun 1985, well se, wéi den Här Bausch dat och elo par rapport zur éischter Motioun gesot huet, och e Bekenntnis zum Sozialdialog mécht, mä dorwäert eraus och zum Ausdrock bréngt, datt d'Saachen an eisen Ae séier ze geschéien hunn. Bref, en un mot comme en mille: Eis Motioun ass besser, well se méi komplett ass. An duerfir stëmme mer déi hei net.

► **M. le Président.** - Den Här Bausch nach eng Kéier.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, ech wollt natierlech soen, firwat

eis Fraktioun op kee Fall déi Motioun 2 wäert stëmme, an zwar wéinst zwee Punkten. Dat éischt ass den Tiret, wou steet, datt dat, wat hei presentéiert gi wier, géif duergoen an en plus nach „socialement équitable“ wier. Där Meenung si mer net. An dat Zweet ass natierlech, well sech hei referéiert gëtt op déi extrem, anscheinend dynamesch Politik vun der Regierung an der „lutte contre le chômage“, déi mer natierlech och net deelen. Duerfir kënne mer déi Motioun natierlech net stëmme.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hat et jo scho virdrun ugekënnegt, ech hat iergendwéi eng gutt Nues, dass douds'écher ee vun der Majoritéit géif kucken, d'Face net ze verléieren. D'Face ass verluer! Ech mengen, si hunn et bewisen. Déi ganz Woch maache se Zodi, et misst een onbedéngt iwwert d'Index rapid eng Décisioun huelen. An ech zit'éieren den Här Schiltz, dee vun „schwieriger Situation an der Koalitioun“ schwätzt. Ech hu souguer de Verbatim, net dass e mer duerno seet, ech hätt e falsch zit'éiert. Mat de Sozialiste wier et schwierig; dat bréngt och seng Schwierigkeete mat. Den Här Wolter, dee seet, dass et och e Problem ass, an dass se dowéinst och mat aneren „Parteien“ - huet e souguer gesot - an de Sozialpartner géifen diskut'éieren.

An haut hei, Här President, wou d'Méiglechkeet ass, fir ze soen, dat, wat den Här Statsminister elo grad virun zwou Sekonne gesot huet, dass den Index an déi Deckelung, esou wéi si se nennen - sozial, wéi déi aner et nennen, nennt et wéi Der et wëllt -, einfach den Index zum Kompetitivitéitspak gehéiert. Wa mer do wëllen - an et ass jo keng nei Donnée - net nach fënnf oder sechs Méint waarden, sollt een d'Regierung invit'éieren, dat an deenen nächste Wochen ze prepar'éieren, an dass mer rapidement hei an där Chamber eng Décisioun huelen.

Dat ass genau dat, wat den Här Schiltz an den Här Wolter an der CSV op der Tëlee gesot hunn. Hei muss se Faarf bekennen. Hei hu se Problemer. Hei gëtt dann - dat, wat den Här Schiltz gesot huet, e seet net, et wier eng méi generell -, hei ass verwäsert ginn, hei steet näischt dran an där anerer. Et si just Blummen, déi e sech selwer street, andeem e seet, wéi gutt se schaffen.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Da reegt lech dach net esou op. Huelt eng Temesta.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir hunn d'Resultat: Vu 5.000 op 15.000 Chômeure si mer eropkomm. Ech fannen et gutt, wann den Här Schiltz seet, dass d'Aarbechtsmaart- a Chômagebekämpfung hei zu Lëtzebuerg déi richtig ass.

Ech muss lech soen, Här President, et ass déi ganz Woch hei vun der gréisster Majoritéitspartei mat 26 Sätz an deem Haus betount ginn, dass d'Indexfro eng wichteg Fro wier, dass se souguer eng alternativ... also dass se aner Parteië géife kontakt'éieren, wat dozou gefouert huet, dass den Här Bodyr...

(Interruptions)

...dat se dozou bruecht huet, dass den Här Bodyr gesot huet, dass, wann eng alternativ Majoritéit op deem Punkt géif kommen, et zur Koalitiounskris géif kommen. Elo soe se nees - wéi ëmmer -, et hätt all Mënsch se falsch verstanen. Wann een hei de Leit eppes, en Zodi mécht, en Zirkus mécht, eng Show mécht während enger Woch, an hei elo endlech soll Faarf bekennen a soen, wat richtig ass, dann ass kee Courage méi do!

Dowéinst insistéiere mir, Här President, fir eis oprecht ze halen. An elo probéiere se mam Article guillotine ze soen: Eis ass méi generell, mir wëllen, dass eis virkënn, dann ass déi aner superfétatoire. Dir gesitt, wéi et mat dem Courage vun dëser Majoritéit ass: D'ganz Woch eppes soen an dann awer hei keng Faarf bekennen!

► **M. le Président.** - Gutt. Elo kritt den Här Schiltz d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här President, datt et net einfach ass, ass eng Evidenz. A well et net einfach ass, hunn ech gesot, datt et schwierig wier. Mä virun de Schwierigkeeten huet een eigentlech zwou Méiglechkeeten: Entweder et jäizt een drop lass an et iwwertücht een domadder de Fait, datt ee selwer keng eenzeg gangbar Proposition op den Dësch leet. D'DP ass eng Null-Proposition-Partei an entre-temps och eng Ee-Punkt-Partei wéi ech gesinn. Wann am Ufank...

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Loosst elo emol wann ech gelift den Här Schiltz schwätzen.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Wann ech héieren, datt mer vun Délaie schwätzen a vun Opschiebe schwätzen, da wëll ech mäi Frënd, den Här Bettel, drun erënnere, datt ech gëschter gesot hunn, komm mir diskut'éieren am Juli driwwer, an datt et eis léif wier, wa mer eng Léisung esou séier wéi méiglech kréichen; wat exakt, genau, Millimeter-prezis an där Motioun do steet.

Schwierig Froe bleiwen um Dësch. Mir hunn hei eng Diskussioun gehat iwwer e Spuermoosnamepak. Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Kompetitivitéit, déi weidergeet. Am Kader vun där Diskussioun gëtt och iwwert den Index diskut'éiert. Mir mussen och eppes maachen um Aarbechtsmaart. All déi Elementer sinn an där Motioun mat dran. An et deet mer leed, mä ze soen, et wier weider näischt geschitt, wéi datt mer eis ausernee beweegt hätten, ass eng - am beschte Fall - falsch Representatioun vun de Saachen.

Ech hu kloer gëschter gesot, wat eis Positioun wier. Ech hu kloer gesot, wou mer d'Léisungssatz géife gesinn. A mir hunn als Koalitioun e Bekenntnis zum Spuerpak. Mir soen, datt eppes muss am Chômage geschéien, opgrond vun deene Pisten, déi virleien. Mir soen, datt an der Kompetitivitéit eppes muss geschéien, opgrond vun deene Pisten, déi virleien. Mir rappel'éieren nach eng Kéier dat, wat am Koalitiounssaccord steet an dat vun der Opposition kee gelies hat bis virun drai Deeg, nämlech datt de Wuerekuerf par rapport zum Règlement vun 1985 - dat huet direkt eppes mam Index ze dinn - iwwerkuckt an nei gewicht géif ginn. Duerfir kann ech déi Reprochen, déi den Här Bettel hei formuléiert huet, net gëlle loosse.

► **M. le Président.** - Den Här Wolter hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Just fir am Numm vu mir selwer, well den Här Bettel mech och ugeschwat huet, ze soen, datt ech dem Här Statsminister nogelauschert hunn déi lescht Véirelstonn. Dat, wat den Här Statsminister gesot huet, dat geet exakt an déi Richtung, déi d'CSV déi lescht Deeg gesot huet. Déi Propositionen, iwwert déi mer diskut'éieren, déi si weider um Dësch a wäerte mat de Sozialpartner a mat de Parteiën an deenen nächste Wochen a Méint diskut'éiert ginn. Dat ass exakt dat, wat de Parteipresident Wolter och de Méindeg um Radio an op der Televisioun gesot huet.

Et bleift fir mech nach een Element, firwat dass ech déi Motioun 1 enner kengen Émstänn kéint stëmme: Well ech der Meenung sinn, dass den Index - net nëmme, dass et net déi eenzeg Fro ass vun der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft - a mengen Aen net emol dat eenzeg Element ass, wat op de Couët salarial vun eise Betriber géif awierken. Dat ass awer hei eng vun den „Inviten“, déi kommen. Déi Motioun, déi hei presentéiert ginn ass vun der DP, déi ass net emol komplett an deem Deelaspekt vun der Fro. An ech diskut'éiere léiwer iwwer alles, wéi iwwer Deeler vun Deelaspekter.

Ech soen lech Merci.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech muss lech soen, et steet am Text, et wier eng grouss Influenz. Et steet net dran, datt et dat Eenzegt wier.

► **M. le Président.** - Sou, elo kritt nach den Här Gibéryen d'Wuert an da stëmme mer of.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerzfaassen. Zu der Motioun 1 vun der Demokratescher Partei wëll ech soen, datt mir déi net wäerte matstëmme. Wa se zum Vote kënn, géife mir dergéint stëmme. Ech wëll dem Kolleg Schiltz soen, wann en hei gesot huet, d'DP, dat wier eng Null-Partei, datt se keng Propositionen ginn hätt...

► **Une voix.** - Null-Propositione-Partei.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Null-Propositione-Partei, muss ech awer soen, datt hei d'DP eng Proposition mécht.

► **Une voix.** - An duerfir ass et eng Ee-Punkt-Partei.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et geet der d'DP net séier genuch, fir den Index ze modul'éieren. Ech mengen, dat ass elo zumindest hei dokumentéiert, esou datt ech dovu kann ausgoen, datt d'DP kee besseeren Index wëllt wéi en elo ass. D'DP wëllt also den Index esou séier wéi méiglech verschlechteren, an dat ass hei an hirer Motioun dann zumindest emol aktéiert. An duerfir ass et och kloer fir eis, datt mer där Motioun net kënnen zoustëmme, well mer déi Verschlechterungen net wëllen, wéi d'DP se gären hei hätt. Et ass op jiddwer Fall emol domadder eppes propper a kloer dokumentéiert.

Zu der Motioun 2 vun der Regierung. Déi stëmme mer selbstverständlech och net. Dat ass och keng Iwwerraschung, well et ass jo keng Motioun, déi hei vun der Majoritéit deponéiert ginn ass, fir ze kucken, wat d'DP, déi Gréng, déi Léink oder mir derzou soen. Mä dat hei ass am Fong eng Motioun u sech selwer, fir hir Truppen erëm zesummenzekeréieren a virun allem hir Truppen erëm engagéiert ze kréien.

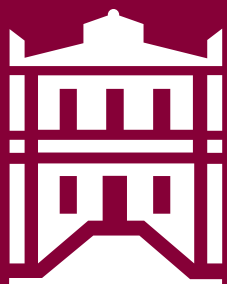
Well wa mer wëssen, wéi se an deene leschte Woche wéi Hénger duerjerneegelaft sinn, wa mer elo grad de Statsminister hei héieren hunn, a sengem leschte Saz, wat awer e wichtege Saz war, wou e sot: „Ech wollt an dëser Phas keng Regierungskris opkomme loosse.“ Dat heescht, et war no derbäi. Et war no derbäi!

Esou léisst d'Majoritéit am Fong hei elo hir Leit iwwert déi Motioun ofstëmme, bënnt déi zwou Säiten dann erëm un dat, wat elo hei virgeluecht ginn ass. A virun allem bréngt d'CSV et mat dëser Motioun fäerdeg, d'Sozialisten elo erëm richtig gebonnen ze kréien, fir dat ze maachen, wat mer elo dëser Deeg hei erkläert hunn, wat se an deenen nächste Wochen a Méint maachen, nämlech si wäerten elo geschwënn ëmfalen...

(Interruption)

...- ech hunn dat de Moien nach hei erkläert - an den Index mat modul'éieren. A mat dëser Motioun, déi elo d'CSV an d'Sozialiste massiv wäerten ënnerstëtzen, hu se hir Truppen och massiv gebonnen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. An elo komme mer zum Vote iwwert déi zwou Motioune.



d'Chamber online op
www.chd.lu



Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Bettel.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. D'Motioun vum Här Bettel ass verworf mat 44 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme

Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Motion 2

Da komme mer elo zum Vote iwwert d'Motioun 2 vum Här Jean-Louis Schiltz. Do ass sécherlech och de Vote électronique verlaangt.

Vote

Duerfir fänkt de Vote elo un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun vum Här Schiltz ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth,

Sommaire des séances publiques N^{os} 28, 29 et 30

Ordre du jour	page 381
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	pages 381-385
Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire	page 385
Communications	page 385
Débat sur l'état de la nation	pages 385-400
Débat sur l'état de la nation (suite)	pages 400-412

Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

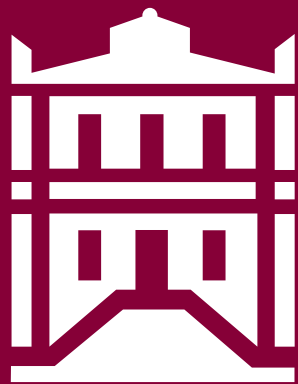
MM. Jean Colombero (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domadder wäre mer och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 1. 2. an 3. Juni. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.45 heures)



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all
öffentlech
Sëtzung

live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

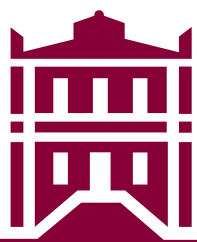
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nospelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0366	Marc Spautz	Installation et utilisation de «skybeamers»
0394	Jean Colombero	Personnes non assurées à la sécurité sociale luxembourgeoise
0483	André Bauler	Incident entre un avion et une camionnette à l'Aéroport de Luxembourg
0506	Félix Braz	Loi d'intégration du 16 décembre 2008
0526	Eugène Berger	Commission d'inclusion scolaire
0527	Xavier Bettel	Conseil national pour Étrangers
0528	Jean Colombero	Ambulances privées
0531	Jean Colombero	Embauche au CRP-Santé
0535	Jacques-Yves Henckes	Délocalisation des activités d'un grand client du Cargo Center
0537	Marc Spautz	Harcèlement moral sur le lieu de travail
0539	André Bauler	Recrutement auprès de la police judiciaire
0544	Claudia Dall'Agnol	Prix des produits pétroliers
0548	Fernand Etgen	Soumissions séparées par corps de métiers
0549	Fernand Kartheiser	Journée de la Commémoration nationale
0551	Eugène Berger	Amniocentèses et anomalies chromosomiques
0552	Jean Colombero	Suivi médical des personnes âgées
0553	Gilles Roth	Mécanismes de contrôle entourant l'élaboration des certificats de performance énergétique
0554	Gast Gibéryen	Avis d'adjudication des grands chantiers
0555	Gilles Roth	Approbation des règlements-taxe en matière de fixation des tarifs de l'eau
0557	Fernand Etgen	Population des abeilles
0558	Mill Majerus	Suppression des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises à Mersch
0560	Anne Brasseur	Évolution du projet du nouveau bâtiment pour les Archives nationales
0561	Gilles Roth	Nouvelle drogue de synthèse appelée méphédron
0563	Fernand Kartheiser	Avocats des enfants
0564	Fernand Kartheiser	Convention internationale des enfants
0567	Jean Colombero	Médicaments orphelins
0570	Lucien Clement	Promotion de l'artisanat
0571	Fernand Kartheiser	Règlement européen concernant la coordination des systèmes de sécurité sociale
0574	Jacques-Yves Henckes	Loi sur les marchés publics et Servior
0576	Jean Colombero	Visites médicales
0577	Gilles Roth	Élaboration d'un plan sectoriel logement
0580	Marcel Oberweis	Électromobilité
0582	Jean Colombero	Évolution de l'assurance dépendance
0587	Marc Spautz	Engagement d'une commune auprès d'un promoteur dans le cadre d'un projet de construction
0593	Marc Spautz	Ratification de la Charte sociale européenne révisée
0603	Anne Brasseur	Information sur les cycles «à pédalage assisté» sur le site www.ecotopen.lu
0604	Claudia Dall'Agnol	Jours d'absence au travail dus à l'éruption du volcan en Islande
0610	André Bauler	Formation continue dans le domaine des premiers secours pour les enseignants
0616	Claude Adam	Nomination de trois nouveaux membres pour le conseil d'administration CLT-UFA par le Gouvernement
0626	Fernand Kartheiser	Ambassade du Luxembourg en Inde
0665 urgente	Henri Kox	Financement du réacteur à fusion ITER

Question 0366 (11.1.2010) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'installation et l'utilisation de «skybeamers»:

Pendant les dernières années, les «skybeamers» sont de plus en plus utilisés à titre publicitaire par des enceintes commerciales, discothèques et organisateurs de manifestations pour attirer la clientèle.

Or, l'installation de tels dispositifs qui illuminent considérablement le ciel n'est pas seulement mal supportée par les citoyens. Les «skybeamers» peuvent, en effet, également présenter un risque pour le trafic aérien, détourner l'attention des automobilistes et ainsi créer un danger pour la sécurité aérienne et routière.

En plus, cette pollution lumineuse peut avoir un impact négatif non négligeable sur la faune et la flore. En effet, cette lumière artificielle peut gêner les oiseaux migrateurs qui se déplacent de nuit d'Europe vers l'Afrique et qui

s'orientent grâce aux étoiles. En outre, ces sources lumineuses sont de véritables pièges à insectes qui peuvent réduire considérablement l'offre de nourriture pour les espèces insectivores.

Selon mes informations, il n'existe momentanément aucune base légale réglementant l'installation respectivement l'utilisation des «skybeamers».

Afin de combler ce vide juridique, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- À défaut de base légale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de légiférer en la matière?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il procéder afin de trouver une solution réglant l'installation et l'utilisation des «skybeamers»?

Réponse commune (19.5.2010) de **Mme Octavie Mordet**, *Ministre de la Culture* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la réglementation des projecteurs lumineux au vu de leurs risques potentiels.

Tout d'abord il y a lieu de faire la distinction entre un laser et un projecteur.

Le projecteur (beamer ou skytracer) est un appareil permettant d'émettre un faisceau lumineux de haute intensité et dont la direction dépasse l'horizontale. La source de lumière peut être à base de décharge électrique, par LED, par filament à incandescence ou par tout autre moyen permettant d'émettre un flux lumineux dépassant les 1.000 lm.

Un laser est un émetteur de toute sorte d'ondes électromagnétiques, soit dans le spectre visible ou non visible, sur base d'une amplification de la lumière par émission stimulée de rayonnement.

Toute exploitation d'un laser doit faire objet d'une autorisation d'exploitation conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

L'exploitation de projecteurs type skytracer, skybeamer ou skyrose n'est pas réglementée pour le moment.

La Direction de l'Aviation civile (DAC) considère ces faisceaux lumineux de haute intensité comme un danger potentiel pour des avions en phase d'atterrissage ou de décollage et la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne dispose à cet effet en son article 32 que des peines délictuelles sont prévues à l'égard de quiconque qui «involontairement ou par défaut de prévoyance ou de précautions, aura commis un fait de nature à mettre en péril les personnes se trouvant à bord d'un aéronef».

Actuellement les demandes afférentes traitées par la DAC sont avisées par l'Administration de la Navigation aérienne (ANA) afin de garantir que la direction et l'intensité de la projection ne puissent ni directement, ni indirectement perturber le trafic aérien et ainsi compromettre la sécurité d'un aéronef. La DAC émet dans certains cas des restrictions quant à l'exploitation de ces projecteurs en fonction du lieu de montage, le type de la source lumineuse et des directions de projection. En fin de compte, l'ANA émet une notification (NOTAM) pour informer les pilotes de la présence de ces projecteurs.

En ce qui concerne l'impact sur la sécurité routière, du fait que les projecteurs dont question sont orientés vers le ciel, leur impact devrait être néant. À relever toutefois que l'article 113 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes

les voies publiques (Code de la Route) dispose qu'«il est défendu de placer des signaux ou panneaux qui, par leurs formes, couleurs ou dimensions peuvent être confondus avec ceux de la signalisation routière ou d'installer à proximité des signaux réglementaires des panneaux ou sources lumineuses qui peuvent nuire à leur visibilité et à leur efficacité».

Enfin, il y a lieu de noter que la législation relative à la publicité, à savoir les articles 37 à 39 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux et le règlement grand-ducal du 4 juin 1984 pris en exécution des articles 37 à 39 de la loi précitée, ainsi que l'interprétation juridique qui en est faite, permettent elles aussi de régler l'installation et l'utilisation des «skybeamers».

En effet, l'article 37 alinéa 1^{er} de la loi du 18 juillet 1983 définit la publicité comme étant «tout dispositif optique établi en vue de la publicité, quels que soient l'objet de la publicité et l'emplacement du dispositif, à l'exception de la publicité produisant son effet exclusivement vers l'intérieur des immeubles».

Dans une décision du 15 juillet 2009, la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, saisie d'une affaire de publicité a souligné que la publicité au sens de la loi de 1983 précitée se définit exclusivement par sa finalité.

L'honorable Député invoque lui-même que les «skybeamers» sont de plus en plus utilisés à titre publicitaire que ce soit par des enceintes commerciales, des discothèques ou encore d'organisations de manifestations.

Ainsi, étant donné que suivant l'article 38 de la loi de 1983 précitée toute publicité qui n'est pas conforme aux critères légaux est interdite et doit être enlevée et que l'article 41 de la loi précitée prévoit des sanctions pénales en cas de violation des dispositions de la loi et de ses règlements d'exécution, il existe déjà actuellement des moyens juridiques pour contrer les «skybeamers».

Question 0394 (20.1.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant les personnes non assurées à la sécurité sociale luxembourgeoise:

Bien que le système de la sécurité sociale luxembourgeoise assure une protection à la très grande majorité des habitants, des cas de personnes non assurées subsistent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Qui est-ce qui prend en charge les frais en cas d'une hospitalisation de personnes non assurées?

2. Un patient ne disposant pas d'une assurance maladie doit-il garantir avec sa propriété privée dans ce cas de figure?

3. Pendant les cinq dernières années, combien de fois le Gouvernement a-t-il été saisi pour l'obtention d'une «aide» dans ce genre de cas et quel est le



nombre d'aides qui ont été accordées? Quels ont été les motifs de refus?

4. Quel est le montant total des aides accordées?

Réponse (30.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les personnes, qui malgré une couverture sociale très étendue, ne tombent pas sous son champ d'application et ne peuvent pas bénéficier des prestations de la CNS ou d'une autre assurance maladie peuvent être secourues par le Ministère de la Santé.

En effet, le Ministre de Santé peut, suite à une demande par l'intéressé, après une enquête effectuée par une assistante sociale et sur base d'un avis de la commission chargée d'analyser le bien-fondé de la demande, accorder un subside à l'intéressé ou prendre en charge l'ensemble ou une partie des montants facturés par les différents prestataires.

À cet effet il dispose dans le cadre du budget de l'État de l'article 14.0.34.011 intitulé: «Traitement des maladies sociales et d'autres affections; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes» doté pour l'exercice 2010 de 700.000 euros (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).

Les données statistiques concernant les dernières années peuvent se résumer comme suit:

Demandes introduites:

2005	42
2006	36
2007	52
2008	56
2009	70
Total	256

Prises en charge accordées:

2005	41
2006	33
2007	51
2008	47
2009	64
Total	236

Refus de prises en charge:

2005	1
2006	3
2007	1
2008	9
2009	6
Total	20

Motif principal des refus: prise en charge signée par un tiers

Montant total des aides accordées:

2005	277.714,86 €
2006	539.189,67 €
2007	323.387,90 €
2008	268.535,68 €
2009	476.438,10 €
Total	1.885.266,21 €

Question 0483 (26.2.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'incident entre un avion et une camionnette à l'Aéroport de Luxembourg**:

Le 22 janvier 2010 un Boeing 747-400 a touché avec son train d'atterrissage une camionnette à l'Aéroport de Findel. Cet incident a suscité des revendications en faveur de l'installation d'un radar permettant de surveiller le trafic

au sol. L'honorable Député Roger Negri a d'ailleurs adressé une question parlementaire à ce sujet à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (cf. *compte rendu N°10/2009-2010 - question parlementaire N°0414*).

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer des résultats des enquêtes internes menées par l'Administration de la Navigation aérienne sur cet accrochage?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les causes de cet accident?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des aéroports comparables en taille et en trafic aérien disposent d'un système de radar au sol?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer des coûts d'une telle installation?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur d'éventuels risques pour la santé du personnel non navigant qui travaille à l'aéroport?

Réponse (14.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert à propos de l'accident du 21 janvier 2010 (et non du 22 janvier 2010 comme indiqué erronément dans l'énoncé de la question parlementaire) impliquant un aéronef Boeing 747-400F de la compagnie Cargolux et une camionnette de l'Administration de la Navigation aérienne.

Il convient de rappeler à ce sujet que différentes enquêtes sont en cours. Les enquêtes internes de l'Administration de la Navigation aérienne et de la Direction de l'Aviation civile ont conduit à des rapports intermédiaires. Aussi un groupe de travail a pu être mandaté sur base de ces rapports intermédiaires afin de dresser un plan d'action de mesures éventuelles à prendre afin de parfaire le dispositif actuel de sécurité.

Lesdits rapports d'enquête sont des rapports internes et intermédiaires dont le contenu n'est pas susceptible d'être divulgué sur la place publique.

L'enquête qui est menée par l'Administration des enquêtes techniques conformément aux dispositions légales en vigueur se conclura par contre par un rapport public. Ce rapport, qui a pour objectif d'éviter que des événements similaires ne se reproduisent à l'avenir et d'énoncer à cette fin, pour autant que possible, des recommandations de sécurité, comporte la collecte et l'analyse de toute information utile sur le déroulement de l'accident, la détermination des causes et l'appréciation de l'efficacité des interventions rendues nécessaires à cause de l'accident ou de l'incident grave. Ledit rapport doit être dressé dans les douze mois suivant la date de l'accident ou de l'incident.

Il convient de rappeler que cette enquête technique n'a pour autant pas pour objectif de déterminer des responsabilités ou des fautes, mais uniquement l'amélioration de la sécurité aérienne.

Au vu des explications qui précèdent et eu égard aux instructions disciplinaires en cours, il m'est impossible de me prononcer sur les raisons ayant conduit à cet accident. La séquence des événements elle-même fut quant à elle déjà relatée dans la réponse

à la question parlementaire N°0414 de Monsieur le Député Negri.

Alors qu'il est plutôt rare que des aéroports comparables en taille et en trafic à l'Aéroport de Luxembourg disposent d'un radar sol, un tel instrument de travail est jugé utile pour l'Aéroport de Luxembourg en raison des fréquentes situations de mauvaise visibilité en période hivernale.

Le coût définitif d'un tel radar sol est difficile à évaluer vu la multitude de systèmes disponibles sur le marché et les spécifications techniques à retenir.

De manière générale, il peut être noté qu'un radar est générateur d'ondes électromagnétiques dans un certain rayon d'action. Pour un radar sol, ce rayon d'action est inférieur à celui d'un radar ordinaire.

Question 0506 (15.3.2010) de **M. Félix Braz** concernant la **loi d'intégration du 16 décembre 2008**:

La loi d'intégration du 16 décembre 2008 prévoit:

1. un comité interministériel;
2. un règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers;
3. un règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration;
4. un contrat d'intégration;
5. un plan d'action pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Je souhaite avoir des renseignements sur ces différents éléments.

1. un comité interministériel
 - 1.1. Quels sont les travaux de ce comité à ce jour?
 - 1.2. Combien de fois s'est-il réuni en 2008 et en 2009?
 - 1.3. Sous quelle forme le comité en question est-il associé à l'élaboration du contrat d'intégration?
 - 1.4. Quelles sont les conclusions tirées par le comité interministériel du forum de consultation organisé le 10 décembre 2009 par l'OLAI?
 - 1.5. Le comité interministériel a-t-il pu soumettre les propositions du Gouvernement en matière de contrat d'intégration au Conseil national pour Étrangers?
2. un règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers
 - 2.1. Le mandat du CNE actuel venant à échéance à la mi-2010, à quelle échéance le Gouvernement entend-il publier le règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du nouveau CNE?
 - 2.2. Sous quelle forme le CNE actuel est-il associé à l'élaboration de ce règlement grand-ducal?
 - 2.3. De quelle façon est-ce que les résultats des travaux du CNE sont rendus accessibles aux personnes intéressées et au grand public? Un site Internet pourrait-il être envisagé à cet effet?
3. un règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration
 - 3.1. Les structures consultatives communales pouvant jouer un rôle important notamment dans le cadre de l'inscription des étrangers sur les listes électorales pour les élections communales, à quelle échéance le Gouvernement entend-il publier ce règlement grand-ducal?
 - 3.2. Quelles sont les conclusions à tirer du fonctionnement actuel des commissions consultatives communales pour étrangers?
 - 3.3. Depuis le 1^{er} janvier 2009 la loi d'intégration est en vigueur et les CCI sont donc obligatoires dans toutes les communes. Pourriez-vous me fournir une liste des communes qui ont mis en place une CCI et me renseigner sur la fréquence des réunions des CCI respectives pendant l'année 2009?
 - 3.4. Sous quelle forme le CNE actuel est-il associé à l'élaboration du règlement grand-ducal concernant les commissions consultatives d'intégration?
 - 3.5. De quelle façon est-ce que les résultats des travaux des CCE sont rendus accessibles aux personnes intéressées et au grand public?
4. un contrat d'intégration
 - 4.1. Où en sont les travaux préparatoires de ce contrat?
 - 4.2. Le CNE actuel est-il associé à l'élaboration de ce contrat?
 - 4.3. La proposition du Conseil économique et social de contribuer à l'attractivité du contrat d'accueil en faisant bénéficier les signataires du contrat d'un délai de séjour raccourci de trois ans pour postuler pour la nationalité est-elle envisagée par le Gouvernement?
 - 4.4. À quelle échéance le Gouvernement entend-il publier le règlement grand-ducal concernant le contrat d'intégration?
 - 4.5. Comme la loi d'intégration précise en son article 2 que l'intégration est un processus à double sens, il ne saurait dès lors suffire d'y impliquer les seuls étrangers. Sous quelle forme la population luxembourgeoise et ses autorités nationales et communales autochtone seront-elles associées à ce processus d'intégration?
5. un plan d'action pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations
 - 5.1. Sous quelle forme les instances suivantes ont été ou seront-elles associées à l'élaboration de ce plan:
 - 5.1.1. le comité interministériel,
 - 5.1.2. le CNE,
 - 5.1.3. la douzaine d'associations et de syndicats qui ont transmis des propositions à l'OLAI à la suite du forum de consultation?
 - 5.2. À quelle échéance le plan d'action en question devrait-il entrer en vigueur?
 - 5.3. Quels moyens budgétaires seront mis en œuvre pour donner corps à ce plan?

Réponse (7.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. comité interministériel
 - 1.1. Le comité interministériel à l'intégration est impliqué dans l'élaboration du plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations. Le projet de plan d'action est établi par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration - ci-après désigné OLAI - en étroite concertation avec le comité interministériel à l'intégration.

1.2. Le comité interministériel s'est réuni deux fois en 2008 et en 2009 pour discuter des modalités relatives à l'établissement du plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations, ainsi que des actions proposées par l'OLAI à réaliser par les différents ministères.

Entre ces réunions, des échanges de courrier et de courriel ont eu lieu avec les représentants des ministères sur leurs propositions.

1.3. Le comité interministériel fut impliqué dans l'élaboration du contrat d'accueil et d'intégration au moment où naquit l'idée de l'éventuelle mise en place d'un tel contrat. C'est dans ce contexte que le comité interministériel s'est réuni pour assister à la présentation du modèle français du contrat d'accueil et d'intégration faite par un collaborateur du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers.

1.4. À la suite de la phase de consultation de la société civile, il s'agit de définir la stratégie globale dudit plan d'action.

Après concertation avec le comité interministériel, ledit projet de plan sera soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation au cours du 2^e semestre 2010.

1.5. Ce ne sera pas le comité interministériel mais le Ministre de tutelle du Conseil national pour Étrangers qui lui soumettra les propositions en matière de contrat d'accueil et d'intégration.

2. Règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers

2.1. Le nouveau règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers est en voie d'élaboration et sera finalisé dans les prochaines semaines.

2.2. Le projet de règlement grand-ducal, une fois finalisé, sera soumis après approbation du Conseil de Gouvernement pour avis au Conseil national pour Étrangers.

2.3. Le nouveau site Internet de l'OLAI (www.olai.public.lu), opérationnel sous peu, remplacera le site temporaire existant à l'heure actuelle. Sur le nouveau site de l'OLAI, une sous-rubrique de la rubrique «Organismes de consultation» est réservée au Conseil national pour Étrangers qui pourra ainsi publier et rendre accessible au grand public les résultats de ses travaux.

3. Règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration

3.1. Le nouveau règlement grand-ducal concernant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives d'intégration se substituera au règlement grand-ducal du 5 août 1989 actuellement en vigueur.

En vertu dudit nouveau règlement, le conseil communal de chaque commune et non plus celles comprenant plus de 20% d'étrangers, constituera une commission consultative d'intégration. Dans les communes ayant à ce jour déjà mis sur pied une commission consultative pour étrangers, celles-ci devront être renouvelées après les élections communales du 9 octobre 2011.

Le projet de règlement est en voie d'élaboration et sera soumis sous peu pour avis au Syvicol.

3.2. Dans la mesure où la plupart des commissions ne transmettent, malgré de nombreuses relances, les comptes rendus de leurs réunions ni au Ministère de l'Intérieur, ni à l'OLAI, il est difficile de statuer sur leur fonctionnement.

3.3. Actuellement, 63 communes disposent d'une commission consultative communale dont la liste est annexée.

3.4. Le 4 octobre 2005, le Conseil national pour Étrangers avait soumis une proposition de modification du règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers. L'actuel avant-projet de règlement tient compte, dans la mesure du possible, des propositions et souhaits du Conseil national pour Étrangers.

3.5. Tout dépend de la bonne collaboration entre les autorités communales et la commission. Il y a des communes qui sortent des bulletins périodiques qui sont destinés à tous les ménages. Si intérêt il y a, des informations de la part des commissions pourront être publiées sur le nouveau site de l'OLAI.

4. Contrat d'accueil et d'intégration

4.1. Au-delà de la rédaction (purement matérielle) dudit règlement, il s'agit de créer les conditions permettant la mise en œuvre dudit contrat. L'OLAI est actuellement en train d'élaborer un contrat type d'accueil et d'intégration, de développer un outil de gestion dudit contrat, d'analyser les offres de cours de langues existants et de préparer, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, la possibilité d'adaptation de ces cours à une demande non chiffrable à l'heure actuelle.

Par ailleurs, l'OLAI travaille sur le concept et le contenu des cours d'instruction civique. Le contrat ne pourra être lancé qu'à partir du moment où une formation des formateurs et le bon déroulement logistique et administratif du contrat sont assurés.

4.2. Le 27 mai 2008, le Conseil national pour Étrangers a rendu son avis sur le projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg et par corollaire sur l'introduction du contrat d'accueil et d'intégration.

4.3. Toute question relative quant à un éventuel raccourcissement du délai de résidence obligatoire en vue de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise ne se pose actuellement pas pour le Gouvernement.

4.4. Le projet de règlement élaboré conjointement par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est en voie d'élaboration et sera soumis sous peu pour avis au Conseil de Gouvernement.

4.5. L'intégration des étrangers se fait avant tout au niveau local. De ce fait, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, à travers l'OLAI, soutient des projets d'intégration innovants qui se dérou-

lent au niveau des communes. À côté des nombreuses initiatives prises par les associations, de plus en plus d'administrations communales font preuve d'un réel engagement et d'efforts louables pour ce qui est de l'accueil et de l'intégration des résidents étrangers dans leurs communes.

Actuellement, deux pactes d'intégration ont été signés dont le premier en 2009, entre le groupe d'action locale LEADER Redange-Wiltz, l'ASTI et l'OLAI et le second en mars 2010 entre l'administration communale de Bettembourg, l'ASTI et l'OLAI. Ces pactes comprennent une série d'activités visant à favoriser l'intégration des citoyens étrangers, dont l'élaboration d'un carnet de bienvenue. Des discussions sont actuellement en cours en vue de la conclusion d'un pacte d'intégration avec d'autres communes.

Par ailleurs, les moments d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques ouverts à un large public permettront à d'autres autorités locales de suivre l'exemple et de s'impliquer à leur tour.

5. Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations

5.1.1. voir sous 1.1. et 1.2.

5.1.2. Les membres du CNE ont été invités au forum de consultation du 9 décembre 2009 et eurent l'occasion de remettre par voie écrite leurs recommandations, suggestions et propositions relatives au plan dans le délai qui était imparti à la société civile pour contribuer au plan d'action.

5.1.3. voir sous 1.4.

5.2. voir sous 1.4.

5.3. Pour 2010, un budget total de 320.000 € est alloué à l'OLAI pour mettre en œuvre les mesures et objectifs du plan d'action quinquennal d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Question 0526 (22.3.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **commission d'inclusion scolaire**:

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit la création d'une commission d'inclusion scolaire dans chaque arrondissement. Cette commission a pour mission de définir, soit à la demande des parents, soit à la demande de l'instituteur et pour autant que les parents aient marqué leur accord, la prise en charge des élèves en question.

Il me revient toutefois que dans certains arrondissements la commission d'inclusion scolaire ne peut prendre en charge les élèves concernés qu'après des délais d'attente de plusieurs mois.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations? Dans l'affirmative, combien d'enfants sont concernés par ces délais d'attente?

- Par quels moyens Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation?

Réponse (4.5.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'article 29 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dis-

pose que dans chaque arrondissement est créée au moins une commission d'inclusion scolaire (CIS) qui a pour mission de définir, soit à la demande des parents, soit à la demande de l'instituteur et pour autant que les parents aient marqué leur accord, la prise en charge d'élèves à besoins spécifiques.

La mission d'une CIS consiste à faire établir un diagnostic des besoins de l'élève. Ce diagnostic se base sur des contributions élaborées par le titulaire de classe concerné en concertation avec l'équipe pédagogique, des membres de l'équipe multiprofessionnelle concernée et, le cas échéant, des membres d'organismes ayant assuré ou assurant une prise en charge de l'enfant. Le diagnostic porte sur les volets cognitif, physique, psychologique, pédagogique et social. Les membres de la CIS font élaborer un plan de prise en charge par les professionnels concernés et, dans la mesure du possible, en étroite collaboration avec les parents. Le plan est soumis aux parents pour accord.

Un plan de prise en charge peut consister en:

1. l'adaptation de l'enseignement en classe par le titulaire de classe en collaboration avec l'équipe pédagogique;

2. l'assistance en classe par un ou des membres de l'équipe multiprofessionnelle rattachée pour la période d'intervention à l'équipe pédagogique;

3. le séjour temporaire pour l'apprentissage de certaines matières dans une classe autre que la classe d'attache;

4. l'enseignement dans une classe de l'Éducation différenciée;

5. l'enseignement dans une école ou une institution spécialisée au Luxembourg ou à l'étranger.

Dans les cas visés sous 4. et 5. l'approbation de la commission médico-psycho-pédagogique nationale est de rigueur.

Les inspecteurs de l'enseignement fondamental m'ont assuré que les commissions d'inclusion scolaire qu'ils président traitent les cas des élèves qui leur sont signalés, en règle générale, en décaissant un mois. La mise en œuvre des mesures préconisées par un plan de prise en charge se fait en fonction de leur nature; certaines mesures peuvent être appliquées sans délai, alors que pour d'autres, comportant la mise à disposition de ressources spécifiques, la mise en œuvre demande davantage de temps, étant donné qu'il faudra d'abord dégager les moyens nécessaires. Des délais d'attente peuvent survenir également lors de l'établissement des diagnostics, tributaires des disponibilités des spécialistes concernés.

Par ailleurs, toute proposition de transfert d'un enfant dans une classe de l'Éducation différenciée respectivement dans une école ou institution spécialisée au Luxembourg ou à l'étranger, élaborée par une CIS, nécessite l'approbation de la commission médico-psycho-pédagogique nationale et ne peut être réalisée qu'en fonction des places disponibles, ce qui risque de mener à des délais d'attente.

Afin de faciliter la mise en œuvre des mesures retenues par les différents plans de prise en charge individualisés, j'ai l'intention de doter les équipes multiprofessionnelles en place dans les différents arrondissements d'inspection de ressources spécialisées supplémentaires.

Question 0527 (22.3.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **Conseil national pour Étrangers**:

Par la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, a été créé un Conseil national pour Étrangers, organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement les problèmes concernant les étrangers et leur intégration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles ont été les contributions de ce Conseil national pour Étrangers depuis son instauration?

- Combien de fois cet organe a-t-il été consulté par le Gouvernement?

- Quels moyens sont mis à sa disposition afin de pouvoir assumer les tâches prévues par la loi?

Réponse (5.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Depuis 2001, les principaux avis et examens émis par le Conseil national pour Étrangers sont les suivants:

- Avis du 24.7.2001 sur le projet de loi N°4743 relatif à la nationalité luxembourgeoise

- Avis du 10.6.2002 sur la loi électorale

- Avis du 2.3.2004 sur le projet de loi N°5249 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi (auto saisine du CNE)

- Avis du 25.5.2005 sur le projet de loi N°5437 relatif à l'octroi du droit d'asile et aux formes complémentaires de protection (auto saisine du CNE)

- Avis du 2.2.2006 sur le projet de loi N°5330 concernant le droit d'asile (demande du Gouvernement)

- Avis du 9.5.2007 sur le projet de loi N°5618 concernant le service volontaire des jeunes (demande du Gouvernement)

- Avis du 22.5.2007 sur le projet de loi N°5620 concernant la nationalité luxembourgeoise (auto saisine du CNE)

- Avis sur le projet de loi N°5802 concernant la libre circulation et l'immigration (auto saisine du CNE)

- Avis sur le projet de loi N°5825 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers (demande du Gouvernement)

- Avis sur le projet de loi N°5886 concernant le congé linguistique (auto saisine du CNE)

- Avis sur le projet de loi N°5908 concernant les mariages forcés ou de complaisance (auto saisine du CNE)

- Examen du projet de loi N°6054 du 10.6.2009 concernant les associations sans but lucratif et les fondations (auto saisine du CNE)

Principales recommandations et propositions du CNE

- Recommandation relative à la double nationalité

- Recommandation relative à l'accès des citoyens européens à la fonction publique

- Recommandation relative au droit de vote actif et passif des ressortissants de pays tiers

- Recommandation relative à l'égalité des chances dans le système scolaire luxembourgeois

- Recommandation relative à l'amélioration des procédures de demande d'asile selon la Convention de Genève de 1951

- Proposition du 4.10.2005 visant à modifier le règlement grand-ducal du 5.8.1989 qui fixe l'organisation et le fonctionnement des commissions communales pour étrangers.

Autres travaux du CNE

- Rapport et audition du Bureau à la Commission spéciale «Immigration» de la Chambre des Députés

- Prise de position sur les résultats de l'étude PISA présentée à la Chambre des Députés

- Résolution sur la régularisation des sans-papiers.

2. Depuis 2001, le CNE a été consulté trois fois par le Gouvernement (projets de loi sur le droit d'asile, le service volontaire des jeunes et l'accueil et l'intégration des étrangers, cf. 1).

3. Les jetons de présence auxquels ont droit les membres du CNE sont prévus dans le budget de l'OLAI. Il en est de même des budgets plus spécifiques pour un projet initié par le CNE tel une table ronde ou une réunion sur un sujet rentrant dans le champ de compétences du Conseil, ce qui d'ailleurs a été le cas par le passé. Il faut bien évidemment que les projets soient finalisés au moment de l'introduction des propositions budgétaires. Finalement, un poste administratif détaché de l'OLAI assume les fonctions de secrétaire du CNE.

Question 0528 (23.3.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **ambulances privées**:

In den letzten Wochen wurde viel über das Thema der Professionalisierung des Rettungswesens diskutiert. Im Bereich des Ambulanzwesens der nicht notfallmäßigen Patiententransporte bieten eine ganze Reihe von privaten Unternehmen eine Vielzahl von Dienstleistungen an. Auch ausländische Unternehmer haben sich in diesem Sektor hierzulande etabliert. Aus Erfahrungsberichten von Patienten und Familien ist gewusst, dass diese Transporte unterschiedliche Dienstleistungsgrade aufweisen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie bedeutend ist mittlerweile dieser Dienstleistungssektor in Ziffern?

2) Wie wird er kontrolliert und durch welche Instanzen wird er überwacht?

3) Welche grundlegenden Qualifikationen muss das Ambulanzpersonal aufweisen, um auf diesen nicht notfallmäßigen Patiententransporten zum Einsatz kommen zu können?

4) Gibt es obligatorische Kurse, die dieses Personal absolvieren muss, um als Fahrer respektive Begleitperson auf Ambulanzfahrten zum Einsatz kommen zu können?

5) Wie viel Wissen bezüglich der Pathologien/Krankheitsbilder der transportierten Personen muss dieses Begleitpersonal von privaten Ambulanzdienstleistern nachweisen können?

6) Gibt es entsprechende staatlich anerkannte Kurse und Examina?

7) Gibt es ein empfohlenes Qualitätslabel für diese Ambulanzdienstleister?

8) Wenn ja, wie viele Ambulanzdienstleister weisen ein Qualitätszertifikat zurzeit hier in Luxemburg auf?

9) Denkt der Minister nicht auch, dass es für ein qualitativ hochwertiges Gesundheitssystem staatlich anerkannte und geförderte Zertifizierungen in diesem Bereich geben sollte, um dem Patienten ein Mindestmaß an Dienstleistungsqualität zu garantieren?

Réponse commune (25.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Gemäß Artikel 34 des Gesetzes vom 12. Juni 2004 bezüglich der Schaffung der Verwaltung für Rettungswesen kann der Transport von Kranken und Verletzten, welcher vom nicht öffentlichen Sektor durchgeführt wird, mittels einer großherzoglichen Verordnung geregelt werden. Es sei vermerkt, dass der Transport von Kranken und Verletzten in Notfällen laut Gesetz vom 27. Februar 1986 betreffend die medizinische Versorgung bei Notfällen dem öffentlichen Sektor vorbehalten ist.

Eine Vorlage für oben genannte Verordnung ist in Ausarbeitung.

Zielsetzung dieser Verordnung ist die Festlegung der minimalen Anforderungen zur Gewährleistung der Qualität beim Krankentransport im nicht öffentlichen Sektor, der Bedingungen zur Anerkennung der Transportmittel und des Personals sowie von dessen Ausbildung.

Derzeit gibt es keine dementsprechenden Anforderungen an die privaten Unternehmen, die allerdings über eine Handlungsermächtigung zur Ausübung ihrer Tätigkeit verfügen müssen.

Im Jahr 2008 wurden laut Zahlenmaterial der Krankenkassenunion 34.696 Krankentransporte vom Privatsektor durchgeführt. Auf das Rote Kreuz sowie das Malteser Kreuz entfielen im selben Jahr zusammen 925 Krankentransporte.

Question 0531 (23.3.2010) de **M. Jean Colombara** (*ADR*) concernant l'embauche au CRP-Santé:

Das CRP-Santé wird eine Postenbesetzung vornehmen und einen Arzt mit Spezialisierung in Epidemiologie einstellen, um Forschung in diesem Fachgebiet zu betreiben (Stichdatum: 31. März 2010) Wiederum wird kein PhD gefordert, so wie das von externen Audits regelmäßig verlangt wird.

Andererseits stellt man fest, dass das Personal in dem Forschungsinstitut mit CDDs angestellt ist und es zu Entlassungen kommt, bevor die Arbeitsverträge in CDIs umgewandelt werden. Kürzlich hat eine PhD-Forscherin im CES des CRP-Santé stante pede demissioniert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wieso eigentlich soll ein Arzt eingestellt werden, der nebenbei Epidemiologie als Spezialisierung vorweist und wieso kann es nicht ein erfahrener, anerkannter Professor in klinischer Epidemiologie sein? Ist es eine Kostenfrage?

2) Wie sind die Resultate der bisherigen Forschungsaufträge ausgefallen? (CORE-Projekte, Evaluation von 2009)?

3) Wie steht es mit der politischen Kontrolle und der Verpflichtung des «Contrat de Performance»?

4) Stimmt es, dass das Personal in den Forschungsabteilungen hauptsächlich mit CDDs angestellt wird, oder gibt es auch Personal mit CDIs und wie ist deren prozentuales Verhältnis zueinander?

Réponse commune (5.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

L'honorable Député se réfère à une annonce de recrutement du CRP-Santé parue dans la presse quotidienne le 13 mars 2010. Le poste à pourvoir de responsable du centre de compétences en méthodologie et statistiques demande effectivement une qualification scientifique de type PhD (doctorat en science). Cette qualification fait partie du profil de poste complet consultable sur le site du CRP-Santé, rubrique Jobs (www.crp-sante.lu), à laquelle l'annonce fait référence. Au 1^{er} mars 2010, tous niveaux de formations et responsabilités confondus, 69 salariés sur 235 du CRP-Santé étaient porteurs du diplôme de PhD.

Le poste en voie de recrutement demande en plus une qualification médicale, alors qu'il est tout simplement impossible de faire de l'épidémiologie clinique de qualité sans disposer de compétences médico-cliniques. Ainsi, le diplôme médical constitue une condition essentielle dans cette situation particulière.

Il m'importe de rappeler que le CRP-Santé fut d'ailleurs la première institution luxembourgeoise à signer la Charte européenne du Chercheur et le Code de Recrutement, instruments qui défendent spécifiquement les droits des chercheurs et docteurs en sciences (PhD). Dans le contexte de l'implémentation de cette charte, le CRP-Santé vient d'ailleurs de se voir attribuer la reconnaissance «HR Excellence in Research» de la part des instances européennes.

En 2009, le Fonds national de la Recherche (FNR) a financé au niveau national trois nouveaux projets CORE dans le domaine biomédical. Le CRP-Santé en a obtenu deux à lui seul et participe au 3^e en collaboration avec le Laboratoire national de Santé (LNS) et le CRP Gabriel Lippmann. Le CRP-Santé a en plus obtenu un projet PEARL du FNR en 2009, ainsi que huit projets Aides à la Formation-Recherche (AFR). Le CRP-Santé a soumis 16 nouvelles pré-propositions CORE au FNR pour 2010. Le FNR en a autorisé 15 pour soumission définitive, dont l'évaluation finale sera attendue en automne.

Pour l'exercice 2008, le CRP-Santé a satisfait à la majorité des critères de performance du contrat signé avec le Gouvernement. Le rapport portant sur les résultats accomplis en la matière en 2009 a été soumis au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ces résultats, en instance de validation, confirment le score de l'année passée. Selon ces résultats le Centre dépasserait même sur certains critères les objectifs prévus.

Actuellement, 65% des salariés sont liés au CRP-Santé par un contrat à durée indéterminée (CDI). Ce chiffre atteint même 67% pour la catégorie des PhD. Ce seuil se situe au-dessus de la

moyenne nationale, voire européenne dans le secteur de la recherche publique. En accord avec le Code du Travail, le CRP-Santé recourt au CDD pour des engagements dans le cadre de projets de recherche bien précis et partant limités dans le temps.

Question 0535 (24.3.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*) concernant la délocalisation des activités d'un grand client du Cargo Center:

D'Press meldt, dass e grouse Client vum Cargo Center um Findel, an esou och vun der Cargolux a vun zwou Entreprises aus dem Secteur Logistik, Lëtzebuerg als Standuert vum Logistikcenter opgëtt. Laut dëser Firma wieren d'Infrastrukturen an d'Servicer fir dës Aktivitéiten an Holland besser.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen an déi Häre Wirtschaftsminister a Minister vun den Infrastrukture stellen:

1. Ass d'Regierung vun dëser Décisioun informéiert ginn?

2. Huet d'Regierung Verhandlung mat dëser Entreprise opgeholl, fir dës Décisioun eventuell rückgängig ze maachen? Huet de Wirtschaftsminister bei senger aktueller Rees an Amerika (vum 20. bis de 27. März, mam Grand-Duc héritier), wou dës grouse Firma aus dem Beräich Informatik hire Siège huet, an dësem Dossier kënnen agéieren?

3. Wat bedeit dës Décisioun fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg als Standuert fir d'Logistik?

4. Wat fir Efforte muss Lëtzebuerg am Beräich «Infrastrukturen» an «Servicer» maachen, fir mat den Hollänner gläichzestellen oder besser ze sinn?

5. Wat sinn d'Inzidenze vun dëser Décisioun fir de Cargo Center?

6. Wat sinn d'Inzidenze vun dëser Décisioun fir d'Cargolux?

7. Wat sinn d'Inzidenze vun dëser Décisioun fir d'Firmen en aval vum Cargo Center?

8. Wéi vill Aarbechtsplaze sinn duerch dës Décisioun a Gefor?

Réponse commune (29.4.2010) de **M. Jeannot Kreckel**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0535 vum honorablen Deputéierten Jacques-Yves Henckes betreffend d'Delokalisierung vun den Aktivitéiten vu Panalpina, kënnen d'Häre Wirtschaftsminister a Minister vun den Infrastrukturen lech folgend Informatiounen matdeelen:

1. De Wirtschafts- an Aussenhandelsministère ass dës Décisioun schonns am Januar 2009 gewuer ginn, wéi Panalpina hien iwwer seng Intentioun informéiert hat e Sozialplang opzestellen, dëst wéinst dem Réckgang am Luftfrachtberäich an der Décisioun vun hirem Client Hewlett Packard, d'Preparatioun vu senger Commanden, déi zu Mënsbech bei der Firma Global Logistic Partners stattfonnt huet, zu Venray an Holland bei der Firma Flextronics ze konzentréieren. All déi aner Sitë vun Hewlett Packard an Europa sinn och vun dëser Décisioun betraff.

Den Transfert vun den Aktivitéiten vu Mënsbech op Venray war fir Enn Oktober 2009 virgesinn. Den Transfert ass duerch Verzögerungen bei der Emstrukturierung

vun den Hewlett Packard Distributionzentrale verspéit ginn a wäert am Mee 2010 stattfannen.

Well Logistikfirmen zu Lëtzebuerg ni, oder ganz seelen, d'Nimm vun hire Clientë bekannt gi fir déi si schaffen, ass de Wirtschafts- an Aussenhandelsministère och just am Kader vum Sozialplang vu Panalpina iwwert d'Décisioun vun Hewlett Packard informéiert ginn.

2. Wéi bei villen Entreprises, déi sech an dëser Wirtschaftskris behaapte mussen, schéngt et och bei Hewlett Packard d'Iwwerleeung gewiescht ze sinn, hir Käschten ze drécken. Et ass an dësem Zesummenhang wou Hewlett Packard dunn decidéiert hat, d'Zuel vu sengen europäeschen Distributionzentralen erofzeschrauwen. Dobäi sief och erwähnt, dass Lëtzebuerg ni en exklusiven Distributionszentrum fir den Import oder Export vu Gidder vun Hewlett Packard an oder eraus aus Europa war. D'Firma huet decidéiert, hir Vertriebsaktivitéiten zu Venray an Holland ze konzentréieren, well si do genuch Plaz huet, fir d'ganz Preparatiounen vun de Commanden vum engem Standuert aus ze maachen. Eisen Informatiounen no ass also d'Décisioun vun Hewlett Packard net op wirtschaftlech oder strukturell Considérations iwwert de Logistikstanduert Lëtzebuerg zrëckzeféieren.

Well dës Décisioun schonns Ufank 2009 geholl gouf an och net méi rückgängig ze maache war, war et och net ubruecht Hewlett Packard bei der leschter Amerika Missioun vum Wirtschafts- an Aussenhandelsminister vum März 2010 ze besichen.

3. Wéinst de genannte Grënn stellt dës individuell Décisioun net de Logistikstanduert Lëtzebuerg a Fro. Lëtzebuerg behaupt sech nach ëmmer als fëneftgréisste Frachtflughafen an Europa wat de Volume vun den transportéierte Gidder ueget. Dës Décisioun weist awer, dass et absolut noutwendeg ass, genuch Plaz fir Stockage a Weiderverarbeitung vu Wueren disponibel ze hu fir Europa-Distributionszentren, wéi dee vun Hewlett Packard op Lëtzebuerg unzeseien. Dofir ass et ëmsou méi wichtig, dass Logistikprojekten, wéi de Réaménagement vum fréiere WSA-Site esou schnell wéi méiglech ëngesat ginn. D'Décisioun vun Hewlett Packard weist och, dass et wichtig ass sech am Detail mat de Besoinen vun den Entreprises am Logistikberäich ausenannerzusetzen. Reflexiounen an dës Richtung ginn dofir och zur Zäit vu béide Ministère gemaach.

4. Fir de Logistikstanduert Lëtzebuerg konstant ze optimiséieren, goufen an deene leschte Jore verschidde Moosmen geholl, wéi zum Beispill d'Aféierung vun der représentation fiscale, den opérateur économique agréé, d'Paperless Douanes et Accises oder och nach d'Kreatioun vum Cluster Logistique, deen et alle Logistikaakteuren erméiglecht, hir Efforten an Uleiessen zesummenzelleen. Eréischt kierzlech huet de Wirtschafts- an Aussenhandelsminister op eng Proposition vum OGB-L reagiert a proposéiert an Zesummenarbecht mam Nohaltekeetsminister eng Table ronde ze organiséieren, déi all Akteure vun Findel aus dem Beräich Luftfracht an Transport un een Dësch bréngen soll, fir d'Besoinen am Beräich vun der Luftfracht ze analyséieren a méiglech Mesurë fir Kompetitivitéitssteigerung ze determinéieren.

5, 6 a 7. Fir Hewlett Packard war de Findel ni déi eenzeg Porte d'entrée fir den Import vu Gidder aus Asien an Europa. D'Gesellschaft Panalpina schafft och vun deene verschiddene Frachtplattformen an Europa aus, besonnesch Amsterdam, Frankfurt oder Paräis. Panalpina huet och net vir dësen Importmodell ze änneren. Fir si ass a bleift Lëtzebuerg eng gutt Entrée, virun allem wéinst senger gudde Konnexioun mat Asien a senger kuerzen Handlungszäiten. Dofir wäert och d'Décisioun vun Hewlett Packard net, oder nëmme marginal, d'Aktivitéiten vun der Cargolux a vum Cargo Center affektéieren. D'Zone de Chalandise vun dem Flughafen geet nämlech wäit iwwert d'Grenze vum Land ewech, an och Produiten, déi am Ausland preparéiert goufen, gi vu Lëtzebuerg an d'Welt geschéckt a vice-versa. Just d'Preparatioun vun de Commanden, déi bis elo zu Mënsbech gemaach gouf, ass vun der Décisioun vun Hewlett Packard affektéiert.

8. Den Transfert betrëfft zweielef Aarbechtsplaze bei Panalpina, a 14 Aarbechtsplaze bei Global Logistic Partners.

Question 0537 (25.3.2010) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant l'harcèlement moral sur le lieu de travail:

La Convention relative au harcèlement et à la violence au travail du 25 juin 2009 conclue entre les partenaires sociaux, et que le règlement grand-ducal du 15 décembre 2009 a déclaré d'obligation générale, transpose en droit luxembourgeois un accord-cadre autonome européen.

En début d'année, Monsieur le Ministre, en réponse à une de mes questions parlementaires précédentes (N°0321) (*cf. compte rendu N°8/2009-2010*), a affirmé ne vouloir agir par la voie législative qu'une fois la convention précitée évaluée. Or, selon les associations de lutte contre le harcèlement, et notamment mobbing a.s.b.l., il est d'ores et déjà évident que la convention, si elle constitue une bonne base, n'est pas suffisante pour endiguer le fléau que constitue le harcèlement moral sur le lieu de travail. La crise venant exacerber ce phénomène, une intervention plus poussée serait de mise.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si, au vu des observations des personnes sur le terrain, il ne pense pas qu'il faudrait passer à l'étape suivante et prévoir un cadre législatif venant sanctionner le harcèlement moral et la violence sur le lieu de travail, cadre qui pourrait s'inspirer de la convention précitée, mais qui devrait aller plus loin que celle-ci?

- Dans la négative, quand le Gouvernement entend-il procéder à une évaluation de la convention précitée?

Réponse (11.5.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz je tiens à souligner qu'à l'heure actuelle il n'est pas encore possible de faire une réelle

évaluation de l'effet de l'accord-cadre conclu par les partenaires sociaux qu'étant donné que sa déclaration d'obligation générale n'est intervenue qu'en décembre 2009.

En effet j'estime qu'il faut prendre en considération au moins une période d'application d'une année avant de pouvoir juger de l'efficacité d'un instrument réglementaire.

Une évaluation utile ne pourra dès lors pas se faire avant janvier 2011. Sur cette base une décision sera prise si une loi devra être adoptée.

Question 0539 (25.3.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **recrutement auprès de la police judiciaire**:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale qui a eu lieu en date du 10 mars dernier, les responsables ont attiré l'attention du public sur les problèmes de recrutement qu'éprouvent les services de la police judiciaire et de l'enquête criminelle depuis quelques années. À noter que l'honorable Député Xavier Bettel avait déjà rendu attentif sur ces difficultés dans sa question parlementaire N°0193 posée en date du 26 novembre 2004 (cf. *compte rendu N°5/2004-2005*). Dans sa réponse, Monsieur le Ministre avait déclaré qu'il continuerait «à engager des magistrats et des policiers supplémentaires» dans la police judiciaire.

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce constat et, dans l'affirmative, peut-il fournir des précisions sur les raisons qui expliquent cette pénurie de personnel qualifié?
2. Comment le nombre de magistrats et de policiers a-t-il évolué depuis 2004?
3. Quelles sont les fonctions qui sont le plus concernées par le manque de personnel?
4. Quelle est la stratégie à court terme du Ministère pour pallier ces déficiences en matière de policiers spécialisés dans le domaine de l'enquête et de la recherche?

Réponse (29.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Depuis le 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 1^{er} janvier 2010, les effectifs du Service de police judiciaire ont évolué de la manière suivante: de 15 à 19 cadres supérieurs (y compris commissaires-enquêteurs), de 108 à 121 pour les inspecteurs et de 34 à 42 pour les personnels civils. Les effectifs ont en moyenne connu une augmentation de 15,92%.

S'il est vrai qu'aussi bien le Service de police judiciaire que les Services de Recherche et d'Enquête criminelle connaissent des problèmes de recrutement, ce phénomène peut trouver plusieurs explications: complexité des procédures judiciaires, services de permanences à domicile à effectuer avec de multiples interventions pour certaines sections en dehors des heures de service, imprévisibilité des ho-

raires de travail ainsi qu'un désavantage financier par rapport aux fonctionnaires affectés aux Centres d'intervention.

Actuellement des travaux d'évaluation de la loi du 31 mars 1999 sont en cours. Ce recrutement des services d'enquêtes faisant également objet d'une étude approfondie.

Question 0544 (29.3.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **prix des produits pétroliers**:

Il semblerait, en suivant l'évolution des prix à la pompe de certains carburants, que nous assistions à une phase de hausse notable des produits pétroliers.

Je souhaite à ce propos poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Sur quelle bourse sont cotés les produits pétroliers servant de base de calcul pour les prix des produits pétroliers?

Quelle est la différence entre le pétrole Brent et le WTI?

À quel intervalle sont calculés les prix des produits pétroliers au Luxembourg?

Quelle est la relation entre le prix du pétrole brut et les prix à la pompe des produits pétroliers?

Une hausse ou baisse du prix du pétrole brut entraîne-t-elle un mouvement similaire des prix à la pompe?

- Quelles sont les composantes du prix à la pompe des produits pétroliers et quelles sont les taxes qui s'ajoutent au prix net?

Réponse (4.5.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol concernant le prix des produits pétroliers, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les prix maxima des produits pétroliers appliqués au Luxembourg sont calculés quotidiennement sur base des cotations journalières des produits pétroliers raffinés (essence, diesel,...) de la bourse de Rotterdam.

Les prix diffusés par la presse internationale sont en général les prix de référence du pétrole brut comme le Brent ou le WTI; le Brent étant le pétrole brut de référence européen coté à la bourse de Londres, et le West Texas Intermediate (WTI) étant le pétrole brut de référence américain coté à New York. Ces prix peuvent varier de façon considérable de ceux des produits raffinés, principalement en raison de différences entre la demande au niveau du pétrole brut et celle au niveau des produits pétroliers raffinés. En plus des différences au niveau mondial entre les stocks de pétrole brut et ceux des produits raffinés, le cours de change entre le dollar et l'euro ainsi que bien d'autres facteurs expliquent les différences parfois notables entre le prix du pétrole brut et le prix des différents produits raffinés.

Des changements de prix au niveau du pétrole brut n'impliquent donc pas automatiquement des changements équivalents au niveau des produits raffinés.

Les autres éléments déterminant les prix des produits pétroliers à la pompe tels que les frais liés au transport et au stockage, les

marges des pétroliers et des stations de service, ainsi que les accises ne varient ni avec les cotations du pétrole brut, ni avec celles des produits pétroliers.

Le prix final à la pompe se compose donc d'éléments variables et d'éléments fixes ainsi que du montant de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée sur le prix final.

Actuellement, la part variable des prix des produits pétroliers est de 52% pour le diesel et de 48% pour les essences.

Question 0548 (31.3.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **soumissions séparées par corps de métiers**:

À plusieurs occasions, le Gouvernement a affirmé sa volonté de maintenir les investissements publics à un niveau élevé. Le département des Travaux publics a notamment anticipé des travaux d'infrastructure pour soutenir le carnet des commandes des entreprises du secteur de la construction et de l'artisanat. Or, au vu des avis d'adjudication, l'on constate que le département des Travaux publics préfère souvent passer des marchés importants en entreprise générale.

S'agissant de la construction de logements, l'on note que dans la plupart des cas la vente d'un terrain privé est liée à un contrat de construction clé en main. Il s'ensuit que les entreprises artisanales éprouvent de plus en plus de difficultés à remplir leurs carnets de commande.

En l'absence de mesures spécifiques, il est à craindre que les entreprises artisanales ressentiront tôt ou tard encore davantage les effets de la crise économique avec tous les effets connexes liés à celle-ci.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles possibilités Monsieur le Ministre voit-il pour passer plus de soumissions séparées par corps de métiers?

Réponse (19.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite avoir quelques précisions sur l'attribution des marchés par corps de métiers séparés.

Il y a tout d'abord lieu de noter que la majorité des travaux sont adjugés par corps de métiers séparés. Les soumissions par entreprises générales ou entreprises générales partielles demeurent l'exception, bien que nécessaires dans certains cas pour la réalisation de projets d'envergure et complexes et qui sont à achever dans des délais serrés et pour lesquels il est indiqué de confier la responsabilité de l'exécution de travaux de plusieurs corps de métiers à un seul entrepreneur; ces adjudications concernent donc en général des travaux qui demandent des coordinations efficaces et de la planification des interventions des différentes entreprises sur site et du déroulement des travaux pour garantir un avancement continu et soutenu des travaux; ceci exige de la part de l'adjudicataire des capacités adaptées notamment en ce qui concerne le personnel, le chiffre d'affaire, l'outillage et les moyens d'exécution.

Il est cependant important de préciser que les entreprises à plus petite taille ne sont jamais exclues de ce type d'adjudication étant donné qu'elles peuvent toujours soit s'associer avec d'autres entreprises dans une association momentanée soit participer à la soumission en soustraction avec l'entrepreneur général.

En tant que mesures spéciales au profit des PME, je me permets de rappeler les décisions prises en 2009 par le Gouvernement où des projets de petite et moyenne envergure ont été (re)lancés dans le but de pouvoir passer des commandes en particulier aux petites et moyennes entreprises.

Ainsi, le Gouvernement a mis à la disposition de l'Administration des Bâtiments publics un budget respectif de dix millions d'euros pour 2009 ainsi que pour 2010 sur le Fonds d'Entretien et de Renovation (FER) afin de réaliser une série de petits projets d'entretien et de rénovation d'immeubles éatiques permettant de soutenir le secteur de l'artisanat.

Depuis le démarrage du plan de conjoncture en mars 2009 jusqu'au 31 décembre 2009 plus de 1.000 entreprises ont été contactées. Par la suite quelque 760 commandes ont été passées pour des travaux au profit d'environ 150 immeubles. Le montant moyen d'une commande y afférente se chiffre à quelque 10.500 euros.

Question 0549 (31.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **Journée de la Commémoration nationale**:

Au cours des dernières années, on a pu constater un changement progressif de tonalité dans les proclamations du Gouvernement à l'occasion de la Journée de la Commémoration nationale. De moins en moins, le Gouvernement rappelle les faits historiques et les souffrances du peuple luxembourgeois. Par contre, il se met à affirmer que cette journée devrait servir à commémorer toutes les victimes de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, en octobre 2009, le Gouvernement a appelé la population, sans insister beaucoup sur la distinction à faire entre les assassins et leurs victimes, «op d'esser Dag un d'Affer vum Zweete Weltkrieg ze denken».

En plus, cette proclamation, qui évoque d'ailleurs ni le recrutement de force ni le référendum organisé par la puissance occupante, donne l'impression que le Gouvernement croit devoir se justifier, sinon s'excuser, de la commémoration de cette Journée: «Zënter 1946 huet all Regierung dat gemaach...».

En 2010, le Gouvernement donne l'autorisation à enlever la «Gëlle Fra» du Monument du Souvenir afin de l'utiliser à des fins décoratives en Chine. Le 10 octobre 2010 on y organisera d'ailleurs une journée commerciale luxembourgeoise. Il est sans doute difficile de déshonorer encore davantage la Journée de la Commémoration nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Quelle est, aux yeux du Gouvernement, la signification exacte de la «Journée de la Commémoration nationale»?
2. Quelles seront les cérémonies prévues lors de cette Journée en

2010, alors que la «Gëlle Fra» a été déplacée en Chine? Est-ce que SAR le Grand-Duc sera à Luxembourg pour cette Journée, puisque c'est en général SAR le Grand-Duc héritier qui honore les missions ou événements à caractère économique de Sa présence?

3. D'après des articles de presse parus en 2009, le président du «Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance» (CdSR) aurait dit dans un discours: «D'Resistenz huet keng Helden». Est-ce que le Gouvernement partage cet avis du président du CdSR?

4. Toujours d'après des articles de presse, le CdSR se serait opposé à ce que l'Entreprise des Postes et Télécommunications fasse paraître des timbres en l'honneur des héros de la résistance luxembourgeoise. Est-ce que le CdSR a effectivement adopté une telle position et, si oui, quels sont ses arguments? Quelle est la position du Gouvernement sur cette question?

5. Dans un article de presse paru dans le «Trierischer Volksfreund» du 24 septembre 2009, Monsieur le Premier Ministre est cité comme suit: «Wir haben gelernt, das, was uns getrennt hat, nicht zur Geschichte, sondern zu Geschichtchen werden zu lassen». Cette phrase aurait été prononcée au monastère de Karthaus, devant un auditoire de 200 personnes. Monsieur le Premier Ministre pourrait-il expliquer cette phrase, en particulier dans le contexte de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième Guerre mondiale? Monsieur le Premier Ministre considère-t-il que les tragédies souffertes par le peuple luxembourgeois ne sont que des «Geschichtchen» plutôt qu'une partie importante de l'Histoire?

Réponse (4.5.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Ad 1

Si aucune définition précise de la Journée de la Commémoration nationale n'a jamais été avancée, il a cependant été évident à partir de 1946, que le Gouvernement de l'époque, ainsi que tous ceux qui lui ont succédé, ont voulu honorer toutes les victimes luxembourgeoises de la Seconde Guerre mondiale.

En prévoyant une journée pour toutes les victimes de la guerre, le Gouvernement a voulu mettre en avant à l'époque l'idée de la solidarité nationale vis-à-vis de l'occupant et de la résistance du peuple luxembourgeois face au régime nazi. Les victimes luxembourgeoises de la Seconde Guerre mondiale constituent évidemment un ensemble de victimes de différentes catégories (résistants, enrôlés de force, Juifs et autres victimes des persécutions raciales nazies, déportés, victimes civiles de faits de guerre, etc.). L'idée de la commémoration a toujours été de souligner l'opposition manifestée par la majorité des Luxembourgeois contre les tentatives de germanisation de l'occupant et surtout de montrer que des Luxembourgeois avaient été prêts à tous les sacrifices jusqu'au sacrifice suprême pour défendre l'indépendance du pays et la liberté.

Le 10 octobre 1971, cette idée a été soulignée avec force par l'inauguration du Monument national de la solidarité. Lors de la Journée de la Commémoration nationale, qui se situe toujours autour du 10 octobre, le Gouvernement renouvelle par ailleurs chaque année son engagement à

entretenir le travail d'histoire et de mémoire sur cette période cruciale pour notre pays. La création de deux centres de documentation et de recherche consacrés à la résistance et à l'enrôlement forcé témoigne de l'importance que le Gouvernement accorde à ces éléments constitutifs de notre identité nationale.

Ad 2

Les cérémonies pour la Journée de la Commémoration nationale 2010 seront identiques à celles des années passées et se dérouleront en présence du Grand-Duc, à ce détail près que la date en a été fixée au 3 octobre. À noter que c'est le Gouvernement en Conseil qui fixe chaque année la date de cette journée.

Ad 3

En ce qui concerne les paroles prononcées par le président du CdSR, il convient de rappeler qu'elles l'ont été à l'occasion de la Journée de la Résistance organisée par le CdSR.

L'idée exprimée par le président a été celle de souligner la résistance collective du peuple luxembourgeois à l'occupant nazi et d'éviter les discussions sur les mérites individuels des «héros de la Résistance». Dans ce sens, le Gouvernement se déclare d'accord avec le président du CdSR.

Ad 4

Je renvoie à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur à la question parlementaire N°2879 du 6 octobre 2008 de Monsieur le Député Robert Mehlen (cf. *compte rendu N°4/2008-2009*). Ni la position du CdSR, ni celle du Gouvernement n'ont changé entretemps. Il s'agit là encore de ne pas mettre en évidence un membre de la résistance à travers l'édition d'un timbre-poste qui lui serait consacré.

Ad 5

La phrase incriminée a été prononcée au cours d'une soirée électorale du MdB Bernhard Kastner en vue des élections législatives allemandes du 27 septembre 2009. Le sujet de cette soirée était «Politik für Europa, Politik für unsere Region». C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la phrase «Wir haben gelernt, das, was uns getrennt hat, nicht zu Geschichte, sondern zu Geschichtchen werden zu lassen». Elle fait référence aux petits différends qui ont pu opposer le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne au fil du temps et se voulait être une réponse aux attaques du Ministre des Finances allemand de l'époque. Il est évident qu'elle ne visait pas les souffrances qui ont été infligées au peuple luxembourgeois par un régime allemand totalitaire, souffrances qui ne relèvent pas de l'historiette mais sont constitutives de l'histoire de notre pays.

Question 0551 (31.3.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **amniocentèses et anomalies chromosomiques**:

Ces dernières années les grossesses tardives vont s'accroissant, augmentant l'âge moyen des femmes enceintes.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce qu'il y a eu une augmentation du nombre des amniocentèses au cours de la dernière décennie?

- Est-ce qu'un nombre accru de grossesses à anomalies chromosomiques dépistées à l'amniocentèse a été noté? Dans l'affirmative, quels en sont les types?

- Est-ce que les naissances à anomalies chromosomiques, en particulier des naissances à trisomie 21 ont augmenté?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la prise en charge du coût des amniocentèses avec ou sans anomalies chromosomiques?

Réponse (5.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

En 2007 la Direction de la Santé et l'UCM ont conclu une convention portant institution d'un programme de médecine préventive pour la réalisation et la prise en charge, au niveau national, du dépistage prénatal d'anomalies congénitales. L'objet de cette mesure était de garantir un ensemble cohérent et coordonné de prestations médicales et de biologie clinique pour le dépistage prénatal de certaines malformations congénitales, dont la trisomie 21, ainsi que le financement de ces prestations par l'État et l'assurance maladie.

La prise en charge des amniocentèses, que ce soit jusqu'à la 20^e semaine de gestation ou à partir de la 21^e semaine, requiert l'accord préalable du contrôle médical.

Les modalités de financement des prestations dispensées dans le cadre de ce programme sont réglées dans les articles 10 à 13 de la convention susmentionnée.

En ce qui concerne la prise en charge des amniocentèses, l'acte médical afférent figure dans la nomenclature des actes et services des médecins. Les frais de cet acte sont pris en charge par l'assurance maladie d'après les dispositions statutaires, à l'instar des autres actes médicaux. En ce qui concerne les actes de biologie clinique, ils sont effectués exclusivement par le LNS. Les tarifs afférents ont été intégrés dans la nomenclature des actes de biologie clinique.

Les chiffres disponibles au service de cytogénétique du LNS ne montrent pas d'augmentation du nombre d'amniocentèses. Elles varient entre 820 et 950 par an.

Parmi les anomalies chromosomiques, ni les trisomies 21 ni d'ailleurs les autres anomalies qui peuvent être détectées par amniocentèses n'ont augmenté.

Le même constat peut être fait en ce qui concerne la trisomie 21 à la naissance.

Question 0552 (1.4.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **suivi médical des personnes âgées**:

Wenn der Verbleib von älteren Menschen in ihren vier Wänden sich politisch und gesundheitsökonomisch als nützlich erachtet und diese Leute zu Hause nachbetreut werden sollen, dann müssen einerseits die Verpflegung und andererseits die Hilfestellungen gewährleistet sein.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

1) Kann der Minister sich vorstellen, dass die Gesundheitskasse oder die Pflegeversicherung die Kosten für Überwachungsgeräte übernimmt, zum Beispiel die Kos-

ten für den Blutdruckapparat, SatO2-Gerät, elektronisches Thermometer, elektronische Waage, elektronisches Stethoskop, Glukometer, EKG, Pulsmeter, Blutanalysegerät...?

2) Werden solche Vitalzeichen-Parameter im Rahmen der Pflegeversicherung von den Dienstleistern heute bereits abgerechnet?

3) Wäre die Nachsorge von chronischen Kranken zu Hause nicht ein Schritt zu einer schnellen Lösungsfindung für das sich stark entwickelnde Defizit in der Gesundheitskasse?

Réponse (11.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Pour les personnes à domicile, l'assurance maladie rembourse actuellement le glucomètre, le coagulomètre, ainsi que le monitoring respiratoire lorsqu'il est nécessaire pour les enfants. Le remboursement de ces différents appareils est soumis à une autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale.

Les bandelettes permettant de mesurer le glucose et les corps cétoniques sont remboursées par l'assurance maladie sans autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale.

La prise en charge de certains instruments de mesure des signes vitaux pour les personnes en soins palliatifs est en cours de discussion avec les représentants des réseaux d'aides et de soins, notamment en ce qui concerne le type et coût des instruments qui seraient nécessaires.

Pour l'heure, la mesure des signes vitaux par les réseaux d'aides et de soins à domicile n'est pas facturée à charge de l'assurance dépendance, qui ne prévoit pas la prise en charge de cet acte dans le relevé des aides et soins.

La comparaison entre le coût de prise en charge d'une personne atteinte d'une maladie chronique à domicile et en établissement hospitalier mériterait une analyse approfondie.

Il est vrai que le coût d'une prise en charge en milieu hospitalier englobe des frais importants d'infrastructure que l'on ne retrouve pas dans le coût d'une prise en charge à domicile.

Toutefois, il y a lieu de rappeler que le coût de la prise en charge d'une personne malade à domicile par un réseau d'aides et de soins englobe les frais de déplacement. Ces derniers comprennent non seulement les coûts de transport mais aussi le coût du temps passé par le soignant à se déplacer. Ce temps se révèle très élevé.

Par ailleurs, la prise en charge à domicile ne permet pas les économies d'échelle et de gamme qui sont possibles dans un établissement hospitalier.

En conséquence, il s'avère que la prise en charge de personnes atteintes de maladies chroniques à domicile ne constituerait pas automatiquement un facteur d'économie pour la Caisse nationale de Santé. Une analyse économique exhaustive serait en tout cas indispensable avant de s'engager, le cas échéant, dans cette voie.

Question 0553 (1.4.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **mécanismes de contrôle entourant l'élaboration des certificats de performance énergétique**:

Il me revient que bon nombre de passeports énergétiques sont établis sur des bases de calcul erronées. Cela étant, les classes énergétiques attribuées ne correspondent pas à la réalité des choses. Il s'ensuit un manque de crédibilité des recommandations proposées pour améliorer la performance énergétique tout comme de la nouvelle classe de performance à atteindre à la suite de la mise en œuvre des mesures proposées.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quels sont les mécanismes de contrôle déployés par le Gouvernement pour garantir une application utile et efficace de la réglementation relative aux passeports énergétiques?

Réponse (4.5.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Gilles Roth concernant les mécanismes de contrôle entourant l'élaboration des certificats de performance énergétique, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit des mesures de contrôle du respect des dispositions relatives à l'établissement des calculs et des certificats de performance énergétique.

D'abord, le Ministre peut tenir un registre des calculs et des certificats de performance énergétique établis. À cela s'ajoute que les communes (en ce qui concerne les bâtiments neufs), les architectes, les ingénieurs-conseils et les personnes agréées par le Ministre peuvent être invités à fournir au Ministre toute information qui est nécessaire à la mise en œuvre du règlement ainsi que pour la tenue de ce registre. À l'avenir le Ministre entend recourir à des demandes et contrôles ponctuels.

Ensuite, une personne établissant des calculs ou certificats de performance énergétique incomplets ou contenant de fausses informations peut être sanctionnée par l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils ou par le Ministre.

Enfin, il est utile de rappeler que le non-respect des dispositions réglementaires relatives à l'établissement des calculs et des certificats de performance énergétique peut entraîner les sanctions pénales prévues par la loi modifiée du 5 août 1993 relative à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Inutile de mentionner que la responsabilité de droit commun s'applique également. Il appartient aussi au bourgmestre, investi sur le territoire de sa commune des pouvoirs de police locale, d'assurer le respect des exigences en matière de performance énergétique en ce qui concerne les nouvelles constructions.

Question 0554 (1.4.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**avis d'adjudication des grands chantiers**:

Dans la presse, en date du 31 mars, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a fait publier plusieurs avis d'adjudication.

Dans l'avis d'adjudication concernant le parachèvement du bâtiment «maternelle» à Bertrange/Mamer, le texte fait, pour ce qui est de la «capacité économique et financière» des différentes entreprises, la distinction des différents métiers tant pour l'effectif que pour le chiffre d'affaire minimum. Il faut ainsi, par exemple, un effectif minimum de dix personnes pour le métier du carrelage, de 20 personnes pour le métier des chapes et terrazzo et ainsi de suite.

Par contre, pour l'avis d'adjudication concernant le parachèvement de la 2^e extension du Centre de Conférences de Luxembourg-Kirchberg, le texte prévoit un «effectif minimum en personnel occupé dans le métier concerné: 275». Sur base de cette information, la plupart sinon tous les artisans luxembourgeois sont exclus de fait de ce marché.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Le Ministre est-il effectivement d'avis qu'il faut un effectif de 275 personnes «dans le métier concerné» par exemple pour la pose de carrelage, de tapis ou de parquet?

2. Combien d'entreprises luxembourgeoises actives dans les métiers du bâtiment, hors génie civil et construction de gros-œuvre, disposent-elles d'un effectif d'au moins 275 personnes?

3. Quels sont les efforts, particulièrement en cette période de crise, que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour soutenir les moyennes et petites entreprises luxembourgeoises?

4. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures est-il prêt à formuler les avis d'adjudication des grands chantiers de façon à ce que les entreprises luxembourgeoises de petite taille ne soient pas exclues d'office?

Réponse (19.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite avoir quelques précisions concernant les conditions minima de participation aux soumissions et en particulier l'effectif minimal requis pour certains travaux.

Préalablement, il convient de noter que les deux avis d'adjudication incluant des conditions minima de participation, visés par la présente question parlementaire, se rapportent tous les deux à des soumissions pour travaux de parachèvement à exécuter en entreprise générale partielle et non par corps de métiers séparés; ils affichent tous les deux des conditions minima de participation pour l'ensemble des travaux de parachèvement prévus d'être adjudugés à une entreprise générale, conformément à l'article 10 (1) de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics respectivement à l'article 10 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009. La seule différence réside dans le fait que l'une des soumissions précise l'effectif par sous-corps de métiers alors que l'autre n'indique que l'effectif global dont doit disposer l'entrepreneur général.

Il échet de préciser cependant que les deux projets en question

concernent des travaux d'envergure qui doivent être réalisés en-dehors des délais très serrés, qui nécessitent un avancement ininterrompu et soutenu des travaux et une coordination efficace des acteurs sur site, ce qui exige des capacités adaptées, notamment au niveau du personnel, du chiffre d'affaires et de l'outillage.

Il est évident que de telles exigences protègent aussi bien le maître d'ouvrage mais également les entreprises en leur évitant de se lancer dans des marchés d'envergure qu'elles ne maîtrisent ni techniquement, ni financièrement.

En ce qui concerne la première question sur l'utilité d'un effectif minimum, il échet de préciser qu'en l'occurrence, pour garantir une mise en œuvre soutenue des travaux par l'entreprise adjudicatrice, l'effectif de 275 personnes est indiqué. Le recours à une entreprise générale partielle est la seule façon de procéder face à l'envergure du projet, des délais de réalisation et des responsabilités engagées.

La question de savoir combien d'entreprises luxembourgeoises actives dans les métiers du bâtiment, hors génie civil et construction de gros-œuvre, disposent d'un effectif d'au moins 275 personnes n'est pas pertinente en ce sens que la procédure de la mise en adjudication par entreprise générale partielle permet la conclusion d'un marché soit avec une seule entreprise autorisée à exécuter des travaux de parachèvement, soit avec une association momentanée d'entreprises, soit avec une entreprise de parachèvement qui fait appel à des sous-traitants pour remplir les conditions minima de participation exigées alors que les effectifs des différentes entreprises seront, dans ces trois cas, additionnés. Par conséquent, même les entreprises de petite taille peuvent participer au marché du moment qu'elles constituent soit une association momentanée, soit travaillent en sous-traitance.

Les efforts entrepris par le Gouvernement luxembourgeois pour soutenir les moyennes et petites entreprises remontent déjà à 2009 où des projets réservés aux entreprises de petite et moyenne envergure ont été lancés, dans le but de les soutenir. Aussi, le Gouvernement a mis à la disposition de l'Administration des Bâtiments publics un budget respectif de dix millions d'euros pour 2009 et pour 2010 sur le Fonds d'Entretien et de Rénovation (FER) afin de réaliser une série de petits projets d'entretien et de rénovation d'immeubles étatiques permettant de soutenir en particulier le secteur de l'artisanat.

À noter que depuis le démarrage du plan de conjoncture en mars 2009 jusqu'au 31 décembre 2009, plus de 1.000 entreprises ont été contactées. Par la suite, quelque 760 commandes ont été passées pour des travaux sur 150 immeubles. Le montant moyen d'une commande se chiffre à quelque 10.500 euros.

Au vu des arguments développés ci-dessus, les «entreprises luxembourgeoises de petite taille» ne sont jamais exclues d'office d'une soumission, même si celle-ci est attribuée par entreprise générale partielle.

À toutes fins utiles, l'on remarque encore que la majorité des tra-

vaux sont adjugés par corps de métiers séparés; les soumissions par entreprise générale ou entreprise générale partielle demeurent l'exception, bien que nécessaires pour la réalisation de projets d'envergure et complexes, à réaliser dans des délais définis, exigeant une parfaite coordination dans le déroulement et l'enchaînement des différents corps de métiers.

Question 0555 (1.4.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**approbation des règlements-taxe en matière de fixation des tarifs de l'eau:**

Il me revient que plusieurs règlements-taxe portant fixation des tarifs de l'eau et de l'assainissement à partir du 1^{er} janvier 2010 sont en attente d'approbation par l'autorité de tutelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Combien de règlements-taxe portant fixation des tarifs de l'eau à partir du 1^{er} janvier 2010 ont fait l'objet d'une approbation tutélaire à ce jour?

Réponse (5.5.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le paragraphe (2) des articles 43 et 47 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau dispose que «les règlements visés au paragraphe (1) sont transmis pour avis à l'Administration de la Gestion de l'Eau».

Au 28 avril 2010, 168 dossiers des communes concernant la fixation des taxes et redevances relatives à l'eau destinée à la consommation humaine et relatives à la canalisation respectivement l'évacuation et l'épuration des eaux usées ont été introduits pour approbation et transmis à l'Administration de la Gestion de l'Eau pour avis conformément à la loi susmentionnée.

53 dossiers ont été approuvés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et font actuellement l'objet d'un arrêté grand-ducal.

87 dossiers qui viennent d'être transmis récemment par l'Administration de la Gestion de l'Eau au Ministère sont actuellement encore en cours d'approbation par l'autorité supérieure.

28 dossiers sont encore en instruction auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

À noter que 26 communes n'ont pas encore introduit pour approbation les règlements communaux prévus aux articles 43 et 47 de la loi précitée et que douze communes ont seulement pris un des deux règlements prévus (soit eau potable, soit assainissement).

La mise en application des taxes et redevances se fera conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 respectivement à la date prévue dans la délibération du conseil communal.

Question 0557 (6.4.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **population des abeilles:**

L'abeille joue un rôle important dans la nature à travers la pollinisation. Un rôle particulièrement

rappelé depuis les craintes de disparition de l'espèce exprimées au milieu des années 2000.

La survie ou l'évolution de plus de 80% des espèces végétales dans le monde et la production de 84% des espèces cultivées en Europe dépendent directement de la pollinisation par les insectes. Partout dans le monde et plus encore dans les pays industrialisés, les populations des abeilles sont en déclin et de nombreuses espèces menacées. Les abeilles ont un rôle essentiel en termes de préservation de la biodiversité. Les abeilles - comme l'ensemble de la faune pollinisatrice - nécessitent d'être protégées afin de garantir durablement la préservation de la biodiversité végétale qui constitue la base de l'alimentation humaine et animale.

Comme l'agriculture joue un rôle non négligeable dans la survie des abeilles, les agriculteurs se trouvent souvent face à la double contrainte de protéger leurs cultures sans nuire aux abeilles qui les butinent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer à l'appui de chiffres l'accélération de la surmortalité des abeilles pour les dernières années au Luxembourg? Est-ce qu'ils existent des différences au niveau régional concernant ce phénomène?

- Est-ce qu'un programme de recherche spécifique a été fait au Luxembourg pour analyser et mieux comprendre le phénomène du dépérissement des abeilles?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la réglementation de l'utilisation de pesticides est assez stricte? Monsieur le Ministre pense-t-il que le contrôle de cette réglementation est suffisamment garanti?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées quant au nombre des apiculteurs enregistrés? Est-ce qu'une couverture de toutes les régions du pays est garantie par des colonies d'abeilles?

- Quelles initiatives Monsieur le Ministre entend-il mettre sur pied afin de motiver et d'encourager les jeunes à s'intéresser à l'apiculture? Est-ce qu'il existe des programmes d'encouragement spécifiques?

Réponse (6.5.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les questions de l'honorable Député appellent les réponses suivantes de ma part.

Depuis l'année 1997, plusieurs témoignages et articles de presse ont rapporté un affaiblissement et une mortalité apparemment inhabituels des colonies d'abeilles en Europe. La profession apicole évalue la baisse de la production de miel entre les années 1997 et 2009 de l'ordre de 20-30%.

Les premières informations provisoires parvenues aux services du Ministère de l'Agriculture pour l'hiver 2009/2010 laissent prévoir une mortalité peu répandue parmi les colonies d'abeilles au Luxembourg. Par contre les apiculteurs en Belgique et en Allemagne semblent accuser des pertes pouvant atteindre 30% de la population apicole. On peut en déduire qu'au Luxembourg, le traitement adéquat contre le varroa ainsi que l'alimentation cor-

recte des abeilles pendant la période d'hiver portent leurs fruits.

Par ailleurs, le Centre de Recherche public - Gabriel Lippmann est en train d'élaborer un projet de recherche qui vise à étudier entre autres l'impact des structures agraires sur le développement des ruches et la production de miel. Ce projet sera financé en majeure partie par l'Administration des Services techniques de l'Agriculture.

Pour ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques, ces produits font, avant d'être autorisés, l'objet d'une série d'études, afin d'évaluer le risque pour les abeilles. Cette évaluation est réalisée par la Commission européenne.

Une autorisation de mise sur le marché et d'utilisation d'un produit phytopharmaceutique ne peut être accordée si une évaluation appropriée du risque n'établit concrètement que l'utilisation de ce produit dans les conditions proposées n'a pas d'impact inacceptable sur les larves, le comportement des abeilles et la survie et le développement de la colonie.

Les expériences des dernières années ont cependant montré que cette évaluation des risques ne couvre pas toutes les voies d'exposition pour les abeilles.

Ainsi, le dépérissement massif des abeilles en France, Allemagne, Autriche, Italie et Slovaquie était causé par le rejet dans l'atmosphère de poussières insecticides lors du semis du maïs ou du tournesol. Cette voie de contamination, imprévisible à ce moment, n'a pas été étudiée lors de l'évaluation des produits en cause. La Commission a réagi en adoptant une nouvelle directive ayant pour but de réduire ce risque. Cette voie de contamination n'est probablement pas à l'origine de la mortalité des abeilles au Luxembourg puisque les traitements précités ne sont pas pratiqués au Luxembourg.

D'autres études explorant d'autres voies d'exposition sont actuellement en cours.

On peut conclure que les effets sur les abeilles des produits phytopharmaceutiques pris en compte dans la réglementation phytosanitaire et un certain nombre de mesures ont conduit à une réduction des risques, sans pouvoir exclure tous les risques à 100%.

Concernant le nombre d'apiculteurs enregistrés, il y a lieu de constater que ce nombre est légèrement décroissant:

363	pour	2005
369	pour	2006
350	pour	2007
348	pour	2008

Le total des colonies d'abeilles par contre est nettement décroissant:

6.271	en	2005
5.637	en	2006
5.419	en	2007
5.085	en	2008

L'âge des apiculteurs est de:

moins de 30 ans:	14
30-60 ans:	193
plus de 60 ans:	130
sans indication d'âge:	11

En 2008, on comptait au Luxembourg une colonie d'abeilles sur 46 ha de surface, ce qui, en moyenne, paraît suffisant. Cependant, la couverture du territoire luxembourgeois n'est pas homogène. Une étude du Centre

de Recherche public - Gabriel Lippmann indique que dans certains cantons une augmentation du nombre de ruchers par hectare pourrait augmenter le rendement des cultures de colza.

Je voudrais également souligner les efforts permanents qui sont entrepris par la F.U.A.L., avec l'appui financier du Ministère de l'Agriculture, pour motiver et encourager les jeunes générations pour l'apiculture. Des programmes d'encouragement avec formations spécifiques ont lieu par exemple à la «Beieschoul» à Wiltz. Finalement, il y lieu de noter que les apiculteurs peuvent demander des aides pour certains investissements liés à la production.

Question 0558 (7.4.2010) de **M. Mill Majerus** (CSV) concernant la **suppression des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises à Mersch:**

Il me revient que, dans le cadre d'une réorganisation interne des services, l'Administration des Douanes et Accises prévoit la suppression de ses bureaux à Mersch.

Dans ce contexte, j'aimerais, conformément à l'article 80 de notre Règlement, poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2) Les avantages liés à une spécialisation des services peuvent-ils compenser les désavantages en rapport avec la suppression d'entités à caractère régional?

3) Vu la situation géographique centrale de la localité de Mersch, vu son raccordement à des axes routiers importants, vu la construction récente d'infrastructures destinées à l'Administration des Douanes et Accises, l'abandon du site de Mersch ne peut que surprendre. Monsieur le Premier Ministre peut-il expliquer les motifs du choix de cette option?

4) La Direction de l'Administration des Douanes et Accises a-t-elle pu consulter les agents affectés aux entités qu'elle envisage de supprimer, afin de les associer à la réorganisation?

Réponse (6.5.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de la réorganisation des services des Douanes et Accises, qui sera mise en œuvre par étapes, il n'est actuellement pas prévu de supprimer le poste de brigade de l'Administration des Douanes et Accises sis à 3-7, rue Grande-Duchesse Charlotte, L-7520 Mersch. Seule la brigade motocycliste sera transférée au courant de l'année 2010 à Capellen. Pour ce qui est du site de Mersch en tant que tel, l'Administration des Douanes et Accises envisage d'y installer (à l'adresse 3-5, rue des Près, L-7561 Mersch) le bureau de recette auto lorsque les travaux de réfection et d'aménagement seront terminés.

Pour ce qui est, de manière générale, de la raison pour laquelle une telle réorganisation est entamée, je me réfère à ma réponse à la question parlementaire N°0112 de M. Fernand Etgen (*cf. compte rendu N°3/2009-2010*) où j'ai précisé que la structure de l'Administration des Douanes et Accises n'est plus, au lendemain de l'abolition des frontières intra-communautaires, adaptée à répondre aux multiples défis et aux nouvelles tâches qui reviennent aux douaniers. Cette réflexion ne

mettra pas en cause le principe même des implantations régionales, mais il faudra éventuellement procéder à des regroupements de bureaux et de brigades existants pour créer des centres dotés de personnel en nombre suffisant pour permettre un fonctionnement efficace.

La représentation syndicale de la carrière inférieure LDG et de la carrière moyenne ACFD est informée de cette restructuration. La réorganisation touchant plus particulièrement le site de Mersch sera bientôt présentée à tous les agents concernés dans le cadre de réunions où un échange de vues sur la démarche proposée pourra avoir lieu.

Question 0560 (9.4.2010) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'évolution du projet du nouveau bâtiment pour les Archives nationales:

Dans leur réponse à ma question parlementaire N°0322 (cf. *compte rendu N°8/2009-2010*) relative à l'état d'avancement du projet d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à réaliser à Esch/Belval, Madame et Monsieur les Ministres sont restés évasifs quant à un calendrier prévisionnel pour la réalisation de cet important projet d'infrastructure. Il me revient que le groupement ayant remporté le concours organisé par le Fonds Belval en 2003, et ayant reçu la commande pour les études du projet, a été laissé dans l'ignorance depuis début 2009 quant à l'évolution du projet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le groupement ayant reçu la commande pour les études du projet a-t-il été tenu au courant de l'évolution du projet?

- Même s'il existe des inconnues quant au calendrier prévisionnel, ce groupement ne devrait-il pas néanmoins reprendre les études arrêtées depuis 2005?

- Plus généralement, quelle procédure le Gouvernement a-t-il prévue pour des projets dont la réalisation est reportée ou l'exécution est abandonnée?

Réponse commune (19.5.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question N°0560, l'honorable Députée Anne Brasseur souhaite avoir des informations complémentaires sur le projet d'un nouveau bâtiment pour les Archives à Esch/Belval.

L'on précise tout d'abord que le groupement ayant reçu la commande pour les études du projet initial a été évidemment tenu au courant de l'évolution du projet et en a été informé le 4 février 2008 que le Gouvernement a pris la décision d'abandonner définitivement le projet de construction des Archives nationales tel qu'élaboré à ce moment, alors que le budget estimé était trop élevé, et de replanifier le projet en fonction d'un programme révisé afin de réduire considérablement les coûts de ce projet. L'association a été invitée à présenter son décompte afin de pouvoir résilier le contrat et a été payée conformément aux dispositions contractuelles applicables entre parties.

Par courrier du 14 mars 2008, l'association a été informée que, suite à une décision du conseil d'administration, le Fonds Belval entendait charger l'association de la maîtrise d'œuvre de la mission

d'élaborer un nouveau projet. Dans une première étape, l'association a été chargée de réaliser une étude urbanistique concernant l'implantation du nouvel immeuble, étude sur base d'un programme provisoire lui transmis en date du 12 septembre 2008. Lors de différentes réunions de travail qui se déroulaient en 2008 et 2009 et qui avaient pour objet de vérifier et d'amender le programme de construction pour le nouveau projet, l'association avait été informée que le programme devait être définitivement arrêté par le Gouvernement avant de pouvoir entamer les études.

Ainsi, l'association a toujours été informée sur les évolutions de ce dossier.

De façon générale, en cas d'abandon ou de report d'un projet, il échet de se référer au contrat de louage de service signé entre le maître de l'ouvrage, l'État, et la maîtrise d'œuvre. Ces contrats incluent en principe une clause relative à la suspension ou à l'ajournement et à la résiliation des relations contractuelles.

Les études pour développer un APS, et par la suite un APD, ne pourront valablement être entamées que sur base d'un programme de construction détaillé qui ait trouvé l'aval de toutes les instances décisionnelles et sur base d'une décision définitive quant aux suites à réserver à ce projet. À ce sujet, je me permets de renvoyer l'honorable Députée à la Déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur l'État de la Nation du 5 mai dernier pour l'informer que le présent projet ne figure pas parmi les priorités à réaliser maintenant, mais il s'agit d'un projet dont le début des travaux est reporté après 2014, sous réserve des disponibilités financières nécessaires à ce moment-là.

Il a été décidé de donner sur le site Belval la priorité à la construction des bâtiments nécessaires à l'Université du Luxembourg et à poursuivre bien évidemment entre autres la construction du Lycée Belval et de la pépinière d'entreprises.

Question 0561 (8.4.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la nouvelle drogue de synthèse appelée méphédronne:

Depuis peu la méphédronne, une nouvelle drogue de synthèse fabriquée en Chine, imitant les effets euphorisants de l'ecstasy et des amphétamines, connaît une diffusion rapide en Europe grâce au développement du commerce électronique.

Une série de décès suspects survenus ces derniers mois chez des consommateurs en Grande-Bretagne conduisent plusieurs pays à en interdire la consommation.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Est-ce qu'un trafic de la méphédronne a déjà été constaté au Grand-Duché de Luxembourg?

2) Est-ce que le Gouvernement a entrepris des démarches en vue de l'interdiction de cette nouvelle drogue de synthèse?

Réponse (4.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La méphédronne [(4-méthyl-méthylcathinone (4-MMC)), stimu-

lant synthétique appartenant à la famille des cathinones est, tout comme une série d'autres substances psycho actives émergentes, suivie de près par mes services compétents.

À ce jour aucune saisie de méphédronne n'a été effectuée sur le territoire national.

La substance visée a été soumise à une procédure d'évaluation des risques par l'Observatoire européen des Drogues et des Toxicomanies (OEDT) ainsi que par Europol, telle que prévue par la décision du Conseil 2005/387/JHA du 10 mai 2005 relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psycho actives.

Le rapport d'évaluation, finalisé le 30 mars 2010, a été transmis à la Commission européenne, qui, en application de l'article 8.1 de la décision 2005/387/JHA, peut présenter au Conseil de l'UE dans les six semaines suivant la réception du rapport d'évaluation une initiative visant à soumettre la nouvelle substance psycho active à des mesures de contrôle.

Le Conseil décidera ensuite, et le cas échéant sur la base de l'initiative présentée, s'il convient de soumettre la nouvelle substance psycho active à des mesures de contrôle. Si tel est le cas, les États membres sont invités à arrêter, dans les meilleurs délais et conformément à leur droit interne, les dispositions nécessaires pour soumettre la substance visée aux mesures de contrôle et aux sanctions pénales prévues par leur législation.

Actuellement le rapport d'évaluation est examiné par mes services compétents. Les conclusions de cet examen ainsi que la décision du Conseil encore en attente seront présentées au groupe interministériel «Toxicomanies» qui me transmettra un avis sur lequel je baserai, le cas échéant, ma décision quant à l'opportunité ou la nécessité d'éventuelles mesures de contrôle au niveau national.

Question 0563 (8.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les avocats des enfants:

Force est de constater que le bon fonctionnement du système des avocats des enfants est non seulement dans l'intérêt des enfants, mais aussi dans celui de la crédibilité des avocats eux-mêmes et, plus généralement, dans celui de l'impartialité de la justice. Il serait d'ailleurs vivement souhaitable que davantage d'avocats s'intéressent à ce domaine.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-ce que le Gouvernement prévoit la publication - soit par ses soins, soit par les soins des administrations judiciaires ou des barreaux de Luxembourg et de Diekirch - de listes d'avocats renseignant la spécialité «d'avocat des enfants» et facilement accessibles au grand public?

2. Est-ce que le Gouvernement estime nécessaire de demander une formation spécifique aux avocats des enfants ainsi qu'une formation continue?

3. Est-ce que le Gouvernement croit opportun d'introduire des règles déontologiques spécifiques pour les avocats des enfants, insistant tout particulièrement sur l'indépendance envers les deux parents ou leurs avocats dans des

cas de divorce et la question des conflits d'intérêt éventuels? Est-ce qu'il ne faudrait pas établir une description précise des tâches et responsabilités de l'avocat des enfants, qui doit pouvoir informer les enfants de leurs droits et les conseiller de façon appropriée?

4. Le Gouvernement n'estime-t-il pas utile de prévoir un changement dans le régime de désignation des avocats des enfants? Est-ce que cette désignation ne devrait pas se faire de préférence par tirage au sort ou à tour de rôle sur une liste établie par le bâtonnier pour aider à prévenir des suspicions de partialité?

5. Le Gouvernement ne devrait-il pas veiller à définir des procédures claires et précises pour pouvoir récuser un avocat des enfants en cas de contestation dûment motivée de celui-ci par un des parents dans le cadre d'une procédure en divorce ou par les enfants eux-mêmes?

Réponse (21.5.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

La place de l'enfant dans le système judiciaire est assurée notamment à travers la possibilité d'être entendu, dans toute procédure judiciaire qui le concerne, soit seul, soit avec son avocat ou une personne de son choix. Les avocats qui représentent les intérêts des enfants dans le système judiciaire sont pour la plupart des avocats spécialisés, exerçant leurs activités préférentielles dans le domaine du droit des personnes et du droit de la famille. Le Conseil de l'Ordre des Barreaux publie cette liste des activités préférentielles sur le site Internet du Barreau, où toute personne intéressée peut la consulter librement.

Quant à la formation des avocats spécialisés exerçant leurs activités préférentielles dans le domaine du droit des personnes et du droit de la famille, il y a lieu d'indiquer qu'en vertu du règlement intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, tous les avocats inscrits aux listes 1 et 4 du Tableau de l'Ordre doivent justifier d'une formation permanente; celle-ci pouvant être assurée entre autre à travers la participation à des séminaires, colloques et conférences spécialisées dans les thèmes du droit de la famille, du droit des personnes, du droit des enfants, thèmes régulièrement abordés dans ce type de formation spécialisée et continue. Les avocats établissent le programme de formation qui répond le mieux à leurs besoins.

Selon le règlement intérieur de l'Ordre des Avocats, il est prescrit que l'avocat qui se voit confier la défense des intérêts d'un mineur, soit par une décision judiciaire, soit par le mineur, soit par le ou les représentant(s) légaux du mineur, doit veiller, en tout état de cause, à protéger les seuls intérêts du mineur et de ne pas se faire l'instrument d'autres intérêts. L'observation de cette règle particulière, ensemble avec le respect des autres règles déontologiques des avocats, devraient en principe permettre d'éviter un conflit d'intérêts éventuel entre l'avocat des enfants et l'avocat du ou des parents. Si des besoins particuliers étaient signalés, il serait envisageable de préciser certaines tâches et responsabilités de l'avocat des enfants, afin que les enfants soient informés et conseillés de façon appropriée.

Au vu du fait qu'aucun problème particulier n'a été signalé au Ministre de la Justice concernant les modalités de désignation des avocats des enfants, il semble

inutile de prévoir un changement au système actuel.

Définir des procédures particulières pour pouvoir récuser un avocat, tel que suggéré par l'honorable Député, semble inutile, dans la mesure où l'avocat se voit confier un mandat par la partie qu'il assiste ou représente en justice et les règles de droit commun du mandat s'appliquent au cas où la relation de confiance entre l'avocat et sa partie serait ébranlée.

Question 0564 (8.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la convention internationale des enfants:

La Convention internationale des droits de l'enfant, stipule dans ses articles 9, alinéa 3: «Les États parties respectent le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant» et 18: «Les États parties s'emploient de leur mieux à assurer la reconnaissance du principe selon lequel les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement. La responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents ou, le cas échéant, à ses représentants légaux. Ceux-ci doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant».

À ce jour, cette Convention, bien que ratifiée par la Chambre des Députés, est considérée non directement applicable par les juridictions luxembourgeoises.

Déjà dans son rapport annuel de 2004, l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand» a précisé, en ce qui concerne la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989, que:

«(...) la Convention est restée lettre morte, alors que les juridictions luxembourgeoises refusent de reconnaître que les dispositions de la Convention sont directement applicables (...).

Ceci revient en fin de compte à décider que les dispositions de la Convention ne peuvent être invoquées par un sujet de droit au soutien d'une prétention devant un juge, ou encore à l'appui d'une requête présentée à une administration.»

Ceci peut étonner, alors que la ratification d'un instrument international entraîne que son application devient obligatoire dans l'ordre juridique interne d'un État et exécutoire au regard des autres Hautes parties contractantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame le Ministre de la Famille:

- Quelle est la position du Gouvernement sur l'applicabilité directe de la Convention internationale des droits de l'enfant par les juridictions luxembourgeoises?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour garantir à l'avenir l'applicabilité directe de cette Convention par les tribunaux luxembourgeois?

Réponse commune (25.5.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

L'honorable Député soutient que la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, bien que ratifiée par le Luxembourg, serait considérée non directement applicable par les juridictions luxembourgeoises et il demande au Gouvernement quelles mesures seraient prises pour garantir à l'avenir l'applicabilité directe de cette convention par les tribunaux luxembourgeois.

Force est de constater que cette affirmation est inexacte et qu'il existe de nombreuses décisions de jurisprudence de première et de deuxième instances ayant admis l'applicabilité directe de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. L'applicabilité directe de la convention est ainsi garantie au Luxembourg et le Gouvernement n'a aucune mesure à prendre à cet égard.

Question 0567 (8.4.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **médicaments orphelins**:

Ein gutes Medikament für Patienten mit seltener Krankheit ist ein Medikament, das im jeweiligen Land nicht nur erhältlich, sondern auch bezahlbar ist. Ist eine dieser beiden Voraussetzungen nicht gegeben, dann ist das Medikament wenig hilfreich. Eine Umfrage der Eurordis (2004) über die Verfügbarkeit von zwölf Medikamenten für seltene Krankheiten mit Marktzulassung in der EU ergab, dass Luxemburg mit weniger als vier Medikamenten am Schluss der Tabelle zu finden war.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist seit 2004 in Luxemburg die Evolution im Bereich dieser Medikamente für seltene Krankheiten?

2) Wie kann der Zugang der Patienten zu diesen Medikamenten verbessert werden?

3) Auf welcher Basis werden die Preise der Arzneimittel mit den Pharmaindustrien ausgehandelt?

Réponse (12.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Au 1^{er} avril 2010, 57 molécules différentes, destinées au traitement de maladies orphelines, étaient inscrites dans le fichier national des médicaments.

Ces médicaments orphelins disposent tous d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) européenne et sont d'office inscrits audit fichier.

La grande majorité de ces médicaments est dispensée du milieu hospitalier vers le milieu ambulatoire pour garantir un encadrement sécurisé du patient. Cette approche se justifie par le nombre souvent réduit de personnes qui ont fait parfois partie des études cliniques et par la mise en place, le cas échéant, des plans de gestion de risque qui imposent un suivi étroit du patient.

Puisqu'il s'agit de maladies rares, dont la prévalence est faible par

définition, certaines pathologies ne se retrouvent pas au Luxembourg. Par conséquent, un nombre restreint de personnes en regard de la population générale est touché par ces maladies.

La majorité des 500 maladies rares les plus fréquentes ont une prévalence inférieure à un pour 100.000, et une maladie est considérée comme rare si elle affecte au plus une personne sur deux mille, quel que soit son âge.

Mes services n'ont pas connaissance de problèmes d'accès à ces médicaments et les grossistes, tout comme les pharmaciens hospitaliers d'ailleurs, parviennent à se procurer ces médicaments s'ils sont prescrits et pour autant qu'ils fassent l'objet d'une commercialisation.

Le prix, qui est fonction de celui du pays d'origine, n'est pas soumis à négociation. Ce prix est soumis aux mêmes règles que celles applicables aux autres médicaments.

Question 0570 (9.4.2010) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant la **promotion de l'artisanat**:

La situation des jeunes sur le marché du travail est particulièrement alarmante. Des 15.137 demandeurs d'emploi, 2.647 sont âgés de moins de 26 ans. Les métiers de l'artisanat figurent parmi les postes les plus recherchés mais requièrent un niveau de formation adapté au degré de technicité de ces professions.

Dans ce contexte, les mesures visant à orienter les jeunes vers l'apprentissage des métiers de l'artisanat, en ce compris les modalités de rémunération des périodes d'apprentissage, constituent une incitation indéniable à entamer une formation spécialisée dans l'artisanat et in fine un moyen privilégié pour résorber le chômage des jeunes.

J'avais soulevé cette problématique à l'occasion de deux questions parlementaires (N°0077 - cf. *compte rendu N°3/2009-2010* et N°0270 - cf. *compte rendu N°7/2009-2010*) adressées à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Madame la Ministre des Classes moyennes, et auxquelles Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a répondu conjointement, en indiquant que ces sujets feront l'objet d'une réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ).

Selon mes informations, la réunion en question a eu lieu le 26 janvier 2010.

À cet égard, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Quelles sont les conclusions de la réunion du CPTÉ du 26 janvier 2010 en ce qui concerne les mesures visant à orienter les jeunes vers les métiers de l'artisanat et, dans ce contexte, qu'en est-il du relèvement de la rémunération des apprentis?

Réponse (12.5.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Il est vrai que la question de la promotion de l'apprentissage a été discutée lors de la réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi citée par l'honorable Député.

Lors de cette réunion, il avait été décidé de fixer des réunions de concertation entre les différents partenaires concernés, à savoir les Chambres professionnelles et les Ministères du Travail et de l'Emploi, des Classes moyennes et de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Comme un consensus n'a pas pu être obtenu à l'occasion de cette concertation, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a saisi les chambres professionnelles d'une proposition sur les indemnités d'apprentissage.

À l'heure actuelle, il manque encore la proposition de la Chambre des Métiers.

Question 0571 (9.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **Règlement européen concernant la coordination des systèmes de sécurité sociale**:

À la date du 1^{er} mai 2010, le Règlement (CE) n°883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale («Journal officiel de l'Union européenne» L 166 du 30 avril 2004, rectifié par Journal officiel de l'Union européenne L 200 du 7 juin 2004) entrera en vigueur, en même temps que son règlement d'application.

D'après les sources spécialisées dans le droit européen, ce Règlement a pour but la rationalisation des concepts, règles et procédures relatifs à la coordination des systèmes de sécurité sociale des États membres. Parmi les changements apportés par rapport aux dispositions précédentes on peut souligner:

- l'amélioration des droits des assurés par une extension du champ d'application personnel et du champ d'application matériel;
- l'extension des dispositions à tous les ressortissants des États membres couverts par la législation de sécurité sociale d'un État membre et non plus seulement les personnes faisant partie de la population active;
- l'augmentation des branches de sécurité sociale soumises au régime de coordination afin d'inclure les législations relatives à la préretraite;
- la modification de certaines dispositions concernant le chômage: maintien pour un certain temps (trois mois extensible jusqu'à un maximum de six mois) du droit aux prestations de chômage pour le chômeur qui se rend dans un autre État membre afin d'y chercher un emploi;
- le renforcement du principe général de l'égalité de traitement, d'une importance particulière pour les travailleurs frontaliers notamment par l'insertion d'une disposition stipulant l'assimilation des faits;
- le renforcement du principe d'exportation des prestations;
- l'introduction du principe de bonne administration.

Toutes ces mesures peuvent acquérir une importance particulière pour le Luxembourg, du fait que notre pays emploie un grand nombre de frontaliers.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres considèrent que l'application de ces nouvelles dispositions mènera à une charge de travail

supplémentaire pour les administrations luxembourgeoises concernées? Si oui, est-ce que ces administrations ont été renforcées en conséquence pour pouvoir faire face à ces nouveaux défis?

2. Quels sont les impacts financiers prévisibles de ce nouveau Règlement européen sur le Luxembourg?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a défini des règles spécifiques en vue de l'interprétation et de l'application du nouveau Règlement? Est-ce qu'il y aura par exemple des seuils financiers ou des maxima à respecter dans le remboursement des prestations?

4. Est-ce que les personnes désireuses de suivre un traitement à l'étranger doivent se conformer à certaines règles administratives nouvellement élaborées?

5. Comme l'application du nouveau Règlement peut entraîner des transferts de données personnelles entre administrations de différents États membres, comment le Gouvernement entend-il organiser la protection de ces données?

Réponse commune (14.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député a soulevé un certain nombre d'aspects concernant le Règlement (CE) 883/2004 du Parlement et du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et qui est entré en vigueur le 1^{er} mai 2010.

D'abord il faut être conscient qu'il ne s'agit pas d'un bouleversement radical des règles de coordination de sécurité sociale en Europe, mais d'une évolution du Règlement (CE) 1408/71 qui jusqu'alors s'appliquait en matière de coordination des systèmes de sécurité sociale des États membres de l'Union européenne, de l'Espace Économique et de la Suisse. L'objectif de la réforme est de moderniser et de simplifier la coordination, tout en apportant certaines améliorations par la modification d'un certain nombre de règles juridiques (évolution mais pas révolution). Par ailleurs une meilleure efficacité est recherchée, notamment par l'introduction progressive du système EESSI (échange électronique des documents au lieu des formulaires papiers).

1. Les administrations et institutions de sécurité sociale au Luxembourg ont acquis une grande expérience dans le domaine de la coordination, ceci tant au niveau européen qu'au niveau bilatéral. En ce sens l'application du nouveau Règlement (CE) 883/2004 ne devrait pas leur poser des difficultés insurmontables, à part des adaptations inhérentes à toute nouvelle législation. Une augmentation du personnel des institutions dans ce contexte n'a pas été jugée nécessaire.

2. Comme il s'agit d'une évolution des règles de la coordination de sécurité sociale, l'impact financier n'est pas relevant en soi. À signaler cependant qu'une nouvelle disposition en matière de compensation des charges financières pour l'indemnisation en matière de chômage des travailleurs frontaliers a été retenue. Cette nouvelle disposition prévoit une compensation financière entre l'État où l'emploi a été perdu et l'État de la résidence du bénéficiaire qui est tenu à indem-

niser le chômeur d'après sa législation. Ceci a comme conséquence que le Fonds pour l'emploi luxembourgeois devra rembourser les indemnités de chômage payées par l'institution du lieu de résidence du frontalier qui a perdu son emploi au Luxembourg. Ce versement est prévu pour les trois premiers mois; une prolongation jusqu'à cinq mois ne se fera que si des accords bilatéraux avec les pays limitrophes seront conclus. Les conséquences financières de cette nouvelle disposition seront fonction de l'évolution favorable ou défavorable sur le marché de travail.

3. Des règles spécifiques sur l'interprétation du nouveau Règlement (CE) 883/2004 doivent de toute évidence être fixées d'une façon concertée au niveau communautaire, et seulement dans une mesure supplétive au niveau national. Dans les deux ans de préparation qui ont précédé la date d'entrée en vigueur du Règlement, les instances communautaires, en collaboration étroite avec les experts nationaux, ont élaboré et arrêté un grand nombre d'instruments interprétatifs, notamment des décisions de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants (CASSTM).

Ces instruments ont été publiés à la fin du mois d'avril au Journal officiel de l'Union européenne. Ceux qui ne requièrent pas de publication officielle, seront portés à la connaissance des institutions concernées par d'autres moyens appropriés. Ces dernières ainsi que le grand public pourront consulter également un site Internet spécifique, créé par la Commission européenne, qui doit faciliter l'application du nouveau Règlement.

4. Les règles concernant le traitement à l'étranger n'ont pas été modifiées.

5. Le principe du transfert des données personnelles entre administrations et institutions des différents États membres n'a pas changé, sauf que l'on remplacera progressivement le formulaire sur support papier (les formulaires E) par un échange des informations sur support informatique. Dans ce contexte, les États membres restent évidemment tenus par leurs obligations souscrites par la transposition de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Tout le dispositif juridique est donc en place et le contrôle de conformité avec le principe de la protection est déjà effectué au niveau national et ne nécessite pas de contrôle supplémentaire en cas de transfert de données à l'intérieur de l'Union européenne.

Question 0574 (9.4.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la **loi sur les marchés publics et Servior**:

Les «organismes de droit public» n'ayant pas une activité industrielle et commerciale sont obligés de se soumettre à la loi sur les marchés publics. Un rapport spécial de la Cour des Comptes estime que l'établissement public Servior devrait respecter les dispositions légales en la matière. Servior pour sa part prétend ne pas devoir se soumettre à la loi sur les marchés publics alors que l'établissement public aurait une activité industrielle et commerciale. La réponse à la question



n'est pas aisée et risque d'être trouvée devant les tribunaux. Néanmoins le Gouvernement se doit de prendre attitude en la matière alors qu'il existe un flou juridique quant à savoir quels établissements publics sont soumis à la loi et quels ne le sont pas. La loi se contente de donner une définition (art 2,3) et (a20 1) d'exclure le Fonds pour le logement de l'application de la loi pour les seuls marchés publics nationaux du Livre I.

L'annexe III de la loi sur les marchés publics se contente de citer les établissements publics de l'État placés sous la surveillance d'un membre du Gouvernement ou des communes, mais n'indique aucun nom d'un établissement public. Par contre le site de la Commission européenne relatif aux marchés publics cite les établissements suivants: Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, Fonds de rénovation de quatre îlots de la Vieille Ville de Luxembourg, Fonds Belval.

Dans ses rapports la Cour des Comptes cite les établissements publics suivants: Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socioéconomiques, Centre de musique amplifiée, Centre national Sportif et Culturel, Centre de prévention des toxicomanies, Fonds pour le logement et l'habitat, Fonds national de solidarité, Fonds pour la rénovation de la Vieille Ville, Fonds de solidarité viticole, Office national du remembrement, Salle des concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, Université du Luxembourg.

En ce qui concerne Servior il y a lieu de relever que quatre des cinq membres du conseil d'administration sont nommés par le Gouvernement, que le financement de l'établissement est couvert majoritairement, c'est-à-dire à plus de 50%, par des fonds publics à savoir l'assurance dépendance, que par la loi budgétaire pour 2008 l'État a pris en charge pendant dix ans le coût de la construction, de l'aménagement, des transformations et des extensions des immeubles affectés à l'établissement, que la gestion est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

Étant donné que tous les prestataires de l'assurance dépendance peuvent exercer leur activité s'ils ont reçu un agrément du ministère compétent et s'ils ont conclu un contrat d'aides et de soins avec la Caisse nationale de Santé, on pourrait conclure que le Gouvernement exerce un contrôle direct sur les activités de ces organismes et peut retirer l'agrément accordé et par la même aussi le financement.

Toutefois en ce qui concerne la notion de financement public, seuls les financements (impôts ou cotisations obligatoires) versés à l'organisme concerné sans contre-prestation spécifique de services peuvent être qualifiés de «financement public» selon la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes et/ou si pour un marché déterminé une autorité publique assume plus de 50% des dépenses du marché par voie de subventionnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Est-ce que chaque ministre ayant un établissement public sous sa surveillance peu librement décider de soumettre cet établissement à la loi sur les marchés publics?
2. Est-ce que le Gouvernement partage l'avis de la Cour des

Comptes de ce que l'établissement public Servior devrait relever de la législation sur les marchés publics?

3. Quels sont, selon le Gouvernement, les organismes de droit public, notamment les établissements publics, devant se soumettre à la loi sur les marchés publics?

4. Le Gouvernement entend-il compléter à cette fin l'annexe III de la loi sur les marchés publics et publier une liste non exhaustive - vu que les tribunaux peuvent prendre une décision différente - des établissements publics soumis à la loi afin d'éviter un vide juridique?

Réponse commune (21.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'article 2 de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics est clair et sans équivoque en ce qui concerne d'un côté la définition des «pouvoirs adjudicateurs», soumis à l'application de la législation sur les marchés publics. Il n'est donc pas nécessaire de compléter l'annexe par le nom des différents établissements publics, organismes de droit public ou privé en question. Bien plus une telle liste risque d'être toujours incomplète.

À toutes fins utiles, en ce qui concerne les établissements publics sous la tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, il y a lieu de mentionner d'une part la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg qui dispose en son article 41 (2) que tous les marchés pour travaux et fournitures au nom du Fonds son soumis aux dispositions de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics. Il en est de même de l'article 4 de la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un Fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg. En dépit du fait qu'une disposition similaire ne se trouve pas dans les lois portant création des deux autres établissements publics sous tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, à savoir le Fonds Belval et la Communauté des Transports (Verkéiersbond), ces deux établissements publics respectent également la législation sur les marchés publics.

D'un autre côté ce même article 2 est tout aussi clair en soulignant que les établissements ayant un caractère industriel ou commercial, même s'ils ont été créés pour satisfaire un besoin d'intérêt général, ne tombent pas sous la législation des marchés publics.

Ainsi, en matière de politique pour personnes âgées, l'introduction de trois lois - loi sur l'assurance dépendance, loi dite «ASFT» et loi créant l'établissement public et créant un complément «FNS» pour les personnes âgées n'étant pas à même de financer par leurs propres moyens le prix de pension - a permis de réaliser l'intention du législateur et des auteurs des textes de lois en question de conférer la liberté d'action et de fonctionnement absolument nécessaire aux gestionnaires de structures ambulatoires et/ou stationnaires pour personnes âgées afin d'être à même de relancer le secteur en question et de pouvoir subsister à l'avenir dans un marché national mais également européen, en d'autres mots de conférer aux

dités structures un statut d'entreprise privée et commerciale.

Rappelant ici l'exposé des motifs de la loi portant création de l'établissement public «Servior», libellé précisément dans le sens décrit ci-avant: «la forme juridique d'établissement public géré d'après le droit privé confère à ... (l')établissement non seulement la flexibilité et les moyens d'actions nécessaires pour atteindre un mode de fonctionnement et de gestion comparable à celui des centres, maisons et autres services pour personnes âgées gérés par des organismes gestionnaires privés, mais également les armes indispensables pour subsister dans l'actuelle politique de l'Union européenne qui vise à adapter et à rapprocher les services sociaux des règles normales du marché.»

À noter que cette approche est clairement soutenue par les dispositions de la directive «Services» de l'Union européenne qui considère que de tels services ou prestations évoluent dans un contexte de concurrence.

En 1999, l'intention était donc celle de mettre tous les gestionnaires, quelle qu'était leur provenance, sur un même niveau d'action, de sorte à obtenir une situation concurrentielle dont le but était:

- 1) de stimuler les différents acteurs à améliorer nettement leurs prestations et
- 2) d'offrir ainsi au client la possibilité d'un choix entre différentes offres, le cas échéant selon ses disponibilités financières.

Il était d'ores et déjà clair que les différents gestionnaires devaient impérativement être des acteurs commerciaux, libres dans la définition de leur politique et soumis chacun exactement aux mêmes contraintes que tous les autres ou, autrement dit, bénéficiant chacun des mêmes libertés d'action, identiques à celles de ses concurrents.

C'est dans cette optique que Servior se voit conférer par la loi une personnalité juridique propre, se voit conférer une autonomie financière et administrative et que sa gestion doit se faire dans les formes et selon les modalités du droit privé et que le personnel est engagé au moyen d'un contrat de louage de service de droit privé. Il est donc également logique que le législateur impose à l'entreprise la tenue d'une comptabilité selon les modalités de la comptabilité commerciale et qu'il lui impose un réviseur d'entreprises.

Dans son intervention à la Commission du Contrôle budgétaire de Chambre des Députés Madame la Ministre a tenu à souligner que Servior est une entreprise, certes créée pour satisfaire un besoin d'intérêt général, mais ayant un caractère clairement défini d'entreprise commerciale et que la défense de ce point de vue est d'autant plus importante dans l'optique de l'ouverture du marché opérée au niveau européen dans le cadre de la directive «Services» où la soumission de Servior à la loi sur les marchés publics pénaliserait fortement cet établissement par rapport à ses concurrents.

Question 0576 (9.4.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **visites médicales**:

Immer öfter sehen Ärzte sich mit Patienten konfrontiert, die aus

Angst mit relativ irrelevanten Symptomen vorsprechen und so dazu beitragen, die Arztpraxen unnötig zu überfüllen. Dies senkt auf der einen Seite die Verfügbarkeit des Arztes auf ein Minimum, die Behandlungsqualität sinkt und die Kosten der Gesundheitskasse explodieren durch unnötige Analysen und Röntgenuntersuchungen, die vom Patienten gefordert werden, oder durch Medikamente, die verschrieben und dann nach Abklingen der Symptome einfach weggeworfen werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was hält der Minister von einer telefonischen Gesundheitsberatung, die obligatorisch vor einem Arzttermin in Anspruch genommen werden sollte, um so zu verhindern, dass die Arztpraxen unnötig belastet werden? (Ein vergleichbares Modell wird bereits in der Schweiz zur Zufriedenheit angewandt.)

2) Hat der Minister schon über einen Bonus nachgedacht, um diejenigen zu belohnen, die während eines Jahres nie von einem Arzt Gebrauch machen?

Réponse (25.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

En application de l'article 19 du Code de la sécurité sociale, l'assurance maladie ne prend en charge que les actes, services et fournitures inscrits dans la nomenclature ou les listes prévues par les lois, règlements, conventions et statuts.

Actuellement, la nomenclature médicale s'appuie sur le principe de base du contact personnel entre le médecin et le patient, en disposant dans son article 5 que «la consultation ou la visite comporte généralement un interrogatoire du malade, un examen clinique...» et en excluant d'office une consultation téléphonique à charge de l'assurance maladie en précisant à l'alinéa 2 «qu'un entretien téléphonique ne peut donner lieu à une quelconque facturation à charge de la caisse.»

Cette approche n'empêche toutefois pas le médecin d'accepter d'être sollicité par ses patients au moyen d'appels téléphoniques. D'ailleurs la convention médicale accepte implicitement cette possibilité du fait de l'inscription d'une mise en compte des conseils téléphoniques par le médecin au patient (CP7): «Le fait par la personne protégée de solliciter les conseils du médecin par téléphone, si la durée de l'entretien dépasse dix minutes au moins.»

À ce jour, la Commission de nomenclature responsable du contenu de la nomenclature n'a pas été saisie d'une proposition d'ajout d'une consultation par téléphone aux actes de la nomenclature.

Il faut être conscient du fait que le médecin engage sa responsabilité médicale lors d'une consultation par téléphone, alors qu'il est privé du contact physique habituel avec le malade et des renseignements correspondants. Il lui revient dans ce cas d'apprécier avec prudence et discernement la situation et proposer la solution qui lui semble la plus appropriée. Il est probable que le médecin prévoira des mesures de précaution destinées à assurer la sécurité du patient, mesures consistant le plus souvent dans une vraie consultation différée dans le temps.

Le Code de déontologie médicale luxembourgeois reste muet par

rapport à ce sujet en disposant à l'article 33 uniquement que le médecin doit toujours élaborer son diagnostic avec le plus grand soin, en y consacrant le temps nécessaire, en s'aidant dans toute la mesure du possible des méthodes scientifiques les mieux adaptées et, s'il y a lieu, de concours appropriés.

Quant à l'introduction d'un système de bonus, on rappellera que l'assurance maladie fonde sur le principe de solidarité de tous les affiliés. L'option prise dans le cadre d'un tel système de rémunérer les personnes ayant la chance de pouvoir renoncer à solliciter cette solidarité pourrait être conçue comme sanction à l'égard des personnes malades.

Question 0577 (9.4.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'élaboration d'un plan sectoriel logement**:

Il s'avère qu'en vue de l'élaboration du plan sectoriel logement, un bureau d'études établi partiellement en Allemagne a été chargé par le Gouvernement de collecter auprès des 39 communes prioritaires IVL des informations sur les surfaces susceptibles d'être potentiellement développées à des fins d'habitation d'ici l'horizon 2030. Cela étant, l'ensemble de ces informations est en fin de compte centralisé auprès d'un bureau d'études privé.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Par quels moyens le Gouvernement entend-il faire assurer par ce bureau d'études la confidentialité des données collectées?

2) Est-ce que le bureau en question figure toujours sur la liste des bureaux d'études pouvant faire élaborer des plans d'aménagement général? Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis qu'il devrait en être rayé?

3) Est-ce que le Gouvernement n'estime pas que le bureau en question se trouve également dans une situation de conflit d'intérêt au regard de l'article 7 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain?

Réponse commune (12.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

La réponse à la question parlementaire de l'honorable Député comprend les éléments suivants:

1. La confidentialité des données collectées est assurée par la clause de confidentialité du contrat signé le 27 novembre 2009 entre le Gouvernement, représenté par le Ministère du Logement et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, et le bureau d'études en question.

2. Le bureau en question figure sur la liste des bureaux d'études

pouvant élaborer des PAG. La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ne prévoit pas en ses dispositions la radiation d'un bureau de la liste si le bureau d'études collecte des données dans le cadre de l'élaboration du plan sectoriel logement et élabore des PAG.

3. Au vu de la nature des prestations à fournir par le bureau d'études, le Gouvernement n'est pas d'avis que l'article 7 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 est applicable en la matière.

L'article en question - intitulé «élaboration du plan d'aménagement général» - vise en effet la personne qualifiée chargée de l'élaboration d'un PAG individuel, à laquelle il est interdit «d'avoir par elle-même ou par personne interposée des intérêts de nature à compromettre son indépendance». Est ensuite précisé que, l'interdiction visée ici concerne tout particulièrement l'élaboration, par l'auteur du plan, et ce pendant un certain délai, de PAP ou de projets de construction destinés à mettre en œuvre le PAG en question.

Or, le bureau d'études visé ici travaille à un niveau tout à fait différent, alors qu'il effectue, ceci dans le cadre du plan sectoriel logement établi par l'aménagement général du territoire, la compilation de données relatives à des PAG existants. La nature de son mandat le met donc à l'abri de tout conflit d'intérêt potentiel au sens de l'article 7 précité.

Question 0580 (12.4.2010) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'électromobilité:

Au cours des dernières années, l'Union européenne a assisté à une multiplication du nombre d'entreprises engagées dans l'électromobilité. En effet, face aux conséquences négatives du changement climatique et de la pollution environnementale, de nouveaux moteurs pour les véhicules automobiles doivent être développés afin d'encourager la diffusion des technologies novatrices respectueuses de l'environnement. Cependant, bien que l'Union européenne dispose d'une industrie automobile moderne et innovatrice, elle doit, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, mettre davantage l'accent sur le développement de la voiture électrique et la promotion de la mobilité douce.

L'électromobilité constitue donc un atout et une importance stratégique pour l'avenir de l'économie européenne en général et l'industrie automobile européenne en particulier. Il reste que l'un des défis majeurs à relever dans le domaine en question sera la mise en commun des différentes innovations dans le secteur de l'automobile ainsi que dans ceux de la production, de la distribution et du stockage de l'énergie électrique.

Enfin, en ce qui concerne le Luxembourg, il est intéressant de noter qu'il existe depuis un certain temps plusieurs PME performantes et innovatrices qui ont su exploiter une niche économique dans le domaine de l'industrie automobile en développant des

équipements techniques pour les constructeurs automobiles européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- En sachant que la construction de la voiture électrique a vu le jour dans la Grande Région, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait lancer un concept intégré et durable axé sur l'électromobilité tout en insistant auprès des acteurs tant luxembourgeois que ceux de la Grande Région sur le fait que seule une interaction des nouveaux systèmes et composants permettra d'exploiter pleinement le potentiel de l'électromobilité?

- En tenant compte du fait que le moteur électrique, l'équipement électronique de puissance avec ses composants à haute tension, les redresseurs, les convertisseurs et avant tout la batterie représentent des composants de la voiture électrique, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit opportun de créer des PME visant à produire ces éléments-clés de la mobilité décarbonée?

- Dans la perspective de réduire d'au moins 25% les gaz à effets de serre jusqu'à l'horizon 2020, tel que propagée par la Commission européenne, ne faut-il pas dès lors développer davantage les technologies vertes et modifier la culture de la mobilité pour passer à un mode de transport plus respectueux de l'environnement? Dans le même ordre d'idées, ne devrait-on pas inclure au Luxembourg l'Université ainsi que les centres de recherche publics dans ce processus audacieux?

Réponse commune (19.5.2010) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député dans la partie introductive de sa question, l'électromobilité constitue un atout et une importance stratégique pour l'avenir de l'économie européenne en général et l'industrie automobile européenne en particulier.

L'électromobilité est une des priorités du programme de travail de la Présidence espagnole du Conseil compétitivité. Une réunion informelle des Ministres de l'économie en janvier de cette année à San Sebastian a été dédiée essentiellement au sujet de la voiture électrique. À l'issue de cette réunion, la Présidence espagnole a conclu à la nécessité d'initiatives communautaires afin de s'assurer que l'industrie automobile européenne puisse pleinement participer à l'essor de l'électromobilité.

La Commission européenne a publié récemment, en date du 28 avril 2010, une communication visant à établir «une stratégie européenne pour des véhicules propres et économes en énergie». Dans ce cadre les voitures électriques constituent un volet important d'une stratégie qui vise à réaliser les objectifs d'une croissance durable et intelligente pour l'année 2020.

La Commission européenne se propose de réaliser un plan d'action qui comprend notamment l'établissement de normes communes européennes afin de permettre à tous les véhicules électriques de se charger partout

dans l'Union, respectivement d'encourager l'installation de stations de recharge accessibles au public.

L'enjeu de la promotion de l'électromobilité ne peut se concevoir au seul niveau du Luxembourg ou de la Grande Région, mais nécessite un encadrement communautaire. Les investissements nécessaires devront se baser sur des normes communes qui permettront de créer un marché intérieur suffisamment important pour permettre aux entreprises européennes d'investir dans le développement de technologies innovantes.

Au Luxembourg, l'électromobilité est d'ores et déjà un sujet d'intérêt et il est envisagé de prendre un rôle actif dans le développement de l'électromobilité au sein du cadre communautaire. Mais l'implémentation dans notre vie quotidienne nécessite un concept bien défini. L'électromobilité ne doit pas être considérée comme moyen de transport unique, mais elle devra s'intégrer dans un concept de mobilité général.

Afin d'élaborer un concept de mobilité verte, le département Centre de ressources des technologies pour l'environnement (CRTE), du Centre de Recherche public Henri Tudor, a eu le mandat de lancer un programme de recherche et d'innovation ayant comme objectif de mobiliser les compétences du secteur de la mobilité et de coordonner les actions afin d'exploiter le potentiel de la mobilité verte au Luxembourg.

En effet, un élément clé de cette initiative sera une plateforme thématique, qui réunira tous les acteurs intéressés afin de garantir un échange d'informations, permettant de développer un concept et d'aboutir à des premiers projets pilotes.

Dans ce contexte, les premières réunions de préparation avec les acteurs potentiels ont eu lieu.

L'industrie luxembourgeoise est aujourd'hui déjà composée de nombreux fournisseurs et équipementiers automobile. Ce secteur participe activement à la recherche de nouvelles solutions plus économes en énergie et plus respectueuses de l'environnement. Le Gouvernement appuie tout projet qui s'inscrit dans le développement de technologies vertes, notamment à travers les subsides octroyés aux entreprises pour des projets de recherche et d'innovation. Le Gouvernement encourage également la création d'entreprise, et notamment de PME, dans ce secteur, conscient que le secteur automobile fera face au cours de la prochaine décennie à une restructuration profonde.

Afin de réaliser l'objectif de réduction des gaz à effet de serre, l'électromobilité ne représente qu'une des pistes à explorer dans le secteur du transport, il ne faut d'ailleurs pas oublier les autres éléments faisant partie d'un concept de mobilité, notamment le transport en commun et la mobilité douce.

Le bilan global de l'électromobilité, en termes de CO₂, ne sera que positif si l'électricité, mise à disposition aux bornes de recharge, est produite à partir de ressources renouvelables, donc neutres en termes de CO₂. Vu les quantités limitées d'électricité produite à base d'énergies renouvelables, ceci est à considérer plutôt comme objectif à long terme.

À l'échelle nationale, la situation se présente de manière dif-

férente, l'électromobilité permettrait de réduire notre consommation nationale de carburant. Ceci aurait par conséquent un impact positif sur l'inventaire national. À ceci s'ajoute que l'électricité est principalement importée au Luxembourg. Selon les règles communautaires, les émissions liées à la production d'électricité sont comptabilisées dans le pays producteur. Suite à cette disposition les émissions de gaz à effet de serre, liées à la production, n'apparaissent pas dans notre inventaire national. Ainsi si, même dans un premier temps, l'électricité requise n'était pas intégralement produite à partir de ressources renouvelables, l'électromobilité aurait, dès le départ, un impact bénéfique sur nos émissions nationales.

Étant donné que le CRTE a la charge de la coordination de la plateforme, le lien avec le monde scientifique, et plus particulièrement vers les centres de recherche et l'Université du Luxembourg, est assuré.

Question 0582 (13.4.2010) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'évolution de l'assurance dépendance:

Angesichts der demografischen Entwicklung unserer Bevölkerung wird der Pflegeversicherung im Bereich der Kurz- und Langzeitpflege in Zukunft eine immer größere Bedeutung zukommen. Daher ist es wichtig, deren Leistungen beständig weiterzuentwickeln. Genauso wichtig ist es allerdings auch, die erbrachten Leistungen einer ständigen Qualitäts- und Kostenkontrolle zu unterziehen. Dieses Pflegecontrolling sollte von qualifizierten Pflegefachleuten durchgeführt werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie steht es mit der Kontrolle der Pflegeleistungen hier in Luxemburg im Rahmen der Pflegeversicherung?

2) Wurde seit der Einführung der Pflegeversicherung eine genaue Datenanalyse über die Abrechnungen durchgeführt?

3) Falls dies nicht der Fall seine sollte, gedenkt der Minister die Leistungen in Zukunft einer gründlichen Leistungs- und Kostenkontrolle zu unterwerfen?

Réponse (25.5.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Si l'assurance dépendance a été créée par la loi de 1998, les exigences en termes de contrôles et d'assurance de la qualité dans toutes ses composantes se sont affirmées au fil des années.

Ces exigences ont été notamment précisées dans le cadre de la loi du 23 décembre 2005 modifiant la loi du 19 juin 1998 sur l'assurance dépendance prévoyant notamment l'introduction d'une Commission de qualité des prestations et dotant la Cellule d'évaluation et d'orientation de deux nouvelles missions:

- contrôler la qualité des prestations fournies à la personne dépendante, compte tenu des normes définies;

- contrôler, notamment au vu de la documentation de soins, l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les besoins de la personne dépendante.

Le contrôle des prestations n'est pour l'instant pas organisé à

grande échelle dans l'ensemble des structures mais se déroule de façon ad hoc et individuelle. Toutefois, la Cellule d'évaluation et d'orientation s'assure que les plans de prise en charge traduisant le volume et l'intensité de l'aide à fournir à la personne dépendante soient régulièrement actualisés. Les prestataires, la Cellule d'évaluation et d'orientation ainsi que les bénéficiaires des aides et soins sont en mesure de demander une révision des prestations garantissant une adéquation entre l'évolution des besoins des bénéficiaires et les prestations à dispenser.

La Caisse nationale de Santé procède à des analyses régulières des données récoltées dans le cadre de la facturation des prestations de l'assurance dépendance. Il s'agit notamment de contrôles de plausibilité par rapport aux actes facturés. Ainsi, les informations concernant la dotation en personnel des différents prestataires sont croisées avec les durées des prestations facturées. Étant donné que les durées (exprimées en minutes) des différents actes de l'assurance dépendance sont arrêtées par le relevé-type des aides et soins, il est possible de déterminer si les prestataires disposent du personnel suffisant pour exécuter l'ensemble des actes facturés.

Enfin, il est important de noter que pour doter le secteur d'une analyse financière plus transparente, une représentation unifiée, transparente et tenant compte de facteurs économiques est en développement pour l'ensemble des prestations et des coûts au sein des établissements à séjour continu. Les résultats seront présentés sous forme d'un calcul des coûts unitaires (Kostenträgerrechnung, KTR) et devraient pouvoir être utilisés par les gestionnaires des établissements à séjour continu, la Confédération des organismes des prestataires d'aides et de soins ainsi que les organismes financeurs comme instrument de gouvernance et de planification.

Question 0587 (15.4.2010) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'engagement d'une commune auprès d'un promoteur dans le cadre d'un projet de construction:

À l'heure actuelle, de nombreuses communes luxembourgeoises envisagent la réalisation de projets de construction et d'infrastructure d'une certaine envergure. La mise en œuvre de ces projets présuppose non seulement que les autorités communales mobilisent d'importants moyens financiers mais qu'ils prennent également toutes les décisions politiques et administratives y relatives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer jusqu'à quel degré le collège échevinal d'une commune peut s'engager au préalable d'un projet de construction respectivement d'infrastructure auprès d'un promoteur sans être obligé d'avoir un accord de principe de la part du conseil communal?

Réponse (25.5.2010) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Aux termes de l'article 2 la loi du 25 juin 2009 sur les marchés pu-

blics on entend par «pouvoir adjudicateur», notamment «les collectivités territoriales» qui se résument dans le contexte administratif luxembourgeois actuel aux seules administrations communales.

L'article 151 du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que «les contrats sont passés par écrit par le collègue des bourgmestre et échevins».

L'article 154 du même règlement grand-ducal prévoit que:

«Le conseil communal, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, doit avoir, au préalable,

a) décidé le principe des travaux, fournitures ou services qui font l'objet des contrats,

b) approuvé les projets en cas de marchés de travaux,

c) pourvu à l'allocation des crédits nécessaires au règlement de la dépense qui découle de l'exécution des contrats.»

Ces règles reprennent la répartition des tâches prévue par la loi communale (art. 57 point 2°): «Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par d'autres dispositions légales le collège des bourgmestre et échevins est chargé (...) de la publication et de l'exécution des résolutions du conseil communal».

L'article 154 dudit règlement précise même que «toute dérogation importante ultérieure au projet définitif détaillé doit être approuvée par le conseil communal et l'autorité supérieure».

Il en découle la réponse suivante à la question de l'honorable Député: le collègue des bourgmestre et échevins n'a aucune faculté à engager juridiquement la commune auprès d'un promoteur pour des projets de construction ou d'infrastructure, sans y être habilité par une décision du conseil communal, dûment formalisée. L'engagement juridique de la commune ne peut en effet résulter que d'une décision du conseil communal à approuver, le cas échéant, par le ministre de tutelle.

Précisons cependant qu'en pratique le collègue des bourgmestre et échevins qui, au vœu de l'article 57 point 2° est également chargé «de l'instruction des affaires à soumettre au conseil communal ainsi que de l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal», est amené à être en contact avec des promoteurs, mais sans qu'il ne puisse dans cette phase engager valablement la commune à l'égard de celui-ci.

Il appartient ensuite au collègue des bourgmestre et échevins d'exécuter la décision du conseil communal dans le respect notamment de la législation sur les marchés publics.

Question 0593 (19.4.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **ratification de la Charte sociale européenne révisée**:

En effet, il semble que le Luxembourg n'ait pas procédé à la ratification de la Charte sociale européenne révisée qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999 et qui remplace la Charte européenne de 1961 ainsi que le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne de 1988. Ceci paraît

étonnant surtout parce que cette Charte permet de fournir des réponses aux très grands défis sociaux actuels de l'Europe, tels que l'égalité des genres, la conciliation de la vie professionnelle et familiale, le vieillissement de la population, la pauvreté ou encore l'exclusion. La Charte sociale européenne apparaît, dès lors, comme un des principaux documents de référence en matière sociale pour l'intégralité des États membres du Conseil de l'Europe.

Comme le Ministère des Affaires étrangères porte la responsabilité des traités internationaux, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas encore procédé à la ratification de cet instrument très utile que constitue la Charte sociale européenne révisée?

- Y a-t-il des sections dans cette Charte dont la transposition pose problème?

- Monsieur le Ministre, pourrait-il nous informer sur le délai probable de ratification de ladite Charte?

Réponse (19.5.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

La réponse à la présente question parlementaire est fournie en concertation avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, dont relève la Charte sociale révisée, à côté d'autres départements ministériels.

Afin de pouvoir évaluer au mieux les implications de la ratification de la Charte révisée, projet ambitieux et d'envergure s'il en est, et avant d'en entamer la procédure de ratification, le Gouvernement a souhaité, dans un premier temps, analyser la position détaillée du Comité européen des droits sociaux. Après avoir pris connaissance de la position du Comité, un groupe de travail interministériel a été mis sur pied ayant pour objectif d'examiner les dispositions de la Charte et de déterminer lesquelles pouvaient être acceptées en l'état, respectivement, lesquelles exigeaient une modification des dispositions nationales afférentes en vigueur. Il faut par ailleurs rappeler que la Charte révisée, tout comme la Charte sociale de 1961, contient de nombreuses dispositions qui ne doivent pas obligatoirement toutes être acceptées par l'État signataire.

Le groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises. Il doit poursuivre ses travaux à brève échéance pour analyser les lois récentes adoptées par la Chambre des Députés - notamment la loi du 18 décembre 2009 sur l'aide sociale - qui ont en partie répondu aux difficultés posées par la Charte sociale révisée à l'égard de notre législation nationale. Le groupe de travail souhaite également prendre en compte le prochain rapport du Comité européen des droits sociaux et l'appréciation de ce dernier sur la nouvelle législation susmentionnée.

À la lumière de ce rapport, le Luxembourg sera en mesure de fournir des précisions sur la phase finale de la ratification de la Charte sociale révisée.

Ce ne sera qu'à partir de ce moment où l'on pourra se prononcer avec précision sur le calendrier parlementaire de ce projet. En tout état de cause, les parties travaillant à la ratification de la Charte sont toutes conscientes qu'il importe de mener à bien ce projet le plus rapidement possible.

Question 0603 (22.4.2010) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**information sur les cycles «à pédalage assisté» sur le site www.ecotopten.lu**:

Dans sa réponse du 20 avril 2010 à ma question parlementaire du 7 décembre 2009 concernant la procédure d'immatriculation des cycles «à pédalage assisté» (cf. *compte rendu N°11/2009-2010 - question parlementaire N°0303*), Monsieur le Ministre a souligné que de tels cycles devraient être soumis à une procédure d'enregistrement auprès de la Société nationale de Contrôle technique (SNCT) avant leur mise en circulation.

Cependant, sur le site www.ecotopten.lu, un site qui est géré par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et d'autres partenaires et qui a pour but de sensibiliser les consommateurs pour les produits économes en énergie, les conditions pour la mise en circulation d'un cycle «à pédalage assisté» sont définies comme suit: «Comme pour les vélos 'normaux', ni permis de conduire, ni assurance responsabilité civile ni autorisation de circulation ne sont requis.»

- Partant, je souhaiterais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il entend intervenir auprès des responsables du site www.ecotopten.lu en vue du redressement de ces informations apparemment erronées?

Réponse (14.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire N°0603, je tiens à remercier l'honorable Députée, Madame Anne Brasseur, d'avoir attiré mon attention sur une information incomplète fournie par le site www.ecotopten.lu, tout en précisant que ce site Internet est un projet initié et géré par le Mouvement écologique a.s.b.l. et par l'Oekozerter Lëtzebuerg a.s.b.l., dès lors seuls responsables pour son contenu. Ce projet bénéficie d'un cofinancement de la part du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Lancé en 2007, le guide d'achat online des produits les plus écologiques www.ecotopten.lu constitue en effet un outil d'information et de sensibilisation important, dans la mesure où il fournit des recommandations d'achat notamment pour les grands appareils ménagers tels les lave-linge et sèche-linge, lave-vaisselle, réfrigérateurs et congélateurs, fours et plaques de cuisson, en classant les appareils selon divers critères environnementaux. Il a été étendu en 2008 aux voitures, aux téléviseurs et aux lampes à économie d'énergie, et en 2009 aux vélos dits «à pédalage assisté» (Pedelec).

Les gestionnaires du site www.ecotopten.lu ont dès le 22 avril complété la rubrique «recommandations» en précisant qu'il est nécessaire d'enregistrer le Pedelec auprès de la station nationale de contrôle technique.

Question 0604 (22.4.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **jours d'absence au travail dus à l'éruption du volcan en Islande**:

Suite au nuage de cendres émanant de l'éruption du volcan islandais «Eyjafjöll», le trafic aérien en Europe fut à l'arrêt total pendant plusieurs jours. Tous les avions restèrent cloués au sol et de nombreux voyageurs furent bloqués à l'étranger.

Confronté à une situation qui mérite, selon mon interprétation, d'être qualifiée de «cas de force majeure», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

Selon les dispositions du Code du Travail,

- est-ce que les jours d'absence peuvent être déduits du congé payé annuel des salariés qui n'ont pas pu retourner à leur lieu de travail comme prévu initialement;

- est-ce que l'absence involontaire des salariés en question peut être invoquée par leurs employeurs respectifs comme motif de licenciement?

Réponse (14.5.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol posée dans le cadre des absences résultant des perturbations du trafic aérien qui ont été causées par l'éruption du volcan en Islande, il y a lieu de souligner que les articles L.233-6 et L.233-11 du Code du Travail disposent que:

Art. L.233-6

«...ne constituent pas des absences injustifiées au sens de l'alinéa précédent et sont assimilées à des journées de travail effectif (...) les absences motivées par des cas de force majeure ou par des causes indépendantes de la volonté du salarié, et qui ont mis ce dernier dans l'impossibilité de solliciter une autorisation préalable...»

Art. L.233-11

«Les absences prévues à l'article L. 233-6 ne peuvent être imputées sur la durée du congé auquel le salarié a droit...»

Il résulte des dispositions ci-dessus que l'absence du salarié provoquée par des raisons de force majeure, en l'occurrence par les perturbations du trafic aérien, ne peut pas constituer un motif de licenciement.

De même, l'employeur ne peut pas imputer unilatéralement les absences pour cause de force majeure sur le congé de création annuel.

Question 0610 (26.4.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **formation continue dans le domaine des premiers secours pour les enseignants**:

Il me revient qu'un nombre non négligeable d'enseignants souhaiteraient suivre une formation continue dans le domaine des premiers secours. Or, de telles formations ne seraient pas reconnues et créditées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces affirmations? Dans l'affirmative, combien d'enseignants se sont manifestés

auprès du MENFP en vue d'une telle formation?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une formation de premiers secours constitue un pilier important dans la formation continue des enseignants, surtout en vue d'une meilleure prise en charge des élèves et que, par conséquent, celle-ci devrait être reconnue par le MENFP comme formation de type prioritaire?

Réponse (21.5.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le SCRIPT, par l'intermédiaire de son Institut de Formation continue, coordonne les activités de formation continue suivant trois axes, à savoir:

- le développement personnel professionnel (Personalentwicklung);

- le développement de l'enseignement (Unterrichtsentwicklung);

- le développement de l'organisation (Organisationsentwicklung).

La formation continue répond soit à des besoins individuels, soit à des besoins et spécificités locaux, régionaux ou nationaux et peut donc être organisée au sein d'une école ou de plusieurs écoles, au niveau régional et au niveau national. Elle s'oriente aux directives des plan-cadre, plan d'études et programmes officiels et respecte les connaissances dégagées par les sciences de l'éducation.

Les priorités retenues pour l'année scolaire 2009-2010 témoignent de la continuité des travaux en cours. Plus précisément, elles mettent l'accent sur la mise en œuvre de la nouvelle école fondamentale.

Afin de contribuer à la réussite scolaire des élèves, les formations prioritaires visent le développement des compétences professionnelles suivantes:

Priorité 1: l'apprentissage

- connaître les modèles cognitifs de l'apprentissage, les facteurs favorisant l'apprentissage et les obstacles;

- être informé sur le développement cognitif, psychosocial et émotionnel des garçons et des filles;

- s'approprier un répertoire de concepts pédagogiques pertinents.

Priorité 2: l'approche par compétences

- organiser et animer des situations d'apprentissage;

- observer et évaluer les activités d'apprentissage;

- gérer la progression des apprentissages au sein des cycles;

- concevoir et faire évoluer des dispositifs de différenciation;

- impliquer les élèves dans leurs apprentissages et leur travail.

Priorité 3: le travail en équipe et la communication

- travailler en équipe (de cycle, multi-professionnelle, disciplinaire,...);

- coopérer au sein de l'école;

- informer et impliquer les parents;

- gérer un projet.

Priorité 4: le développement de la qualité

- s'intéresser aux indicateurs de qualité;

- interpréter les résultats (épreuves standardisées) au profit de notre école;

- faire une analyse de l'existant en vue de la préparation d'un plan de réussite scolaire;

- élaborer un plan de réussite scolaire.

Priorité 5: la gestion des établissements scolaires (à l'attention des membres des comités d'école)

- participer à la gestion des écoles (administration, gestion des ressources humaines et innovation pédagogique);

- gérer le changement;

- agir en tant que médiateur/médiatrice;

- agir en tant que leader pédagogique.

Priorité 6: le travail socioéducatif (priorité complémentaire réservée aux éducateurs et éducatrices diplômé(e)s et gradué(e)s)

- organiser et animer des activités socioéducatives;

- observer et documenter les progrès des élèves.

Les priorités 1 à 4 s'adressent à tout le personnel enseignant et socioéducatif des écoles et des lycées. La priorité 5 est réservée aux membres des comités d'école, la priorité 6 s'adresse aux éducateurs et éducatrices (diplômés et gradués).

En réponse à la première question de l'honorable Député, il convient de noter que des demandes de formation continue dans le domaine des premiers secours ont été recensées par le SCRIPT. Suite à ces demandes, trois formations ont été organisées au sein d'une école ou de plusieurs écoles et trois formations ont été organisées au niveau national. Au total 91 personnes ont suivi ces formations.

La participation à ces formations a été certifiée aux participants, mais comme l'objectif de ces formations ne rentre pas dans le cadre des priorités mentionnées ci-dessus, elles n'ont pas été identifiées comme formations prioritaires.

En réponse à la dernière question, je suis d'avis qu'une maîtrise des gestes de premiers secours est un élément important et incontestable du métier d'enseignant qui devrait faire partie intégrale de la formation initiale de chaque enseignant. Puisque les ressources financières sont limitées, j'ai préféré investir les moyens disponibles dans la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'école fondamentale. Voilà pourquoi les priorités ont été choisies en fonction de ces considérations.

Question 0616 (27.4.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la **nomination de trois nouveaux membres pour le conseil d'administration CLT-UFA par le Gouvernement:**

La semaine dernière, la presse a annoncé la nouvelle composition du conseil d'administration de la CLT-UFA. Sur proposition du Gouvernement, les présidents des groupes parlementaires CSV, LSAP et DP ont été nommés pour la durée d'un an.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Selon quels critères le Gouvernement procède-t-il à ces propositions? Pour quelles raisons le Gouvernement propose-t-il uniquement des représentants de partis politiques?

- Est-ce que la présence des représentants politiques au conseil d'administration est rémunérée? Dans l'affirmative, quel est le montant du jeton de présence ou de l'indemnité?

Réponse (12.5.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias:*

Selon le contrat de concession les actionnaires de CLT-UFA doivent désigner comme administrateurs, après agrément du Gouvernement, trois personnes ayant la nationalité luxembourgeoise et résidant au Grand-Duché. Il est ainsi de tradition que des membres des trois principaux groupes parlementaires à la Chambre des Députés soient nommés pour siéger au conseil d'administration de CLT-UFA. Il s'agissait pour la plupart du temps des présidents. Ces nominations sont d'ailleurs effectuées à titre personnel.

Quant à la deuxième branche de votre question, je voudrais souligner qu'il n'appartient pas au Gouvernement de communiquer sur l'organisation interne des sociétés privés et donc sur la politique de compensation des membres du conseil d'administration de CLT-UFA. Je suis néanmoins en mesure de vous informer, après concertation avec CLT-UFA, que les indemnités pour l'ensemble des membres du conseil d'administration s'élèvent à 220.000 € par an.

Question 0626 (4.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant **l'Ambassade du Luxembourg en Inde:**

L'Inde appartient au groupe des pays qui gagnent rapidement en importance sur le plan international. Son poids économique et la force de son entrepreneuriat se font sentir également au Luxembourg. Nos échanges commerciaux avec la République indienne ont tendance à croître.

Malheureusement, l'Ambassade du Luxembourg à New Delhi est mal implantée, alors qu'elle se situe dans un quartier de la ville purement résidentiel dans lequel il lui est notamment interdit de procéder à des opérations consulaires telles que la délivrance de visas. Or, la qualité de ce service est d'une importance capitale pour les bonnes relations entre l'Ambassade et les hommes d'affaires indiens désireux de se rendre au Grand-Duché.

Il y a deux ans, le Gouvernement indien a proposé au Luxembourg l'achat d'un terrain de construction situé dans le quartier des ambassades tout près du quartier gouvernemental à New Delhi. L'acquisition de ce terrain permettrait à terme à notre Ambassade de remplir efficacement toutes ses missions. Le terrain offert au Grand-Duché représente une occasion quasi unique alors qu'il n'y a pratiquement plus de terrains disponibles dans ce quartier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Le Gouvernement compte-t-il acquérir le terrain de construc-

tion qui lui est proposé par le Gouvernement de la République indienne?

2. Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des mesures à court terme pour améliorer les services consulaires prestés par l'Ambassade du Luxembourg en Inde?

3. Comment le Gouvernement entend-il organiser le réseau de représentation diplomatique, consulaire ou encore purement commerciale dans la République indienne?

4. Est-ce que le Luxembourg a invité la République indienne à ouvrir une Ambassade à Luxembourg en vertu du principe de réciprocité? Si oui, quelle est l'attitude du Gouvernement indien en la matière?

Réponse commune (19.5.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Avant de répondre aux quatre questions posées par l'honorable Député, je tenais à me démarquer de certaines assertions figurant dans l'introduction précédant les questions.

Ainsi, l'Ambassade du Luxembourg à New Delhi a-t-elle été reprise en location du locataire précédent en 2007 qui n'était autre que la Commission de l'Union européenne. Je gage que cette dernière n'aurait pas choisi un emplacement condamnant d'emblée toute activité diplomatique.

Comme tout immeuble servant de représentation diplomatique et consulaire ainsi que de résidence de l'ambassadeur, un certain nombre de critères doivent être réunis pour faire une localisation de choix. Parmi ceux-ci figurent le coût financier, l'accessibilité pour les Luxembourgeois sur place, les autres diplomates, les investisseurs potentiels au Luxembourg, les requérants de visa, la sécurité, la proximité du quartier gouvernemental, des centres commerciaux, des infrastructures comme les hôpitaux, écoles, aéroports, etc. Compte tenu de ces critères, l'immeuble actuellement occupé par l'Ambassade du Luxembourg à Delhi était un excellent choix à l'époque où la décision de l'occuper a été prise.

La situation en Inde ayant, depuis, subi de profondes mutations avec des répercussions pour les relations entre nos deux pays, il est légitime de se poser la question pour notre Ambassade en Inde, comme pour d'autres de nos postes en situation similaire, s'il n'y a pas lieu de changer d'adresse afin de coller au plus près aux exigences d'aujourd'hui.

Cette réflexion a été entamée voilà deux ans pour ce qui est de notre Ambassade en République indienne.

Le terrain auquel se réfère l'honorable Député, et dont les autorités indiennes ont offert l'usufruit à notre Ambassade, n'a pas été retenu. Le prix demandé, aux alentours de dix millions d'euros, auquel il aurait fallu ajouter les frais engendrés par la construction d'un immeuble rassemblant chancellerie, consulat et résidence, pour un terrain qui, in fine, n'appartiendrait pas à l'État, a été jugé exorbitant.

Suite à cela, l'Ambassade du Luxembourg à New Delhi a été chargée de rassembler un certain nombre de projets alternatifs, répondant mieux aux critères énoncés ci-avant et apportant une amélioration réelle par rap-

port à la situation actuelle. L'étude de ces projets est en cours.

Les services consulaires en Inde incombant à l'État luxembourgeois ont, jusqu'à présent, été assumés par notre Ambassade sur place, en étroite coopération avec l'Ambassade et les Consulats généraux belges en Inde, conformément à la convention entre le Luxembourg et la Belgique relative à la coopération consulaire de 1965.

Si, à court terme, nous serons à même de trouver une alternative valable à nos locaux actuels, il est certain que nous concentrerons l'ensemble des tâches diplomatiques et consulaires, incombant à notre Mission en Inde, dans ce nouvel immeuble, y compris les activités assurées, jusqu'à présent, par la Belgique.

En attendant, comme dans d'autres pays, la répartition des tâches entre les services des Ambassades luxembourgeoise et belge en Inde fonctionne parfaitement, à la satisfaction de tous.

La présence du Luxembourg en Inde se poursuivra donc, sans doute dans un nouvel immeuble à court ou à moyen terme, qui permettra à notre pays de rester au diapason de l'évolution que vit le pays en ce moment et de, mieux encore, s'acquitter des tâches qui nous incombent et des nouveaux défis à relever.

À ce titre, une adaptation de notre représentation consulaire et commerciale est également à l'ordre du jour. Il s'agit d'apprécier dans quelle mesure un transfert de notre représentation dans ces domaines, de New Delhi vers Mumbai, pourrait dégager une plus-value par rapport à notre implantation actuelle.

En tout état de cause et bien qu'en l'espèce il n'existe pas d'obligation de réciprocité, le Ministère des Affaires étrangères continue à plaider, auprès de ses interlocuteurs indiens, en faveur de l'ouverture d'une ambassade indienne à Luxembourg. J'ai bon espoir que nos efforts porteront leurs fruits dans un avenir prévisible.

Question urgente 0665 (21.5.2010) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **financement du réacteur à fusion ITER:**

Le prototype de réacteur nucléaire à fusion ITER est actuellement en construction à proximité de Cadarache en France. À l'origine, son coût était chiffré à 4,6 milliards d'euros pour les dix ans de construction: 45% à la charge de l'Europe et 9% à celle de chacun des six autres partenaires (Chine, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon et Russie). S'y ajoutent 4,8 milliards d'euros pour les 20 ans d'exploitation. Cependant le budget explose en raison de l'évolution de la conception du réacteur et du renchérissement des matériaux.

La contribution de l'Europe (via Euratom) à la phase de construction, fixée au départ à 2,7 milliards d'euros, atteindra 7,2 milliards d'euros: un surcoût de 4,5 milliards d'euros, dont 1,4 milliard à trouver en 2012 et 2013. La Commission européenne vient de demander que le Conseil et le Parlement «se saisissent d'urgence de cette question».

Le Conseil Compétitivité du 26 mai va se charger de discuter sur l'opportunité d'une contribution

accrue des États membres ou du budget européen. D'après nos informations, lors d'une réunion des représentants permanents des États membres auprès de l'Union européenne, aucune délégation s'est formellement opposée à une augmentation de la contribution financière ni a mis en doute l'opportunité politique d'un tel projet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Luxembourg sur les contributions accrues des États membres ou du budget européen?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce projet est devenu ingérable au niveau du coût financier et inacceptable au niveau politique dans une situation de crise financière et d'austérité budgétaire?

- Le Luxembourg ne devrait-il pas s'opposer fermement au financement national ou européen des coûts supplémentaires?

- Cet argent ne devrait-il pas être investi dans la recherche autour des énergies renouvelables qui ont fait la preuve de leur efficacité dans la lutte contre le changement climatique?

Réponse (25.5.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La fusion est l'une des rares sources d'énergie durable que l'humanité puisse envisager à long terme. Tout en offrant l'avantage de fonctionner en toute sécurité et avec un impact minimum sur l'environnement, elle ne comporte aucune contrainte de disponibilité ni de répartition géographique de combustible. Une fois maîtrisée, elle pourra être en mesure de jouer un rôle important dans la production d'énergie de base, aux côtés d'autres filières énergétiques répondant également à ces critères.

L'idée de réaliser des réacteurs à fusion est très ambitieuse: il s'agit de reproduire ce qui se passe au cœur du Soleil. La température de la matière est si élevée que les atomes entrent en collision et fusionnent. Cette réaction dégage une énorme énergie, qui se traduit par le rayonnement solaire dont nous bénéficions et qui alimente depuis des milliards d'années le cycle de l'eau, le vent et la vie.

D'après les experts, la fusion offre certains avantages importants en termes d'environnement, de fonctionnement et de sécurité:

- les ressources en combustibles de base (deutérium et lithium) pour la fusion sont abondantes et ne sont pas radioactives;

- le «cendre» de la fusion, l'hélium, n'est pas radioactif;

- le seul composant de combustible radioactif, le tritium, est produit et brûlé à l'intérieur de la machine, le transport de matériaux radioactifs n'est pas nécessaire pour le fonctionnement ordinaire, sauf pour le démarrage et le démantèlement du réacteur;

- les centrales présenteront les avantages inhérents à la fusion en matière de sécurité, les risques de réaction en chaîne ou de fusion du cœur sont exclus. Si l'on coupe l'injection du combustible ou si le champ magnétique est interrompu, un arrêt très rapide du réacteur est possible.

Les travaux de recherche en matière de fusion ont démarré au début des années 70. L'Europe s'est affirmée sur le devant de la



scène, principalement en raison de l'intégration des programmes nationaux relatifs à la fusion dans un seul programme de recherche coordonné au niveau d'Euratom et financé par les programmes-cadres de R&D communautaires successifs. Cette intégration des programmes nationaux a notamment permis la construction et l'exploitation, dans le cadre d'une entreprise commune établie sur la base du traité Euratom, du Joint European Torus (JET), le principal dispositif mondial de fusion, réalisé au Royaume-Uni. En 1991, un réacteur de fusion contrôlée a été réalisé au JET pour la première fois sur terre, produisant une puissance de fusion de 1,7 MW. En 1997, le succès de JET s'est affirmé lorsqu'on a dépassé la barre des 10 MW pendant quelques secondes avec un maximum de 16 MW. Grâce aux progrès accomplis au cours des dernières années, la R&D sur l'énergie de fusion a atteint un point où un progrès effectif vers la démonstration de la production d'énergie durable à partir de la fusion nucléaire paraît envisageable. L'objectif à long terme du programme européen relatif à la fusion est la création conjointe de réacteurs de démonstration économiquement viable. Cette stratégie comprend, en première priorité, la construction et l'exploitation d'ITER (Réacteur thermonucléaire expérimental international), une installation expérimentale d'envergure conçue pour démontrer la faisabilité scientifique et technologique de la fusion en tant que source d'énergie à grande échelle aux caractéristiques favorables en termes de sûreté et d'environnement.

ITER est un projet international de construction et d'exploitation d'un réacteur expérimental destiné à démontrer la faisabilité scientifique et technique de l'énergie de fusion à des fins pacifiques. Son objectif est d'évaluer si la fusion peut devenir une importante source d'énergie durable contribuant à la réalisation de la stratégie de l'UE en matière de sécurité de l'approvisionnement en énergie à long terme. Le procédé de la fusion nucléaire offre la perspective de produire une source pour ainsi dire illimitée d'énergie plus sûre et plus propre sans émissions de CO₂. Le projet ITER pourrait être suivi d'un réacteur de démonstration, en prélude à une exploitation commerciale de l'énergie de fusion.

ITER est un projet de coopération mondiale unique en son genre, le projet est régi par un accord international entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et six autres parties (Chine, Inde, Japon, Corée, Russie et États-Unis), signé à Paris en novembre 2006, qui est entré en vigueur en octobre 2007. Cet accord a créé l'organisation internationale pour l'énergie de fusion (organisation ITER), située à Cadarache (France), dotée de la personnalité juridique internationale pleine et entière et chargée d'assurer la mise en œuvre conjointe du projet ITER. Il a une durée initiale de 35 ans couvrant les phases de construction (10 ans), d'exploitation (20 ans) et de désactivation (5 ans) des installations ITER.

La contribution d'Euratom à ITER est gérée par l'entreprise commune européenne pour ITER «Fusion For Energy» (F4E), l'agence domestique européenne instituée par le Conseil en mars 2007 et basée à Barcelone (Espagne). Les membres de F4E, à savoir Euratom, les 27 États membres et la Suisse, sont tous représentés dans ses structures de gestion. La contribution de l'UE à la construction d'ITER consiste essentiellement à fournir «en nature» à l'organisation ITER, par l'intermédiaire de F4E, des systèmes et composants essentiels d'ITER. Il appartient au Parlement européen de donner la décharge budgétaire à l'entreprise commune européenne pour ITER. La construction d'ITER est un défi technique immense par son ampleur et par sa complexité.

Lors de la phase de construction, la contribution d'Euratom représente 5/11 (environ 45%) du total, dont 80% à la charge d'Euratom et 20% à la charge de la France, le reste étant réparti à parts égales entre les six autres parties (1/11 ou environ 9% chacune).

Selon l'estimation de 2001, le coût total de la construction d'ITER devait s'élever à 5,9 milliards d'EUR. La contribution d'Euratom s'établissait à 2,7 milliards d'EUR (environ 45%), soit 1.735 millions d'EUR pour les composants/systèmes à fournir «en nature» et 945 millions d'EUR à fournir «en numéraire» à l'organisation ITER. À cette contribution, il faut ajouter les frais de fonctionnement de l'agence domestique européenne F4E de quelque 650 millions d'EUR qui n'étaient pas encore prévus en 2001. Par conséquent, le coût total d'Euratom s'établissait à 3,35 milliards d'EUR (en prenant en compte ce coût total, la contribution d'Euratom s'élèverait à 2,8 milliards d'EUR et la charge supportée par la France à 550 millions d'EUR).

Selon les estimations actuelles de F4E pour la phase de construction (pour l'Europe uniquement), actualisées en fonction du calendrier proposé (2007-2020) et présentées au conseil de direction de F4E en mars 2010, le coût s'élève désormais à 7,25 milliards d'EUR: 6,6 milliards d'EUR en ce qui concerne la contribution à la construction d'ITER et 650 millions d'EUR en ce qui concerne les frais de fonctionnement de F4E. Sur la base de ces estimations, la contribution d'Euratom s'élèverait à 5,9 milliards d'EUR et la charge supportée par la France à 1,3 milliard d'EUR.

Par conséquent, le surcoût de la contribution d'Euratom (financée par le budget européen) s'élèverait à 3,1 milliards d'EUR (c'est-à-dire 5,9 milliards d'EUR au lieu de 2,8 milliards d'EUR).

Chaque partie s'est engagée à apporter les contributions convenues en nature indépendamment du coût final d'acquisition et de fourniture des composants. Les surcoûts de 3,1 milliards d'EUR sont liés principalement aux évolutions du projet (sept partenaires au lieu de trois partenaires, ce qui est lié à des frais de coordination beaucoup plus élevés, l'évolution du design, de l'ingénierie du réacteur et des bâtiments) et aux

surcoûts des matières premières et du travail.

Lors du Conseil Affaires générales et Relations extérieures du 16 novembre 2010 (point A), le Conseil a confirmé le soutien au projet ITER, pour autant que les conditions limites fixées par la Commission, telles que des évaluations crédibles en matière de coûts, des niveaux de dépense acceptables et maîtrisés, un calendrier réaliste et une gestion saine du projet à tous les niveaux, puissent finalement être remplis. Le Conseil a demandé que les changements nécessaires soient apportés à la gestion du projet et qu'une politique déterminée soit menée en matière de contrôle budgétaire ainsi que de réduction et de maîtrise des coûts.

La source des dépassements de coût a fait l'objet d'une analyse par des experts, dont il ressort qu'une série de problèmes devraient être réglés d'urgence dans la gouvernance de l'agence domestique européenne F4E et de l'organisation internationale ITER. Il s'agira d'améliorer l'estimation des coûts, d'assurer un suivi et un compte rendu transparents de l'évolution des coûts et d'appliquer des mesures volontaristes de maîtrise des coûts. L'agence domestique européenne F4E est en cours de restructuration et un nouveau directeur est en train de réorganiser les méthodes de maîtrise des coûts. Dans sa réunion du 30 au 31 mars 2010, le conseil de direction de F4E a recommandé que F4E et l'organisation ITER feroient le plus possible afin de réduire les coûts de construction globaux pour l'Europe d'un montant de 600 millions d'EUR.

En ce qui concerne l'organisation internationale ITER, les problèmes d'escalade des coûts concernent les ressources de conception et de gestion. Le Conseil ITER mettra en œuvre les aspects essentiels du rapport d'évaluation de la gestion, parmi lesquels le remplacement de l'actuel directeur général de l'organisation ITER pour le mois de juin 2010.

Par ailleurs, le Conseil du 16 novembre 2009 a invité la Commission à étudier les moyens de répondre aux besoins de financement supplémentaires au cours de la période couverte par les perspectives financières actuelles.

Le Conseil Compétitivité du 26 mai 2010 est censé donner des orientations à la Commission concernant l'état d'avancement d'ITER et le financement de la contribution européenne du projet ITER. À l'heure actuelle, le Comité des représentants permanents de l'UE n'a pas encore trouvé un accord sur ces orientations.

À l'heure actuelle, la position du Luxembourg en vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010 est guidée par le souci de fixer les besoins de financement supplémentaires dans les limites du cadre des perspectives financières actuelles (2007-2013). Le Luxembourg insiste en outre que cette solution ne devrait pas impliquer ni de nouvelles contributions financières collectives des États membres ni une augmentation nette du plafond global prévu par le cadre financier 2007-2013.

Le Luxembourg fait sienne la re-

commandation du conseil de direction de F4E, selon laquelle l'agence domestique européenne F4E et l'organisation ITER feront le plus possible afin de réduire les coûts de construction globaux pour l'Europe d'un montant de 600 millions d'EUR. Par conséquent, le Luxembourg se rallie au plafonnement de la contribution européenne à un montant maximal de 6,6 milliards d'EUR. Le Luxembourg demandera à la Commission de soumettre dès que possible une proposition pour le financement de la contribution européenne du projet ITER pour les années 2012-2013.

Selon les premières estimations de la Commission, un abandon du projet ITER aura un coût considérable sur le plan politique et sur le plan financier. La construction d'ITER a été identifiée dans le plan SET (European Strategic Energy Technology Plan) comme un des défis majeurs de la technologie pour les dix prochaines années afin de répondre à la vision 2050 qui a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60% à 80%.

Dans le cadre du septième programme-cadre R&D de la Communauté européenne (2007-2013), le budget prévu pour les énergies renouvelables s'élève à 1,8 milliard d'EUR tandis que le budget prévu pour le projet ITER s'élève à 1,6 milliard d'EUR.

Dans la communication de la Commission du 3 mars 2010 «EUROPE 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», la Commission a présenté parmi les sept initiatives phares «une Europe efficace dans l'utilisation des ressources» qui vise à découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources, à favoriser le passage vers une économie à faible émission de carbone, à accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelable, à moderniser notre secteur des transports et à promouvoir l'efficacité énergétique. Les grandes lignes ont été approuvées par le Conseil européen du 25 au 26 mars 2010. Pour agir dans le domaine des ressources énergétiques, d'après la communication de la Commission, il sera nécessaire de mettre en œuvre nos engagements en matière de réduction des émissions, de manière à optimiser les bénéfices et réduire les coûts, y compris en diffusant des solutions innovantes sur le plan technologique. De plus, l'UE devra essayer de découpler croissance et consommation d'énergie afin de devenir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources. Cela donnerait non seulement à l'Europe un avantage compétitif, mais réduirait aussi sa dépendance face aux matières premières et aux produits de base provenant de l'étranger. À l'échelon de l'UE, la Commission s'efforcera d'achever le marché intérieur de l'énergie et de mettre en œuvre le plan SET. La promotion de sources d'énergie renouvelable dans le marché unique sera également une priorité.

Finalement, je tiens à vous informer que depuis septembre 2009 les dossiers (y inclus le dossier ITER) des différents Conseils Compétitivité sont exposés par

mes services dans la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Communications (récemment dans la commission du 20 mai 2010) et que le dossier ITER figurera de nouveau à l'ordre du jour de la prochaine commission, prévue pour le 16 juin 2010.

Il résulte de ce qui précède:

- À l'heure actuelle, la position du Luxembourg en vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010 est qu'en principe les besoins de financement supplémentaires devraient se trouver dans les limites du cadre des perspectives financières actuelles (2007-2013) et que la solution ne devrait pas impliquer ni de nouvelles contributions financières collectives des États membres ni une augmentation nette du plafond global prévu par le cadre financier 2007-2013.

- Le Conseil du 16 novembre 2009 a demandé que les changements nécessaires soient apportés à la gestion du projet et qu'une politique déterminée soit menée en matière de contrôle budgétaire ainsi que de réduction et de maîtrise des coûts. La source des dépassements de coût a fait l'objet d'une analyse par des experts, dont il ressort qu'une série de problèmes devraient être réglés d'urgence dans la gouvernance de l'agence domestique européenne F4E et de l'organisation internationale ITER. Il s'agira d'améliorer l'estimation des coûts, d'assurer un suivi et un compte rendu transparents de l'évolution des coûts et d'appliquer des mesures volontaristes de maîtrise des coûts. L'agence domestique européenne F4E est en cours de restructuration et un nouveau directeur est en train de réorganiser les méthodes de maîtrise des coûts. À l'heure actuelle et en vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010, le Luxembourg réitère la recommandation du conseil de direction de F4E que l'agence domestique européenne F4E et l'organisation ITER feroient le plus possible afin de réduire les coûts de construction globaux pour l'Europe d'un montant de 600 millions d'EUR et considèrent que 6,6 milliards d'EUR devraient constituer le plafond pour la contribution européenne.

- À ce stade, il est prématuré de se prononcer sur un financement des coûts supplémentaires. En vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010, le Luxembourg demandera à la Commission de soumettre dès que possible une proposition pour le financement de la contribution européenne du projet ITER pour les années 2012-2013. Selon les premières estimations de la Commission, un abandon du projet ITER aura un coût considérable sur le plan politique ainsi qu'en termes d'impact financier.

- D'après les décisions 1982/2006/CE et 969/2006/CE du 18 décembre 2006 relatives au septième programme-cadre de la Communauté européenne, un transfert du budget du programme spécifique Euratom vers d'autres programmes spécifiques demanderait une nouvelle décision du Conseil et du Parlement européen.

